

Revirement des autorités après les manifestations populaires

Le parti au pouvoir à Séoul accepte la création d'institutions démocratiques

Maturité ?

L'opposition vient de remporter une nette victoire en Corée du Sud. M. Roh Tae Woo, successeur désigné du président Chun Doo Hwan, a proposé, le lundi 29 juin, une élection présidentielle directe en 1988 ainsi que l'adoption d'une nouvelle Constitution et le rétablissement de toutes les libertés. Cette initiative a été accueillie avec une prudente satisfaction par les chefs de l'opposition. On ignorait encore lundi en milieu de journée si le chef de l'Etat sud-coréen lui avait donné son aval.

Dans un manifeste approuvé par le parti au pouvoir, M. Roh Tae Woo, successeur désigné du président Chun Doo Hwan, a proposé, le lundi 29 juin, une élection présidentielle directe en 1988 ainsi que l'adoption d'une nouvelle Constitution et le rétablissement de toutes les libertés. Cette initiative a été accueillie avec une prudente satisfaction par les chefs de l'opposition. On ignorait encore lundi en milieu de journée si le chef de l'Etat sud-coréen lui avait donné son aval.

SEOUL
de notre envoyé spécial

« Révision constitutionnelle au cours de cette année ». Le titre en énormes caractères barre la « une » des journaux du lundi 29 juin. Les piles disparaissent en quelques minutes et ceux qui n'ont pu en acheter un exemplaire lisent au-dessus de l'épaule des autres. Les radios des taxis sont branchées sans arrêt sur les informations et la nouvelle est sur toutes les lèvres.

Depuis le large succès de la marche de la paix organisée par l'opposition le 28 juin, le pouvoir ne pouvait plus feindre d'ignorer la volonté de la majorité des Coréens. Après quinze jours de violence, il se retrouve la dos au mur. Il avait le choix entre une répression encore plus brutale — ouvertement déconseillée par Washington — avec le risque de soulèvement populaire qu'elle aurait entraîné, et se rendre à l'évidence en accordant aux demandes d'une opposition dont il avait sous-estimé l'audace.

C'est, apparemment, la deuxième solution qui a été retenue. On ignore, en revanche, les circonstances qui ont conduit M. Roh à émettre des propositions qui représentent bien davantage que de simples réformes constitutionnelles. Il s'agit, en fait, d'amorcer la libération d'un système d'autant plus rétrograde que la Corée du Sud connaît une vive expansion économique et, dans le fond, une montée des classes moyennes ralliées au slogan des étudiants : « A bas la dictature militaire ».

D'où l'erreur qu'il y aurait à évoquer un syndrome philippin. Si le président Chun a manifesté un certain aveuglement — au même titre que les Marcos — et si son impopularité est tout aussi manifeste que celle de l'ancien potentat de Manille, le parallèle est erroné. Il n'y a pas d'insurrection armée au sud du 38^e parallèle, et le stalinisme imposé au Nord fait l'effet d'un repoussoir. En outre, le développement de la Corée du Sud est un succès, alors que les Philippines, théâtre de crises incessantes, se débattent dans de graves difficultés économiques.

Mais si la détente semble l'emporter pour le moment, la situation comporte encore des incertitudes. Assistons-on à un bras de fer entre le président Chun et son second, allié de longue date ? Les chefs de l'armée ont-ils donné leur aval à l'initiative de M. Roh ? Quel a été, enfin, le poids de Washington en faveur d'un dialogue avec l'opposition ?

Il est trop tôt pour répondre à ces questions. Mais si le processus de libéralisation dont M. Roh est la cheville ouvrière se met en branle, il est certain que l'autorité du candidat à la présidence en sera fortement réhaussée et que les classes moyennes seront tentées de reporter sur lui leurs suffrages, isolant de nouveau l'aire radicale du mouvement étudiant. Dans cette hypothèse, les Coréens auraient prouvé une maturité politique à la hauteur de leurs performances économiques.

tionnelle permettant l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel, la restauration des droits politiques de M. Kim Dae Jung, principale figure de l'opposition, et la garantie de la liberté de la presse.

Cette déclaration faite devant le comité exécutif du parti majoritaire a causé la stupeur des parlementaires présents qui, apparemment, n'avaient pas été prévus. Elle a pris de court l'opposition qui, certes, s'en félicitait mais se demandait ce qu'un tel revirement dans la position du parti au pouvoir pouvait cacher. M. Roh a précisé que si le président Chun n'acceptait pas sa proposition, il démissionnerait du parti et renoncerait à sa candidature à la présidence de la République.

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 6.)

Un soutien à la reprise de l'investissement

La Banque de France déclenche une baisse des taux d'intérêt

La Banque de France a réduit lundi 29 juin d'un quart de point ses taux directeurs sur le marché monétaire, son taux-plancher étant ainsi ramené de 7,75 % à 7,50 %. A l'issue de la réunion du Conseil national du crédit, M. Edouard Balladur a en outre annoncé un relèvement modéré du taux des réserves obligatoires pour les banques et une révision en baisse des appels de l'Etat au marché obligataire. Ces mesures devraient favoriser une détente sur les taux d'intérêt en France et soutenir la reprise de l'investissement.

Les marchés financiers attendaient un signe. Les autorités monétaires françaises ont profité de l'appel d'offre, lancé, lundi 29 juin, par la Banque de France et de la réunion, dans la matinée, du Conseil national du crédit pour le donner. Les taux d'intérêt directs restent orientés à la baisse. Ainsi, la Banque de France a annoncé, lundi à midi, qu'elle servirait son appel d'offres à des taux réduits d'un quart de point. Son taux plancher est ramené de 7,75 % à 7,50 %, son taux plafond passe de 8,25 % à 8 %. Il s'agit de la seconde baisse depuis le début de l'année pour le taux minimum : il avait été ramené de 8 % à 7,75 %, le 10 mars dernier ; de la troisième réduction pour le taux maximum.

Cette baisse des taux directeurs de la Banque de France est accompagnée de deux autres mesures annoncées par

M. Edouard Balladur lors de la réunion du Conseil national du crédit. Tout d'abord, pour éviter un dérapage des agrégats monétaires, le ministre a décidé un relèvement des taux des réserves obligatoires que doivent constituer les banques sur les certificats de dépôt, les dépôts à terme librement rémunérés et les rémises.

M. Edouard Balladur a également annoncé une révision en baisse des appels de l'Etat au marché obligataire. Les émissions d'obligations du Trésor français n'atteindront que 100 à 120 milliards de francs en 1987, au lieu du montant de 120 à 140 milliards prévu initialement. Cette décision est rendue possible à la fois par le surplus des recettes de privatisation et par la « bonne » exécution en cours du budget 1987.

E. L.

L'intervention de M. Chirac au « Grand Jury RTL-le Monde »

La cohabitation sous surveillance

Dans son intervention au « Grand Jury RTL-le Monde », le dimanche 28 juin, M. Jacques Chirac a déclaré que M. Mitterrand se comportait parfois en « porte-parole de l'opposition ». Aux yeux du premier ministre, une telle attitude pourrait remettre en cause les règles de la cohabitation avec le chef de l'Etat.

La majorité est toujours la majorité, « on le voit dans les élections et dans les sondages ». M. Jacques Chirac utilise constamment cet argument afin de signifier que les difficultés qu'affronte son gouvernement ne touchent pas le cœur du dispositif politique mis en place par les Français le 16 mai 1986. Il l'a répété, le dimanche 28 juin, au « Grand Jury RTL-le Monde ». Il est permis cependant de douter de l'analyse.

Non seulement tous les sondages donnent M. Chirac devancé par M. Barre au premier tour et battu au deuxième tour de l'élection présidentielle, aussi bien par M. Rocard que par M. Mitterrand, mais les élections partielles semblent indiquer que l'érosion de la majorité, jusqu'alors lente et modeste, s'accroît. Les socialistes, qui ne bénéficiaient pas, ou peu, de ce phénomène, commen-



cent à en tirer profit. Les trois élections cantonales partielles du week-end livrent, à cet égard, une indication qui, si elle était confirmée (lire page 44) serait pour la majorité lourde de menaces.

Ces scrutins locaux sont surtout révélateurs du coût politique des divisions de la majorité. « Le seul danger qu'elle courrait de se défaire », de provoquer par des comportements irresponsables des fermentations ou des processus de désunion », a déclaré le premier ministre au « Grand Jury RTL-le Monde ». Il a bien raison

de le craindre : en Haute-Marne, cette division s'est traduite par une élection triangulaire qui a permis l'élection du candidat socialiste.

Comment répliquer, combattre la « sinistrose », dénoncée par M. Barre, remonter ce courant dévastateur ? Le premier ministre court après son autorité, ébranlée par l'affaire Noir puis par le conflit qui l'a opposé à M. Lénard.

JEAN-YVES L'HOMEAU
(Lire la suite page 8.)

L'agression contre un instituteur de Mulhouse

Le missionnaire de Bourtzwiller

Après l'agression dont a été victime un jeune instituteur d'une cité immigrée de Mulhouse, la tension reste forte entre les communautés. Les autorités s'efforcent d'éviter tout dérapage en risquant de donner l'impression de vouloir « étouffer » l'incident.

MULHOUSE
de notre envoyée spéciale

Au bout de la route, adossée à la voie express, la cité des 420 : l'enfer, pavé de tapis d'Orient étendus aux balcons, entre la fessive et la Mobyette, qu'on monte sur la terrasse la nuit. Sept barrières de quatre étages de logements surplombés, fissurés, exténués ; trente-cinq enfants en moyenne par cage d'escalier, des boîtes à lettres torrides, des minuscules canoës. Quand le vide-ordures est bouché, il n'est pas rare de voir passer les détritus par la fenêtre. Et quand les jeunes s'ennuient, il leur arrive de « sauter » de la colle, d'allumer des feux dans les caves pour faire venir les pompiers ou, variante, d'appeler les pompiers pour rien. Depuis une mini-émeute en 1982, à la suite d'un contrôle d'identité, les policiers s'efforcent d'user de psychologie. Ils ne patrouillent plus que rarement

pour éviter, dit-on, de « provoquer » les habitants.

Un grand projet de réhabilitation de l'habitat est annoncé depuis trois ans et une zone d'éducation prioritaire (ZEP) a été mise en place en 1982.

Cette cité HLM, dont les 2 500 habitants sont pour plus de la moitié d'origine étrangère, a été construite pour reloger les rapatriés d'Afrique du Nord, au milieu des années 60 à l'extrémité d'un vieux faubourg de Mulhouse, Bourtzwiller. Un village alsacien, avec ses potagers, ses pancartes « Attention au chien » et ses boutons de rose qui — mauvaise année — sont restés fermés pour cause de pluie. Au total, le quartier compte 6 500 habitants et le Front national plus de 20 % d'électeurs.

C'est samedi, jour de sortie des tondueuses à gaz, côté pavillon, des crises et autres outils de réparation côté HLM. Dans son jardin avec vue sur les étages de linge à sécher, une grand-mère alsacienne prévoit pour 16 h 20 le prochain appel à la prière à la mosquée. Elle est restée, malgré toutes ces lessives étrangères. « On est bien ici. Les jeunes vont faire leurs carriolages dans d'autres quartiers... »

CORINE LESNÈS

(Lire la suite page 12.)

Gabriel García Márquez

Quelle fête !

GRASSET

Gabriel García Márquez



L'Amour aux temps du choléra

Le Monde

ÉCONOMIE La Sécurité sociale en question

Un dossier sur la Sécurité sociale présenté par Guy Herzlich à l'occasion des réunions départementales des états généraux. La crise des comptes du régime général qui, en 1986, a enregistré un déficit de 21 milliards de francs. Les difficultés des autres régimes masqués par les concours publics. Les limites de l'autonomie avec le rôle déterminant de l'Etat face aux partenaires sociaux.

La chronique de Paul Fabra.
Pages 33 à 36

Débats

DROIT DE GRÈVE

Le vote par le Sénat d'un amendement tendant à réduire le droit de grève dans les services publics ranime un vieux débat. Pour Jean-Jacques Dupeyrou, le Conseil

constitutionnel devrait être saisi de la question soulevée. Pour sa part, André Weil-Curiel estime que l'on devrait revenir à une solution que Léon Blum avait préconisée en 1936.

Pour l'« arbitrage obligatoire »

Il est aberrant que les seuls conflits qui échappent au pouvoir du juge soient les conflits collectifs du travail

Par ANDRÉ WEIL-CURIEL (*)

L'AMENDEMENT Lamas, approuvé par le gouvernement est une fausse solution au problème posé par l'exercice du « droit » de grève dans les services publics ou les entreprises privées. Outre ce principe généralement admis mais méconnu que l'usage du droit de chacun trouve sa limite dans le préjudice qui peut en résulter pour autrui, le moment est venu de réfléchir sur la nature même de ce « droit ».

Ce qui distingue la civilisation de la barbarie, c'est la limitation apportée de siècle en siècle au pouvoir du plus fort par la soumission au pouvoir du juge. Le brigandage a été réprimé, les querelles, quel qu'en soit l'objet, ne se valent plus par la violence mais

devant les juridictions appropriées.

A une époque où les salariés étaient privés des droits les plus élémentaires : droit de vote, de réunion, d'association, où le pouvoir politique, économique et social était confisqué par une caste oligarchique, il était juste et logique que la grève fût l'arme réservée aux victimes de cette oppression.

Ces temps ont bien changé. Les salariés dans les pays démocratiques pèsent du poids de leur nombre sur les décisions d'intérêt national, régional ou local, prises par les assemblées où ils sont présents ou représentés. Les conflits

individuels entre employeurs et salariés se résolvent sans peine devant les juridictions appropriées.

Il est aberrant que les seuls conflits qui échappent au pouvoir du juge soient les conflits collectifs du travail et qu'ils dégénèrent en épreuves de force dont des tiers, non directement concernés, fassent les frais, au risque de paralyser les conditions de vie des Français ou de menacer de façon parfois irréversible les intérêts supérieurs de la nation.

Qu'attend le gouvernement, quel qu'il soit, pour dire courageusement : la violence, quelle que soit la façon dont elle s'exerce, n'est pas un droit. Elle

est un pugilat, une rixe, un affrontement qui fait d'innombrables victimes innocentes, sans compter les blessures qu'elle inflige à la nation dans ses intérêts majeurs.

Peut-il échapper longtemps encore à la perspicacité des Français qu'il existe un vide dans notre législation qu'il importe de combler ; qu'il est urgent et nécessaire de créer une juridiction s'exerçant au plan local, régional et national capable de dire le droit dans les conflits collectifs du travail et d'en imposer le respect ? Cela s'appelait en 1936 l'« arbitrage obligatoire ». Léon Blum l'avait alors préconisé.

(*) Président du Rassemblement des gaullistes de progrès (gaullistes de gauche).

Gribouille

Les lois peuvent-elles pénaliser financièrement l'exercice d'un droit ?

Par JEAN-JACQUES DUPEYROUX

EN 1983, dernière année pour laquelle on dispose de données globales, la durée moyenne de grève par fonctionnaire était de l'ordre d'une heure et dix minutes. Pour toute l'année, l'image d'une fonction publique dépotée, de fainéants toujours en grève relève du fantasme. Il n'est peut-être pas inutile de le rappeler au moment où le Sénat vient de voter un amendement rétablissant le principe d'un « 30^e indivisible », en vertu duquel l'absence de service fait pendant une fraction quelconque de la journée doit donner lieu à une retenue minimale du trentième du traitement mensuel.

Ce retour en droit antérieur à la loi Le Pors ne vise pas que la fonction publique : il s'étend à tous les services publics, y compris ceux dont les agents sont de purs salariés de droit privé. Si l'on en croit diverses déclarations ministérielles, ce principe du « 30^e indivisible » serait, pour l'un, « une application inévitable des règles propres de la comptabilité publique » ; pour l'autre, « un principe méfistophélique conforme au bon sens » ; pour un troisième, « une règle d'or du bon fonctionnement de l'administration », etc. Qu'en est-il en réalité ?

Écartons d'abord la référence à des exigences supposées incontournables de la comptabilité publique, d'ailleurs contournées depuis la loi Le Pors. Ces exigences datent de... Napoléon III : à l'heure de l'ordinateur, cette référence est hors de propos (1).

Le principe du « 30^e indivisible » étant étendu à l'ensemble des services publics, c'est-à-dire bien au-delà du champ d'application de la comptabilité publique, on en déduit sans effort que la justification de la règle, ainsi généralisée, doit être cherchée ailleurs que dans les contraintes de cette fameuse comptabilité.

Alors, « une règle conforme au bon sens » : dès qu'il s'agit de services publics ? Voyons donc. Un agent de la Sécurité sociale ne s'associe que pendant une heure à un mouvement de grève, prévient pour la journée, à la suite de quoi il s'empresse de réintégrer son poste sans broncher ou son quai. Peine perdue : le travail fourni cette journée-là restera sans salaire ! Sa conscience professionnelle ne vaudra à l'intéressé que les sarcasmes de ses collègues.

voire de ses supérieurs. Étrange récompense.

Derrière cette incohérence se cache-t-elle « une règle d'or du bon fonctionnement de l'administration » ? La retenue forfaitaire du 30^e neutraliserait les velléités de ceux qui seraient tentés par des absences de très courte durée. C'est bien possible ! Mais il est tout aussi possible, à l'inverse, que nombre de grèves s'ajoutent automatiquement sur le tarif légal. Il y a peut-être du Gribouille là-dessous (2). Mais allons au cœur du problème : si, d'une façon générale et indépendamment des arrêts de travail abusifs, les grèves de trop courte durée sont, en tant que telles, réellement incompatibles avec le bon fonctionnement des services publics, pourquoi ne pas les interdire ? Les grèves tournantes dans les services publics sont bien probables.

La démarche actuellement entreprise est autre. Comme l'a reconnu naïvement M. Lamas, elle-même à l'Europe 1, il s'agit de « prévoir une pénalisation financière »... avec une laisse perdue. Le délit de grève reconnu par la Constitution s'exerce, on le sait, « dans le cadre des lois qui le réglementent » : ces lois peuvent lui assigner certaines limites, édicter certaines interdictions. Mais peuvent-elles pénaliser financièrement l'exercice licite de ce droit lorsque cet exercice est tenu, à tort ou à raison, pour parfaitement licite ? La est la question. Une belle question pour le Conseil constitutionnel.

(1) M. de Charrette, ministre de la fonction publique, a eu raison de souligner dans le *Journal du Dimanche* que le 30^e indivisible n'est pas la règle du « 30^e indivisible » : c'est le fait que la loi Le Pors ne vise que le cas de la grève, continuant de s'appliquer à tous les autres cas d'absence y compris celui de la fonctionnaire venue de rester, après d'un enfant malade. Mais ce qui est effectivement inacceptable, c'est que l'État employeur sanctionne ainsi une absence de famille. Cela arrive-t-il souvent ?

(2) Sans doute arrive-t-il que des grèves déclenchées à un moment névralgique, soit à l'heure d'entrée en service, soit à l'heure de sortie, entraînent une dégradation du service hors de proportion avec la durée de l'absence de travail. Ce fait constitue une vraie difficulté. Mais, dans l'impossibilité du secteur public, on est souvent en réalité très rare : on est toujours les mêmes - et leur particularisme apparaît justement des solutions elles-mêmes partielles : il n'est pas que point.

COURRIER DES LECTEURS

Les chrétiens d'Orient et l'islam

Un religieux catholique arabe, membre d'un ordre franciscain, nous a adressé de Damas une longue lettre dont nous publions cet extrait. Il nous a demandé de conserver l'anonymat.

(...) Au sujet des chrétiens d'Orient présents dans l'est de la Syrie, c'est la chance pour eux d'être pleinement du territoire, enracinés là depuis des siècles bien avant l'islam. Malheureusement, pour des raisons comme l'invasion pacifique des Kurdes dans cette région, ils ne se sentent plus à l'aise, et émigrent en masse, vers les villes d'Alep (Alep, Damas), puis le Nouveau Monde ou l'Australie. On ne sait comment faire pour les retenir dans ce qui est leur pays.

Il faut dire que, avec ce qui se passe au Liban, l'avenir est de plus en plus incertain : les chrétiens sont inquiets pour leurs enfants : leur foi d'abord, avec un danger d'islamisation pacifique par osmose, par l'éducation. Si les musulmans peuvent être très braves et très amicaux avec nous sur le plan des individus, leur « islam » (doctrine, orientations, etc.) reste assez radical. Au reste je constate, d'après les journaux, combien ce problème devient préoccupant en France où on manque cruellement d'expérience et de connaissance pour ce problème. Un hebdomadaire tirait, il y a quelques mois : « Faut-il avoir peur de l'islam ? ». Certes non ! Ce dont l'islam a besoin, c'est de fermeté et de respect. Et aussi d'avoir d'honnêtes croyants en face de lui.

Quelle erreur de penser qu'en mettant sa foi sous le boisseau (sous prétexte de « discrétion » ou de faux respect pour l'autre), on prétende se rapprocher des musulmans ! Seule une foi exemplaire nous rapproche d'eux et nous permet de leur donner ce qu'ils attendent de nous. Quant à la mode du « dialogue », il y a tout de suite à dire pour en dénoncer les aberrations et les malversités ! On n'est pas contre le principe du dialogue, mais il faut savoir ce que veut l'autre, ce qu'il peut, et l'impact qu'il peut avoir sur les siens ! La vraie tolérance a pour objet les personnes, et pas nécessairement leurs idées. Faute de bien méditer cela, à partir des dialogues du Christ avec ses contemporains, on risque de flatter des idées et d'en venir au mépris des gens et au racisme ! (...)

Sartre et Touvier

Pierre Bourgeois, dans son article intitulé « Le métier de nazi et nous » paru dans le *Monde* daté du 16 juin, s'en prend au silence des intellectuels qui suivit la grâce qu'accorda Pompidou à Touvier. Et de mentionner le nom de Jean-Paul Sartre.

Or Sartre était, à l'époque 1971-1972, directeur du journal *la Cause du Peuple*, lequel, dans ses colonnes, s'indigne avec véhémence contre cette grâce dont bénéficia le collaborateur Touvier.

FRANÇOISE HÉRVÉ (Paris.)

A l'enseigne du « Père Ubu »

Avant d'être la semaine dernière faire établir un passeport en mon nom, je me suis présenté à l'antenne de la préfecture de police de la mairie du quatorzième, où, entre autres pièces, il me fut réclamé une justification de domicile. Cela fut pour moi l'occasion de sonder l'insoluble logique des services administratifs compétents (comme on dit !).

Parmi les pièces susceptibles de satisfaire cette exigence, figurait une quittance de Gaz-Electricité. Je suis donc revenu le lendemain muni de ma quittance, datée du 26 décembre 1986. Ce fut, après une attente de cinquante minutes, pour m'entendre dire par la préposée, aimable comme à l'accoutumée, cela va sans dire, que je devais revenir, ma quittance étant trop ancienne : « Car, se-elle comment, elle ne prouve pas que vous n'avez pas entre temps changé de domicile ».

Or, parmi les pièces admises comme justificatives de domicile, figurait aussi, sur la liste affichée au-dessus de chaque guichet, la quittance d'impôts locaux. Celui-ci étant réclamée en octobre de chaque année, et payée avant le 15 novembre de la même année, personne n'était en mesure de présenter sa quittance 1987, puisque les impôts locaux 1987 ne sont même pas encore calculés. Bien mieux, les impôts locaux étant dus par quiconque a occupé les lieux au début de l'année considérée, l'occupant qui a quitté son appartement le 2 janvier 1986 est soumis aux impôts locaux afférents à cet appartement, sans que la quittance de ces impôts prouve qu'il occupait les lieux deux jours plus tard. Néanmoins, cette quittance est valable pour quiconque postule un passeport en 1987 : aux yeux de l'autorité, elle prouve qu'il occupe un appartement qu'il a quitté depuis seize mois !

ROGER BISMUT (Paris.)

« Fins de programme »

Les nouveaux programmes de terminales qui incluent l'étude approfondie de l'Europe hitlérienne vont être probablement amputés de ce chapitre, qui sera étudié à la fin du programme de première. Or tous mes collègues connaissent le sort des « fins de programme » ! Faudra-t-il ne pas survoler cette période qu'à l'occasion d'un événement médiatique et en une demi-heure ?

Ne pourrait-on pas, après avoir étudié — plus ou moins bien — la seconde guerre mondiale en fin de première, conserver l'étude de l'Europe hitlérienne et de la France de Vichy en début d'année de terminales ?

Mme L. REAL
Agrégée d'histoire et géographie (Toulouse.)

« AUX ORIGINES DE LA VIE » et « LE JAILLISSEMENT DES BIOTECHNOLOGIES »

Vrais et faux mystères

A nouvelle encyclopédie des sciences et des techniques, publiées par la Fondation Didierot, s'est enrichie de deux nouveaux tomes : *Aux origines de la vie*, et *Le jaillissement des biotechnologies*.

Des origines de la vie, André Lwoff écrit un jour dans ces colonnes : « Beau sujet : on ne sait rien ». Nuancerait-il maintenant ce jugement ? On peut en douter à la lecture du livre collectif, coordonné par Marcel V. Loefer.

Ce n'est pas qu'il soit vide, loin de là. On lui reprocherait plutôt le trop-plein de détails. Certains auteurs brouillent en outre leur exposé de références bibliographiques, justifiées dans une publication scientifique, mais superflues dans un ouvrage destiné à un grand public.

D'autres sont vraiment proches en formules, pas toujours essentielles. Cela dit, s'il y a tant de détails, c'est que l'essentiel échappe encore. Les chercheurs abordent le problème par tous les bouts, explorent toutes les pistes ; celles-ci semblent encore loin de converger. Ce que l'ouvrage n'aît guère d'unité ressortit de l'évidence, non de la critique.

Le jaillissement des biotechnologies, ouvrage coordonné par Pierre Darbon et Jacques Robin, n'a pas ce handicap d'une base érudite. Ici, le lecteur est solide ; la nouveauté — elle a déjà une dizaine d'années — est sa sortie des laboratoires,

l'émergence de nombreuses applications. Celles-ci influent profondément sur la société, parce que c'est la destinée de tout grand progrès technique, mais spécialement parce que toucher au vivant ne peut laisser l'homme indifférent. Percer ce futur, décrypter les conséquences possibles ou probables, écarter les faux problèmes pour faire apparaître les vrais était un défi intéressant que les auteurs du volume ont bien relevé.

Après un chapitre introductif sur la cellule et une présentation des « outils d'aujourd'hui et de demain », les applications dans les domaines de la santé, de l'agriculture, de la chimie sont passées en revue, ainsi que les conséquences de leur utilisation et de l'environnement. En fin d'ouvrage, François Gros aborde la biotechnique, il s'intéresse principalement à trois types de problèmes : ceux qui pourraient résulter de l'action sur l'environnement, ceux liés à la fécondation *in vitro*, ceux qui résultent des possibilités d'agir sur le cerveau. Thèmes repris sous un autre éclairage par Henri Atlan, qui propose une grille d'analyse pour guider le lecteur.

MAURICE ARVONNY.
* LE JAILLISSEMENT DES BIOTECHNOLOGIES, Fondation Didierot, Librairie Fayard, 240 p., 120 F. AUX ORIGINES DE LA VIE, Fondation Didierot, Librairie Fayard, 360 p., 150 F.

APPEL POUR MAREK EDELMAN Ancien dirigeant de l'insurrection du ghetto de Varsovie

Le docteur Marek Edelman, commandant en second de l'insurrection du ghetto de Varsovie et membre du commandement de l'Organisation juive de combat pendant la Seconde guerre mondiale en Pologne, vient d'être licencié de son poste de cardiologue, responsable du service de réanimation à l'hôpital de Lodz.

Par ailleurs, le passeport qu'il sollicite pour rendre visite à sa femme et à ses enfants, vivant en France, vient de lui être refusé (cf. *le Monde* daté 31 mai - 1^{er} juin 1987).

Hors de toute intervention d'ordre politique, syndicale ou confessionnelle, nous nous donnons pour but de mettre fin à une situation doublement inacceptable. Le passé de Marek Edelman, sa personnalité empreinte d'un humanisme exceptionnel, tant dans sa vie d'homme que de médecin, ne peuvent nous laisser indifférents aux mesures discriminatoires qui le frappent. De plus il incarne le porteur universel du combat désespéré des résistants-martyrs du ghetto, dont la mémoire doit être, plus que jamais, conservée et défendue. Au travers du docteur Edelman, c'est à cette mémoire qu'on attente.

PREMIERS SIGNATAIRES : ILEX BELLER, peintre, président des Anciens combattants juifs de France ; PIERRE BOURDIER, professeur au Collège de France ; HÉLÈNE CIXOUS, écrivain ; CLAUDE COHEN-TANNOUD, professeur, membre de l'Académie des Sciences ; CZAPSKI, peintre ; CZESŁAW MIŁOŻ, prix Nobel de littérature ; RABIN PARIKH, M. JULES ; ANDRÉ GLUCKSMANN, écrivain ; LEO HAMON, professeur à Paris-1, ancien ministre ; ALBERT JACQUARD, professeur à l'Université de Genève ; YVES JOUFFA, président de la ligue des écrivains ; PAUL KESSLER, directeur de recherche, Collège de France ; SERGE KLARSFELD, avocat ; BEATE KLARSFELD ; JACQUES LEBAS, vice-président de Médecine du Monde ; ALEXANDRE MALAMANT, directeur de recherche, Collège de France ; MELINÉE MANOUCHIAN, ARIANE KNOLECHINE, Théâtre du Soleil ; JOSEPH PARIKH, directeur de recherche, Collège de France ; YVES QUERE, professeur à l'École Polytechnique ; MADELEINE REBERGIOR, professeur à Paris-VIII ; STANISLAS TOMKIEWICZ, médecin, directeur de recherche INSERM ; JEAN-PIERRE VERNANT, professeur au Collège de France ; PIERRE VIDAL-NAQUET, directeur à l'École Pratique des Hautes Études.

Merci d'adresser vos signatures et votre soutien à M. ZYSS, Comité Marek Edelman c/o Les Éditions du Scrib 6, rue Jean-Dolent 75014 Paris - Tél. : 43-31-00-52.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75227 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDOPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-31
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Robert Beau-Méry (1944-1969) ; Jacques Faure (1969-1982) ; André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile : « Les Rédacteurs du Monde » ; Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Robert Beau-Méry, fondateur.
Administrateur général : Bernard Worms.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Correspondant en chef : Claude Selas.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDOPUB 206 136 F

Le Monde

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	487 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messagerie)				
1. BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
2. SUISSE, TUNISIE	594 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse : nous adresser nos anciens numéros à l'adresse de l'ancien abonné, nous adresser nos anciens numéros à l'adresse de l'ancien abonné, nous adresser nos anciens numéros à l'adresse de l'ancien abonné.

Veuillez avoir l'obligeance d'indiquer tous les noms propres en capitales d'impression.

Le Monde

TELEMATIQUE
Composés 36-15 - Types LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : 57437
ISSN : 0395-2037

Europe

AUTRICHE

Le Parti socialiste de Vienne demande la démission du président Waldheim

Une première demande formelle de démission de M. Waldheim, provenant du Parti socialiste de Vienne et plusieurs appels contre une recrudescence de l'antisémitisme en Autriche ont marqué le retour du président autrichien après sa visite officielle au Vatican.

VIENNE
De notre correspondant

Les socialistes viennois ont adopté, par 268 voix contre 217, à leur congrès annuel le samedi 27 juin, une résolution soumise par l'Union des anciens combattants socialistes et plusieurs organisations de jeunesse, affirmant que la démission du président Waldheim est « inévitable » du fait que son « intégrité morale est contestée à l'étranger », ce qui l'empêche, selon le texte, de « remplir ses fonctions constitutionnelles ». L'adoption du texte a été précédée par de vives discussions et de vaines tentatives de la part des dirigeants du parti viennois — la plus importante organisation régionale du SPÖ — notamment de son président, l'ancien ministre des affaires étrangères Leopold Gratz — pour éviter l'éclat.

Les délégués qui avaient déjà vivement applaudi le président de l'union des anciens combattants socialistes, M. Josef Hindele, qualifiant M. Waldheim de « menteur insidieux », ont refusé tout compromis. M. Gratz et le président du SPÖ, M. Fred Sinowatz, s'inquiètent notamment de l'impact négatif de cette démarche sur l'opinion publique, tentée de l'interpréter comme le refus par les socialistes d'accepter le résultat de l'élection de

M. Waldheim à la présidence le 8 juin 1986 par 54 % des suffrages. Ce souci semble d'autant plus fondé qu'un récent sondage avait révélé que 61 % des Autrichiens voteraient à nouveau pour M. Waldheim.

Réagissant à la décision du parti de Vienne, le chancelier Vranitzky a jugé bon de rappeler que l'impératif de l'heure est de « garantir le fonctionnement des institutions de l'Etat » et a mis en garde contre la « provocation arbitraire d'une crise d'Etat ».

Escalade antisémite

Le chancelier s'est également montré préoccupé par une éventuelle recrudescence de l'antisémitisme en Autriche. Répondant à une lettre du président de la communauté juive, M. Paul Grosz, au gouvernement, M. Vranitzky a fait appel à une répression « sans compromis » de toute action antisémite. M. Grosz a dénoncé une « escalade de l'antisémitisme » et a signalé plusieurs cas d'insultes de juifs orthodoxes par des passants dans les rues de Vienne. Le ministère de l'Intérieur a donné ordre à la police d'accroître une attention accrue à d'éventuelles activités néo-nazies et d'appliquer avec rigueur les lois en vigueur.

M. Helmut Zilk, maire de Vienne, a attribué ces récents actes antisémites à « une poignée de fous et d'incorrigibles ». M. Karl Bloch, ministre de l'Intérieur, a estimé, lui aussi, que ces actes ont été commis par une « petite minorité ». Certains de ces « incorrigibles » viennent cependant régulièrement manifester

leurs sentiments antisémites devant la « vieille commémorative » installée devant la cathédrale Saint-Étienne depuis le 8 juin, premier anniversaire de l'élection de M. Waldheim.

La veille est organisée jour et nuit par des intellectuels, des artistes, des écrivains, devant le sigle de la résistance antinazie autrichienne inscrit sur le mur de la cathédrale : cette plaque commémore le souvenir de ceux qui, à l'inverse de M. Waldheim, « n'ont pas fait leur devoir » comme les 2 700 membres de la résistance autrichienne exécutés par les nazis, les 16 493 Autrichiens morts dans les gâtes de la Gestapo, les 65 459 juifs autrichiens exterminés, les quelque 100 000 Autrichiens emprisonnés pour des raisons politiques, mais aussi des 380 000 soldats autrichiens qui ne sont pas revenus d'une guerre loin d'avoir été pour tous « leur guerre ».

Certains passants — de la classe des « incorrigibles » sans doute — ont eu recours à l'ensemble du vocabulaire antisémite classique pour exprimer leur mécontentement.

WALTRAUD BARYLL

■ Une question de M. Schwarzenberg. — Dans une question écrite au ministre des affaires étrangères, M. Roger Gérard Schwarzenberg, député (apparenté PS) du Val-de-Marne, souhaite savoir « pour quelles raisons l'ambassadeur de France auprès du Saint-Siège n'a pas invité les ambassadeurs de Grande-Bretagne, d'Italie, d'Allemagne fédérale, de Belgique et des Pays-Bas, qui ne sont abstenus d'assister à la réception que par le vœu de M. Waldheim au Vatican ».

YUGOSLAVIE

La situation dans la région autonome du Kosovo est de nouveau explosive

BELGRADE
De notre correspondant

La situation dans la région autonome du Kosovo, où avaient éclaté, en avril 1981, de sanglantes émeutes de la population de souche albanaise (elle représente 75 % de la population totale) est de nouveau explosive. Les désordres de rue ont cessé mais les « nationalistes et irrédentistes » albanais multiplient leur pression sur les Serbes et les Monténégrins, surtout dans les campagnes, pour les pousser à abandonner leur foyer et à émigrer vers le nord du pays. La presse estime à une vingtaine de milliers le nombre des partants depuis 1981, parmi lesquels figurent de nombreux médecins, ingénieurs, agronomes et autres techniciens dont le Kosovo, sous-industrialisé, a grand besoin. Plus de la moitié des villages du Kosovo sont aujourd'hui sans un seul habitant.

De toutes les histoires balkaniques, celle du Kosovo est la plus compliquée. Pour les Serbes, le Kosovo est l'équivalent de la Palestine pour les juifs. Ce fut le berceau de leur premier Etat et de leur civilisation. Ils ont dû cependant le quitter à plusieurs reprises au long de l'histoire, devant la poussée des Turcs, qui y installèrent à leur place des populations islamiques venues du nord de l'Albanie. Mais ils y sont toujours revenus lorsque les conditions internationales l'ont permis.

Après les guerres balkaniques de 1912 et 1913, le Kosovo a fait partie du royaume de Serbie et, après 1918, de celui de la Yougoslavie. En 1945, le régime communiste yougoslave vivait une lune de miel avec l'Albanie d'Enver Hoxha. Le Kosovo — où les Albanais étaient devenus majoritaires, grâce à une natalité parmi les plus élevées au monde — a obtenu le statut de région autonome, dans la République de Serbie. Avec la Constitution de 1974, ses compétences furent considérablement élargies, et les Albanais s'emparèrent progressivement de son gouvernement, du Parlement et du parti. Exposés aux chicanes et aux pressions perpétuelles, Serbes et Monténégrins ont recommencé alors à s'expatrier.

Come le pouvoir fédéral ne réagissait que mollement ou pas du tout — il avait même interdit pendant longtemps à la presse de se faire l'écho de ce qui se passait — les incidents se sont multipliés. Revenant à une « République albanaise », un Kosovo « ethniquement pur », voire son union à l'Albanie, dont ils ont obtenu un soutien farouche, certains extrémistes multipli-

rent les exactions contre les récoltes de leur voisin slave, profanant parfois leurs cimetières, monastères et églises. En 1981, la Ligue des communistes a procédé à une épuration dans les organes de la justice, de l'enseignement, de l'économie et de la police, mais elle s'est révélée inefficace, et le Kosovo a sombré progressivement dans une sorte d'anarchie comportant le danger d'une guerre civile, les Serbes et les Monténégrins ayant annoncé leur décision de prendre les armes.

Avertissement de l'armée

C'est ainsi que la Yougoslavie se trouve aux prises avec son conflit national le plus grave depuis la guerre. Le comité central de la Ligue a publié le 27 juin un long document, à l'issue d'un débat de deux heures, pour annoncer notamment la mise en œuvre d'un programme pour arrêter, avant la fin de l'année, tout nouveau départ des

Serbes et des Monténégrins et assurer le retour dans leur foyer des exilés. Tous les orateurs de cette réunion ont été unanimes à souligner le caractère « dramatique des événements » et leurs implications négatives pour l'unité de la Yougoslavie et pour son prestige international.

On a remarqué, en particulier, l'intervention de l'amiral Petar Simic, qui a assuré le comité central du soutien de l'armée, disant que les hésitations à propos du Kosovo sont devenues « intolérables ». L'amiral a ajouté qu'il ne fallait pas perdre de vue que « dans de nombreux projets faits par les planificateurs des exercices militaires dans cette partie de l'Europe, le Kosovo est envisagé comme le point de départ de la destruction de la Yougoslavie ».

L'avertissement de l'armée aux hommes politiques, dont les discordes perpétuelles et interminables sont à l'origine de la plupart des conflits internes yougoslaves, est sans équivoque.

PAUL YANKOVITCH

Diplomatie

Après sa ratification par vingt Etats

La convention de l'ONU contre la torture est entrée en vigueur

GENÈVE
De notre correspondante

Aux termes de la convention « contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants » adoptée à l'unanimité en 1984 par l'Assemblée générale des Nations unies, il fallait attendre trente jours après l'adhésion d'au moins vingt Etats à ce texte pour que la torture soit mise hors la loi. Depuis le vendredi 26 juin, c'est chose faite : l'Afghanistan, l'Argentine, le Belize, la Bulgarie, la Biélorussie, le Cameroun, le Danemark, l'Égypte, la France, la Hongrie, le Mexique, la Norvège, l'Ouganda, les Philippines, le Sénégal, la Suède, la Suisse, l'URSS et l'Uruguay ont apposé leur signature.

La convention qualifie de torture « tout acte par lequel une douleur ou des souffrances aiguës, physiques ou mentales, sont intentionnellement infligées à une personne, afin notamment d'obtenir d'elle ou d'une tierce personne des renseigne-

ments ou des aveux (...), de l'immiser ou de faire pression sur elle ou sur une telle douleur ou de telles souffrances sont infligées par un agent de la fonction publique ou tout autre personne agissant à titre officiel ou à son instigation ou avec son consentement exprès ou tacite ». Sur cette définition, tous les pays sont d'accord comme ils le sont sur d'autres points : par exemple, aucun tortionnaire ne doit pouvoir se prévaloir devant un tribunal du devoir d'obéissance, personne ne peut invoquer des prétextes, même en cas de guerre ou d'insécurité, pour justifier la torture, enfin aucun Etat ne doit pouvoir expulser une personne vers un autre Etat où celle-ci risque d'être torturée.

Mais les pays communistes et des pays du tiers-monde (dont l'Inde et certains Etats arabes) ne veulent pas entendre parler de l'article 20 de la convention, lequel évoque la possibilité d'une enquête, fût-elle confidentielle, là où l'on aurait des rai-

sons de soupçonner que la torture est pratiquée.

L'application de la convention sera surveillée par un comité contre la torture composé de dix experts de haute moralité qui siégeront à titre personnel après avoir été désignés par les parties contractantes, au plus tard six mois après la date d'entrée en vigueur de la convention. L'Afghanistan, la Bulgarie, la Biélorussie, la Hongrie, l'URSS et l'URSS ont déjà fait savoir qu'ils ne reconnaîtront pas la compétence du comité, quel que soit sa composition, pour ce qui est de l'application de l'article 20 de la convention.

Cette convention n'a aucun caractère contraignant pour les pays où la torture, mais qui ne l'ont pas signée. Elle ne va pas aussi loin que la convention européenne, qui prévoit la visite de tous les lieux (prisons, camps militaires, hôpitaux, etc.), où la torture risque d'être pratiquée.

ISABELLE VICHNIAC

Amériques

CHILI : l'échec des négociations sur la « sortie maritime de la Bolivie

Un conflit centenaire

SANTIAGO-DU-CHILI
De notre correspondant

Depuis que le Chili, vainqueur de la guerre du Pacifique en 1879, s'est rendu maître des vastes territoires désertiques, mais riches en minerais, de l'Atacama, les relations avec ses deux voisins du Nord n'ont jamais été au beau fixe. En effet, les vaincus de 1879, le Pérou et la Bol-

ivie, favorables à la résolution de l'Organisation des Etats américains (OEA) demandant une reprise des négociations bilatérales. Le rapprochement, d'abord discret, entre La Paz et Santiago s'accroît en 1986 pour aboutir en avril dernier à la rencontre de Montevideo entre les deux ministres des affaires étrangères. Un accord était-il en train de s'esquisser ? On pouvait le penser, tant était grand l'optimisme manifesté par le mini-

quement en des termes jugés insultants par La Paz. La négociation était dès lors condamnée à l'échec, cette fois pour des raisons de politique intérieure chilienne. En effet, il est probable que le général Pinochet souhaitait remporter une victoire diplomatique qui aurait pu être du meilleur effet à un an du plébiscite présidentiel. Mais l'amiral Merino, qui ne cache pas son opposition à la candidature de Pinochet, mettait cet-ci dans l'embarras en se faisant le héros de l'école géopolitique chilienne, qui ne voit derrière la revendication bolivienne que la volonté du Brésil et de l'Argentine de s'assurer un débouché sur le Pacifique au détriment du Chili.

Le chef de l'Etat chilien, qui s'était aventuré sur un terrain très sensible, préféra faire un pas de côté en politique extérieure plutôt que de prendre le risque d'un conflit intérieur tout à fait inopportuniste. On assiste donc à un mauvais renouveau des négociations antérieures : la proposition bolivienne, rendue publique début juin, fut repoussée sans discussion par les autorités chiliennes, qui la qualifièrent d'« inacceptable ». La Bolivie s'était pourtant efforcée d'imposer, proposant des enclaves comme autre possibilité que le couloir, et, d'une façon générale, laissant la porte ouverte à l'élaboration d'une formule complexe, mais pouvant donner satisfaction aux deux parties.

Le ton monte entre les deux capitales : La Paz a rappelé son conseil — et unique représentant diplomatique — et accusé l'avalanche chilienne de violer son espèce sacrée. C'est maintenant l'heure des invectives et des menaces de rétorsion. Les conséquences d'un conflit centenaire, en grande mesure suscité par des intérêts étrangers, risquent d'empoisonner encore longtemps les relations entre les deux pays andins.

GILLES BAUDIN

PÉROU : la formation du nouveau gouvernement

Un retour du parti dans les instances du pouvoir

LIMA
De notre correspondant

La crise provoquée par la démission, le mois dernier, du premier ministre, Alva Castro, a été saluée. C'est en tout cas ce que pensent les dirigeants de l'APRA, le parti au pouvoir, satisfait de reprendre en main la situation par l'intermédiaire du nouveau premier ministre, M. Guillermo Larco Cox, un sénateur de cinquante-cinq ans, étroitement lié au parti, qui vient de former son gouvernement.

L'APRA avait en effet souvent manifesté sa grogne face au président Alan García, qui a eu, depuis le mois de juillet 1985, le mérite — ou le défaut — de prendre tout sur lui. Le régime péruvien est déjà du type « présidentiel », mais M. García l'a converti en une « autocratie », gouvernant seul et partant du principe

que ses ministres n'étaient que de simples secrétaires, affirmant ses détracteurs. Si la première étape du régime a été marquée par l'influence des « amis » du président, il semble que la deuxième doive l'être par les autorités du parti.

Le nouveau cabinet est cependant loin de représenter, a priori, un changement de politique. L'ancien premier ministre, M. Alva Castro, qui était aussi ministre de l'Economie, est remplacé à ce portefeuille par son adjoint, M. Gustavo Sberbelin. Le ministre de l'Intérieur, M. Abel Salinas, critiqué par la IU (gauche unie, opposition), se voit confier le ministère de l'énergie et des mines. Seul fait notable, deux femmes deviennent ministres, Hilda Uribe va à la santé et Mercedes Cahamallas à l'éducation.

NICOLE BONNET

ISTH Institut privé des Sciences et Techniques Humaines depuis 1963

LES PRÉPAS DE L'AVENIR

Pour vous aider efficacement à réussir dès Septembre.

L'ENTRÉE en AP de SCIENCES-PO/PARIS

Stage intensif d'été, plus de 5 semaines. Places limitées.

TEL : 42.24.10.72 45.85.59.35

CULTURE GÉNÉRALE

UNE MÉTHODE POUR REVOIR LES BASES.

Le parcours santé de l'équilibre et de la réussite

Construire quelques heures par semaine à la fois à jour des connaissances de base. Une méthode qui présente les 20 principales dimensions de la culture générale sous une forme simple, dans la dimension des événements, des mouvements de pensée, et des hommes, des civilisations.

Enseignement : cours, séminaires, ateliers, conférences, colloques, etc.

Documentation gratuite à l'Institut Culturel Européen, service 3902, 35, rue Coligny, 92300 Paris-La Plaine, Tél. (1) 49-70-73-61.

(Publicité)

MÉDECINE - PHARMACIE

La seule prépa qui, depuis 20 ans, vous offre ces garanties : professeurs, maîtres-assistants et chefs de travaux. Taux de réussite exceptionnel. Sélection sur dossier. Stage pré-rentrée septembre, soutien annuel, classe prépa.

CEPES 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly 47.45.09.19 ou 47.22.94.84

Le Monde sur minitel

JOUEZ

Et gagnez une journée de concert CALLAS à Aix-en-Provence

3615 TAPEZ **LEMONDE** puis CALLAS

Afrique

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE :
face au problème de l'apartheid

Scission au sein de la communauté religieuse afrikaner

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Le dernier bastion de l'unité afrikaner, l'Eglise, s'est ébranlé, le samedi 27 juin, avec la création d'une branche dissidente, opposée à l'ouverture des lieux de culte à toutes les races. Cette décision prise en octobre dernier, lors du sixième synode de la Nederduitse Gereformeerde Kerk (NGK, Eglise réformée hollandaise), avait provoqué de profondes remous au sein de la communauté afrikaner, et plus particulièrement parmi les conservateurs (Le Monde du 28 octobre 1986).

Le schisme s'est produit au cours d'une réunion à Pretoria à l'issue de laquelle 80 % des deux mille fidèles se sont prononcés en faveur de la création de l'Afrikanse Gereformeerde Kerk (AGK, Eglise réformée afrikaner). Après plusieurs mois de discussions, les adversaires de l'intégration raciale ont rejeté définitivement le document « Eglise et société » adopté en octobre dernier. Ce texte constituait une petite révolution puisque, pour la première fois, la NGK admettait que le concept d'apartheid n'était pas inscrit dans la Bible. Le chef de file de « l'Eglise du Christ pour Afrikaners blancs », le professeur Willie Lubbe, pense que « le développement séparé est en accord avec les Ecritures saintes », que les mariages mixtes sont « inacceptables » et que la NGK s'est fourvoyée dans le domaine politique en rejetant l'apartheid.

Dans un manifeste intitulé « Foi et protestation », le professeur Lubbe et ses collègues écrivent : « La NGK n'est pas une Eglise pour toutes les races et toutes les cultures. Elle est historiquement ancrée dans le peuple afrikaner. Les fidèles qui, délibérément, engendrent des enfants au sein racial mélangé agissent de façon égoïste et irresponsable dans un monde déjà brisé ».

Ces réfractaires ont-ils des chances de recruter des croyants en nombre suffisant, créant ainsi une brèche importante dans le seul domaine encore préservé du monde afrikaner ? Les récentes élections

ont démontré que la droite avait considérablement renforcé ses positions. Le dirigeant du Parti conservateur, M. Andries Treurnicht, avait dernièrement demandé le réexamen du document « Eglise et société », mais il a refusé de dire s'il avait l'intention de rejoindre les rangs des dissidents.

« Nous sommes racistes »

M. Johan Heyns, la plus haute autorité de la NGK, qui a vainement essayé d'éviter la censure, pose le motif profond de celle-ci est politique et non pas théologique. « La Bible, dit-il, n'est pas un manuel politique, et nous n'avons pas l'intention de prescrire au gouvernement ce qu'il a à faire. Nous n'avons fait que souligner un certain nombre de principes bibliques tels que la dignité humaine, les droits de l'individu et la justice ».

Les querelles ne font que commencer. Les deux sexes rivaux vont maintenant se disputer les lieux du culte. Déjà, le professeur Heyns a fait savoir qu'il était impossible pour l'AGK de s'approprier les locaux qui, « constitutionnellement », appartiennent à la NGK. Au-delà de ces disputes prosaïques, ce schisme a des relents dont le caractère politique n'échappe à personne. Si l'on en croit M. Heyns, pratiquement aucun Noir n'a rejoint les rangs de la NGK. En Afrique du Sud, chaque communauté a sa propre Eglise réformée.

Ce n'est pas cette dernière péripétie qui favorisera la réunion de toutes ces Eglises réformées. Dernièrement, un nouveau mouvement politique afrikaner, le Boere Beweging (BBB), se définissant comme une organisation de libération du peuple blanc, avait lancé dans Johannesburg ce slogan : « Stop à la terreur, réparons tous les non-blancs ! », sous-entendu dans les homelands. M. Johan Schabert, leader du BBB, n'a pas peur de l'avouer : « Nous sommes racistes. Notre politique est raciste. Nous nous préoccupons de notre seul sort et nous nous dresserons contre tous les autres ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

ALGÉRIE : visite impromptue du colonel Kadhafi

Le président Chadli accueille avec prudence les offres libyennes d'union

ALGER
de notre correspondant

Le colonel Kadhafi est arrivé, le dimanche 28 juin, à Alger pour une visite officielle qui n'avait pas été annoncée à l'avance. Fidèle à son image, le chef de l'Etat libyen est apparu en uniforme blanc, coiffé d'une casquette à galons dorés. Arborescent de multiples décorations, ses habituelles lunettes de soleil et son stick, il était attendu par le président Chadli Benjedid. Les deux hommes ont passé en revue un détachement de la garde républicaine avant d'être salués très protocolairement par les membres du bureau politique, du gouvernement et le corps diplomatique accrédité à Alger. Les entretiens politiques entre les deux chefs d'Etat ont débuté dans l'après-midi.

La durée du séjour du colonel Kadhafi dans la capitale algérienne n'a pas été précisée. Plusieurs éléments laissent penser que cette visite n'avait pas été préparée de longue date : le corps diplomatique n'a été convoqué qu'une heure et demie avant l'arrivée des deux Boeing 707 du colonel Kadhafi, dont les photos n'ont été accrochées en ville qu'un début d'après-midi.

Depuis la rencontre entre les deux chefs d'Etat à In-Amekas dans le Sud-Est algérien, le 28 janvier 1986, les relations algéro-libyennes n'ont pas cessé de se resserrer. Elles semblent de nouveau chaleureuses. Le numéro deux libyen, le commandant Abdessalam Jalloud, avait quitté Alger il y a une semaine (Le Monde du 20 juin) après quatre jours d'entretiens avec les responsables algériens. Il était accompagné d'une importante délégation ministérielle représentant l'ensemble des secteurs économiques. Plusieurs accords avaient été conclus pour la création de huit sociétés mixtes.

Au terme des discussions, l'agence officielle Algérie Presse Service avait diffusé un communiqué annonçant que les deux parties avaient « étudié un document politique ayant trait à l'union entre la Libye et l'Algérie ». Le thème avait déjà été abordé lors de la visite du premier ministre algérien, M. Abdelhamid Brahimi, à Tripoli, au mois de mars 1986. Il refait régulièrement surface au rythme des nombreux échanges de délégations entre les deux capitales. Il est certainement au centre des entretiens des deux chefs d'Etat.

La semaine dernière, le colonel Kadhafi a déclaré au journal koweïtien *Al-Rai Al-Aam*, qu'une fédération entre la Libye et l'Algérie verrait le jour en novembre prochain. Cette affirmation n'a soulevé aucune réaction à Alger. Le chef de l'Etat libyen souhaite, bien entendu, une union politique que l'Algérie n'envisage pas encore. Elle préfère se limiter, pour l'instant, à un rapprochement économique qui pourrait, dans un avenir proche, déboucher sur ce qu'on appelle ici l'« intégration économique » régionale, sorte de communauté économique maghrébienne à laquelle pourraient être associées la Tunisie et la Mauritanie, signataires avec l'Algérie d'un traité de « fraternité et de concorde » en 1983.

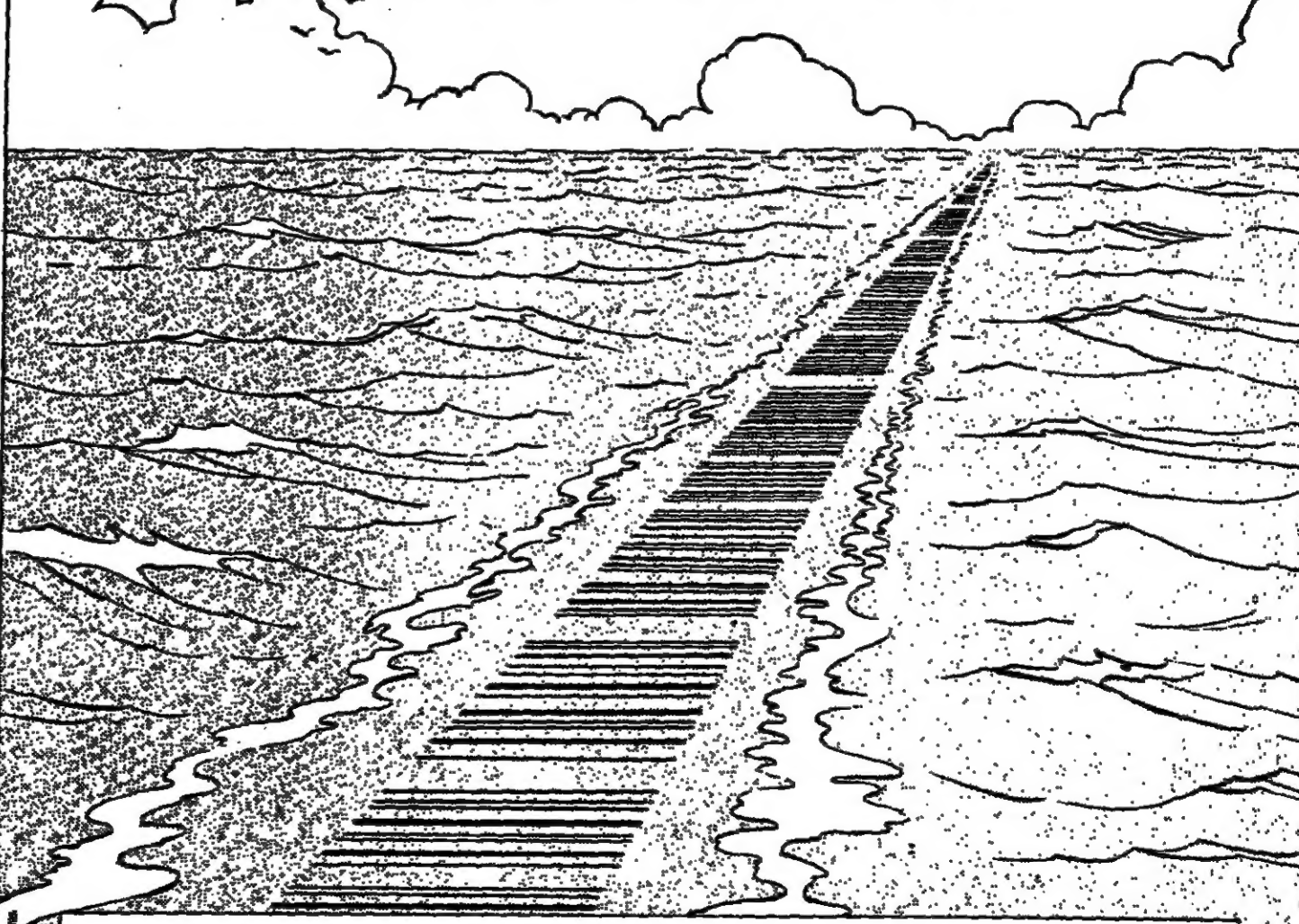
Une telle éventualité ne pourra toutefois se réaliser qu'après le règlement définitif du contentieux qui oppose Tunis à Tripoli depuis l'expulsion de quelque trente-deux mille travailleurs tunisiens de Libye. Les relations diplomatiques entre les deux pays sont toujours rompues, en dépit des efforts algériens pour amener le colonel Kadhafi à finir d'indemniser le gouvernement tunisien.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

La Télécommunication de l'Ecrit

VOUS CONNAISSEZ ?

SUIVEZ VOS COLIS A LA TRACE.

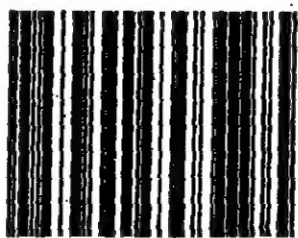


SUIVEZ L'INFOSUIVEUR

Aujourd'hui, avec ce nouveau système, le SERNAM vous donne les moyens de suivre vos colis express à la trace. Un code à barres pour les identifier, un système de suivi informatique des plus performants, et vous contrôlez chaque étape de leur acheminement d'un simple coup de téléphone à votre agence ou centre SERNAM.

Pour vous, c'est la tranquillité de pouvoir vous organiser en toute sécurité. Mais l'INFOSUIVEUR, c'est aussi un véritable défi. Celui de la dynamisation et de l'informatisation de l'ensemble des agences et des centres SERNAM.

Cette dynamisation, c'est l'un des aspects de la politique novatrice du SERNAM. Une politique fondée sur l'écoute et l'étude approfondie de vos besoins, afin de vous offrir des services dignes de votre entreprise et de votre exigence. Alors, suivez le SERNAM.



8714501534

SERNAM

SERNAM
C'EST POSSIBLE

TERRORISME

Xavier Raufer a le mérite éminent de s'efforcer de clarifier une situation réputée obscure, en montrant que, si complexe qu'il soit, le terrorisme du Proche-Orient est cependant intelligible, qu'il n'est pas dénué d'une certaine rationalité (si monstrueuse soit-elle) et que ses adversaires ne sont donc pas totalement démunis de moyens pour comprendre ou pour agir.

Philippe Raynaud
L'Express

XAVIER RAUFER
LA NEBULEUSE :
LE TERRORISME
DU MOYEN-ORIENT



110 F
384 pages

FAYARD

PHARMAC

fonds
UEZ

Afrique

TUNISIE

Le procès de M. Chamari est renvoyé au 7 octobre

TUNIS
de notre correspondant

Le tribunal correctionnel de Tunis a renvoyé au 7 octobre le procès de M. Khemais Chamari, secrétaire général de la Ligue des droits de l'homme et membre du bureau politique du Mouvement des démocrates socialistes. Ce renvoi avait été demandé lors de la brève audience tenue le samedi 27 juin par le représentant du ministère public afin, avait-il expliqué, de prendre connaissance du complément d'enquête ordonné précédemment par le tribunal (*le Monde* du 26 mai). Paradoxalement, la défense — une centaine d'avocats, dont trois algériens et trois marocains (1) — s'y est vigoureusement opposée en insistant pour que l'affaire soit immédiatement plaidée.

La requête du ministère public n'a pas manqué de surprendre. Traduite-elle un certain embarras devant une affaire qui a pris beaucoup d'ampleur en Tunisie et à l'étranger alors que les charges retenues contre M. Chamari paraissent particulièrement minces ? Est-elle significative d'une volonté d'apaiser les esprits et de faire un geste en direction de la Ligue des droits de l'homme et de l'opposition au moment où se profile, pour les prochaines semaines, le procès des extrémistes islamistes, devant la Cour de sûreté de l'Etat ? Quel qu'il en soit, les défenseurs de M. Chamari sont avertis, car celui-ci, dit-on, pendant encore trois mois, sous le coup des accusations de propagande de fausses nouvelles et de « diffamation de l'ordre public » retenues contre lui.

MICHEL DEURE.

(1) Une dizaine d'associations, dont Amnesty international et la Fédération internationale des droits de l'homme, avaient délégué des observateurs.

Asie

Le revirement des autorités en Corée du Sud

(Suite de la première page.)

Après un premier moment d'agitation qui s'est immédiatement répercuté sur les cours de la bourse, partis en flèche, les Coréens se demandent en fait ce qui se passe. Après sa « déclaration explosive », comme l'a écrit le *Dong-ho-Ilbo*, M. Roh a quitté Séoul pour se rendre au sanctuaire Hyun Chung-sa, où est vénéré l'amiral Lee Sung-shin qui repoussa une invasion japonaise au XVI^e siècle et qui est devenu un haut lieu du culte de la loyauté et du patriotisme. Ce temple se trouvant à

une heure de la capitale, on s'interroge sur la signification de cette « retraite » de M. Roh.

Sa déclaration va très loin dans le sens de la libéralisation, représentant toutes les demandes faites par les opposants. M. Roh propose non seulement une révision de la Constitution mais aussi la libération des prisonniers politiques et la reconnaissance, dans la nouvelle loi fondamentale, des droits de l'homme et en particulier du principe d'*habeas corpus* ainsi que l'abolition de la loi spéciale sur la presse.

Venant d'un ex-général, considéré comme le dauphin de M. Chun, une telle prise de position a de quoi surprendre.

Pour l'instant, deux interprétations circulent à Séoul. Selon la première, M. Roh Tae-woo n'a pas pris sa décision sans l'aval de M. Chun. Simplement, ce dernier lui laissant le bénéfice de l'initiative, lui a donné l'occasion de consolider sa stature politique aux yeux de l'opinion publique. Selon l'autre explication, M. Roh a agi seul sans avoir consulté ni le président ni son parti. Mettant les uns et les autres devant le fait accompli, il oblige M. Chun à accepter sa proposition. Le PJD a, toutefois, entériné, lundi en fin d'après-midi, la proposition de M. Roh, qui sera officiellement transmise au président.

Depuis le début de l'agitation que suscita sa désignation comme candidat à la succession de M. Chun, le 10 juin, M. Roh est toujours apparu comme un homme de la conciliation, sans doute plus conscient que le chef de l'Etat de l'ampleur du mécontentement. Son parti cherchait, d'autre part, à se dégager de sa position purement défensive et à reprendre l'initiative politique pour ne pas risquer de se couper de sa base électorale. M. Roh a-t-il décidé de faire cavalier seul, mettant implicitement le président sur la touche et prenant désormais lui-même les rênes du pouvoir ? S'agit-il d'un plan concerté destiné à faciliter la passation du pouvoir ou d'un bras de fer entre les deux ex-généralistes qui firent ensemble le putsch de 1979-1980 ? Il est encore trop tôt pour le dire. Ce qui paraît clair, en revanche, c'est que l'on est arrivé à un tournant de la crise.

Même avant la manifestation du 26 juin — l'occasion d'une large mobilisation populaire contre le régime — la présidence donnait l'impression de chercher à se ménager une porte de sortie honorable au cas où elle devrait faire des concessions. Le président Chun avait commandé une série de consultations avec les représentants des différentes catégories sociales et en particulier les forces morales du pays (le cardinal Kim, archevêque de Séoul, les chefs des Eglises protestantes et les supérieurs des sectes bouddhistes). Sans doute, ses interlocuteurs ne firent-ils que lui confirmer ce qu'il savait déjà mais ces entretiens lui permettaient aussi de sauver la face et, le cas échéant, de ne pas paraître céder sous la pression de la rue mais de s'être informé et d'avoir été convaincu de bien-fondé des demandes. Dans la pure tradition confucéenne, le pouvoir ne doit pas montrer qu'il cède, mais il peut être bienveillant.

Consentir au processus de conciliation qui était en train de se mettre en place au cours du week-end, l'opposition faisait preuve de son côté de modération. Il n'était plus question d'appeler « à la lutte jusqu'à la chute de ce gouvernement », comme elle l'avait fait au

● **AFGHANISTAN** : M. Najibullah veut rétablir le multipartisme. — Le numéro un afghan, M. Najibullah, a déclaré, le dimanche 28 juin, qu'une loi sur la législation et la création de nouveaux partis politiques « serait bientôt rendue publique ». Il a annoncé le retour à l'appellation de République d'Afghanistan, au lieu de République démocratique d'Afghanistan, non donné au pays après le coup d'Etat communiste de 1978 et la prolongation, jusqu'au 15 août, du cessez-le-feu de six mois décrété unilatéralement par Kaboul le 15 janvier. (AFP, Reuters.)

lendemain de la rencontre infructueuse entre le président Chun et M. Kim Young Sam, chef du Parti pour la réunification et la démocratie. Même, M. Kim Dae-Jung, principale figure de l'opposition, connu pour sa détermination, cherchait à

calmer les esprits. « Arrivé à ce point, l'opposition doit cesser d'attaquer le pouvoir et chercher à faire progresser le dialogue avec le parti au pouvoir », déclarait-il.

PHILIPPE PONS.

Chez un notable, à la campagne

« Un père ne peut pas mentir à son fils »

KWANGJU
de notre envoyé spécial

« Si le gouvernement accepte ce que la population demande, des élections directes du président, je suis convaincu que le pays retrouvera son calme. Aujourd'hui, on ne peut plus douter de l'existence de cette demande. Pour ma part j'en suis convaincu. » Notable de son village, situé à une quarantaine de kilomètres de Kwangju, la ville dont le martyre marqua le début du régime de M. Chun Doo Hwan (la répression d'une manifestation par les parachutistes en mai 1980 fit deux mille victimes dont au bas mot cinq cents morts), notre interlocuteur est représentatif de cette Corée profonde, confucéenne et conservatrice, des campagnes. Une Corée peu touchée par l'agitation des villes.

Agé de soixante-neuf ans, M. Park est membre du collège de grands électeurs, chargé par la Constitution actuelle de désigner le chef de l'Etat. En 1980, il vota pour M. Chun Doo Hwan : « Il n'y avait qu'un seul candidat, il n'aurait pas été raisonnable de dire non. » Pourtant, aujourd'hui, M. Park est frappé par l'ampleur de ce qu'il nomme « La colère populaire ». Dans ce hameau reculé que l'on atteint par une mauvaise route de terre serpentant entre les rizières et des collines de châtaigniers, la clameur, certes assourdie, venue de la ville fait réfléchir. « Les options politiques ne m'intéressent pas, poursuit-il, mais je ne veux pas de violence. En 1980, à Kwangju, nous avons subi et accepté douloureusement la vio-

lence qui s'est exercée sur notre population pour que revienne la tranquillité. Aujourd'hui, nous ne l'accepterions plus. » Et la loi martiale ? « Certainement pas. » Dans l'encadrement de la porte, sous l'auvent de la vieille ferme dont le toit abrite des nids d'hirondelles, deux femmes, le soir et la belle-sœur, accroupies dans leur longue robe, assistent en silence à l'entretien. « Il ne faut pas parler de ces choses-là », dit l'une d'elles à mi-voix.

Pourquoi cette explosion de mécontentement populaire ? Le regard perdu vers la cime des arbres, tirant sur sa cigarette, M. Park réfléchit : « Un fils peut mentir à son père. Mais non un père à son fils, dit-il. Pour nous, le gouvernement est un peu comme un père. Mais il a caché la vérité, dans cette affaire de torture d'un étudiant mort dans les locaux de la police en janvier dernier. Puis il y eut la fuite de la compagnie maritime Pan Ocean à qui l'Etat avait avancé plus de 1 000 milliards de won, le montant de la subvention aux agriculteurs pour amorcer leurs semailles. Cela, c'était inacceptable. »

« Vous avez été déçu par le président que vous avez élu ? Il aurait senti une grande responsabilité vis-à-vis de ceux qui m'ont désigné pour faire partie du collège des grands électeurs. Je crois que nous sommes à un tournant. Mais le dévouement est comme un arbre, s'il ne peut grandir d'un seul coup, il lui faut connaître les tempêtes, le sécher et le vent. En ville, on veut aller un peu vite parfois. »

Ph. P.

A TRAVERS LE MONDE

Japon

Visite officielle du général Jaruzelski

Tokyo. — Le numéro un polonais Wojciech Jaruzelski et son épouse Barbara, arrivés dimanche 28 juin au Japon pour une visite officielle de cinq jours, ont été reçus, le lundi 29 juin à Tokyo, par l'empereur Hirohito et la princesse héritière Aikiko. M. Jaruzelski, premier secrétaire du POUF (Parti communiste polonais) et président du Conseil d'Etat, est le premier dirigeant polonais à se rendre en visite officielle au Japon. Il est accompagné de MM. Josef Czyrak, membre du bureau politique et secrétaire du Parti, et Marian Ozorowski, ministre des affaires étrangères. Le numéro un polonais doit avoir deux séries d'entretiens avec le premier ministre japonais, M. Yasuhiro Nakasone.

Cette normalisation des rapports entre les deux pays, déjà amorcée avec la visite en Pologne du premier ministre Yasuhiro Nakasone, en janvier, ne suffira pas à relancer des échanges économiques tombés à un niveau très bas.

Varsovie voudrait accroître les échanges entre les deux pays (tombés de 373 millions de dollars

en 1977 à quelques 200 millions l'an passé), mais Tokyo se montre réticent en raison de l'importance de la dette extérieure polonaise, qui se chiffre à 23 milliards de dollars. — (AFP.)

Philippines

Mise à la retraite de deux généraux

Conformément à une promesse de longue date, celle de ne plus tolérer la présence de généraux atteints par la limite d'âge — trente ans de service actif. — M^{re} Aquino vient d'effectuer d'importantes changements à la tête des forces armées. Le samedi 27 juin, le bureau de la présidence a annoncé la nomination des généraux Renato S. de Villa, cinquante-deux ans, et de Restituto Padilla, cinquante-quatre ans, respectivement aux postes de chef d'état-major adjoint des forces armées et de chef de l'armée de terre. Ils remplacent les généraux Salvador Mison et Rudolfo Canlas, dont le palais a annoncé la mise à la retraite imminente.

Le chef d'état-major général, le général Fidel Ramos, demeure ainsi le seul officier, sur les soixante-cinq généraux d'active à avoir dépassé l'âge de la retraite. — (Corresp.)

La Télécommunication de l'Écrit

C'est

LE TÉLEX

Pour confirmer dans l'heure une commande à Hong-Kong, pour alerter le réseau de vente sur une rupture de stock ou réunir d'urgence le Comité de Direction... rien ne vaut le Télex. Avec 17 000 000 abonnés dans le monde, le Télex, c'est le langage des affaires.

TELECOM

LES CHEMINS DE LA LIBERTÉ

Le Monde de la Musique lève les barrières entre les arts et les sens et nous ouvre ainsi les chemins de la liberté : musique(s), danse, peinture, cinéma... n'ont plus qu'un juge : l'émotion.

LA MUSIQUE À L'ŒIL : Messiaen parle d'arc-en-ciel musical. Le père de la modernité raconte son demi-siècle de création et nous donne rendez-vous à Avignon.

LA MUSIQUE À L'ÉCOUTE : Pour Bernstein, l'ascension musicale d'un peuple passe par une expérience active : écoute, apprentissage, liberté.

LA PEINTURE À L'OREILLE : Charles Marq montre que musique et peinture ont des règles communes de langage.

LA DANSE EN BRAILLE : Martha Graham nous émeut en nous expliquant que son amie Helen Keller, sourde, muette et aveugle n'avait pas son pareil pour sentir l'énergie du mouvement.

BONNES VACANCES MUSICALES AVEC NOTRE SUPPLÉMENT : les 150 festivals de l'été.



Le Monde de la Musique de juillet/août. 25 F. Chez votre marchand de journaux

La Télécommunication de l'Écrit

C'est

LA TÉLÉCOPIE

Pour envoyer à 8h du soir les plans des nouveaux bureaux, pour transmettre en urgence la photocopie d'un article, une note manuscrite, une courbe de vente ou la maquette d'une annonce, rien ne vaut la Télécopie. Avec plus de 50% de progression, la Télécopie est en plein boom.

TELECOM

VENTE EXCE

des dernier

- 205 GTI 1300
- 205 XR 1200
- 205 GRAPHE
- 205 XT BLANC
- 205 SR GRIS
- 209 XL Pro
- 209 GTI 1600
- 209 diesel 1600
- 209 Charles

NEO

c'est la gar

271, rue de Châtea

La Télé

C'est

Proche-Orient

La guerre du Golfe

Une ville iranienne aurait été bombardée à l'arme chimique

L'Irak accuse l'Iran d'avoir procédé à de nouveaux bombardements à l'arme chimique : à en croire la presse iranienne, dix civils ont été tués et plus de six cents autres blessés, dimanche 28 juin, lors d'une attaque aérienne de ce type contre la ville frontalière de Sardacht (au nord-ouest du front). C'est la première fois que l'Iran fait état d'un nombre aussi important de victimes civiles à la suite d'une attaque à l'arme chimique par l'Irak. Sardacht compte plusieurs dizaines de milliers d'habitants, en majorité kurdes. Elle se trouve juste à l'arrière du front des deux dernières offensives iraniennes au Kardestan irakien, Nasr-4 et Nasr-5. La plupart des victimes sont des enfants ou des femmes, indique la presse, qui précise que les hôpitaux de Sardacht ne pouvant accueillir tous les blessés, un grand nombre d'entre eux ont été transférés dans les villes voisines.

D'autre part, l'Iran aurait reçu ces derniers jours une nouvelle et importante livraison d'armes de la part de la Chine, qui est en passe de devenir un de ses principaux fournisseurs. Selon la Washington Post, qui cite des sources au département de la défense, ce chargement comprend des chasseurs-bombardiers de type Badger et de nouveaux missiles Sukhoi. Les Etats-Unis affirment que la Chine a déjà livré quelque trente exemplaires de ce dernier type de fusée (d'une portée d'une soixantaine de kilomètres) à l'Iran.

Les Etats-Unis, et certains Etats de la région, craignent que ces missiles Sukhoi soient utilisés dans la

« guerre des pétroliers », portant un nouveau coup à la libre circulation dans le Golfe. C'est cette menace qui a incité Washington et Moscou à accorder une certaine protection aux pétroliers koweïtiens, qui seraient les plus visés par l'Iran. Plusieurs responsables iraniens ont assuré, ce week-end, que l'opération américaine équivaudrait à « une déclaration de guerre ».

La décision du gouvernement américain suscite des critiques croissantes au Congrès. Le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, a, cependant, réaffirmé dimanche, lors d'une interview à la chaîne NBC, qu'il n'était pas question d'en retarder la mise en œuvre. La protection des pétroliers koweïtiens, a-t-il dit, interviendra « probablement dans la première quinzaine de juillet ».

Il a fait valoir que les Soviétiques avaient été également approchés à ce sujet par les Koweïtiens. « La plus grande peur des Soviétiques est que ce soient les Américains qui assurent l'approvisionnement pétrolier du monde libre. Cela n'aurait pas de sens », a-t-il souligné.

Un groupe de parlementaires républicains et démocrates devait s'entretenir, mardi 30 juin, avec le président Reagan pour tenter de le convaincre de retarder la mise sous pavillon américain de onze pétroliers koweïtiens. Leur chance de l'écarter du président paraît mince, car, pour le moment, rapporte Henri Pierre à Washington, les sénateurs représentants des deux partis ne sont pas parvenus à s'entendre sur un projet de

résolution commune qui offrirait des solutions de rechange.

Rupture entre la Mauritanie et l'Iran

D'autre part, pour protester contre le « refus obstiné » de Téhéran d'accepter une solution négociée à la guerre du Golfe, la Mauritanie a annoncé, dimanche 28 juin, qu'elle rompt ses relations diplomatiques avec l'Iran. Cette décision est intervenue en lendemain de la visite en Mauritanie d'un émissaire de l'émir du Koweït, L'émir, M. Khaled Ahmed Al Jassar, ministre koweïtien des waqf (biens religieux), avait remis un message au président

mauritanien Mawouda Ould Sid'Ahmed Taya, relatif aux « développements de la situation sur la scène arabe et particulièrement dans la région du Golfe ».

Il avait ajouté que le chef de l'Etat mauritanien avait exprimé le soutien de la Mauritanie aux mesures prises par le Koweït pour préserver son économie, menacée par le conflit Iran-Irak.

La Mauritanie — qui, comme l'Irak, se veut « une république islamique » — entretient des relations étroites avec les pays arabes du Golfe et n'a jamais caché ses sympathies pro-iraniennes dans le conflit qui oppose Bagdad et Téhéran. — (AFP, Reuters.)

LIBAN : Damas et l'affaire des otages

La Syrie accentue sa pression sur les extrémistes chiites

BEYROUTH
de notre correspondant

En déclinant publiquement un brevet de bonne conduite à la Syrie, notamment dans les affaires de terrorisme (Le Monde des 28-29 juin), les Etats-Unis ont fait un cadeau empoisonné au régime de Damas. C'est du moins l'opinion la plus fréquemment exprimée à Beyrouth, où l'on fait valoir que la volonté américaine de renouer avec la Syrie — exprimée à la fin de la semaine passée par la Maison Blanche — a, notamment, pour objet d'inciter Damas à poursuivre ses efforts en vue de la libération des otages, avec le risque que cela comporte d'un affrontement avec les protégés de l'Iran au Liban.

Certes, que les Etats-Unis aient eux-mêmes pris l'initiative de dénoncer le régime syrien, et de s'en rapprocher, constitue un succès en soi pour celui-ci. Les avantages économiques et politiques sont indéniables, notamment en termes d'une liberté d'action au Liban qui ne serait plus contestée ni contrecarrée. Mais Damas aurait préféré récolter les fruits de sa politique dans la discrétion et paraît embarrassé, plus que flatté, par les insouciantes déclarations américaines. D'autant que les Etats-Unis ne sont pas tout, ni même peut-être l'essentiel, en la matière. C'est Israël qu'il faut observer et qui pourrait torpiller toute l'affaire si le rapprochement américano-syrien lui paraissait mettre en danger ses intérêts, estimant-on à Beyrouth.

Pour l'instant, la volonté affichée de la Syrie d'obtenir la libération du journaliste américain Charles Glass (enlevé fin juin) est unanimement perçue au Liban comme un défi ouvert lancé aux intégristes chiites pro-iraniens censés être derrière les prises d'otages. C'est une épreuve de force potentiellement lourde de conséquences. Elle n'est encore que verbale, mais a atteint une virulence inégalée entre ces deux alliés adversaires sur la scène libanaise que sont la Syrie et l'Iran. A Radio-Damas, qui estimait ce week-end, à propos des preneurs d'otages : « Ces criminels portent atteinte à la résistance contre l'occupation israélienne », l'organe du Hezbollah, Al-Ahd, a répliqué en déconçant : ceux qui ignorent totalement la réalité de

la résistance anti-israélienne, car ils ne connaissent que la propagande et les slogans vides de sens ». Pour eux, selon Al-Ahd, la résistance se résume à des cassettes vidéo fabriquées à l'avance sur des opérations suicides mal préparées — allusion claire aux opérations suicides montées sous le label syrien par les groupes libanais proches de Damas. Le chef du Hezbollah, de son côté, stigmatisé les « profanes » qui s'entremettent aux croyants musulmans.

Au-delà de cet échange d'accusations acerbes, l'épreuve de force syro-iranienne au Liban a pris un tour plus concret. Les Syriens ont apporté des restrictions aux mouvements des militants de Hezbollah et des Gardiens de la révolution iraniens dont les laissez-passer accordés par Damas ont été supprimés. Enfin, les troupes syriennes ont été renforcées dans la vallée de la Bekaa (est du Liban), où elles s'installent en force face aux positions des intégristes chiites.

LUCIEN GEORGE.

ISRAËL : la tension entre communautés

Un Palestinien tué en Cisjordanie • Une Israélienne blessée dans un attentat à Haïfa

Un villageois palestinien a été tué et cinq autres ont été blessés, ainsi qu'un garde-frontière israélien, lors d'un conflit foncier, le dimanche 28 juin, à Oubéida (à l'est de Bethléem, en Cisjordanie occupée). L'armée a arrêté une vingtaine de personnes à la suite de ce grave incident.

Selon une version des faits avancée de source palestinienne, le conflit a pris un tournant tragique lorsque plusieurs centaines de villageois d'Oubéida s'en sont pris à coups de pierres aux membres d'une équipe d'arpenteurs juifs en désaccord avec leurs collègues arabes.

Les deux équipes d'arpenteurs étaient venues faire des repérages en vue de l'inscription au cadastre d'une vente de terres. Une unité des gardes-frontières israéliens, présente sur les lieux, a alors ouvert le feu, après avoir rapide-

ment procédé à des tirs de sommation réglementaires.

Selon une autre version, soutenue par plusieurs témoins, il n'y a pas eu de querelle entre arpenteurs juifs et arabes.

En revanche, les terrains que des acheteurs juifs projetaient d'acquérir avaient déjà été cédés par un commerçant arabe à des Palestiniens — ce qui a provoqué la colère de plusieurs centaines de villageois d'Oubéida, nombre d'entre eux se considérant comme propriétaires lésés.

La veille, une bombe enterrée dans le sable sur une plage de Haïfa avait grièvement blessé une jeune femme de vingt-huit ans (elle a dû être amputée d'une jambe) et son petit garçon. L'attentat — qui a été revendiqué par le groupe Force-17, proche de M. Yasser Arafat — a été commis sur la plage de Carmel, l'une des plus fréquentées de la région.

Violence dans la banlieue de Tel-Aviv

La tension entre juifs et Arabes est également très vive dans une banlieue populaire de Tel-Aviv, Ramat-Gan. A plusieurs reprises à la fin de la semaine passée, des extrémistes juifs ont mis le feu à des appartements loués par des Arabes israéliens dans cette banlieue, afin de les obliger à s'installer ailleurs. Deux Arabes israéliens ont été blessés et une centaine d'autres ont fui Ramat-Gan en attendant le retour au calme.

Vendredi, la police a arrêté cinq juifs soupçonnés d'avoir pris part à ces incidents, qui ont été condamnés aussi bien par le Likoud (la droite) que par les travaillistes. — (AFP, AP, Reuters.)

EN BREF

● FRANCE-IRAK : message de M. Chirac au président Saddam Hussein. — Le ministre du commerce extérieur, M. Michel Noir, a été reçu, le samedi 27 juin à Bagdad, par le président irakien, M. Saddam Hussein, auquel il a remis un message de M. Jacques Chirac. M. Noir — dont c'est le deuxième séjour en Irak en huit mois — s'est également entretenu du développement des relations entre les deux pays avec M. Taha Yassin Ramadan, vice-premier ministre. — (AFP, Reuters.)

● SYRIE : démissions au sein du gouvernement. — Le président Hafez el-Assad a accepté la démission de deux de ses ministres, M. Riad Baghadi (construction) et M. Mahmoud al-Kurdi (agriculture), tous deux accusés de mauvaise gestion, a rapporté la presse syrienne. — (Reuters.)

Plus vite, moins cher!

VENTE A DES PRIX EXCEPTIONNELS
des derniers modèles 1987 en stock

- 205 GTI 130 CV (GRIS FUTURA, GRIS GRAPHITE NOIR)
- 205 XR 1124 cm³, 4 vitesses (BLANC, BLEU MING, GRIS GRAPHITE, ROUGE MÉTAL)
- 205 XT (BLANC, GRIS WINCHESTER, GRIS GRAPHITE)
- 205 SR (GRIS FUTURA, BLEU TOPAZE, GRIS WINCHESTER)
- 309 XL Profi (GRIS FUTURA, BLANC NEIGE)
- 309 GTI (GRIS FUTURA, BLANC, ROUGE, GRIS GRAPHITE)
- 309 diesel, 5 portes (BLANC, GRIS WINCHESTER, BLEU TOPAZE)
- 309 Chorus (BLANC)

PEUGEOT
NEUBAUER
c'est la garantie du prix et du service!

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

La Télécommunication de l'Écrit

C'est LA MESSAGERIE

Pour adresser une documentation à de multiples destinataires, chacun équipé d'un terminal différent, diffuser des fichiers entre équipements informatiques, ou échanger par boîte aux lettres des messages avec des correspondants peu disponibles ou en déplacement, rien ne vaut la Messagerie.

De plus aujourd'hui avec Atlas 400, toutes les messageries normalisées communiquent entre elles.

TELECOM

La Télécommunication de l'Écrit

C'est TELETEX

Pour adresser instantanément un courrier de qualité commerciale : communiqués, compte-rendus, commandes, rapports confidentiels, rien ne vaut Télex. Avec sa transmission entre machines de traitement de texte, machines à écrire électroniques ou micro-ordinateurs et l'identification garantie des correspondants, Télex, c'est vraiment le courrier électronique international.

TELECOM

ENQUETE EXCLUSIVE :
QUI POSSEDE LES 200 PREMIERES ENTREPRISES?

SCIENCE • VIE
ECONOMIE

JUILLET-AOÛT

« Mondes en Devenir »

URBANISATION RAPIDE

EN AFRIQUE TROPICALE

Guy ANKERL

13,5 x 20 cm - 179 p. - 85 F

Berger-Levrault
5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

SCIENCES PO. Préparations
Documentation sur demande

- Stage intensif d'été
- Stage annuel
- Stage parallèle

IPEC Enseignement supérieur privé
46, bd. Saint-Michel, Paris 6^e
Téléphone : 46.33.91.23 / 43.29.03.71

Le Monde sur minitel

L'ACTUALITÉ EN DIRECT

3615. TAPÉZ LEMONDE

Politique

Le premier ministre au «Grand-Jury» RTL-Le Monde

«Le déclin n'est plus d'actualité... depuis mars 1986!»

assure M. Chirac

M. Jacques Chirac a notamment déclaré : « Vous ne m'avez jamais entendu porter un jugement critique à l'égard de l'action de M. Mitterrand dans le cadre de ses fonctions présidentielles. Je demande naturellement à être payé de retour, et j'estime que j'en ai le droit. Après tout, je représente la majorité. Si je ne devais pas l'être, la nature même des rapports entre le président de la République et le gouvernement pourrait changer. Ce n'est pas encore le cas. Le président de la République a forcément, semble-t-il, quelques difficultés à être et à s'affirmer président de la République, ce qui est sa vocation, que personne ne lui conteste, et à être souvent, à maintes occasions, le porte-parole de l'opposition — ce qui pourrait naturellement le conduire à devenir un candidat. Là, il y aurait une espèce de confusion générale des genres qui poserait sans aucun doute problème. Je ne souhaite pas pour ma part que cela se produise. La France est confrontée à bien des difficultés. Elle a besoin d'un gouvernement qui gouverne, qui conduise une politique de redressement, et elle n'a pas besoin de s'engager prématurément dans une campagne électorale.

« Quand j'entends la décision prise par le gouvernement concer-

nant l'Opéra de la Bastille traitée d'absurdité, je suis, je dois le dire, un peu choqué. C'est vraiment de la compétence du gouvernement. J'ajoute que ce n'est pas une absurdité. C'est une nécessité. La France était engagée dans une politique consistant à dépenser beaucoup plus qu'elle ne gagnait. Cela ne peut pas durer. Nous n'avons pas les moyens d'assurer l'ensemble de ces dépenses.

« A Paris, les grands travaux dits « du président » ont été ruineux. Et cela concentre sur la seule capitale des moyens qui, ensuite, notamment dans le domaine culturel, ne peuvent être donnés à des régions qui, elles aussi, ont des besoins de développement culturel et qui sont réduites à la portion congrue.

« Je n'ai jamais entendu de critiques blessantes ou humiliantes, mais il est exact qu'il est des commentaires dont la nature permet de s'interroger sur le fait qu'ils émanent du président de la République ou du porte-parole de l'opposition. Il y a donc là un exercice un peu délicat. Le gouvernement gouverne conformément aux institutions, et il continuera, quoi qu'il arrive, à gouverner.

Affirmant que depuis 1986 la destruction des emplois industriels est

interrompue et que pour les investissements les prévisions placent la France en tête des pays européens et qu'il y a « une reprise nette de l'investissement », M. Chirac ajoute : « entre 1981 et 1983, on a fait toutes les bêtises du monde. Cela explique d'ailleurs un déclin, qui a existé s'il n'existe plus.

« Elle a effectivement connu une situation de déclin, mais ce n'est plus le cas aujourd'hui. »

M. Chirac poursuit : « La France, à partir de 1973, s'est laissée aller. La tendance s'est considérablement développée à partir de 1981 où on s'est mis à dépenser beaucoup plus qu'on ne gagnait. C'était la politique de la cigale.

« Depuis 1986, que voyons-nous ? Une amélioration sensible, et c'est pourquoi je dis que le déclin n'est plus d'actualité. C'est en 1983 qu'il aurait fallu en parler ! »

« du sujet de l'idée émise récemment par le chancelier ouest-allemand, M. Helmut Kohl, de créer une brigade franco-allemande, M. Chirac a déclaré : « La proposition est conforme, dans son esprit, au traité de 1963 signé par le général de Gaulle et le chancelier Adenauer. Mais la mise en œuvre de cette proposition de brigade commune pose de grandes difficultés. En effet, l'Allemagne est dans l'organisation militaire intégrée de l'OTAN, mais pas la France. Alors, qu'en venant cette brigade ? Il n'est pas question que la France, même par ce biais modeste, rentre dans l'organisation intégrée de l'OTAN. Il y a un problème de concept d'emploi de cette brigade et il faut l'étudier. »

Un coup à gauche un coup à droite

AVANT les grands départs en vacances et alors que la session parlementaire se termine, M. Chirac souhaitait faire à la fois un point complet de l'action du gouvernement et tracer quelques perspectives pour les prochains mois. Mais il a surtout voulu tourner une page. Celle de l'hiver et du printemps où de multiples événements se sont bousculés qui ne lui ont pas été favorables. Les graves des services publics, les manifestations d'étudiants, le code de la nationalité, l'affaire Noir, la crise Lottard, le terrorisme corse, ont constitué les épisodes d'une traversée bien agitée.

M. Chirac avait donc besoin de montrer que sa pugnacité n'a pas diminué. Mieux même, qu'elle connaît une sorte de renouveau avec l'approche de l'élection présidentielle pour laquelle, comme tous les autres concurrents d'ailleurs, il entretient la fiction de sa non-candidature. M. Mitterrand a fait les frais de ce regain de vigueur.

L'accumulation de plusieurs éléments, dans lesquels le premier ministre voit autant d'accrocs au partage des rôles établi le 20 mars 1986, y est pour beaucoup : qu'il s'agisse du rythme plus soutenu des voyages du chef de l'Etat en province et, surtout, — au dire de ses accompagnateurs — de leur tournure de campagne électorale, des propos très « rassembleurs » du type « candidat au-dessus des partis » qui y sont tenus, ou bien du jugement sévère porté par M. Mitterrand sur les aménagements de l'Opéra Bastille.

Le premier ministre a donc pris bien soin de souligner que la « rupture majeure » s'est bien produite en 1986 afin de dissiper toute confusion avec l'action du chef de l'Etat avant et après l'alternance. Or une telle confusion, selon M. Chirac, n'est pas seulement accréditée par M. Mitterrand, mais aussi par M. Barre, qui, en matière économique, date le changement non pas de mars 1986 mais de la modification du cap de la gauche en 1982-1983.

Il ne saurait donc y avoir — contrairement à ce qu'a dit le député du Rhône à l'FTI le 25 juin — de continuité entre la politique socialiste deuxième manière et la politique de M. Balladur.

M. Chirac n'a pas directement cité M. Barre à ce sujet, mais il lui a renvoyé ses politesses accolées de la semaine passée en trouvant à son tour, avec une certaine condescendance, que « c'était très gentil de sa part » de le « plaindre » d'être premier ministre. Tout en ajoutant qu'il n'a « pas besoin de compassion ».

M. Chirac a entamé ainsi le monologue des critiques adressées à M. Mitterrand par M. Barre ; il a aussi tenté de contrer ce dernier sur le terrain économique qui a fait sa réputation. En lançant un fier « je gouverne », le premier ministre repart à l'offensive en vue de l'élection présidentielle. Sa majorité a, en effet, bien besoin d'une remobilisation, et l'on en juge par les résultats des élections cantonales de ce même dimanche.

ANDRÉ PASSERON.

La cohabitation sous surveillance

(Suite de la première page.)

M. Chirac a tenté de rattraper son autorité en imposant, au travers d'un débat à grand spectacle, des limites à l'exercice du droit de grève dans la fonction publique. Mais, affronté aux arrêts de travail à répétition des contrôleurs aériens, il hésite à engager son crédit personnel et renvoie le dossier au « ministre compétent », M. Jacques Douffiaques (transports), de la même manière qu'il s'était débarrassé, l'hiver dernier, du conflit de la SNCF en conseillant aux conducteurs de chemin de fer de s'adresser aux dirigeants de cette entreprise nationale.

Il défend bec et ongles — le contraire serait surprenant — un

dossier économique difficile à mettre en valeur. Comme les socialistes en 1984-1985, il regrette sans doute de n'avoir pas le temps, d'ici à la prochaine échéance électorale, de convaincre les Français qu'il a mieux géré que ses prédécesseurs.

Privé d'un renouveau économique qu'il souhaiterait incontestable, M. Chirac est aussi privé d'adversaires. L'union de la majorité lui interdit le combat. La cohabitation, dont il a choisi de jouer le jeu, ne lui permet pas l'affrontement direct avec M. Mitterrand. Faute d'un autre terrain d'action et pour ne pas être en reste face à M. Barre, le premier ministre est cependant conduit à s'en prendre aujourd'hui au président de la République. Il touche un point sensible lorsqu'il affirme que « les grands travaux du président » sont « ruineux », et déverse l'ironie à la louche en affirmant qu'il serait « très content d'avoir un superbe opéra à la Bastille, un deuxième opéra, et puis même un troisième, un quatrième : pourquoi pas ? ». Il faut « savoir garder raison », ajoute-t-il, ce qui veut dire — si l'on comprend bien — que le président de la République laisse la sienne divaguer. Au chef de l'Etat, qui parcourt la France en observant sans déplaisir la montée d'un plébiscite pour

Le financement de la Sécurité sociale

Chacun sa bombe

Péché avoué est à moitié pardonné. M. Chirac a reconnu que les mesures d'urgence adoptées par le gouvernement pour le financement du régime général de Sécurité sociale en 1987 et 1988 laisseraient sur le deuxième semestre 1986 un déficit de près de 30 milliards de francs !

Le premier ministre a affirmé que cette « bombe à retardement » ne pouvait être comparée à celle laissée par les socialistes en 1986, pourtant moitié moindre, car, selon lui, elle n'était pas « étonnante et cachée », mais reconnue et mesurée.

Pourtant, le gouvernement s'est montré fort discret sur ses perspectives financières. M. Chirac lui-même, pas masochiste, n'a pas précisé la signification du déficit prévu, à savoir : pour rattraper le déficit 1987 et boucler l'année 1988, il faudrait obtenir sur six mois l'équivalent de trois ou quatre points de cotisations d'assurance-maladie ou cinq à six points de cotisations d'assurance-vieillesse ; ou bien un prélèvement de 2 % au moins sur tous les revenus, impossibles ou non. Dans ces conditions, le maintien du pouvoir d'achat, promis par le premier ministre, paraît bien compromis.

G. H.

« Tonton », le premier ministre admettait que s'il n'y a pas de cohabitation possible : il le président se comporte en « porte-parole de l'opposition », s'il ne respecte pas la lettre les institutions et, dans les formes, le chef du gouvernement.

M. Barre serait-il parvenu à pousser M. Chirac à la faute ? Le premier escamote le 16 mars 1986 et parle, pour s'en attrister, d'une période 1981-1987 quasi homogène. Le second rectifie : avant le 16 mars, la France, sous la conduite de M. Mitterrand, était engagée dans la voie du déclin ; depuis, sous l'autorité du premier ministre, elle est sur le chemin du redressement. Le premier dénonce la politique « aventureuse » du début du septennat. Le second en fait autant. M. Barre moque la sagesse « circonstancielle » du chef de l'Etat. M. Chirac surmonte, au risque de donner raison aux analyses de son concurrent de la majorité.

Le premier ministre a-t-il raison de pousser M. Mitterrand au bas de son piédestal ? A-t-il tort, en l'attaquant, de mettre en valeur l'arbitrage de l'Elysée. Il n'avait pas le choix. Mais en affaiblissant la cohabitation, il prend le risque de s'affaiblir lui-même.

JEAN-YVES L'HOMEAU.

Au Sénat

La partie de saute-mouton du DMOS s'achève

Un samedi et un dimanche n'auront pas été de trop pour permettre au Sénat de terminer l'examen du projet de loi portant « Diverses mesures d'ordre social » (DMOS). Et encore la fin du débat aura-t-elle été retardée par la demande d'une seconde délibération formulée par le gouvernement sur le dispositif d'interdiction de la publicité pour les boissons alcoolisées.

Reprenant, samedi après-midi, l'examen du projet de loi dit DMOS, interrompu depuis l'avant-veille, le Sénat adopte un amendement restrictif augmentant les effectifs (actuellement de douze membres du conseil de l'ordre des pharmaciens, de deux pharmaciens biologistes). Un autre article additionnel est destiné à permettre la présence de représentants de tous les syndicats au sein du conseil supérieur de la fonction publique hospitalière, notamment de la CFTC et de la CGC. Votant contre : socialistes et communistes, qui craignent le retrait de deux sièges aux trois organisations auxiliaires « 90 % de agents hospitaliers font confiance » (CGT, CFDT et FO) pour faire entrer deux organisations qui, à elles deux, font à peine plus de 4 %.

M. Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la santé et de la famille, affirme alors que le gouvernement fera en sorte, par décret, « d'augmenter le nombre de sièges des organisations syndicales, de façon à ne pas diminuer la représentation de celles qui y siègent déjà ».

En séance de nuit, le Sénat discute le titre III du projet consacré à la réforme du troisième cycle des études médicales, après que les amendements de suppression proposés par les socialistes et les communistes ont été repoussés. Si le même sort négatif a été réservé à l'ensemble des autres demandes de modification formulées par la gauche, il en est une, toutefois, qui a été votée par une majorité pour le moins disparate : PS et RPR, certains RI et membres de la gauche démocratique (soit 181 sénateurs) votant pour, certains autres RI et certains centristes votant contre (soit 72 sénateurs) ; le reste s'abstenant, notamment les communistes. C'est ainsi que les sénateurs ont tranché la question du concours de l'Internat de spécialité, en revenant au texte initial du projet de loi qui maintenait la législation actuelle, à savoir la possibilité de passer deux fois du concours, soit la dernière année du

deuxième cycle soit l'année suivante, et d'être candidat dans trois interregions.

L'Assemblée nationale a associé les modalités de passage de la filière de médecine générale vers le troisième cycle de spécialité : les candidats pourront répartir leurs deux possibilités de concourir sur trois années (soit la dernière année du deuxième cycle, soit lors de l'une des deux sessions suivantes).

M. Jean-Pierre Fourcade (RI, Haute-Saône), président de la commission des affaires sociales, commission qui avait opté pour le retour au texte initial, a, au cours de la discussion, retiré l'amendement de la commission... que M. Frank Serusclat (PS, Rhône) a immédiatement repris à son compte et avec d'autant plus de succès que, Joe Barzach y étant favorable, le RPR y a souscrit.

Le Sénat accepte ensuite une proposition présentée par M. Jacques Valade, ministre délégué chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur, permettant aux médecins qui auront acquis l'expérience du résident de se présenter à l'Internat.

La publicité sur les alcools

Après avoir adopté sans les modifier les dispositions relatives à la fonction publique d'Etat, le Sénat, à la demande de la commission des affaires sociales, se livre à un nouveau « saute-mouton » pour s'inscrire directement à la réglementation de la publicité sur les alcools.

M. Louis Perreux (PS, Val-d'Oise) et M. Etienne Dailly (Gauche dém., Seine-et-Marne) se sont efforcés de convaincre leurs collègues et le gouvernement que le texte adopté par l'Assemblée nationale qui n'interdisait pas la publicité sur les radios ni au cinéma ne constituait qu'une demi-mesure. Pour M. Barzach, il suffit de décider de l'interdiction là où la publicité est « la plus dangereuse », en l'occurrence à la télévision. Alors que M. Jacques Barrot, président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, mais aussi secrétaire général du CDS, est à l'origine de l'introduction de cette disposition dans le DMOS, certains de ses amis au palais de Luxembourg ont jugé un peu sévère une interdiction totale de publicité sur les petits écrans, et peu souhaitable, comme l'a affirmé M. Daniel Miletand (Un. cent., Polytechnique), de placer « dans la perspective de 1992 » les produc-

teurs français en « situation d'infriorité » par rapport à leurs concurrents étrangers.

Au cours de la seconde délibération demandée par le gouvernement, ce dernier n'a maintenu son souhait d'interdiction de la publicité pour les boissons alcoolisées, qu'à la télévision, dans les publications destinées à la jeunesse et dans les lieux où se déroulent des manifestations sportives.

Quant à la publicité autorisée, elle doit comporter un conseil de modération. Le gouvernement a accepté un ajout, dont l'initiative revenait au PS, mais que la commission des affaires sociales avait fait sien, à savoir l'interdiction faite à « des personnalités connues pour une activité n'ayant pas de rapport avec la production ou la distribution de boissons alcooliques » de participer à ce type de publicité.

Enfin les sénateurs, tout en souscrivant à la volonté manifestée par les députés de repousser... à plus tard l'introduction de la publicité politique à la télévision, ont choisi un autre critère que celui des députés pour l'avisager. Diffusée en dehors des campagnes électorales, elle ne verra le jour qu'une fois entrée en vigueur une loi visant à « définir les conditions de financement des mouvements politiques en France », et non une loi qui aurait garanti « la transparence et la moralisation du financement des mouvements politiques en France » : le mot « moralisation » apparaissant d'un côté douterait à nombre de sénateurs, dont M. Lucien Neuwirth (RPR, Loire).

Après quarante-deux heures de débat, le projet était adopté par 222 voix contre 89 (communistes, socialistes et 10 sénateurs de la gauche démocratique), 7 membres de la gauche démocratique s'abstenant.

ANNE CHAUSSEBOURG.

« Handicapés et chômeurs de longue durée : adoption définitive. — Le Sénat a adopté définitivement, samedi 27 juin, les conclusions de deux commissions mixtes paritaires, l'une sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur des travailleurs handicapés, l'autre sur celles du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée. (Le Monde du 23 juin). Le premier de ces textes a été adopté par 238 voix contre 15 (PCF), les socialistes s'abstenant ; le second par 228 voix contre 15 (PCF), les socialistes et 10 sénateurs de la Gauche démocratique s'abstenant.

Le débat au sein du Parti socialiste

Rocard-Chevènement : le rendez-vous manqué

MM. Michel Rocard et Jean-Pierre Chevènement ont participé, le dimanche 28 juin, en compagnie de MM. Robert Vigouroux, maire de Marseille, et Dominique Strauss-Kahn, député et membre du secrétariat national du PS chargé des études, à la séance de clôture du colloque organisé à Paris par le club *Maintenant et demain*, animé par M. Georges Sarre, député PS de Paris, sur le thème « Le libéralisme contre l'intérêt général et les libertés ».

La joute n'a pas eu lieu. Les deux champions ont galopé chacun de son côté de la lice, se sont salués courtoisement au passage, et n'ont pas pris la peine de rompre des lances. Pourtant, à l'écouter, il était facile d'imaginer les coups qu'ils pourraient se porter dans un véritable débat.

Bon prince, M. Chevènement a consacré à M. Rocard un seul désaccord : pour le député des Yvelines, liberté et égalité sont deux objectifs largement antagonistes. C'est donc le mode d'arbitrage entre ces deux objectifs contraires qui façonne un modèle de société. Souriant, le maire de Belfort répond qu'à son sens la recherche de l'un et de l'autre peut être menée « de pair ».

Tout comme M. Strauss-Kahn, qui n'a voulu citer personne mais a lancé « il ne faudrait pas que le libéralisme ait perdu un bataillon, mais que l'esprit libéral emplit les insidieusement nos esprits et finisse par gagner la guerre ». M. Chevènement — sans, bien sûr, lui non plus, attaquer qui ce soit — a prononcé quelques instantanés mises en garde contre le risque d'enlèvement dans les « marécages » de la SFTO et dénoqué la contagion du libéralisme « jusque sur les contours de la gauche ». Si le libéralisme est l'« idéologie de l'abandon et du déclin », la réponse au déclin (car M. Chevènement persiste et signe : « La querelle sur le déclin ne peut pas, à mon avis, porter sur la réalité, car les faits sont là, mais sur


son interprétation ») ne doit pas être « non plus le socialisme de cuisine, je veux dire le socialisme défini par rapport à la cuisine comme on définissait le latin de cuisine ».

M. Rocard remarque-t-il qu'on n'a pas, jusqu'à maintenant, trouvé mieux les gens, et que cet intérêt doit donc « servir de moteur, quitte à le canaliser ». M. Chevènement répond, en attaquant... les libéraux, que « la conception de l'homme occi-

dentisme mû par son seul intérêt égoïste » lui semble « une conception assez pauvre de l'homme ».

Et comment, enfin, ne pas voir un pied de nez à la « deuxième gauche », dans cette injonction triomphante : « Le devoir du PS, c'est de susciter des soldats de la République. N'ayons pas peur de l'archaïsme ! ». Et M. Chevènement rit de toutes ses dents de s'entendre lui-même conclure : « Le débat permet toujours l'unité du parti... »

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.



EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA Master of Business Administration
Programme à San Francisco en 14 mois spécialisé en Management International, associant une pédagogie active à une expérience pratique par le projet personnel/professionnel.

3^e CYCLE Diplômés de l'enseignement supérieur : Titulaires de maîtrise, ingénieurs, médecins, pharmaciens, architectes, I.E.P...
Programme de 12 à 18 mois préparant au Master of Business Administration (M.B.A.) à Paris et à San Francisco.

2^e CYCLE Intensif : Cours spécifique de deux ans préparant au Master of Business Administration à Paris et à San Francisco.

Informations et sélections : European University of America
3 Imp. Royer Collard (M. Luxembourg), 75005 Paris - (1) 46 34 66 06
Communiqué par European University of America • San Francisco • California

(Publicité)

CLASSES MOYENNES

Le bureau du Syndicat des classes moyennes, s'est réuni à Paris, sous la présidence de M. Guy Hennin.

Les membres présents ont longuement examiné la situation économique et décidé de présenter un rapport pour le prochain comité directeur.

SYNDICAT NATIONAL DES CLASSES MOYENNES
BP 240 Paris Cedex 10

Politique

Le rassemblement des pieds-noirs à Nice

Un couscous royal !

NICE
de notre envoyé spécial

Il ne furent pas deux cent mille, comme certains l'avaient prédit, même pas cent mille, tout juste la moitié. La fête, pourtant, fut réussie, et pourquoi chicaner sur les chiffres ? Dans deux, cinq ou dix ans,

Le dernier du « quarteron »

Le général Edmond Jouhaud, Orensais de naissance et âgé aujourd'hui de quatre-vingt ans, est le dernier survivant du « quarteron », selon la formule de de Gaulle — de généraux organisateurs du putsch d'avril 1961 en Algérie. Chef d'état-major de l'armée de l'air en 1958, puis inspecteur général en 1960, il avait été mis à la retraite, à sa demande, avant de se joindre, à la tête de ce mouvement insurrectionnel opposé à la politique d'autodétermination du général de Gaulle, aux généraux Raoul Salen (mort en juillet 1964), André Zeller (mort en septembre 1979) et Maurice Châteauneuf (décédé en janvier 1977). Après l'échec du putsch, Edmond Jouhaud avait suivi le général Salen dans la clandestinité, devenant à ses côtés le numéro deux de l'Organisation armée secrète (OAS) et exerçant essentiellement son activité dans la région d'Oran.

Arrivé le 25 mars 1962, il avait été condamné à mort puis gracié par le général de Gaulle en novembre de la même année. Libéré pour la Noël 1967, il est des lors consacré à la défense des pieds-noirs en tant que président, puis président d'honneur du Front national des rapatriés. Il fut l'un des anciens officiers généraux réintégrés dans le cadre de réserve par la loi du 3 décembre 1982, votée par le Parlement à l'initiative personnelle de M. François Mitterrand, contre l'avis de certains parlementaires socialistes.

Interrogé sur sa poignée de main avec cet ancien putschiste, filmée à l'occasion de la messe célébrée dimanche à Nice, M. Chirac a noté avec un air de « Grand Jury RTL-Le Monde » : « Les gaullistes sont des hommes de rassemblement, très attachés à l'unité nationale. Qu'il y ait eu à tel ou tel moment des divergences de vues fortes, des passions exacerbées, c'est vrai, mais il arrive un moment où il faut tourner la page au nom de l'unité nationale qui passe avant toute autre chose. J'ai vécu en Algérie. J'ai été deux ans et demi officier en Algérie. J'ai servi pendant un an à titre civil. C'est un pays que je connais bien, que j'ai aimé. J'ai été, j'en suis sûr, partisan de l'Algérie française, chacun le sait, et je me sens donc tout à fait à l'aise lorsqu'il s'agit de retrouver l'unité nationale et d'effacer les séquelles du passé. »

ceux qui se trouvaient à Nice pour ce vingt-cinquième anniversaire de leur départ d'Algérie n'affirmeront pas qu'ils étaient... Combien ? Deux cent mille, trois cent mille, quatre cent mille... ? Tous, quoi !

La plupart venaient des départements du Midi. Les autres, ceux du bout de la France et du bout du monde, avaient délégué quelques représentants, tel Frédéric Mariage, général de réserve dans l'armée canadienne et PDG d'une entreprise forestière, une des vedettes de ce rassemblement. Il avait vingt-trois ans en 1963, quand, arrivant de Bône, il s'installa à Montréal. Aujourd'hui citoyen canadien, il raconte avec un curieux accent — trois quarts québécois, un quart pied-noir — que son premier geste en arrivant à Nice fut de prendre un bain dans la Méditerranée. « Si chère, si su », on encore Laurent Pérez, devant, lui, citoyen des États-Unis et enseignant de valses sur un navire américain. « Regarde comme ils sont beaux nos militaires ! », disait fièrement un ancien Constantinois à sa fille de seize ans, qui opinait gentiment pour lui faire plaisir. C'était sa fête après tout.

Edmond Jouhaud
« le dernier »

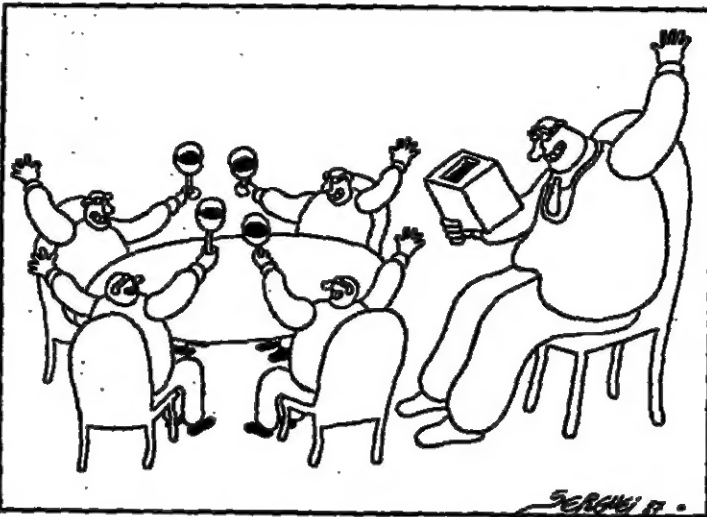
Qu'importe si l'ambiance a mis du temps à venir. Vendredi et samedi, beaucoup, en effet, semblaient se demander s'ils n'avaient pas donné à l'histoire un rendez-vous de trop. Une gêne que ne pouvaient exorciser les plaisanteries trop forcées, l'accent trop exagéré, les mains trop volubiles. Il fallait le temps de chercher l'ami, le voisin, voire le cousin perdu de vue depuis vingt-cinq ans et de le retrouver. Et que dit-on après un quart de siècle ? « Tu te souviens ? » Bien sûr, on se souvient. Mais de quoi ?

L'exposition, ouverte dès le vendredi sur les 11 000 mètres carrés du Palais des expositions, paraissait aussi trop imposante. Tout y était. Du relevé géologique de 1830 à la photo sépia de la classe de philosophie du lycée de 1955 en passant par l'uniforme du 1^{er} chasseurs d'Afrique. Un travail remarquable mais qu'il fallait le temps de distiller. Et puis comment s'y retrouver dans le dédale de ces amicales ? « Deux pieds-noirs ça fait trois associations », plaisantait un des responsables. Dellys — vous connaissez ? — avait quelques milliers d'habitants, tout au plus. Il y a aujourd'hui une amicale des anciens élèves de Dellys... section Nice-Côte d'Azur !

La température monta progressivement au cours de la journée de samedi. Tibide et compassée le matin dans les salons feutrés du Négresco pour le lancement d'un timbre commémoratif dont le premier exemplaire fut offert à Jacques Sonstellet, plus servantes quelques heures après l'inauguration d'un square Béchage. L'inauguration, elle devait vraiment

chaude lors de l'ouverture officielle de l'exposition, grâce notamment à la présence de celui qui fut sans doute le véritable héros de ce long week-end : le général Edmond Jouhaud. « C'est le dernier, c'est un de chez nous », commentait une vieille Orensaise. A le voir ainsi portant dignement et modestement ses quatre-vingt-deux ans, on se demande comment cet homme a pu s'engager dans la folie de FOAS d'Oran. « Je me souviendrai toujours, raconte Jouhaud aujourd'hui, de la minute où j'ai décidé de déserter. » Jouhaud, qui, le soir, lors du gigantesque spectacle monté par Bob Addiriza, reçut un « pied d'or », avec le professeur Gouard (la médecine), Alain Chevalier (le

donne la comparaison — à côté de la nouvelle cuisine des cérémonies modernes ! Une messe précédée de l'arrivée en procession des statues de saint Augustin, Notre-Dame de Santa-Cruz et Notre-Dame d'Afrique, trois minuscules et étonnantes symboles de l'Eglise d'Algérie. Une messe où l'on entendit un curé s'écrier : « Vive la légion ! », après le départ des hommes au képi blanc. Une messe où la sonnerie aux morts retentit pendant l'élévation. « Vous avez apporté à notre Eglise vos traditions les plus chaleureuses, les plus familiales, les plus expansives », déclara l'évêque de Nice. Il ne crut pas si bien dire : la foule, une fois la messe finie, entonna... le Chant des Africains !



champagne), Fernand Sestre (le football) et M^{me} Paul Robert (le dictionnaire). Enrico Macias y chanta, bien entendu. Mais l'émotion fut provoquée par Marie Villalonga sur un beau texte de Daniel Saint-Hamond : « Ce n'était rien, Marie, qu'une terre bête », — et le rire par Robert Castel : « Les Français de France, que Dieu li nous les garde ! »

Il fallut pourtant attendre le dimanche pour que la fête éclate. Etaient enfin réunis les trois ingrédients nécessaires pour qu'un véritable Méditerranéen explose : le soleil, la messe et le pique-nique. Mais une messe comme sans doute on n'en verra plus de sitôt dans l'Hexagone. Un couscous royal — que l'on par-

Le pique-nique sur la colline de Cimiez fut aussi épique. Toute timidité rangée au magasin des accessoires, il fut consacré, en plus du rosé et des brochures, à une dernière recherche des anciens amis. Le temps passait, et une occasion comme celle-ci ne se reproduirait plus. Car il n'y aura sans doute pas de « Cinquante ans après ». Alors, qu'importe les rats de la fête. Celle-ci aura montré qu'une page était définitivement tournée. Les pieds-noirs savent que très bientôt, « et si j'en mets », le passé sera définitivement mort et qu'il sera temps que l'histoire leur lèche enfin les babouches.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Le « bras d'honneur » de M. Barre

NICE
de notre envoyé spécial

Décidément, les hommes politiques français n'ont pas de chance avec les pieds-noirs ! A moins que ce ne soit le contraire.

Les organisateurs avaient été formels : pas de « politique » ! sinon celle d'« avant », mais crier « vive Jouhaud ! » en 1987, est-ce encore de la politique ? Pas d'invitations non plus : venait qui voulait. La gauche s'abstint. Pas le moindre discours, pas le moindre responsable présent, pas le moindre télégramme.

A droite et à l'extrême droite, les choses furent bien moins claires. C'est Jean-Marie Le Pen qui ouvrit les hostilités. Mariant sa fille Marie-Caroline — qu'il préfère à sa cousine même pied-noir — le vendredi à La Trinité-sur-Mer, le président du Front national était resté en Bretagne, mais il avait loué un nombre impressionnant d'espaces publicitaires pour y placer des affiches donnant son « salut fraternel aux pieds-noirs de France et du monde ».

Le lendemain matin, ces affiches avaient toutes été recouvertes par celles du vingt-cinquième anniversaire. Par qui ? « Des employés de la ville de Nice », nous en avons coincé certains », affirmait les responsables locaux du Front national. Le maire, M. Jacques Médecin, affirmait ne pas être au courant. « Reste », commentait un Nipolis, que Médecin voit d'un mauvais œil le Front national menacer de lui prendre une partie de son électoral pied-noir. »

Invité à prendre plusieurs fois la parole au cours de ces trois journées, Jacques Médecin a rapporté son propre combat pour l'Algérie française. Faisant allusion aux anciens harkis, il déclara : « Pour être français, il faut payer l'impôt du sang. » Tonnerre d'applaudissements, et exit Le Pen.

Le secrétaire d'Etat aux rapatriés, André Sornin, fut aussi de la fête. Il eut même le privilège de pouvoir prononcer un discours officiel pour l'inauguration de la place Béchage-Boualem. Et lui non plus ne fit pas spécialement

dans la nuance : « On est rouge en partant, s'écria-t-il, et en franchissant le bleu, on se retrouve noir. » « J'ai pas très bien compris tout ce qu'il voulait dire », murmura une vieille Constantinoise. Tout simplement, madame, que les pieds-noirs, souvent des Communistes de 1970 (le rouge), en passant de l'autre côté de la Méditerranée (le bleu), ont fini par être accusés de fascisme (le noir)...

Le maire de Toulousse, Dominique Baudès, lui, assista au spectacle du soir, mais c'est la messe du dimanche qui attira le « gratin » : Jacques Chirac, qui recut autant d'applaudissements que de huées ; Charles Pasqua, d'une discrétion exemplaire, Michèle Barzach, pied-noir du Maroc, et Jean-Claude Gaudin, venu en voisin et qui commit le « sacrilège » de baisier l'anneau de l'évêque au moment même où arrivait le vicaire de Santa-Cruz, ce qui provoqua la colère de quelques Orensais.

Pendant ce temps, modestement recueilli au milieu de la foule, Raymond Barre priait. La veille, il avait répondu à venir visiter l'exposition. En effet, un petit groupe de pieds-noirs proches du Front national avait l'intention, s'il venait, de le chasser pour lui reprocher de n'avoir pas voté la loi de 1982, qui a réintégré les anciens généraux putschistes, dans le cadre de réserve. Coïncidence : à l'hôtel Méridien, Raymond Barre avait dormi dans la chambre voisine de celle du général Jouhaud, mais les deux hommes ne se sont pas rencontrés. Et, en ce dimanche matin, l'ancien premier ministre était pris à partie par une dizaine de rapatriés : « Et l'amnistie ? » « Nos généraux, tu vois les fusiller ? » L'ancien premier ministre, en dépit des avis des amis qui l'encourageaient à regagner sa voiture, avait apparemment l'envie d'en découdre. Aussi, quand un de ces pieds-noirs en colère lui dit à la fin de la messe : « Tu méritais un bras d'honneur ! », on vit Raymond Barre le prendre au mot et lui adresser un vigoureux « bras d'honneur » en le traitant de « voyou ».

J.-A. F.

A l'Assemblée nationale

La Sécurité civile est réorganisée

L'Assemblée nationale a commencé, le vendredi 26 juin, l'examen du projet de loi « relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs ». Le Sénat a déjà adopté, le 21 mai, ce texte, qui prévoit notamment la création d'un code d'alerte national. Il renforce également les capacités opérationnelles du corps des sapeurs-pompiers et réglemente l'urbanisation autour des zones dangereuses.

Ce texte institue une unité et des commandements de la sécurité civile à plusieurs échelons de responsabilité. Un plan ORSEC national peut être décrété par le premier ministre ; un plan ORSEC, dit zonal, est créé au niveau de chaque zone de défense, sous l'autorité du préfet de zone de défense ; un plan

ORSEC départemental est établi sous la responsabilité du préfet du département. A côté de ces plans ORSEC, il est institué des plans d'intervention propres à des installations présentant des risques particuliers (centrales nucléaires, dépôts d'hydrocarbures, etc.).

Ce projet donne en outre des pouvoirs importants à chaque préfet de zone, qui correspond au général commandant une région militaire. Enfin, les services d'incendie et de secours seront mieux structurés dans les départements et les communes.

Seveso, Bhopal, Mexico, Tchernobyl : une hantise qui, à elle seule, justifie le souci du gouvernement de mieux préparer le pays à faire face à des catastrophes de grande ampleur. C'est ce que le rapporteur pour avis, M. Ladislas Foulon (UDF, Eure), a expliqué à la tribune. Pour le ministre de l'Environnement, M. Alain Carignon, il s'agit également de rétablir « un courant de

confiance entre les politiques et les techniciens d'une part, les médias et les citoyens de l'autre ». Il a beaucoup insisté sur la nécessaire information réciproque dans ce domaine. Le ministre a affirmé que le gouvernement souhaite tout à la fois renforcer la prévention et les secours, plutôt que de faire prévaloir l'une sur les autres.

Ce texte organisant la lutte contre les risques naturels (incendies de forêt, inondations, séismes, etc.) et également les risques technologiques (nucléaires, chimiques, etc.) il fallait donc procéder à « une réorganisation en profondeur de la sécurité civile », a affirmé M. Charles Pasqua. Le ministre de l'Intérieur a expliqué qu'il avait trouvé à son arrivée place Beauvau la sécurité civile « dans un triste état ». « Le premier objectif de ce projet, a-t-il poursuivi, est d'assurer une coordination des mesures de sauvegarde et des moyens de secours au niveau national et au niveau de la zone de

défense ou, dans certains cas, de la région (...). Le deuxième objectif est de clarifier notre planification du secours. »

« Quant toute la forêt aura brûlé, il n'y aura plus d'incendie », a testé M. Gabriel Domenech (FN, Bouches-du-Rhône), soulignant l'importance de la prévention dans ce domaine.

Du côté de l'opposition, M. Gérard Bordu (PC, Seine-et-Marne) a reproché au gouvernement de ne pas avoir suffisamment renforcé les mesures de sécurité en matière de transport de produits toxiques, au point de vue partagé par l'ancien ministre socialiste, M. Joseph Fréneschi (PS, Val-de-Marne), qui a regretté l'absence d'une réglementation rigoureuse dans ce domaine.

La discussion des articles de ce projet de loi devait intervenir mardi 30 juin.

P.S.

IPESUP
HEC SCIENCES-PO
MEDICINE PHARMACIE

PREPASUP
HEC SCIENCES-PO
BACCALAUREAT

PREPASUP
Enseignement privé secondaire et supérieur

PRÉPA HEC PILOTE
1^{re} Classe préparatoire de France pour les bacheliers
Recrutement : Bac C sur dossier + entretien

23, rue Cortambert 75116 PARIS
☎ (1) 45 03 01 66

DIMANCHE
VENDREDI
MERCREDI
MARDI

PARIS

Avec Air-India, dès le 7 juillet toutes les beautés de l'Asie 4 fois par semaine.

Air-India vous offre un vol supplémentaire vers l'Inde, à une heure aussi agréable que les 3 autres départs de Paris. Ces quatre vols hebdomadaires sont également des plus commodités pour vos correspondances en direction de Bangkok, Hong Kong, Tokyo, Kuala Lumpur, Singapour et Sydney.

Quelle que soit votre destination, vous bénéficiez d'un service très sophistiqué en classe affaires, ou de tous les raffinements de notre classe Maharajah qui est considérée comme une des plus luxueuses au monde.

Alors, pour partir vers l'Asie en bonne compagnie, renseignez-vous sans tarder auprès de

vos agences de voyage ou d'Air-India directement.

PARIS, 1, rue Auber, tél. 42 66 90 60
NICE, Park Hotel, 4/6, av. de Suède, tél. 93 87 83 25
LYON, Sofitel, 20, quai Gailleton, tél. 78 37 80 65
GENÈVE, 7, Chantepoulet, tél. 022/32 06 60



Politique

Le rapport de la commission d'enquête sur les manifestations étudiantes de l'hiver dernier

Un règlement de comptes

Les sénateurs s'étaient efforcés de solder les comptes du mouvement étudiant de novembre-décembre dernier. Tout le monde en avait peu ou prou pris pour son grade au terme d'une analyse biaisée certes, mais sérieuse et approfondie (le Monde 21-22 juin). Les députés de la majorité ont, dans une large mesure, pris le parti inverse et mis à profit les six mois d'investigation de leur commission d'enquête pour régler des comptes. Beaucoup manifestement n'ont pas digéré que les étudiants les privent de l'extrême du débat sur la loi Devaquet et ont estimé qu'il n'était pas trop tard pour exprimer sa bile.

« Il faut appeler un chat un chat », a expliqué devant la commission M. Yves Durand, conseiller du premier ministre pour les questions d'éducation, pour justifier la longue bagarre qu'il a livrée au printemps 1986 pour obtenir une rédaction plus musclée du projet de réforme de l'enseignement supérieur. Cette formule, la commission d'enquête semble l'avoir fait sienne. Mais sa franchise frise la provocation dès qu'il s'agit des étudiants ou des présidents d'université hostiles au projet de loi. Elle confine en revanche à l'indulgence générale dès que le gouvernement et plus encore les forces de l'ordre sont sur la sellette.

Le rapport de la commission d'enquête concède bien, dès les premières pages, que le gouvernement ne parviendra « jamais à engager un vrai dialogue avec les jeunes, que ce soit avant les événements pour les prévenir, ou pendant pour expliquer et répondre à leurs critiques et à leurs préoccupations ». Mais si une telle impuissance est regrettable, la responsabilité en incombe à la gauche ! N'est-ce pas elle qui, en juin 1984, a fait la démonstration aux yeux des « enfants de l'alternance » qu'un gouvernement pouvait reculer devant la pression de manifestations de rue.

De même la commission d'enquête constate, avec la plus grande sobriété et sans vraiment creuser la question, que, durant tout le mouvement de novembre-décembre, le gouvernement est resté constamment en retard sur l'événement. Mais n'était-il pas victime, en l'occurrence, du caractère totalement imprévu et imprévisible de ce mouvement et surtout, on y reviendra, du « double jeu » mené par les responsables modérés de l'UNEF-ID (indépendants et démocratiques) et en premier chef de son président, M. Philippe Darriulat. Bref, la tonalité générale du rapport est claire : les pouvoirs publics ont peut-être

peché par maladresse, mais ils ont bien des excuses.

Ce constat n'épargne personne. Notamment pas les présidents d'université opposés au projet de réforme. Ce projet « remettrait en cause leurs avantages » et ils ont justifié par des « arguments dénués de fondement » un rejet qui était « en fait essentiellement politique ».

Mais ce sont les responsables de l'UNEF-ID, qui sont les principales cibles de la commission d'enquête. Jusqu'au mois de novembre, tout se passe normalement : l'UNEF-ID agit « en organisation syndicale responsable, qui a concentré son opposition sur quelques points du projet de loi ». Ce n'est que dans un deuxième temps que, « sous la pression d'un mouvement parti de la base, elle a été conduite à radicaliser sa position ». Et à partir de ce moment-là la commission estime que M. Philippe Darriulat « a joué un rôle pour le moins étrange ». Son « habileté » à se mettre en retrait du mouvement « cachait en fait un double jeu ».

La commission s'appuie, pour étayer sa thèse, sur la rencontre qui eut lieu le 1^{er} décembre entre le président de l'UNEF-ID et M. René Monory, entouré de MM. Yves Durand, conseiller du premier ministre pour l'éducation et Bertrand Saint-Sernin, son directeur de cabinet. Lors de cette rencontre secrète, Philippe Darriulat aurait posé les bases d'une négociation et par conséquent « induit en erreur le gouvernement, qui pouvait espérer le 4 décembre une solution négociée du conflit ». L'existence même de ce rendez-vous du 1^{er} décembre a été catégoriquement niée par le président de l'UNEF-ID. La commission s'appuie donc sur les témoignages de MM. Monory, Durand et Saint-Sernin. L'on ne soupçonne pas ceux-ci d'avoir inventé un roman. Mais l'on peut s'interroger sur un point essentiel : le gouvernement a-t-il vraiment voulu, ou cru, engager une négociation avec un étudiant dont M. Saint-Sernin a déclaré devant la commission : « On a su après qu'il était un des responsables de l'UNEF-ID ». Si c'est le cas, on

admettra que c'est une légèreté plutôt surprenante.

Quant au « double jeu », la majorité n'est pas à l'abri des reproches : M. Monory ne rencontre-t-il pas Philippe Darriulat sans en parler à M. Alain Devaquet ? Et au même moment, les responsables du RPR ne tentent-ils pas de négocier des modifications du texte avec d'autres responsables étudiants sans en référer au ministre de l'éducation ?

Autre exemple crucial du caractère approximatif des investigations de la commission d'enquête, l'analyse de la fausseté « coordination » du 2 décembre, qui devait consacrer la « victoire des durs » du mouvement étudiant, c'est-à-dire les groupes trotskistes, et qui devait conduire à la grande manifestation du 4 décembre, « de caractère quasi insurrectionnel ». La commission reconnaît qu'elle n'a pu établir de manière sûre le fil de cette coordination. Elle souligne qu'elle n'a pas été en mesure de dresser avec certitude la liste des quatorze membres du bureau de la coordination, et encore moins de s'appuyer sur une analyse de la composition politique de ce bureau (le Monde du 6 décembre).

Malgré ce flou assez étonnant, le rapport de la commission d'enquête conclut néanmoins, de manière catégorique : le 2 décembre, le mouvement étudiant a dérapé au profit des plus durs. En atteste, à ses yeux, la motion votée cette nuit-là et exigeant le « retrait total du projet Devaquet ». Mais cette demande de retrait n'était-elle pas déjà en toute lettre dans la motion votée par les États généraux de l'UNEF-ID du 22 novembre, sur lesquels d'ailleurs le rapport passe très rapidement ?

Enfin il apparaît que les Renseignements généraux n'ont pas été d'un grand secours dans toute cette affaire. Un exemple suffit à le démontrer : le 8 décembre, jour du retrait du projet, un dossier de synthèse des RG se concluait ainsi : « Apparus sans crier gare il y a une quinzaine de jours, la contestation de la loi Devaquet a pris des développements dont nul ne peut encore mesurer l'ampleur ». Stupéfiants avec d'impudence !

GÉRARD COURTOIS.

Comme les émigrés de Coblençe

La lecture du rapport de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur le mouvement lycéen et étudiant de novembre et de décembre derniers fait étrangement penser à ce qu'auraient pu écrire les émigrés de Coblençe tentant de comprendre la Révolution de 1789. Immigrés version Charles X, ceux dont Louis XVIII disait qu'ils n'avaient rien oublié, rien compris. Même si, bien évidemment, les événements de l'hiver n'ont rien à voir avec ce qui s'est passé il y a deux siècles.

Pour la première fois, certes, une majorité s'efforce d'analyser les raisons de l'échec d'un gouvernement qu'elle soutient. Le président de la commission, M. Pascal Clément (UDF, Loire), et son rapporteur, M. Emmanuel Aubert (RPR, Alpes-Maritimes) ne manquent pas de s'en féliciter, en soulignant qu'ils n'ont pas hésité à mettre en évidence les erreurs gouvernementales. Mais c'est essentiellement pour regretter que les atterrissements ministériels aient fait débattre de la réforme universitaire à une époque où les étudiants étaient disponibles pour manifester, alors même qu'ils continuaient, l'un et l'autre, de juger bonnes les grandes lignes du projet rejeté par les lycéens et les étudiants.

Il apparaît surtout que les critiques contenues dans le rapport sont soigneusement dosées. Ne sont véritablement mis en cause que M. Alain Devaquet, pour certaines de ses déclarations intempestives — mais il est vrai que cela-ci a maintenant quitté le gouvernement, — et M. René Monory, auquel est reproché un certain manque de tact, — mais il est vrai aussi que la position personnelle du ministre de l'éducation ne le fera soutenir ni par les « barrières » ni par les chiraquiens. Une seule fois le rôle arbitral du chef du gouvernement, pourtant naturel devant une situation si préoccupante pour le pays, n'est évoqué. Mieux même, les ministres les plus proches de M. Jacques Chirac, MM. Charles Pasqua et Robert Pandraud, sont complètement dédouanés de toute responsabilité à propos du maintien de l'ordre lors des journées les plus difficiles, et d'ailleurs dans ce domaine, selon le

rapport, il n'y a pas grand-chose à critiquer. Si le gouvernement a commis des erreurs, ce n'est que dans la tactique, pas dans la stratégie, et surtout parce qu'il était mal informé par ses propres services, les renseignements généraux, sur lesquels s'appuie pourtant la commission pour nombre de ses analyses !

La coupure avec la jeunesse a été trop grave, ajoute la majorité, pour que le rapport en rajoute. Aux yeux des rédacteurs de ce texte, il n'y a eu que de braves jeunes gens entraînés dans l'erreur par des campagnes de désinformation et des manipulations menées avec talent, par la gauche et l'extrême gauche.

Un piège tendu par l'opposition

M. Aubert a même redécouvert l'ennemi intérieur : les trotskistes qui ont, grâce à leur entraînement, durci le mouvement, qui ne le souhaitent pas. Sa description des assemblées générales d'étudiants ressemble à celle d'un Huron débarquant chez les Blancs et ne comprenant rien à des mœurs qui lui sont complètement étrangères.

Tant pis pour ces ministres qui tentaient de négocier avec des hommes, ou des femmes, dont ils ne connaissent même pas les responsabilités ! Tant pis pour ses responsables de la majorité qui s'efforcent de trouver une issue raisonnable et dont les efforts ne furent même pas mis sur la place publique ! Tant pis pour les graves retombées de ces événements dans les relations au sein de la majorité... De tout cela, le rapport ne fait pas état.

Le seul objectif de M. Aubert est de montrer que l'opposition a habilement profité d'une situation qu'elle n'avait su ni créer ni prévoir. A en croire la commission, la droite n'a donc fait que tomber dans un piège qui lui était tendu par les plus irréductibles de ses opposants.

Au lendemain d'une telle débaite, est-il de bonne politique de chercher ainsi les raisons de ses déroutes dans l'opportunité de ses adversaires, plutôt que dans ses propres erreurs ?

THIERRY BRÉHER.

« Revanchard et policier »

selon M. Darriulat, président de l'UNEF-ID

« On dirait le gag de l'arroseur arrosé », a déclaré le 25 juin M. Philippe Darriulat, président de l'UNEF-ID (indépendants et démocratiques), en réagissant au rapport de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur les événements de novembre-décembre derniers.

« Ce rapport a voulu salir le mouvement étudiant, avec un côté revanchard et policier. Tout ce qu'il réussit à faire, c'est à ridiculiser le gouvernement, qui apparaît incapable de gouverner, ne maîtrisant rien, désarmé devant les évidences, désarmé, découvert après coup des informations publiées partout et qu'il était le seul à ne pas connaître,

à croire que la presse ne lui parvenait pas », a commenté le dirigeant du syndicat étudiant.

« On pourrait avoir envie de rire a-t-il ajouté, aussi bien devant cette version des faits qu'on ose espérer fautive pour le gouvernement que devant le fantasme de la manipulation et du complot qui resurgit à chaque page comme dans un roman policier. Mais au fond, ce rapport est triste et inquiétant car, loin de faire la lumière, comme il l'aurait dû, sur les violences qui entraînent un mort et plusieurs blessés, il présente une version politicienne des faits qui justifie et cautionne tout, même l'indépassable. »

(Publicité)

18 JUIN 1987

LE PARLEMENT EUROPEEN RECONNAÎT LE GENOCIDE ARMÉNIEN

Nous rendons hommage :

- Au courage et à la persévérance de M. Jaak Vandemeulebroucke, rapporteur sur « une solution politique de la question Arménienne ».
- A l'initiative et à la détermination de MM. Henri Saby et Ernest Glinne qui ont été à l'origine du dépôt de la résolution.
- A l'engagement des parlementaires de toutes tendances qui, par leur vote, ont honoré l'Europe en mettant les droits de l'homme au-dessus de toute autre considération.

Nous témoignons notre reconnaissance à tous ceux qui ont manifesté publiquement leur attachement à la vérité et à la justice, renouant ainsi avec la tradition humaniste de Jean Jaurès, d'Anatole France, de Charles Péguy et de tous les hommes et femmes épris de liberté et de fraternité.

Pour les Arméniens, en quête depuis 70 ans, d'une exigence élémentaire d'équité, cette date est celle de la confiance retrouvée en la justice des hommes et des institutions.

Pour tous, elle affirme une conviction porteuse d'espoir : la Paix et la Démocratie ne peuvent pas se construire sur le mensonge ou le cynisme, mais sur la condamnation du crime et la reconnaissance de la dignité de chacun.

SOLIDARITE FRANCO-ARMÉNIENNE
B.P. 84 - 75862 PARIS CEDEX

AVEC LA PARTICIPATION D'ALAIN MANOUKIAN (ALAIN MANOUKIAN S.A.), SARKIS BEDOIAN (B.A.C.), STEPHANE KELIAN (STEPHANE KELIAN S.A.)

Shoah
notre v
Une de
de cin
Shoah
Lundi 2
jeudi 2

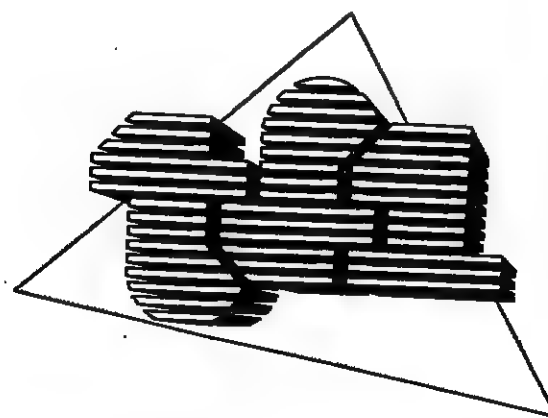
SUR TF1, UN EVENEMENT MAJEUR

SHOAH

DE CLAUDE LANZMANN



**Shoah, le chef-d'œuvre qui bouleverse
notre vision du monde.
Une des plus grandes expériences
de cinéma de tous les temps.
Shoah, en version intégrale.
Lundi 29, mardi 30 juin, mercredi 1^{er},
jeudi 2 juillet à 22 h 30 sur TF1.**



Société

ÉDUCATION

Collèges, laïcité, rôle de la FEN...

Le congrès de Lille a marqué un tournant dans l'histoire du syndicat des instituteurs

Lille de notre envoyé spécial

En six jours d'un morne congrès, le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (SNI-PEGC-FEN) a tourné deux pages de son histoire et amorcé une mise qui pourrait modifier profondément le paysage syndical de l'éducation nationale (le Monde du 26 juin). Deux grandes références passent au second plan, sans pour autant cesser de fournir les sujets des plus vives controverses : les professeurs de collège (PEGC) et la laïcité.

Les PEGC, ce corps d'enseignants créé au temps du boom scolaire pour permettre aux instituteurs d'enseigner dans les nouveaux collèges, constituent la tête de pont du SNI dans le second degré. Plutôt que de s'acharner à défendre un corps contesté dont M. Monory a décidé l'extinction, le SNI prend la belle au bond et revendique une élévation générale des traitements et des niveaux de formation dans la perspective d'une unification progressive de toutes les catégories d'enseignants.

Quant à la laïcité, valeur fondatrice au SNI, elle continue de faire référence, mais la perspective d'une « unification laïque » des secteurs public et privé n'est plus évoquée. Cette évolution, déjà amorcée par le syndicat en 1983 après l'échec du projet Savary, a été symboliquement entérinée à Lille avec les adieux, le poing levé, de M. Bouchareille, tribun de la laïcité pendant toute la querelle scolaire, atteint, à cinquante-cinq ans, par l'âge de la retraite. En exhibant les 400 congressistes à « ne jamais se laisser noyer la mémoire », y compris à propos de la recule de la gauche en 1984, et en citant Victor Hugo pour appeler les instituteurs à demeurer les gardiens de l'idéal laïque, M. Bouchareille a offert, en fin de congrès, un moment d'émotion salué par un déluge d'acclamations, pour une fois unanimes.

Car, pour le reste, le congrès a surtout donné le spectacle d'affrontements entre les deux principaux courants de pensée — l'un proche du PS et l'autre du PCF (1). La minorité pro-communiste fait miroiter aux PEGC la perspective d'une intégration dans le corps des professeurs certifiés (titulaires du CAPES), ce qui les ferait « basculer » du SNI vers son rival du second degré, le SNES contrôlé par la tendance pro-communiste. De même l'appel de la

direction pro-socialiste du SNI pour l'unification de toutes les catégories d'enseignants cache mal ses grandes manœuvres pour renforcer sa présence dans le second degré.

A cet égard, le congrès de Lille pourrait marquer un tournant : celui de l'effacement progressif du SNI derrière la FEN, fédération de quarante-neuf syndicats de personnels de l'éducation nationale. C'est en effet la FEN elle-même, largement contrôlée par le courant socialiste, qui lancera dès septembre prochain, à la base, le débat ouvert à ce congrès du SNI, sur l'avenir du système éducatif... et des syndicats.

Les adhérents seront invités à s'exprimer sur le bien-fondé du découpage école-collège-lycée, les objectifs et les contenus d'enseignement de chaque niveau, la formation des enseignants... La synthèse de cette consultation sera l'objet d'une proposition soumise au vote des syndicats de la FEN lors de son congrès en février prochain.

Il s'agira, à la veille des élections présidentielles, de publier un projet d'école globale, mais aussi de préparer la « recomposition » de la FEN dans un sens favorable aux majoritaires. L'hostilité du SNES à ces manœuvres d'encerclement explique sans doute le brusque changement d'attitude de ce syndicat à l'égard du SNI. M. Monique Vuillat, secrétaire générale du SNES, qui avait multiplié récemment les attaques contre le syndicat rival, a fait sensation, en apportant, au congrès de Lille, un message proposant un rapprochement et des actions communes, moyennant un gel des frontières syndicales.

Ces échauffourées annoncent probablement une bataille de longue haleine, puisqu'aussi bien M. Yannick Simbrion, qui doit succéder en septembre prochain à M. Jacques Pommatou à la tête de la FEN, assure lui-même que « les structures syndicales ne réintégreront pas aux quinze années à venir ».

PHILIPPE BERNARD.

Fuite en avant

LES intérêts de l'école et ceux du syndicat des instituteurs seraient-ils définitivement contradictoires ? La question est à nouveau posée à propos du nouveau projet éducatif du SNI-PEGC. La « continuité éducative » qu'il prône désormais repose sur des principes égaux. Tous les élèves de la maternelle à la terminale auraient droit à des professeurs égaux en qualité et en dignité, donc formés et rémunérés sur les mêmes bases.

Mais cette généreuse utopie n'est pas pour aujourd'hui puisqu'il subsiste un monde entre les instituteurs en poste, dont la plupart ont été recrutés au niveau du baccalauréat, et les professeurs de lycée, titulaires du CAPES ou de l'agrégation. En fait, le syndicat se trouve contraint à adopter cette stratégie de fuite en avant pour maintenir son influence menacée par la montée en puissance du second degré, avec la généralisation progressive de la scolarité au lycée.

Dans les années 60, lorsque les collèges s'étaient ouverts à tous les élèves, le syndicat des instituteurs avait opéré de manière comparable, en ouvrant ses portes aux profes-

seurs de collèges (PEGC), catégorie créée à l'origine pour permettre la promotion des instituteurs dans l'enseignement secondaire. Cette politique lui avait valu en 1982 d'être accusé par M. Laurent Schwartz d'avoir « pratiqué la fuite en avant ».

Aujourd'hui sous prétexte d'unification du système scolaire le SNI-PEGC englobe collèges et lycées dans son nouveau projet éducatif et revendicatif, au risque de se voir à nouveau reprocher de vouloir tout unifier par le bas. Mais, au-delà des préoccupations corporatistes et des rivalités de tendances, la volonté d'élever le niveau de formation et de rémunération des maîtres et de donner aux jeunes des perspectives de promotion répond à une impérieuse nécessité nationale, alors que 400 000 nouveaux enseignants doivent être recrutés d'ici à l'an 2000. Et il n'est guère étonnant qu'un syndicat cherche à appuyer cette aspiration aujourd'hui unanimement reconnue par la société.

Ph. Be.

EN BREF

● Manifestations antinucléaires en France. — Plus d'un millier de manifestants antinucléaires se sont rassemblés samedi 27 juin à Segré (Maine-et-Loire) pour protester contre le projet d'implantation d'un site de stockage de déchets radioactifs à grande profondeur. Au soir de cette manifestation, qui a vu lieu sans incidents, un commando a fait irruption à la mairie de Bouée (Loire-Atlantique) pour s'emparer du registre de l'enquête de demande d'utilité publique pour la construction de la centrale nucléaire du Carnet, entre Nantes et Saint-Nazaire. Les gendarmes sont intervenus avec les gaz lacrymogènes. Dix-sept manifestants ont été interpellés pour contrôle d'identité.

● Six nominations au Conseil supérieur de la magistrature. — Deux conseillers à la Cour de cassation et quatre premiers présidents de cours d'appel ont été nommés, jeudi 25 juin, au cours d'une réunion du Conseil supérieur de la magistrature, présidé par M. François Mitterrand. Entrant à la Cour de cassation MM. Jean-Bernard de Saint-Affrique, président de chambre à la cour d'appel de Douai, et Jean-Claude Lacante, avocat général près la cour d'appel de Paris. Les premiers présidents de cours d'appel sont : à Agen, M. Roger Sorny, premier président de la cour d'appel de Bastia ; à Bastia, M. Bernard Aubry, président du tribunal de grande instance de Grasse ; à Caen, M. André Chaudon, président de chambre à la cour d'appel de Douai ; et à Saint-Denis-de-la-Réunion, M. Henry Vray, président du tribunal de grande instance de Nioc.

Après l'arrestation en Corse de Charles Pieri et l'assassinat de Jean-Paul Lafay

Loi du silence et guerre psychologique

Sur l'île, on le croyait à l'abri à Caracaz. Les policiers l'arrestent à Figaretto, hameau de Talassani, à 30 kilomètres au sud de Bastia. Ainsi « tombe », vendredi 26 juin à 21 heures, Charles Pieri (le Monde du 26-28-29 juin), recherché depuis trois ans pour l'assassinat d'un légionnaire, revendiqué par l'ex-FLNC. Un succès de la police et de la gendarmerie, dix jours après le discours de M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, à Ajaccio, et une semaine après la visite de M. Robert Pasqua, ministre de l'Intérieur, à Bastia, mais aussi à Paris, Marseille et Nice des portraits de six clandestins nationalistes dont Charles Pieri.

BASTIA de notre envoyée spéciale

Dans ce hameau de Haute-Corse, vendredi 26 juin, entre chien et loup, les forces de l'ordre cernent deux villas voisines. Surpris, Charles Pieri et son amie, Joëlle Picciocchi, tentent de s'enfuir par la fenêtre. En vain : le couple est neutralisé sans coup de feu. Charles Pieri dans ses musettes dissimule des documents et un petit arsenal : un pistolet-mitrailleur Mat 49, deux revolvers 357 Magnum, un pistolet chargé, des poignards et une grenade. Le propriétaire de la maison et sa compagne, celui de la maison voisine sont également interpellés (ce dernier a été remis en liberté). Ces cinq personnes sont emmenées au commissariat central de Bastia et placées en garde à vue. Commence l'interrogatoire, qui peut durer quatre jours, conformément à la législation antiterroriste. Vendredi ensuite la présentation à Paris devant la quatrième section du parquet spécialisée dans la lutte antiterroriste.

Charles Pieri est considéré par les enquêteurs comme un membre important de la cellule politico-militaire de l'ex-FLNC. Trente-sept ans, bel homme, Charles Pieri est entré en clandestinité il y a trois ans. Mais avant ? Père de famille séparé de sa femme, il est employé à l'office HLM à Bastia et milite à la CFDT. C'est un « doux » apprécié de ses collègues. Qui le soupçonnerait alors d'une activité clandestine ? La surprise est réelle quand on le découvre. Le 11 février 1982, à 19 h 45, un commando de sept hommes attaque le camp de repos de la Légion, à Sorbo-Cagnano (Haute-Corse). Le capitaine-chef, Renato Rossi, quarante-quatre ans, est tué, un de ses collègues grièvement blessé.

Un an plus tard, trois hommes, membres présumés de ce commando, sont arrêtés par le préfet d'alors M. Robert Broussard. Ils sont inculpés d'assassinat, tentative

d'assassinat et infraction à la législation sur les armes, puis écroués. Parmi eux, Charles Pieri. En prison à Sainte-Claire à Bastia, il s'évade en compagnie d'un droit commun le 22 janvier 1984. L'évasion est revendiquée par l'ex-FLNC. La réputation de Charles Pieri y gagne : c'est désormais un chef de file que la police recherche.

A Bastia, on imagine volontiers le fuyard à Caracaz ou ailleurs en Amérique latine, au cœur de ces fortes communautés corse qui y ont fait souche. Mais la police retrouve une trace sur l'île, à Serra-di-Scopamène (Corse-du-Sud) : une fausse carte d'identité, puis, semble-t-il récemment, une autre trace à Luri, dans le nord du cap Corse. Jusqu'à l'arrestation du vendredi 26 juin.

Depuis, Charles Pieri est en garde à vue. Déjà inculpé dans l'affaire du légionnaire, inculpé également de délit de fuite, il est, cette fois, interrogé sur les quinze derniers mois : les actes de généralistes et sur diverses opérations commandées de l'ex-FLNC (l'hôtel des Impôts de Bastia en février dernier, le complexe touristique Marina Viva, près d'Ajaccio, et la direction départementale de l'équipement à Bastia en 1986, tous détruits). Il est aussi interrogé sur l'opération commandée en 1984 à la prison d'Ajaccio. En 1984, il n'est pas soupçonné, en l'état, dans l'assassinat de Jean-Paul Lafay, présumé-t-on de source policière.

Citoyens ou « repentis »

La police a-t-elle bénéficié d'un renseignement téléphonique lui permettant, par exemple, de cerner le couple à Figaretto ? Elle le dit à Bastia. On attribue la prise à l'effet de l'affichage et de la prime, pouvant aller jusqu'à 1 million de francs, promise à qui dénoncerait un commando. Cependant, Charles Pieri a physiquement beaucoup changé, il a rasé sa barbe et a grossi. Son visage est très différent de l'instaurant affiché.

L'omertà, la loi du silence, est en Corse une tradition, et celui qui la rompt prend des risques : les exemples passés de représailles ne manquent pas. De son côté, le gouvernement invite les citoyens à briser cette loi du silence. Par l'affichage et la prime à la dénonciation, l'opinion est appelée à collaborer. Les dix-eux-mêmes sont renvoyés à leurs responsabilités. M. Charles Pasqua le leur a explicitement signifié à leur avoir défilé, — ce qui est manifeste. Le ministre, par la même occasion, avait rendu un discret hommage aux régionalistes. Sans aide des Corses, donc, pas de salut pour l'île. En clair, l'État juge le moment venu de briser le silence plus ou moins complice à l'égard des clandestins.

Interpol et la fausse monnaie Un nouveau dollar ?

LYON

de notre correspondant régional

Un « nouveau » dollar « sera prochainement mis en circulation aux Etats-Unis », a affirmé M. John Simpson, président d'Interpol, à l'occasion de la septième conférence internationale sur la fausse monnaie, qui vient de se tenir à Lyon. Cette annonce confirme les informations sur l'évolution de la devise américaine, fragilisée à un double titre : son rôle de monnaie internationale inspire les faussaires de tous les continents ; son graphique, plus simple que celui d'autres monnaies recherchées, comme le franc suisse, en font une cible privilégiée. Un spécimen du nouveau dollar a été présenté.

Il présente deux innovations : l'inscription de caractères minuscules autour des portraits historiques (Jackson, Lincoln...) et l'insertion, au recto et au verso du fameux billet vert, d'un « fil de sécurité » inséré à l'intérieur du papier.

Cette annonce n'est cependant pas officielle. C'est le Trésor américain qui décidera en dernière instance de la production — on avance le délai de deux ans — de ces coupures plus sûres. La naissance de ce nouveau dollar n'a pas été la seule préoccupation des congressistes, même si on imagine que le sort de la monnaie qui a déjà inspiré douze mille contrefaçons depuis sa naissance conserve aujourd'hui la « préférence » de 90 % des faussaires. L'industrie de la fraude ou artisans de l'impression à façon... Les policiers et spécialistes de la fraude monétaire, venus de cent trente-deux pays, ont adopté une série de « résolutions ».

Parmi les recommandations adressées aux pays membres, on relève surtout le souhait de voir les établissements officiels ou privés qui « émettent et/ou fabriquent des papiers de valeur d'incorporer » dans ceux-ci, au stade de la fabrication, des éléments de sécurité spécifiques adaptés afin de rendre la photocopie difficile et détectable ». Une autre résolution attire l'attention des autorités compétentes sur le risque que peut créer le développement, sans contrôle, du marché des presses taille-douce d'occasion. Les photocopies couleur de plus en plus perfectionnées et le marché souterrain des presses taille-douce — également utilisées pour la production philatélique (le Monde du 26 juin) — sont en effet les deux sources principales de l'alimentation du marché des fausses monnaies. Un marché dont les responsables d'Interpol réunis à Lyon se sont refusés à donner le chiffre mondial. La discrétion a également prévalu à l'évocation de possibles liens entre la fausse monnaie et le terrorisme international.

Notons enfin que la France se range dans le camp des traditionalistes, en justifiant la poursuite de l'impression de papier-monnaie avec filigranes. Les billets de banque avec « puces » électroniques ultra-minces — c'est-à-dire ne dépassant pas en épaisseur les 20 à 25 microns d'épaisseur d'un régime classique (1) — ne sont pas pour demain...

CLAUDE RÉGENT.

(1) Un billet de banque classique qui fait épaisseur d'un centimètre de microns. Cette donnée explique que les filigranes sont observables assez aisément en lumière rasante.

Il reste que, dans la guerre psychologique qui l'oppose à l'ex-FLNC, l'État semble avoir gagné une manche. Et l'arrestation de Charles Pieri est, peut-être, le premier signe d'un phénomène que les Italiens connaissent bien : l'émergence de clandestins repentis après l'assassinat, le 16 juin, de Jean-Paul Lafay, dont les circonstances mieux connues font taire quelques contre-vérités ici ou là.

Un degré de plus dans l'affrontement

Le docteur Lafay était effectivement venu sans garde du corps et ne portait pas d'armes, ni sur lui ni dans sa voiture. Il ne se conduisait pas, depuis quelques semaines, en individu menacé. Pour l'émission de FR 3, il n'avait sollicité aucune protection policière, contrairement à ce qu'il avait affirmé certains élus peu après le drame. Son nom n'a jamais figuré sur une liste de l'ex-FLNC qu'il aurait rejoint la police.

Après l'émission, quatre balles sont tirées sur lui : deux traversent une

camionnette voisine ; une autre le frappe à la tête, la dernière, mortelle, le touche au sternum.

On le sait, le FLNC, à par deux fois, dément l'auteur de l'assassinat. Mais sans convaincre l'opinion. Aussi certains envisagent-ils un scénario selon lequel un groupe de « durs », partie intégrante ou proche de l'ex-FLNC, aurait estimé le moment venu de passer à un degré supérieur d'affrontement. En assassinant le docteur Lafay, ils auraient mis le reste de l'organisation devant le fait accompli, à un moment où la direction, dont la structure n'est pas monolithique, serait divisée. Dans ce scénario, cette direction refuse d'assumer : elle dément. « Le groupe qui a fait son coup de force a dû assurer ses arrières en passant des alliances troubles, y compris avec des adversaires ». Car il faut prendre des précautions pour affronter dans ses propres rangs la direction de l'organisation. « De toute façon, cet assassinat est un coup tordu », résumait les partisans de ce scénario.

DANIELLE ROUARD.

L'agression contre un instituteur de Mulhouse

Le missionnaire de Bourtzwiller

(Suite de la première page.)

A cinquante mètres de là, dans cette rue de Saint-Denis qui marque une ligne de partage des communautés, Philippe Di Scala, vingt-six ans, instituteur à l'école Pierre-Brossolette du quartier, a été blessé par balle deux jours plus tôt par un jeune d'origine algérienne, premier incident sérieux entre les communautés. Mustapha, dix-neuf ans, se serait pas tiré, affirme sa mère. Le père, autrement dit, aurait pu arriver (le Monde du 27 juin).

Puis qu'un instituteur, Philippe Di Scala, avait choisi de vivre dans une famille de Bourtzwiller, dans une famille de commerçants. Son arrière-grand-père, installé en Italie, son grand-père en Algérie, mais c'est en Alsacien que son père marmonne contre « ces jeunes beurs qui compromettent l'ignorance par de l'agressivité ». Membre depuis l'âge de seize ans d'un groupe d'extrême-droite, Philippe découvre les enfants de la rue dans une communauté de Lille où il était objet de conscience. Il terminait sa troisième année scolaire, dans une classe (CM-2) d'enfants à plus de 80 % d'origine étrangère. Depuis six ans, Philippe avait choisi de vivre dans les mêmes HLM que ses élèves. Il jouait au foot avec eux, leur prêtait des livres, les emmenait au ski ou à la campagne. Il allait en vacances au Burkina-Faso.

La hachette du sacrifice

Le jeudi 25 juin, l'instituteur quitte la classe avec un ami en fin de matinée. A-t-il vraiment cherché à séparer des jeunes qui se battaient, comme l'affirme cet ami ? Il reste que l'enseignant, insulté par un garçon, l'attrape par les cheveux. L'enfant hurle et menace d'aller chercher ses frères. Quelques minutes plus tard, Sald, dix-sept ans, arrive avec la hachette qui sert à tuer le monton pour la fête du sacrifice. Le deuxième frère Mustapha, âgé de dix-neuf ans, est tué. Le 22 long rifle, dont il affirmait aux policiers l'avoir achetée quelques jours plus tôt à un ami pour 500 F. La balle atteint une artère du mollet.

Alors que l'instituteur est encore à terre, le sang des agresseurs arrive à son tour et lui crie que « c'est bien fait ». Elle aussi croit que le jeune homme a frappé son petit frère. Elle est interpellée par les policiers, qui, plutôt que d'aller chercher les deux grands procédés à une sorte d'échange : la mère, le garçon de douze ans, qui se sont présentés au commissariat — et la sœur, contre les deux auteurs des coups. Ceux-ci seront inculpés et écroués, y compris donc Sald qui est encore mineur pour deux mois.

« Un incident isolé », veulent voir les policiers, émanant d'une « famille à problèmes ». « De bons Alsaciens auraient pu faire la même chose », dit un enseignant. La famille de Philippe, les prêtres de la paroisse ne dissocient pas l'incident du climat de tension, aggravé par le chômage (+ 70 % en trois ans dans le quartier) qui existe entre les communautés.

Il n'y aura pas de manifestation de soutien. Quelques communiqués de condamnation, notamment de la part de l'amicale des Algériens en Europe, une visite du sous-préfet à l'hôpital et des appels au calme. Les commerçants auraient bien manifesté, mais le maire UDF, M. Joseph Klifa dissuadera toute action. Les collègues de Philippe auraient bien observé, eux, une heure de grève, mais l'inspecteur d'académie les retiendra. Il ne faudrait pas que les instituteurs du quartier se mettent à demander leur mutation. Le silence

tombera. On ne saura donc pas si l'enfant était effectivement en train de « trafiquer » une porte de garage lorsque Philippe l'a attrapé.

Les questions du Front national

Et l'on dit encore que le Front national pose de bonnes questions. Si le député lèpreux, M. Gérard Frontet, ne s'est pas manifesté, deux tracts ont été distribués par son entourage. Des outrances et des interrogations : « Où sont la LICRA, le MRAP et la Ligue des droits de l'homme ? ». « Le maire recoupe-t-il une délégation d'instituteurs en colère ? ». Les paroisses catholiques et protestantes du quartier rétorquent par un message aux chrétiens où ils évoquent le « manque d'auto-motivations et d'éducateurs ». « Il faut clarifier les choses, ne pas pratiquer la politique de l'autruche et accepter que les agresseurs soient maghrébins, mais voir aussi les racines économiques d'un tel incident. Sinon la prochaine fois c'est l'explosion », dit le père Muller. Des chrétiens ont fait part de leur doute. « Comment expliquer que la police française ait dû attendre que les deux jeunes se rendent ».

La communauté maghrébine n'échappe pas non plus à la radicalisation. La mosquée est contrôlée par des éléments « durs », les femmes s'inquiètent d'un projet de nouveau lieu de culte. Celui qui l'observe par le ramadan est, dit-on, « musulman d'élite » et même l'éducateur musulman du quartier a dû se conformer au jeûne. Des familles refusent d'envoyer leurs enfants en camp avec des jeunes Français. Il se trouve même des voix pour mettre en cause la mixité à l'école.

CORINE LESNES.

Dans la région parisienne

Les meurtres de deux fillettes

Perinne Vigneron, sept ans, Sabine Dumont, neuf ans : les deux fillettes avaient disparu en banlieue parisienne. Leurs corps ont été retrouvés, celui de Perinne le samedi 27 juin, près de Chelles (Seine-et-Marne), à vingt kilomètres de chez elle ; et celui de Sabine dimanche, au bord de la RN 118, à trois kilomètres seulement de son domicile.

Perinne avait disparu le 3 juin dernier, et Sabine était introuvable seulement depuis samedi. Le corps de celle-ci était en partie brûlé et portait des traces de strangulation. L'autopsie permettra d'établir si Perinne a été elle aussi assassinée, ce qu'il paraît vraisemblable aux enquêteurs.

Cette série de meurtres en banlieue parisienne a démarré le 30 mai dernier à Châtillon-sous-Bagneux (Hauts-de-Seine), avec l'assassinat par strangulation d'une jeune fille de onze ans, Henna Davy. Grégoire, découverte sur un parking le corps à moitié carbonisé (le Monde du 3 juin).

Les enquêteurs, qui, pour l'instant, ne semblent pas avoir établi de lien entre ces trois morts d'enfants, nourrissent les plus vives inquiétudes pour une autre fillette, Virginie Delmas, dix ans, qui n'a pas reparu chez ses parents à Neuilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis) depuis le 9 mai.

Toutes les recherches entreprises avec le concours de nombreux gendarmes et CRS sont restées vaines.

GOLF

Des be...

L'entraîneur Pierre... meurtre samedi 27 juin... d'un jeune homme... de Châtillon-sous-Bagneux... de Chelles (Seine-et-Marne)... à vingt kilomètres de chez elle ; et celui de Sabine dimanche, au bord de la RN 118, à trois kilomètres seulement de son domicile.

Perinne avait disparu le 3 juin dernier, et Sabine était introuvable seulement depuis samedi. Le corps de celle-ci était en partie brûlé et portait des traces de strangulation. L'autopsie permettra d'établir si Perinne a été elle aussi assassinée, ce qu'il paraît vraisemblable aux enquêteurs.

Cette série de meurtres en banlieue parisienne a démarré le 30 mai dernier à Châtillon-sous-Bagneux (Hauts-de-Seine), avec l'assassinat par strangulation d'une jeune fille de onze ans, Henna Davy. Grégoire, découverte sur un parking le corps à moitié carbonisé (le Monde du 3 juin).

Les enquêteurs, qui, pour l'instant, ne semblent pas avoir établi de lien entre ces trois morts d'enfants, nourrissent les plus vives inquiétudes pour une autre fillette, Virginie Delmas, dix ans, qui n'a pas reparu chez ses parents à Neuilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis) depuis le 9 mai.

Toutes les recherches entreprises avec le concours de nombreux gendarmes et CRS sont restées vaines.

Brahms à la Grange de Meslay Flambées de musique

Sans Sviatoslav Richter mais avec toujours autant de foi et de succès, des interprètes exceptionnels ont réveillé la grange multiséculaire. Brahms était à la fête, le public aussi.

C'était un peu défilé le temps que d'inscrire au programme de la Grange de Meslay uniquement de la musique de chambre de Brahms, le compositeur de Hambourg et des brumes du Nord, qui, de plus, avait en la témérité d'écrire au bord d'un lac autrichien une *Sonate de la pluie* (*Regensonne*)...

Sous le ciel lourd de nuages, l'enclos de la célèbre grange du treizième siècle faisait penser au bassin de l'Alster et le gazon, bien vert sous l'arrosage, à la campagne de Glyndebourne. Mais quel plaisir d'entendre à l'intérieur, sous les arches de bois plusieurs fois centenaires, ces grandes flambées de musique attisées par quelques interprètes exceptionnels !

Michel Portal d'abord, vendredi soir, dans l'œuvre majeure de l'automne brahmien (on se sentait vieux alors à cinquante-huit ans...), le *Quintette pour clarinette et cordes* op. 115. Au milieu des colosses du Quatuor Orlando, il paraissait presque frêle, mais confiait tous les regards ; adossé à sa chaise, fermant les yeux ou tirant ses paupières vers le haut, émergeant passionnément son instrument, il lui arrachait des sons inimaginables de rêve et de douleur, soupçonnés et résignés, pathétiques comme des cris, au milieu des cordes soyeuses. Et à travers cette musique sublimine, on imaginait Brahms écrivant ce qui débordait de son cœur, enfoncé dans sa bibliothèque au milieu, des



Michel Portal

partitions et des livres qui avaient accompagné sa vie, tissant la trame de son œuvre solitaire, mélancolique et sereine, avec les couleurs de toute son existence.

Barry Douglas (qui a remporté le prix Tchaïkovski 1986) prenait ensuite la place de Portal dans le *Quintette pour piano et cordes*, et l'intensité du concert s'apaisait. Interprétation simplement agréable, qui, dépourvue de tête pensante et de modèle intérieur, voguait au hasard d'un lyrisme évanescent.

Samedi, avec un autre prix Tchaïkovski, Raphaël Oleg, sacré récemment « révélation de l'année » par le

Syndicat de la critique, associé à Hortense Cartier-Bresson, on revenait au plus grand Brahms. Le jeune violoniste français pénétra dans la musique comme on entre en religion. Le profil sérieux, un peu fermé, comme sculpté dans la pierre, et le son vibrant, raffiné, très introverti et contrôlé, dénotent l'intensité d'une ferveur contenue. Il joue la *Première Sonate pour piano et violon en sol* (la *Regensonne* justement) et la *Troisième Sonate en ré mineur* dans un climat de confiance quasi faurienne, qui n'exclut pas une grande expansion et creuse toujours plus profond. Certains le trouveront trop austère, mais com-

ment ne pas le laisser frayer son chemin à l'écart des effets faciles et des poses avantageuses ?

D'ailleurs, dans le *Deuxième Trio en ut op. 87*, il paraît libéré par la présence de François Guye, violoncelle solo de l'Orchestre de la Suisse romande, à l'expression saphirique et rêveuse dans un visage solaire, avec qui il rivalise de sonorités lumineuses et de flamme lyrique, comme si cette présence le déchargeait d'une trop lourde responsabilité. Et c'est une bien charmante image que nous donne ces trois jeunes gens (la pianiste était toujours Hortense Cartier-Bresson), même si on trio de la pleine maturité brahmienne réclame peut-être une plus grande puissance symphonique.

Samedi soir, enfin, avant l'ultime récital de Mischa Maisky, la Grange de Meslay, orpheline pour une année de Sviatoslav Richter, retenu au loin par une opération, s'offre le luxe d'un extraordinaire duo pianistique : un vieux et un jeune maîtres, Nikita Magaloff et Michel Dalberto, dédagent des succès solitaires, partageant leur couronne pour un amusement de rois, faisant assaut d'esprit et de talent dans la *Sonate pour deux pianos* op. 34, les *Variations sur un thème de Schumann* op. 23 et le deuxième cahier des *Dances hongroises* à quatre mains.

Sonorités liquides ou étincelantes, traits enchevêtrés, rythmes contrariés, développements d'une fougue lyrique grandiose, tout y était l'occasion de surenchères délicieuses et raffinées, dans un climat d'urbanité, de délicatesse, d'attention à l'autre, qui multipliait le bonheur pianistique. Tout cela ne pouvait s'achever, en fin de soirée, par les *Valses* « Chants d'amour » comme un bouquet de fleurs pour le public ravi.

JACQUES LONCHAMPT.

THÉÂTRE

« Nous Théo et Vincent Van Gogh », de Jean Menaud

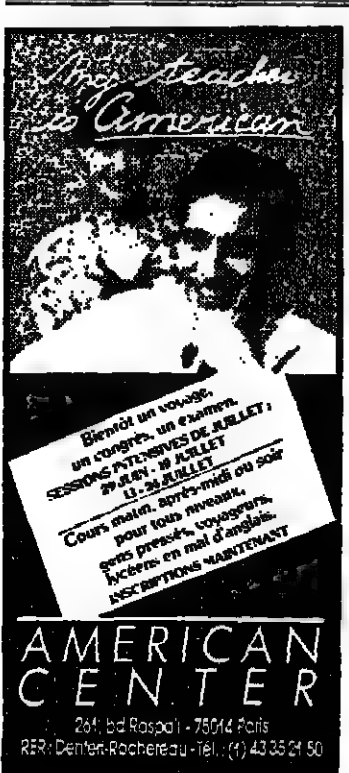
Les ombres des géants

Contrefaire les génies, sur des planches de théâtre, c'est casse-cou. L'image que nous nous faisons d'eux est trop immatérielle, trop infinie.

Ouvrez les *Illuminations*, n'importe quelle page, et la voix immense, irremplaçable, de Rimbaud est là, et vous imaginez son regard, son magnétisme particulier.

Ouvrez même une lettre de lui, une simple lettre d'affaires, envoyée d'Aden, du Harar : « Toutes ces descentes, perquisitions, réquisitions, prohibitions, persécutions, aigrissent et embêtent fortement les indigènes, aussi bien sur les côtes qu'à l'intérieur. Tout cela est mal disposé, mal calculé pour réhabiliter aux yeux des nègres l'Européen très méprisé déjà dans la mer Rouge. Morale, rester l'allié des nègres, ou ne pas les toucher du tout, si on n'est pas en mesure de les écraser complètement au premier moment... »

Vous lisez cette lettre d'affaires, sans aucune valeur littéraire, qui date de 1888, et à l'instant vous sentez, là, tout proche, physiquement, quelque chose d'un caractère, une volonté, une âme.



Et un grand acteur, un Desarthe, un Bozonnet, un Roland Bertin, un Barrault, saura dire, sur les planches, ces pages de Rimbaud, et par son entremise, par l'entremise de sa dimension d'acteur, Rimbaud sera là présent comme au moment de la lecture. Mais si ces mêmes comédiens s'aventurent à contrefaire sur scène la personne d'Arthur Rimbaud lui-même, ils vont échouer. La personne de Rimbaud existe, intensément, dans l'imaginaire, c'est tout.

Il y a aussi que les génies ne se prêtent pas à la dramatisation du théâtre : ils sont trop marqués d'« absolu », ils ne peuvent être décomposés, mis en balance comme les créatures de Corneille. S'il y a un conflit, ils sont les deux termes du conflit, à eux seuls. Claudel l'a bien vu : « Avec des monstres comme Van Gogh ou Gauguin, ou cet autre bonhomme que je n'ai que trop connu, c'est autre chose ! Il n'y aurait aucune ouverture pour la lutte ou pour le drame. Seulement pour la catastrophe. »

(L'autre bonhomme, c'est Rodin, que Claudel voulait entièrement responsable de l'intermède de sa sœur Camille).

Tout cela pour convenir que la pièce de Jean Menaud, *Nous Théo et Vincent Van Gogh*, qui nous présente sur scène Van Gogh et son frère, n'est pas un échec.

Le texte a pour repère les lettres qu'échangeaient les deux frères. Et le réalisateur, Jean Menaud (qui interprète Van Gogh), a su jouer des pénombres, des effets de contrejour, de l'économie de gestes, et d'une voix très singulière, rugueuse, changeante, lointaine et proche, vraie, avec une telle discrétion et une telle maîtrise, que cette « apparition » de Van Gogh est attachante.

Michel Dreville, en Théo, est très bien. Le succès de ce spectacle n'est pas du tout surprenant.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre du Tourneur, 20 à 30.

JEREMY NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

SCIENCES
ET MÉDECINE

DANSE

Création du « Saut de l'ange », à Montpellier

Dominique Bagouet travaille sans filet

Régulièrement le Festival de danse de Montpellier s'ouvre avec une création de Dominique Bagouet. Cette fois, le chorégraphe prend de gros risques et Boltanski, son mauvais ange, le pousse carrément dans le vide.

Dominique Bagouet est rigoureux dans sa recherche, fantasque dans son imaginaire. Il est prêt à se laisser envahir par la contradiction, le doute et à retourner la situation contre lui. C'est ce qui s'est passé avec le *Saut de l'ange*, créé pour l'ouverture du septième Festival de danse de Montpellier.

Avec *Désert d'amour*, le *Crawl de Lucien*, *Fantasia simple* et *Assai*, Bagouet a trouvé un style original, qu'on a pu qualifier par commodité de « baroque contemporain ». Saisi peut-être par le peur de se figer, le voici qui prend le risque de tout remettre en question. Et comme il s'agit de se produire dans la cour Jacques-Cœur, il imagine d'échapper à l'emprise solennelle du lieu en s'associant au plasticien Christian Boltanski totalement étranger de son propre aveu au domaine de la danse.

Boltanski a imaginé un décor ambigu. L'action se situe entre chien et loup, entre le rez-de-chaussée et la galerie du premier

étage, entre une aire de jeu côté cour et un podium rouge côté jardin, qui sera utilisé seulement à la nuit noire. Cet univers fantasque, irréal, est investi par des personnages burlesques : une ballerine, un héros de foire, une danseuse espagnole, une sorcière de Mésidor... Pendant une heure et demie ils vont entrer, sortir et peupler la scène de petits tableaux impressionnistes coupés parfois de temps morts. Ils vont ponctuer l'espace de mouvements cocasses, secs et précis.

Très vite, il apparaît que l'influence du plasticien est la plus forte. Les danseurs ont pris l'apparence désolée de ces petits paumés qu'il suspend à des fils et projette dans la lumière. Créatures sans conscience ils s'adonnent à un rituel désuet où Dominique Bagouet, saisi d'une fièvre iconoclaste, casse et parodie sa propre manière. On reconnaît des traces empruntées au *Crawl de Lucien*, les bras en saccades circconflexes d'*Assai* et autres signes déformés qui donnent l'impression d'une gestuelle détraquée. Les meilleurs moments se situent à la fin du podium où quelques danseurs bien composés amènent — non sans quelques références à Nijinsky — le fameux saut de l'ange.

Ce qui agace le plus, ce sont les prémices qui tournent court, l'impuissance qu'ont les personnages à prendre corps. Dominique Bagouet a donné la parole aux danseurs, ils récitent de petits textes descriptifs mis en forme par Alain Neaum, qui sollicitent l'imagination des spectateurs — une technique utilisée par Anne-Teresa Keersmaeker, mais avec combien plus de force. Il reste de cette soirée une impression de poésie un peu fragile, le plaisir d'un spectacle en plein air rempli de cris d'oiseaux, et le regret que tant d'efforts, de talents, tournent en fumée.

MARCELLE MICHEL.

Un spectacle Béjart à Paris pour le 14 juillet 1989

Maurice Béjart a accepté, samedi 27 juin à Leningrad, à la demande de M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, de monter un spectacle à Paris pour le 14 juillet 1989 dans le cadre du bicentenaire de la Révolution.

Maurice Béjart, dont le ballet se produit depuis un mois en Union soviétique, qui commencera à répéter à Lausanne le 17 août, a indiqué à l'AFP que « sa compagnie est internationale et reste internationale ». « Il n'y a pas d'équivoque, a-t-il dit, par rapport à la France. Notre saison annuelle à Paris compte un nombre de spectateurs supérieur en une saison à ce que fait l'Opéra de Paris en un an. Il n'y a donc pas de frustration du public du fait que le Ballet du XX^e siècle soit basé à Lausanne. »

Découvrez aujourd'hui les peintres de demain

EN PERMANENCE
ÉCOLE NORMANDE CONTEMPORAINE
GALERIE VICTOR-HUGO
Place Victor-Hugo
81, rue Boissière, 75116 Paris
Du mardi au samedi
de 14 h à 19 h et sur rendez-vous
Tél. 48-01-26-01

Festivals à Paris

Le jazz est là

Trois grands festivals pour Paris.

Avec les gros calibres : Milt Davis, Dizzy Gillespie, Pat Metheny, Sarah Vaughan, Mike Brecker.

A printemps pourri, été ripon ? Les Parisiens vont pouvoir se conduire comme des voleurs à l'égard des grands festivals de province. La caravane dorée des vedettes programmées au soleil (?) de Nice, Montreux, Vienne (Isère), Juan-les-Pins, Nîmes, Saint-Sébastien s'arrête cette année à Paris, presque au complet.

Cela commence, avec tambours et trompettes, et ce qui va avec, saxophones et raclettes, par Ray Charles. « The Genius » en personne, le lundi, au Palais des sports (19 heures et 22 heures). De Dee Dee Bridgewater, dont les Parisiens se sont tant épris que son talent a bondi vers les hauteurs, assure la première partie.

Le lendemain, Miles Davis, pour deux concerts aussi, aligne une toute nouvelle formation, où l'on se réjouit de retrouver le Français Mino Cinelu aux percussions et Darryl Jones à la basse. La musique a-t-elle changé aussi, ou bien allons-nous réentendre *Tyrus* ? On va se rendre à ce concert dans un état d'expectative avancé.

Ensuite, le 1^{er} juillet, confrontation de deux groupes qui à vingt-cinq ans de distance, ont amené beaucoup de monde au jazz : les intemporels gentlemen du Modern Jazz Quartet (ce jazz de chambre au Palais des sports, n'est-ce pas mignon, comme l'idée ?) et Manhattan Transfer, ces vocalistes de luxe pour soupe populaire, qui arrangent parfois très bellement les standards.

Toujours porte de Venise, le 2 juillet, Pat Metheny ne sacrifiera pas, cette fois, à son goût pour Ornnette Coleman, mais au jazz-rock planant et mélodieux auquel le pousse son complice Lyle Mays aux claviers. Pour ceux qui aiment bien black leur rock, leur blues et leur rythme à la base, Chuck Berry et B.B. King, le 7 juillet, et Paris Domino, le 9 juillet. Pour les jazz rigoureux et folâtres, Sarah Vaughan et le grand orchestre de Dizzy Gillespie s'accommodent pour son soixante-dixième anniversaire, vos anciens des amateurs, enfin exaucés.

Deuxième festival : Halle that jazz, jeu de mots pour joyeux bouchers de La Villette, comme n'aurait pas osé en faire Boris Vian. La Grande Halle s'ouvrira, le 3 juillet, une soirée qui s'annonce mémorable, pour sa fusion afro-américaine : l'Art Ensemble of Chicago jouera d'abord seul, puis avec le très excitant ballet noir new-yorkais Sounds in Motion de Dianne McIntyre, enfin avec l'Ensemble national de percussions de Sierra-Leone. Le 4 juillet, la soirée commence avec les trente batteurs du tambour-major de Dakar, Doudou N'Diaye Rose, abasourdisant, après quoi on pourra danser sur la musique des sauteurs new-yorkais de Conjunto Libre. Le 5 juillet, soirée be-bop, oscar, nostalgie et couleurs d'*Autour de minuit*, avec Dexter Gordon et l'Orchestre du film (19 heures). René Urtreger en septet, avec NHOP à la contrebasse (20 h 30), Herbie Hancock Trio (22 h 30).

Des soirées à bloquer

Quant au troisième festival, il se déroule pendant tout le mois de juillet, dans un club, le New Morning, et son programme peut faire pâlir de jalousie un organisateur de grands machins. Bloquez en tout cas ces soirées : Curtis Mayfield, le soul sexy et barbaque, le 11 juillet ; George Russell Orchestra, l'extrême beauté du jazz composé, le 12 ; Taj Mahal, le blues très cordé, les 16 et 17 ; Lady Black Smith Mambo, le charle zoulou, le 19 ; Phil Woods Quintet, le neo-bop, impeccable, finessé et pêche, le 21 ; Al Di Meola, séduction de la guitare jazz-rock, le 23 ; Gil Scott Heron, poète du soul-jazz poétique, le 27 ; Mike Baker Quartet avec Mike Stern, deux monstres, sax ténor et guitare, qu'il faut entendre en club pour mesurer de quoi ils sont capables, du 28 juillet au 2 août.

Le jazz sent-il-il redevient tout à fait possible ? Réponse est : oui.

MICHEL CONTAT.

★ Paris Jazz Festival 87, Palais des sports, du 29 juin au 9 juillet (48-28-40-90).

★ Halle that jazz, Grande Halle de La Villette, 211, avenue Jean-Jaures, Paris-19 (42-49-77-22).

★ Festival des Amériques, New Morning, 7-9, rue des Petites-Écuries, Paris-10^e (45-23-56-59). Location : trois FNAC.

La semaine du mélomane

Le mélomane se bat les flancs, cette semaine : les amis, dont il annonce les concerts par complaisance, se reposent, sur leurs lauriers, et ceux dont il a oublié de parler, les de jour devant des banquettes, vont jeter leur chance dans les festivals.

S'il reste à Paris, le mélomane pourra tout de même entendre : Lundi, le Nouvel Orchestre philharmonique et les chœurs de Radio-France, qui interpréteront l'*Enfant et les Sortilèges*, de Ravel, sous la direction d'Armin Jordan, avec Françoise Gallais, Isabel Garcia, Michel Sénéchal, François Loup, Valérie Richard, et Arleen Auger, etc., au TNP Châtelet, à 20 h 30 (tél. : 42-81-19-83).

Mardi : Gill Feldman, Guinette Laurens, Ian Horniman, Alain Vershaeve, l'ensemble vocal Contrepoint et les Musiciens du Louvre, qui donneront l'*Oratorio Israéli en Égypte*, de Haendel, sous la direction de M. Minkowski, à 21 heures, en l'église Saint-Louis-en-l'Île (tél. : 40-16-81-61)...

...Et samedi, le premier concert du Festival Brahms à l'Amphithéâtre Richelieu (17^e arr. de la Sorbonne, tél. : 42-51-68-11), à 21 heures : un *Quatuor en mineur* et *Quintette avec clarinette*, par le Quatuor Arpeggione.

Simon, il ne lui restera plus qu'à courir à Mirecourt, mercredi 1^{er} juillet, où Patrice Fontanarrosa et Régis Pasquier interpréteront des duos de Spohr, Bartok et Mozart (tél. : 28-37-37-37), puis à Quimper, vendredi 3, où Ivry Gitis et Yves Henry joueront des sonates de Bartok, Schubert et Debussy (tél. : 93-95-61-45) ; à Guebwiller, où Sviatoslav Richter (s'il est remis) et le Quatuor Borodine s'occuperont dans des pages de Beethoven, Borodine et Glinka, samedi 4 juillet (tél. : 88-16-10-63). A moins qu'il ne préfère les Hospices de Besune, où, le même soir, Georges Ciffra donnera un récital consacré à Chopin, Liszt et Brahms (tél. : 43-57-46-97).

GÉRARD CONDE.

PROFESSION:INGENIEUR CULTUREL

DEVENEZ UN PROFESSIONNEL de la Culture

en vous inscrivant au cycle d'études supérieures de : INSTITUT SUPERIEUR DE MANAGEMENT CULTUREL

créé par CLAUDE MOLLARD

destiné aux étudiants de fin de second cycle universitaire, et à ceux ayant acquis une expérience professionnelle.

★ FORMATION THEORIQUE à l'économie de la Culture

★ STAGES PROFESSIONNELS

4 mois en cours du soir

CLOTURE DES INSCRIPTIONS LE 15 AOUT 1987

Scolarité du 15 Octobre 1987 au 30 Juin 1988

Renseignements et inscriptions : INSTITUT SUPERIEUR DE MANAGEMENT CULTUREL

3, rue Danville - 75014 PARIS - Tél. 43.20.73.73

Culture

ARTS

Une exposition sur les trois frères Duchamp Gaston, Raymond et Marcel

Trois frères
trois figures majeures
de l'avant-garde
du début du siècle,
en une exposition
qui rappelle
le centenaire, cette année,
de la naissance du benjamin.

Chez Justin-Issidore Duchamp, notaire à Blainville (Seine-Inférieure) à qui son épouse Marie-Caroline, Lucie, née Nicole, donna sept enfants - un mourut en bas âge - le dimanche on faisait du piano, on jouait aux échecs et aux cartes, on dessinait en main, on dessinait père, mère, frères et sœurs.

Dans cette honorable famille normande, bourgeoise à la manière de Flaubert, on manifestait une grande tolérance pour les choses de l'art. Le grand-père maternel, Emile Nicole, était-il pas peintre bédouin de Bon-din et bon graveur de vases du vieux Rouen.

Aussi n'y eut-il pas de drame quand l'aîné des enfants, Gaston, né en 1875, abandonna les études de droit pour faire une carrière d'illustrateur mondain et d'humoriste sous le nom de Jack, puis de Jacques Villon (par égard pour la famille), ni quand son cadet de quinze mois, Pierre-Maurice-Raymond quitta, pour des raisons de santé, la faculté de médecine et se mit au modelage en autodidacte, signant Duchamp-Villon; et encore moins, le pili étant pris, lorsque le jeune Marcel, né dix ans plus tard, alla rejoindre en 1904 ses deux frères à Paris pour suivre les cours de l'Académie Julian, où, une fois ses obligations militaires accomplies le plus vite possible, se lancer à son tour dans le dessin humoristique. Que ce dernier fut lui aussi fort doué pour le dessin, on l'a peut-être oublié, l'image autrement plus percutante de l'inventeur du Ready-made l'ayant quelque peu occulté.



C'est justement par une dizaine de feuilles de jeunesse de l'illustre joueur d'échecs, en de *Nu descendant l'escalier* et du *Grand verre* définitivement inachevé en 1923, que s'ouvre l'exposition consacrée aux trois Duchamp, chez Dina Viany (1), où il est aussi représenté par quelques-unes de ses multiples incartades notoire, du *Pisson de courants d'air* de 1914 aux *Stoppages-étalon*, en passant par une *Jocunde new-look*, *Lhoq*, à moustaches et barbiche.

De Villon elle réunit aussi de quoi se remémorer prémisses et développements de l'œuvre peinte jusqu'aux toiles décaillées des années 50, depuis tel petit tableau de *Jeune fille aux mains jointes* de 1909, montrant fort joliment d'ailleurs la méfiance persistante qu'avait le maître de Puteaux à l'égard du cubisme de Braque et de Picasso,

tout en cherchant quelque articulation constructive de la couleur.

Les Duchamp, de l'aîné au cadet, la tête la plus pensante des trois frères, complicité à un point qui mériterait d'être mieux étudiée, étaient des réflexifs, des méthodiques, qui aimaient le calcul mental et les réductions géométriques. A preuve, tout l'œuvre du sculpteur presque résumé ici de ces petits objets art nouveau à l'étrange portrait-masque inachevé du professeur Gosset (1917), sa dernière sculpture, en passant par *Boudoir*, *Maggy* et le *Cheval*, en différents états : une pièce stratégique qui allait lui permettre d'avancer sur le grand échiquier de l'avant-garde entre cubisme et futurisme.

GENEVIÈVE BRUNETTE.

(1) Les trois Duchamp, galerie Dina Viany, 36, rue Jacob, jusqu'au 29 juillet.

Morandi à l'Hôtel de Ville

Images muettes

Peintre et graveur
de paysages
et de natures mortes
Giorgio Morandi
représente à merveille
le type du
«moderne tempéré».

Si l'on avait eu la bonne fortune de rencontrer vers 1914 le cubisme et le futurisme, Giorgio Morandi le Bolognais aurait été en grand péril de demeurer un diplomate habile et obscur de l'académie des beaux-arts de sa ville natale. Mais, converti par l'exemple de ses contemporains, dont Carlo Carrà, le bon élève se met alors à schématiser et étirer figures et objets, moins par volonté d'analyse que par souci d'une élégance nouvelle.

Cette exigence, il ne l'a plus reniée; il lui a même sacrifié tout ce qui semblait faire obstacle à l'accomplissement d'un idéal de géométrie placide. Pas de couleurs, donc, car elles troubleraient l'ordre bistré et gris des tableaux pâles. Pas

d'avantage de portraits, pas d'expression, pas un mouvement; Morandi n'aime que les campagnes vides d'habitants, les natures mortes bien arrangées en lignes devant un mur creux, et l'on sent que, s'il existait, il faudrait par ne plus représenter que ce mur, le grain du plâtre et les lézardes de l'enduit.

A peine touché par l'influence de l'art «métaphysique», vers 1920, ce praticien lève de silence à vite quitté l'inspiration de l'étrange et, durant l'entre-deux-guerres, et jusqu'aux années cinquante, celles de sa tardive apothéose, il n'a pas varié, fidèle à ses motifs : quelques goblets, une lampe à pétrole, des tasses et des cruches vernissées. Exposées en séries assez nombreuses, ses œuvres se défendent mal contre la monotonie, et l'on en vient à regretter ces harmonies crépusculaires.

Reste, si l'on veut, à admirer la finesse un peu appliquée de la touche, les empâtements discrètement déposés sur le flanc d'un récipient

dans la lumière, ou l'illusionnisme avec lequel Morandi veut rendre une fleur ou un fruit. Au fil du temps, le cubisme se tempère au point de se diluer dans un maniérisme tranquille.

Le graveur, quoique moins vanté d'ordinaire que le peintre, mérite souvent plus d'attention. Débarrassé de la maîtrise et de son obsession de la monochromie, Morandi se laisse aller dans ses eaux-fortes. Il sort de son atelier, il regarde les maisons, les jardins, et les figures adroitemment. De temps à autre, ces «vedute» quadrillées de lignes minces perdent un peu de leur neutralité. A la vue de tel terrain de tennis abandonné, grilles et filets croisant leurs angles droits, il arrive que l'on voie dans ce Morandi-là l'illustrateur du *Jardin des Finis-Siècles*. Un souvenir de littérature saute alors du mutisme un art qui, d'ordinaire, s'y enferme avec quelque entêtement.

PHILIPPE DAGEN.

* Hôtel de Ville de Paris, salle Saint-Pierre, jusqu'au 20 août.

CINÉMA

«Bluesy Dream», de Billy Woodberry «Une goutte d'amour», de Atif Yilmaz

La banalité du quotidien

Deux paris esthétiques
bien différents,
deux commentaires sociaux
aux antipodes
l'un de l'autre.
Bluesy Dream, filmé
dans le quartier noir
de Los Angeles.
Une goutte d'amour,
à Istanbul.

Bluesy Dream, avec sa référence au blues, est le titre «français» choisi pour notre pays, alors que l'original, *Bless Their Little Hearts*, bénisse leurs petits cœurs, est infiniment plus original ! Le film ignore toute progression dramatique, semble procéder d'une improvisation permanente, quoique parfois assez sophistiquée pour certaines scènes, un peu dans la veine du premier Cassavetes, *Shadows*. Billy Woodberry, le metteur en scène, et Charles Burnett, le scénariste, qui signe en même temps la photographie, ne racontent pas exactement

une histoire, ou alors s'en tiennent à une trame ténue. Charlie, le père de famille, souvent découvert, travaille au coup par coup et ramène rarement l'intégralité de sa paye à la maison. Andais son épouse est l'esclave au foyer, elle se révolte lors d'une grande explication, monnaie de brasseur dans la veine *Actor's Studio*. Leurs trois gosses, joués avec humour par des membres de la famille Burnett (le scénariste), ont l'air de beaucoup s'amuser.

Car *Bluesy Dream* est vraiment une affaire de famille, tournée en 16 mm noir et blanc, loin de tout misérabilisme. Simple esquisse, il a l'air de frôler les vérités déviantes, de les signer en douce. Au café, par exemple, Charlie parle avec ses copains de la violence possible. Oui, le braquage ça peut rapporter, mais volons les gros bonnets, banques, entreprises, et non de braves vieilles femmes. Et puis, retour chez lui, il donne quelques centimes à chacun de ses trois rejetons endimanchés pour la quête à l'église. Art de résumer une façon de vivre et de sentir.

Une goutte d'amour, plus traditionnel, tout en effleurant le mélodrame, décrit avec précision la confrontation de deux cultures, agraire et urbaine. Une jeune femme arrivée de la campagne rejoint à l'usine un «pays». Mais ils se rejoignent plus subtilement hors leurs mariages respectifs, hors la tradition d'isolement. On respire, on s'ennuie, on s'aime, et les conventions sociales s'éloignent. Atif Yilmaz, cinéaste turc chevronné de soixante ans, qui a derrière lui toute une carrière et fit débiter il y a bien longtemps Yilmaz Güney, le futur rebelle du *Troupeau* et de *Yol*, alors jeune premier, est à la fois homme de goût et de cœur. Il ne prêche aucune révolution, observe la réalité avec un regard clinique. On aimerait aller un peu plus loin. Et pourtant, on croit reconnaître par moment des situations familiales vécues dans nos pays occidentaux, il n'y a pas si longtemps.

LOUIS MARCORELLES.

Communication

L'appel d'offre pour les quatre canaux de TDF1

Les grands de l'audiovisuel français candidats au satellite

Ils se sont longtemps fait tirer l'oreille. Ont manqué, traîné les pieds. Mais ils ont franchi le pas. Tous les grands de l'audiovisuel hexagonal sont, aujourd'hui, candidats à l'exploitation d'un canal de télévision par satellite français TDF1. L'appel d'offres lancé le 5 juin dernier, se terminait lundi 29 juin à midi.

Les quatre chaînes privées - TF1, Canal Plus, la 5 et M6 - ont déposé, en effet, un dossier sur le bureau de la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL), instance chargée du choix des opérateurs privés. L'un des quatre canaux du satellite ayant, par ailleurs, été réservé à la SEPT, future chaîne culturelle de service public.

Le «tableau de chasse» est impressionnant. En rafale, comme autant de trophées, la presque totalité des candidatures françaises les plus crédibles, les promoteurs du satellite TDF1, si décrié pourtant jusqu'au lancement du projet en 1979 - mettent aujourd'hui un bel atout de leurs côtés. Comment un satellite concurrent pourrait-il, demain, «s'imposer» dans l'Hexagone, si tous les diffuseurs nationaux regroupent autour d'un seul et même projet ? Ce serait pour nous le cas de figure le plus difficile, convenait-il à un peu, un responsable de la Société européenne de satellite (SES), qui manage le programme concurrent, Astra. Nous y voilà.

Croire que tout en est réglé pour autant serait illusoire. Rien, dans cette affaire, ne se déroule de manière orthodoxe. La société Tevespace, qui devait être «impérativement» constituée le 31 mai, pour commercialiser TDF1 et financer son indispensable satellite de secours TDF2, n'a toujours pas vu le jour (le *Monde* date 26-27 avril). Singeant les marathons de

Bruxelles, les pouvoirs publics ont, depuis cette date, «arrêté les pendeurs». Une facilité qui ne peut avoir qu'un temps.

Ensuite, les décrets devant régir les chaînes cryptées par satellite ne sont toujours pas définitivement rédigés, bien que deux candidats - TF1 et Canal Plus - au moins, demandent à la CNCL d'autoriser des projets de cette nature. La Commission, que l'on a connue plus pointilleuse, se contente cette fois d'un projet de texte transmis en catastrophe et s'efforçant de trouver un compromis entre les exigences contradictoires des chaînes et des professionnels du cinéma.

Enfin, à la veille même de la clôture de l'appel aux candidatures, le président de la CNCL, M. Gabriel de Broglie, s'attendait à recevoir «des dossiers imprécis assortis de réserves». Bien des tours de table n'ont pas été bouclés à quelques heures de l'échéance. Et la CNCL, bonne fille une fois encore, accepte par avance que certains points des dossiers puissent être modifiés après l'heure fatidique. «Personne ne connaît ce média», explique M. de Broglie. Ni son audience future, ni le type de programmation nécessaire. Ce sont des incertitudes dont nous devons tenir compte.

Ces retards, ces cafouillages ne seraient que des péripéties de dernière heure, s'ils ne traduisaient pas la difficulté du projet français de télévision directe par satellite, à trouver un équilibre économique. «C'est à la CNCL que nous demandons de nous autoriser, remarque un candidat. Mais c'est avec Télédiffusion de France (TDF) que nous négocions le prix de location d'un canal sur TDF1», en l'absence de la société de commercialisation.

Deux démarches séparées donc, bien qu'intimement liées. Or, pour tous les candidats, le «ticket d'entrée» - encore alourdi par l'obligation de prendre une participation au capital de la future Tevespace, est «insupportable». Les 30 millions de francs la première année, devraient s'élever à 170 millions, la huitième. «Ces tarifs sont plus élevés que tous ceux pratiqués pour les satellites concurrents», s'insurge un candidat. «Ils ont le double de ce que nous sommes prêts à mettre», confie un autre.

La CNCL prise entre deux feux

«Les prix proposés par TDF constituent une base de départ, concède-t-on à Matignon. Mais la marge de négociation est faible.» Or la CNCL, prise entre ces deux feux, n'autorisera pas un candidat récusé par TDF, faute d'une entente sur le prix de location. Le débat ne sera pas public, mais le bras de fer aura bien lieu. Son terme en est même déjà fixé, puisque c'est à la mi-juillet que les «sages» de la Commission rendront publics leurs choix.

Jamais sans doute, la perspective d'un satellite français permettant aux groupes multi médias français de se frotter à l'Europe, n'a paru si proche. Jamais non plus, l'option libérale choisie par le gouvernement pour exploiter TDF1-TDF2, n'a autant couronné ses limites. La République fédérale d'Allemagne, qui s'apprête à mettre sur orbite des satellites identiques aux appareils français, a chargé la Bundespost (les postes) de ces obligations-là. La politique culturelle ne mérite-elle plus, en France, un petit sacrifice ?

PIERRE-ANGEL GAY.

M. Francis Bouygues à «7 sur 7»

«Le calendrier idéal» des transferts publicitaires du public au privé

Bâtiment, travaux publics et télévision, même combat ! F.B., ainsi surnommé M. Francis Bouygues, le patron de TF1 - en est convaincu. Pour lui, l'acquisition de la Une est «d'abord un challenge, comme il en a affronté toute sa vie». F.B. affectionne le mot. Invité d'Anne Sinclair, dimanche 28 juin, pour un spécial «7 sur 7», consacré à la deuxième partie de la privatisation de la chaîne, il a émaillé ses propos de ce terme anglo-saxon, la prononçant à la française : «challenge».

Une opération de charme destinée à convaincre le public d'acheter du TF1. M. Bouygues n'a pas lésiné sur les mérites de sa chaîne : «Nous présentons une équipe très unie et de grande classe... Nos émissions de la rentrée d'automne. Nous avons un très beau programme devant nous...». A tous ceux qui «aiment la Une», il a donc recommandé d'acheter des titres dès lundi, «car il y a seulement huit millions

d'actions à vendre». Et à 165 F l'unité - un prix qui n'est «pas trop cher» - «Je l'ai payé moi-même 280 F il y a deux mois», a-t-il souligné. Les acquéreurs «sont sûrs de faire un bon placement». M. Bouygues leur promet même «de toucher un dividende dès 1988, envisageant 25 F de bénéfices par action».

En 1987, a-t-il reconnu, TF1 ne fera pas de profits, «il faut donc faire le ménage, mettre des stratégies en place». Mais il faut aussi «mettre de l'ordre» dans le paysage audiovisuel français, «c'est un gouvernement de la faune», a-t-il déclaré. Au passage, le PDG de la Une s'est dit «très heureux» des intentions de M. Jacques Chirac. Le premier ministre avait déclaré qu'il faudrait réserver la publicité au secteur privé. M. Bouygues a même avancé un calendrier idéal selon lui : 50 % des recettes publicitaires d'Antenne 2 et de FR 3 devraient être transférées en 1988 vers les chaînes

privées, 25 % en 1989 et le solde en 1990.

Combien d'actionnaires. Le président de la chaîne espère-t-il réunir ? «Entre cinq cent mille et un million». Les Français seront-ils aussi nombreux à répondre à l'offre publique de vente qui débute lundi 29 juin pour s'achever le 11 juillet ? Ils ont été des centaines, en tout cas, à assaillir le standard de SVP, deux heures avant l'émission. Ils voulaient savoir si M. Bouygues s'était offert une danseuse avec la Une, s'il était normal que les salaires des stars soient si élevés ou bien encore ce que deviendront «le mieux-disant culturel» et le pluralisme de l'information.

Sur ce dernier point, F.B. a été formel : «J'y veillerai moi-même». A-t-il dit, en donnant l'assurance que les petits porteurs seront associés à la vie de la chaîne.

A. Nd.

Les prix du barreau de Paris

Les prix du barreau de Paris ont été décernés le 18 juin aux meilleurs reporters de télévision, de radio et de presse écrite.

Le prix du meilleur reportage de télévision a été décerné à : «Barbie» de Ladislav de Hoyos, diffusé le 7 mai 1987, sur TF1, ex aequo avec «Intériorité aux mois de dix-huit ans», un reportage de Caroline Glorion et Georges Hansen, diffusé sur A2, le 12 mars

1987 dans le cadre de l'émission «Jeu de magazines».

Le prix du meilleur reportage de radio a été décerné à : «La réinsertion des anciennes prostituées», de Benoît Pesme et Margrita Espana, diffusé sur Radio Notre-Dame, le 19 janvier 1987 dans le cadre d'un magazine de la rédaction.

Le prix du meilleur reportage de presse écrite a été décerné à : «Bombay», de Vincent Hugué, paru les 27 et 31 mars et 1^{er}, 2 et 3 avril 1987 dans la *Croix-l'Événement*, ex aequo avec «La télévision malade de la politique : l'information musclée ?», un reportage d'Albert du Roy, paru le 5 février 1987, dans l'*Événement du jeudi*.

Décès de Philippe Bernert

L'écrivain et journaliste Philippe Bernert est décédé, samedi 27 juin à Suresnes (Hauts-de-Seine), à l'âge de cinquante-huit ans. Philippe Bernert était conseiller de la direction de VSD, hebdomadaire qu'il avait contribué à créer avec Maurice Sigel et Jean Gorini. Le dernier livre de Philippe Bernert, *Seule la vérité blesse l'honneur de dépit*, rédigé en collaboration avec M. André Girasse, ancien président de la cour d'assises de Paris, avait paru la semaine dernière.

[Né le 10 août 1928, Philippe Bernert avait commencé sa carrière de journaliste à Paris-Presse avant d'être chef des informations au *Nouvel Observateur* de 1959 à 1961. En 1962, il entre au quotidien *l'Aurore*, dont il devient le rédacteur en chef en 1965. Il quittera ce poste en 1977 pour entrer à VSD, dont il était depuis 1978 conseiller de la direction. Philippe Bernert était aussi l'auteur de nombreux ouvrages publiés par les Presses de la Cité : *Le Prince des années folles* et le *Roman vrai de la IV^e République* (en collaboration avec M. Gilbert Guillemin), *SDECE Service 7*, en 1980, *Roger Wybot, la bataille pour la DST*.

Rectificatif. - L'accord entre Hechette-Filipacchi et Rizzoli Corriere della sera, signé le 26 juin (le *Monde* date 28-29 juin), prévoit la parution d'une édition italienne de l'hebdomadaire *Elle* en septembre 1987 (et non 1986).

Rachat de «Today» par M. Robert Maxwell

M. Robert Maxwell, propriétaire du groupe de presse Mirror (*Daily Mirror*, *Sunday Mirror*, *Daily Record*, etc.), a conclu, vendredi 26 juin, un accord de principe avec le groupe Lohr (éditeur de l'*Observateur*) visant à racheter le quotidien *Today* (333 000 exemplaires), fondé en mars 1986 par M. Eddie Shah. L'importance de son déficit (environ 300 millions de francs en 1986-1987) l'avait cependant contraint à la vente au groupe Lohr.

M. Robert Maxwell qui préside le groupe multimédia Pergamon Press, s'est engagé à poursuivre la publication de *Today* mais le quotidien devrait cesser de soutenir l'Alliance centriste au profit du centre-droit.

Ainsi dans la course au rachat de *Today*, M. Robert Maxwell a finalement devancé son éternel rival, M. Rupert Murdoch, le patron de News International (*Times*, *Sunday Times*, *Sun*...).

Grâce du personnel à la NBC. - Producteurs, rédacteurs et techniciens de la National Broadcasting Company (NBC), première chaîne de télévision américaine, se sont mis en grève, lundi en début de matinée, laissant à la direction le soin d'accomplir leur travail. La grève observée par les adhérents de l'Association nationale des employés de radio-télédiffusion (NABET), qui représente deux mille huit cents des huit mille employés de NBC, a été déclenchée par le nouveau contrat de deux ans imposé par la NBC aux salariés de la chaîne de télévision, qui multiplie l'utilisation d'employés à temps partiel.

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de samedi dans dimanche-juni. Signification des symboles : P Signifié dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à évaluer ou peut voir ■ Ne pas manquer ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 29 juin

TF 1

20.35 **Claudio** : la jeune Maria m. Film français de Bernard Stora (1982). Avec Richard Berry, Brigitte Fossey, Zoltan Czibor, Richard Anconina, Daniel Russo. Le soir de son mariage, dans le Midi, un garçon s'éprend d'une jeune femme, bourgeoise habitant un appartement voisin du sien. Les ravages d'un coup de foudre chez un être simple, profondément passionné. Le choc de deux univers jusqu'à un drame en demi-teinte. Très bien joué. Un ton nouveau. 22.10 **Journal**. 22.30 **Documentaire** : **Shosh**. Film de Claude Lanzmann. Ce document est diffusé en quatre parties (1^{re} partie).

A 2

20.30 **Théâtre** : **Gigi**. De Colette. Adaptation théâtrale de Colette et André Roussin. Mise en scène de Jean Meyer. Avec Anne Jacquemin, Suzanne Flatz, Corinne Le Poulain, Danielle Darrieux, Dominique Lenoir, Michel Chantagris. 22.10 **Documentaire** : **Le corps vivant**. Deux cours. 22.40 **Projection privée**. De Marcel Julien. **Phuriele** : pour un dernier élan. Marcel Julien nous propose des extraits des nombreux entretiens déjà diffusés. 23.55 **Journal**.

FR 3

20.35 **Claudio** : le Grand Chef m. Film français d'Henri Verneuil (1958). Avec Fernandel. Deux amoureux de voitures sans eux prises avec un insupportable gosse de riche, qu'ils ont élevé pour obtenir une rançon. Une nouvelle de l'humoriste américain O. Henry rendue aux mesures de deux vedettes de la série Dan Camillo. 22.05 **Journal**. 22.30 **Série** : **Prêtres à l'assaut**. De Frédéric Pottecher et Jean-Daniel Verhaeghe. 1. La malle à Goffit. 23.25 **Préface à la nuit**.

CANAL PLUS

20.30 **Claudio** : Les dieux sont tombés sur la tête m. Film du Botswana de Jamie Uys (1981). Avec Marius Weyers, Sandra Prinsloo, Nic de Jager, Michael Thys. 22.10 **Flash d'informations**. 22.15 **Corrèze**. 23.15 **Les drives de Canal Plus**. 0.15 **Claudio** : les Folles années du twist m. Film français de Claude Lelouch (1983). Avec Jacques Villeret, Moustique, El Anka (v.o.). 1.40 **Série** : **Raviv**.

LA 5

20.30 **Téléfilm** : Sur les ailes des aigles (1^{re} partie). Avec Burt Lancaster. 23.00 **Série** : **Mission impossible**. 23.45 **Série** : **Les cinq dernières minutes**. 1.30 **Série** : **Kung-Fu**. 2.25 **Série** : **Hôtel**.

M 6

20.30 **Claudio** à la carte. 1^{er} choix : **Serges Kluge** m. Film italien de Sergio Grieco (1971). Avec Peter Strum, Tina Anselmi. Deux les années 20, un déserteur de la Légion étrangère d'origine allemande devient l'instructeur militaire des troupes rebelles d'Abd El Krim au Maroc. Un épisode historique arrangé de manière romanesque et spectaculaire. 2^e choix : le Petit Bouquet m. Film français de Bernard Toublin-Michel (1969). Avec Claude Amara, Isabelle Adjani, Vincenzo Santini. Un petit garçon noir de Sarcelles réussit à rejoindre une colonie de vacances où il a fait pas d'été. Un petit monde drôle et poétique jouant d'être belle Adèle débauchée. 22.00 **Série** : **Cher de bon**. La nuit du mort-vivant. 22.50 **Journal**. 23.05 **Musique** : **Clap**, clip. 0.00 **Série** : **Les espions**. 0.55 **Musique** : **Boulevard des clips**.

FRANCE-CULTURE

20.30 **Léonard de Vinci**, d'Erasmus Macario. (1^{re} partie). 21.30 **Musique** : **Landmarks**. Concert enregistré le 27 avril à l'Opéra de Paris. Récital d'André Messiaen. 22.30 La nuit sur un plateau. **Spécial poésie**, autour de Breton, Bretonnach.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (donné le 1^{er} août 1986 à Bruges) : La guillemotte, acte de ballet, de Ramon ; La grotte de Versailles, de Lully, par le London Baroque. 22.00 **Renseignements sur Apollon**. Meste en un mineur, op. 147, pour soli, chœur et orchestre, de Schumann ; à 23.10, Sinfonia, de Berlioz ; à 23.45, Un Américain à Paris, de Gershwin. 24.00 **Nuits parallèles** : l'appel du lointain.

Mardi 30 juin

TF 1

13.50 **Série** : **La croisière s'amusse**. Qui vivra verra. 14.40 **Téléfilm** : **La méthode rose**. De Claude de Givray. Avec Jean-Pierre Cassel, Danièle Vella, Marie-Noëlle Bouché, Gérard Philou. 16.15 **Court métrage** : **Le réacteur**. Vernet. De Laurent Dussaux, d'après une nouvelle de Lion Miller. Avec Pierre Marie Vermet, Claude Klotz. 16.35 **Variétés** : **La chanson aux chansons**. Émission de Pascal Sevran. Avec Georges Guétary, Rachid Bahri, Zina, Michèle Boudier. 16.55 **Feuilleton** : **Les facheux de la guerre** (2^e épisode). 17.50 **Météo** : pour les jeunes. De Patrick Drevet. 18.00 **Série** : **Manx**. La fin d'une aventure. 18.35 **Feuilleton** : **Santa-Barbara**. 19.25 **Jeu** : **La roue de la fortune**. 20.00 **Journal**. 20.30 **Variétés** : **Patrick Sébastien à l'Olympie**. Spectacle enregistré en février. 21.25 **Variétés** : **Bonheur**. Émission d'Yves Montand. David Bowie, des origines à nos jours : à l'occasion de ses concerts en France du 26 juin au 17 juillet. 22.20 **Journal**. 22.30 **Documentaire** : **Shosh**. Film de Claude Lanzmann (2^e partie).

A 2

13.55 **Série** : **Ram**. Un métier comme un autre. 14.40 **Feuilleton** : **Rue Carot**. 15.05 **Tennis** : **Tournoi de Wimbledon**. 18.05 **Feuilleton** : **Alce et Cely**. 18.30 **Révisé A 2**. **Devotions d'Épinal**. Téléchat. 18.45 **Flash d'informations**. 18.50 **Jeu** : **Des chiffres et des lettres**. D'Armand Jannet, présenté par Patrick Laffont. 19.15 **Actualités régionales**. 19.40 **Le journal du Tour**. 20.00 **Journal**. 20.30 **Claudio** : La Madia salt le loi m. Film italien de Damiano Damiani (1967). Avec Claudia Cardinale, Franco Nero, Lee J. Cobb, Sergio Reggiani. La lutte vaine d'un capitaine de gendarmerie contre le pouvoir de la mafia. Dardani s'est surtout attaché à la description sociale, à la « loi du silence », à la conduite d'un brigand fertile en événements. Et tout les acteurs sont des professionnels. 22.10 **Les enfants du rock**. Rock, c'est de la vie (n° 2) : Prince Live (concert enregistré à Detroit le 7 juin 1985) ; Rock report, magazine hebdomadaire de l'actualité du rock ; clips inédits. 23.40 **Journal**.

FR 3

14.00 **Agenda des vacances**. 14.25 **Les films de l'été**. 14.45 **La mode de l'été**. 14.55 **Fou rire**, **scènes**. 15.00 **Les papiers**, les manies de la 3. 15.10 **Pense-bête**. 15.20 **Documentaire** : **Splendeur sauvage**. 15.50 **Gastronomie**. 15.55 **Jeu** : **Le jeu de la séduction** (suite). 16.30 **Jeu** : **Télé-crochet**. 17.00 **Feuilleton** : **Mélanie et son fantôme**. 17.30 **Le magazine enchaîné**. 17.35 **Jeu** : **Génies en herbe**. 18.25 **Des chiffres et des lettres**. 18.30 **Feuilleton** : **Cap danger**. 19.00 **Le 19-20 de l'information**. De 19.15 à 19.35, actualités régionales. 19.35 **Des chiffres et des lettres**. 20.05 **Jeu** : **La chance**. 20.30 **Précédent**, pas d'accord. 20.35 **Claudio** : **Doors**, dur et drague m. Film américain de James Fargo (1978). Avec Clint Eastwood. En compagnie de son frère et d'un orange-outang apprivoisés, un chasseur de poids lourds part sur les routes, à la recherche d'une chanteuse dans il est épris. Quelques gaps, quelques bagarres et, surtout, Clint Eastwood. 22.30 **Journal**. 22.55 **Courte métrage**. 23.25 **Préface à la nuit**.

CANAL PLUS

14.00 **Claudio** : **Justice de fil** m. Film français de Michel Gérard (1985). Avec Maurice Risch, Clémentine Celarié. 15.50 **Claudio** : **Grasse 2** m. Film américain de Patricia Birch.

(1982). Avec Maxwell Caulfield, Michelle Pfeiffer, Adrian Zmed. 17.35 **Cabon** **cadre**. 18.00 **Série** : **Les mensonges**. 18.30 **Flash d'informations**. 18.33 **Top 50**. 19.00 **Série** : **Une vraie vie de rêve**. 19.25 **Jeu** **été**. 19.55 **Flash d'informations**. 20.00 **Série** : **Stargate**. 21.30 **Claudio** : **Les Dents de la mer III** m. Film américain de Joe Alves (1983). Avec Dennis Quaid, Beau Armstrong. 22.05 **Flash d'informations**. 22.15 **Claudio** : **File** m. Film franco-canadien de François Létourneau (1986). Avec Bruno Cremer, Jean-Pierre Castaldi, Gérard Darrieu, Serge Dupire. 23.35 **Magazine** : **Vieilles planètes**. 0.15 **Claudio** : **L'assassin commode** m. Film français de Pierre Cheval (1963). Avec Paul Meurisse, Maria Schell, Sylvio Bréal. 1.40 **Documentaire** : **Lions dans la nuit africaine**. 2.35 **Série** : **Captain Neco**.

LA 5

14.05 **Série** : **Kung-fu**. 14.55 **Série** : **Les cinq dernières minutes**. 16.30 **Série** : **Les chevaliers du ciel**. 17.00 **Feuilleton** : **La cloche d'Éléazar**. 18.00 **Série** : **Lancel et Hardy**. 18.30 **Série** : **Arnold et Willy**. 18.45 **Série** : **Happy Days**. 19.15 **Série** : **Riptide**. 20.05 **Des chiffres et des lettres**. 20.30 **Claudio** : **Pair et impair** m. Film italien de Sergio Corbucci (1978). Avec T. Hill, B. Spencer. Un lieutenant de marine doit déjouer un réseau de contrebande par la mer. 20.35 **Série** : **Les espions** (rediff.). Une cinquième en ce massif. 18.00 **Journal**. 18.15 **Série** : **La petite maison dans la prairie**. Look back to yesterday (1^{re} partie). 19.05 **Série** : **Claudio** chez soi. Le week-end de Sara. 19.30 **Série** : **L'incroyable Hulk**. Le retour du héros. 20.25 **Jeu** : **Stargate**. 20.30 **Téléfilm** : **D'Jelly et le monde**. D'après Robert-Louis Stevenson. Avec Jack-Palanc, Billie Whitelaw. 22.45 **Série** : **Madres et valets**. Premier pas d'une femme de chambre. 23.35 **Journal**. 23.50 **Musique** : **Clap**, clip. 0.00 **Série** : **Les espions**. **Sauvages patriotes**. 0.55 **Musique** : **Boulevard des clips**.

M 6

13.30 **Série** : **L'incroyable Hulk** (rediff.). **Delirium**. 14.20 **Musique** : **Clip** **épique** **FM**. 15.20 **Hit hit hit** **horra** (suite). 15.30 **Jeu** : **Mégamante**. L'Égypte (2^e partie). 16.15 **Jeu** : **Clip** **combat**. Deux vedettes du sport, du cinéma, de la chanson s'affrontent en un combat musical. 17.05 **Série** : **Les espions** (rediff.). Une cinquième en ce massif. 18.00 **Journal**. 18.15 **Série** : **La petite maison dans la prairie**. Look back to yesterday (1^{re} partie). 19.05 **Série** : **Claudio** chez soi. Le week-end de Sara. 19.30 **Série** : **L'incroyable Hulk**. Le retour du héros. 20.25 **Jeu** : **Stargate**. 20.30 **Téléfilm** : **D'Jelly et le monde**. D'après Robert-Louis Stevenson. Avec Jack-Palanc, Billie Whitelaw. 22.45 **Série** : **Madres et valets**. Premier pas d'une femme de chambre. 23.35 **Journal**. 23.50 **Musique** : **Clap**, clip. 0.00 **Série** : **Les espions**. **Sauvages patriotes**. 0.55 **Musique** : **Boulevard des clips**.

FRANCE-CULTURE

20.30 **Le journal du corps**. Revue d'actualité médicale. Dossier : **Le sport et l'enfant**. 21.30 **Musique** : **Diagonales**. Ghislain Tazartes chante : **Le crabe ne joue jamais à la poupée**. 22.30 **Nuits parallèles**. Les gens... tout de même. Spécial **Fernando Canon** : **Profession** : **ténor**. 0.10 **De jour au lendemain**.

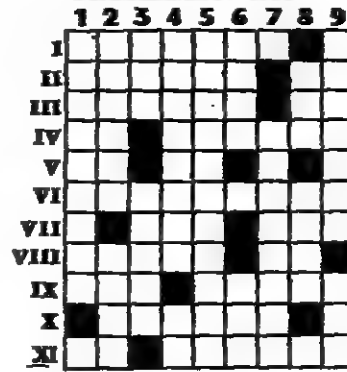
FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (donné le 5 mai à Monte-Carlo). Quatuor à cordes en sol majeur, op. 77, n° 1, de Haydn ; trois divertissements de Britten ; quintette pour clarinette et cordes en si mineur, op. 115, par le Quatuor Gabrielli ; à 22.00, Concerto pour piano n° 2 en si bémol majeur, op. 83, et Danse hongroise n° 1, 2, 3, de Brahms. 22.25 **Les soirées de France-Musique** : à 22.30, concert de minuit (cycle Arturo Toscanini) : œuvres de Wagner par l'Orchestre symphonique de la NBC (Carnegie Hall, 4 avril 1954 et 7 mars 1955) ; à 24.00, **Poissons d'or**.

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4516



HORIZONTALEMENT

I. Priver des biens de consommation. — II. Rendre compte. Note. — III. Sont peut recommandés pour marcher à pas de loup. Personnel. — IV. Taupinière. Met le crâne à dure épreuve à un sujet vraiment patient. — V. Copulative. Finale pour concerto. — VI. Travailler à la chaîne. — VII. Avec un point on deux, c'est toujours « entendu ». En Belgique. — VIII. Bâtiments ou niches. Fleuve côtier. — IX. Plus difficile à planquer qu'à écraser. Affluent de la Loire. — X. Précède les mains comme les pieds. — XI. Pratiques. Un indicatif la fait ; une personne propre s'en défait.

VERTICALEMENT

1. Fracas ou fracas. — 2. Sortie en petit. Vides constructifs. — 3. Position de subalterne. Un prénom en or. — 4. Vedette du tour de champ à Vincennes. Lettres en « majuscules ». — 5. Réflexion faite, il dévie ce qu'on a derrière la tête. — 6. Moyen de communication. Indentation côtière. — 7. Ont le même goût que l'amourette. — 8. Puissance ou affaiblir. Clé pouvant résoudre certains problèmes de porte. — 9. Etaler ou recaler. Bouche-trous.

Solution du problème n° 4515

Horizontalement
I. Déduire. Forme. — II. Ecorcher. Union. — III. Posé. Mje. Si. Mi. — IV. On. Éraillée. Tic. — V. Sou. Tite. Cène. — VI. Emprise. Braise. — VII. Réa. Macédoine. — VIII. Si. Réalisé. — IX. Fa. Maillet. L'air. — X. Limpide. Rets. — XI. Eloi. Événés. — XII. Téter. Éléa. Api. — XIII. Hou. Ressac. — XIV. Invente. Réduire. — XV. Son. Sonate.

Verticalement

1. Déposer. Flétrir. — 2. Écorcher. Aile. Nu. — 3. Dos. Upas. Motivé. — 4. Urée. Impitoyé. — 5. Inertie. Al. Rond. — 6. Ré. Ais. Ride. Ut. — 7. Ermite. Élève. Éa. — 8. De. Mal. Élu. — 9. Fuel. Balaine. Ra. — 10. On. Étroit. Titrer. — 11. Rise. (Cf. « ariser »). Ais. Réséda. — 12. Tol. Clés. Sut. — 13. Un. Test. Et. Ais. — 14. Minie. As. Far. — 15. Épicé. Sâr. Niode.

GUY BROUTY.

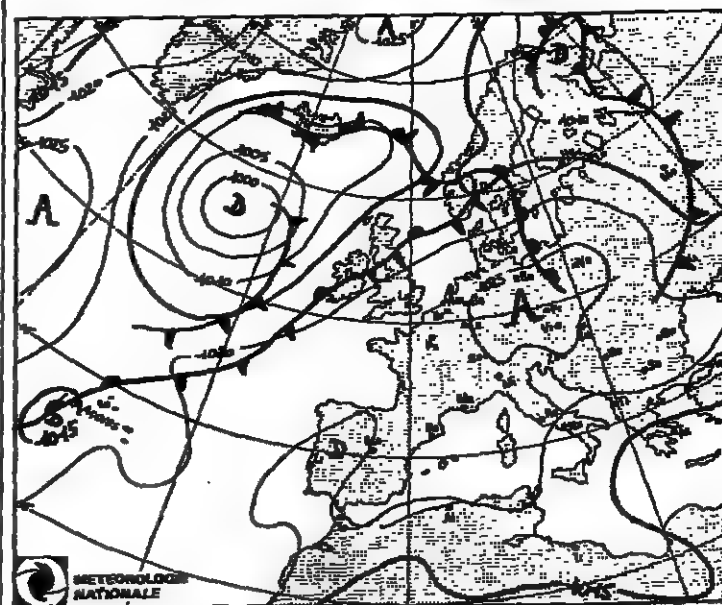
EN BREF

● **Formation**. — Le Centre Tridaine de formation commerciale et administrative de la chambre de commerce et d'industrie de Paris crée deux nouveaux enseignements :
— Bureautique assistant export, un cycle supérieur, en deux ou trois ans après le baccalauréat. Celui-ci prépare des opérateurs trilingues en commerce international capables d'intégrer la bureautique commerciale et les logiciels export dans les transactions internationales.
— Assistante commerciale bureautique, en deux ans, pour les jeunes titulaires d'un BEP secretariat. Il permet d'approfondir les techniques de communications administratives, leurs connaissances en langues étrangères et technologies nouvelles.

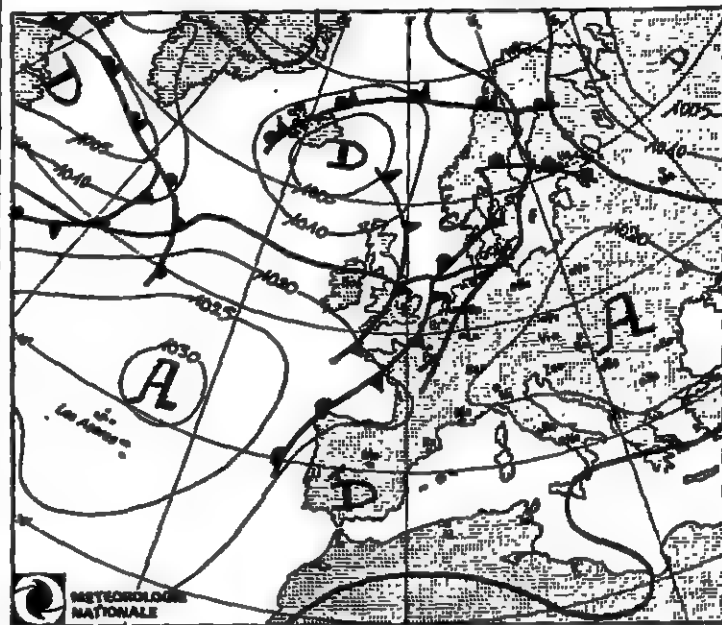
Le service d'accueil et d'inscription fonctionnera pendant l'été du 1^{er} juillet au 31 août.
★ Renseignements au Centre Tridaine, 39, avenue Trudaine, 75009 Paris. Tél. : 42-80-23-23.

MÉTÉOROLOGIE

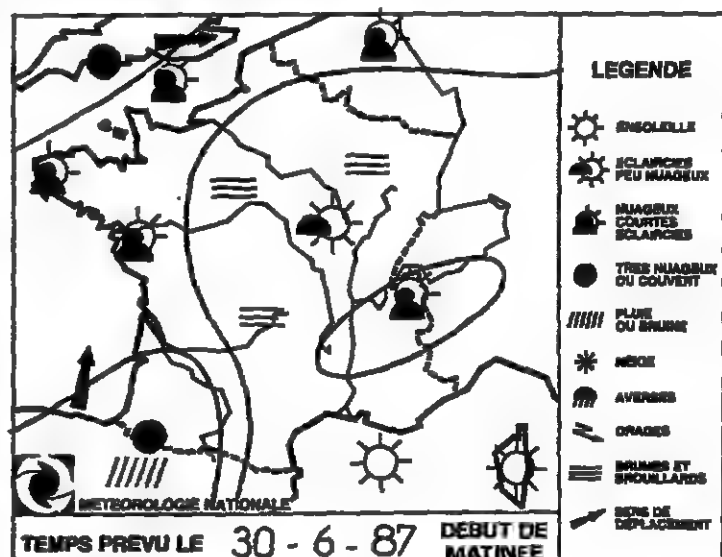
SITUATION LE 29 JUIN 1987 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 1^{er} JUILLET À 0 HEURE TU



Évolution probable du temps en France entre le lundi 29 juin à 0 h TU et le mardi 30 juin à 24 h TU.
L'anticyclone bien aligné sur le sud-ouest qui nous vaut ce temps beau et très chaud se décale lentement vers l'est. Il sera suivi d'une zone orageuse. Mardi : le temps sera beau, chaud sur l'ensemble du pays la nuit, vers des orages se développeront sur une grande partie ouest de la France.
Sur les régions méditerranéennes, Rhône-Alpes, la France-Comté et l'Alsace, après dissipation de quelques brumes matinales, le temps sera très beau et très chaud.
Sur l'Aquitaine, le Massif Central, le Centre, la Bourgogne, le Bassin parisien, Champagne-Ardenne et la Lorraine, la



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé									
à 20-6 à 6 heures TU et le 29-6-1987 à 8 heures TU									
à 20-6 à 6 heures TU et le 29-6-1987 à 8 heures TU									
FRANCE	TOUS	TOUS	TOUS	TOUS	TOUS	TOUS	TOUS	TOUS	TOUS
PARIS	25	16	D	26	17	D	21	16	D
LYON	25	16	D	26	17	D	21	16	D
MARSEILLE	25	16	D	26	17	D	21	16	D
NANTES	25	16	D	26	17	D	21	16	D
STRASBOURG	25	16	D	26	17	D	21	16	D
... (autres villes) ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
ÉTRANGER	ALGER	ALGER	ALGER	ALGER	ALGER	ALGER	ALGER	ALGER	ALGER
ALGER	27	17	N	27	17	N	21	16	D
ATLANTA	24	19	C	24	19	C	21	16	D
BANGKOK	35	27	N	35	27	N	21	16	D
BANGKOK	35	27	N	35	27	N	21	16	D
BANGKOK	35	27	N	35	27	N	21	16	D
BANGKOK	35	27	N	35	27	N	21	16	D
BANGKOK	35	27	N	35	27	N	21	16	D
BANGKOK	35	27	N	35	27	N	21	16	D
BANGKOK	35	27	N	35	27	N	21	16	D
BANGKOK	35	27	N	35	27	N	21	16	D
BANGKOK	35	27	N	35	27	N	21	16	D

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

UNIVERSITÉ RENÉ-DESCARTES - PARIS-V
Année 1987-1988

Cycle :
**FORMATION PÉDAGOGIQUE
DES FORMATEURS D'ADULTES**

Préparatoire au DUFA
(Diplôme Universitaire de Formateurs d'Adultes)

Direction scientifique : Pierre BESNARD
Modalités : 1000 heures
Renseignements et dépôt des dossiers d'inscription de mai à septembre

Centre de Formation Continue
12, rue de l'École-de-Médecine, 75006 PARIS
Tél. 46-33-75-50

Le Monde
sur minitel

VACANCES : PARTIR DEMAIN...

Pour ceux qui s'y prennent
à la dernière minute

36.15 TAPEZ **LEMONDE** **VVF**

Le Carnet du Monde

Naissances

Sylvie et Pauline ont la joie d'annoncer la naissance de

Clément,

chez Jean-Marc et Joëlle WORMSER-COSTE, le 11 juin 1987.

Dominique BOUHNIEK et Didier DAVYDOFF sont heureux d'annoncer la naissance de

Laure,

le 15 juin 1987.

1, place des Grès, 75020 Paris.

M. et M^{me} Marc PARDESSUS sont heureux d'annoncer la naissance de leurs petits-enfants,

Rami-Pierre LAPPEND,

le 16 octobre 1986, à Orléans.

Chaire PARDESSUS,

le 26 décembre 1986, à Nantes.

Henri JEANVEAN,

le 22 juin 1987, à Villefranche-sur-Mer.

23, rue Jean-Ackerman, Saint-Hilaire-Saint-Florent, 49400 Saumur.

Mariages

Florence COUSIN-VERNEJOL et Patrick GOFMAN

ont la joie de faire part de leur mariage, célébré en la mairie du 13^e arrondissement de Paris, le 26 juin 1987, à 10 h 30.

M. et M^{me} René POINCENOT, M. et M^{me} Jack SCHORT, sont heureux d'annoncer le mariage de leurs enfants,

Lissa et Lionel,

célébré le 6 juin 1987.

77132 Larchant, Hartford, Connecticut (USA).

Décès

M^{me} Lucien Aboaf, M. et M^{me} Daniel Aboaf et leurs filles,

M. et M^{me} Patrick Aboaf et leur fille, Les familles Krieger, Devadas, ont la douleur de faire part du décès de

M. Lucien ABOAF,

survécu le 27 juin 1987.

Les obsèques auront lieu le mardi 30 juin.

Réunion à la porte principale du cimetière du Père-Lachaise, boulevard de Ménilmontant, Paris (20^e), à 9 h 15.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

168, rue des Pyrénées, 75020 Paris.

Jean-Pierre BARROT

est mort d'un cancer, le 24 juin 1987.

Résistant, journaliste et cinéaste, il était chevalier de la Légion d'honneur et décoré de la croix de guerre avec palmes (1939-1945).

Il a donné son corps à la science.

De la part d'Alcette Flévet-Barrot et de Simone.

La société TELECINEX, ses ex-collaborateurs et ses amis fidèles, ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Pierre BARROT, son fondateur et ancien PDG.

M. et M^{me} de Bonrepos, Vanessa et Alexandre de Bonrepos, M. et M^{me} Jacques Rainville et leurs enfants,

M. et M^{me} Jeffrey de Bonrepos et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude de BONREPOS,

leur fils, père, frère, beau-frère et oncle, survenu à Paris, le mercredi 24 juin 1987, dans sa trentième année.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale, le mardi 30 juin, en l'église de Saint-Cricq (Landes).

Une messe sera célébrée, à Paris, le mercredi 1^{er} juillet à 17 h 30, en l'église Saint-Germain-des-Près.

La direction, La rédaction et les collaborateurs de INF-Cable et INF-Télécom

ont la tristesse de faire part du décès de leur directeur technique et chef de publicité,

M. Yves CASTEL, ancien directeur du Nouvel économiste,

survécu accidentellement le 19 juin 1987.

Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité familiale, le 27 juin 1987, à Belle-Île (Morbihan).

— Les enfants de

M^{me} Charles GUISAN, née Micheline Holland,

ont la tristesse de faire part de son décès, survenu le 23 juin 1987, à Lannemezan, à la veille de ses quatre-vingt-quatre ans.

— Saint-Gilles-Croix-de-Vis (85).

Nous apprenons le décès de

M^{me} Marie-Thérèse LORIGNY,

survécue le 24 juin, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques religieuses ont eu lieu en l'église paroissiale de son baptême, à Saint-Denis-sur-Loire (Loir-et-Cher), suivies de l'inhumation audit lieu, dans la concession familiale.

Priez pour elle.

— Vichy, Grasse.

M^{me} Jeanne Orellie a la douleur de faire part du décès de son époux,

Roger OREILLE,

survécue le 20 juin 1987, à Lyon, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Selon la volonté du défunt, l'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité familiale, au cimetière de Grasse.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

RENSEIGNEMENTS : 42-47-95-03.

RENSEIGNEMENTS : 42-47-95-03.

RENSEIGNEMENTS : 42-47-95-03.

RENSEIGNEMENTS : 42-47-95-03.

RENSEIGNEMENTS : 42-47-95-03.

RENSEIGNEMENTS : 42-47-95-03.

RENSEIGNEMENTS : 42-47-95-03.

RENSEIGNEMENTS : 42-47-95-03.

RENSEIGNEMENTS : 42-47-95-03.

RENSEIGNEMENTS : 42-47-95-03.

RENSEIGNEMENTS : 42-47-95-03.

RENSEIGNEMENTS : 42-47-95-03.

RENSEIGNEMENTS : 42-47-95-03.

RENSEIGNEMENTS : 42-47-95-03.

RENSEIGNEMENTS : 42-47-95-03.

RENSEIGNEMENTS : 42-47-95-03.

RENSEIGNEMENTS : 42-47-95-03.

RENSEIGNEMENTS : 42-47-95-03.

Messes anniversaires

— La messe en souvenir de

René AURENCHÉ

sera dite le dimanche 5 juillet, à 11 h 30.

— Université Paris-IV. — Le mardi 30 juin, à 14 h 30, amphithéâtre Guizot, 17, rue de la Sorbonne. M. Latifa Henia, née Larbi : « Climat et bilan de l'eau en Tunisie. Essai de régionalisation climatique pour les bassins hydrographiques ».

— Université Paris-IV. — Le mardi 30 juin, à 14 heures, amphithéâtre Descartes, 17, rue de la Sorbonne. M. Jean-Louis Ferry : « Aspects idéologiques de la conquête romaine du monde hellénistique de la seconde guerre de Macédoine à la guerre contre Mithridate ».

— Université Paris-IV. — Le mardi 30 juin, à 14 heures, amphithéâtre Descartes, 17, rue de la Sorbonne. M. Pierre Benard : « Le sort d'Israël de Maurice Barès ».

— Université Paris-III. — Le mardi 30 juin, à 16 heures, salle des commissions (centre Pantéon), 12, place du Panthéon, Paris cedex 05. M. René Grenier : « Le second marché ».

— Université Paris-VIII. — Le mardi 30 juin, à 15 heures, à la salle D 246. M. Issam Nizha : « La mort et son expression dans l'œuvre littéraire de Simone de Beauvoir ».

— RECTIFICATIF : Université Paris-I-Panthéon-Sorbonne. Le mardi 30 juin, à 16 heures, salle des commissions (centre Pantéon), 12, place du Panthéon, Paris cedex 05. M. René Grenier : « Le second marché ».

— Université Paris-III. — Le mardi 30 juin, à 16 heures, salle des commissions (centre Pantéon), 12, place du Panthéon, Paris cedex 05. M. René Grenier : « Le second marché ».

— Université Paris-III. — Le mardi 30 juin, à 16 heures, salle des commissions (centre Pantéon), 12, place du Panthéon, Paris cedex 05. M. René Grenier : « Le second marché ».

— Université Paris-III. — Le mardi 30 juin, à 16 heures, salle des commissions (centre Pantéon), 12, place du Panthéon, Paris cedex 05. M. René Grenier : « Le second marché ».

— Université Paris-III. — Le mardi 30 juin, à 16 heures, salle des commissions (centre Pantéon), 12, place du Panthéon, Paris cedex 05. M. René Grenier : « Le second marché ».

— Université Paris-III. — Le mardi 30 juin, à 16 heures, salle des commissions (centre Pantéon), 12, place du Panthéon, Paris cedex 05. M. René Grenier : « Le second marché ».

— Université Paris-III. — Le mardi 30 juin, à 16 heures, salle des commissions (centre Pantéon), 12, place du Panthéon, Paris cedex 05. M. René Grenier : « Le second marché ».

— Université Paris-III. — Le mardi 30 juin, à 16 heures, salle des commissions (centre Pantéon), 12, place du Panthéon, Paris cedex 05. M. René Grenier : « Le second marché ».

— Université Paris-III. — Le mardi 30 juin, à 16 heures, salle des commissions (centre Pantéon), 12, place du Panthéon, Paris cedex 05. M. René Grenier : « Le second marché ».

— Université Paris-III. — Le mardi 30 juin, à 16 heures, salle des commissions (centre Pantéon), 12, place du Panthéon, Paris cedex 05. M. René Grenier : « Le second marché ».

— Université Paris-III. — Le mardi 30 juin, à 16 heures, salle des commissions (centre Pantéon), 12, place du Panthéon, Paris cedex 05. M. René Grenier : « Le second marché ».

— Université Paris-III. — Le mardi 30 juin, à 16 heures, salle des commissions (centre Pantéon), 12, place du Panthéon, Paris cedex 05. M. René Grenier : « Le second marché ».

— Université Paris-III. — Le mardi 30 juin, à 16 heures, salle des commissions (centre Pantéon), 12, place du Panthéon, Paris cedex 05. M. René Grenier : « Le second marché ».

— Université Paris-III. — Le mardi 30 juin, à 16 heures, salle des commissions (centre Pantéon), 12, place du Panthéon, Paris cedex 05. M. René Grenier : « Le second marché ».

— Université Paris-III. — Le mardi 30 juin, à 16 heures, salle des commissions (centre Pantéon), 12, place du Panthéon, Paris cedex 05. M. René Grenier : « Le second marché ».

— Université Paris-III. — Le mardi 30 juin, à 16 heures, salle des commissions (centre Pantéon), 12, place du Panthéon, Paris cedex 05. M. René Grenier : « Le second marché ».

— Université Paris-III. — Le mardi 30 juin, à 16 heures, salle des commissions (centre Pantéon), 12, place du Panthéon, Paris cedex 05. M. René Grenier : « Le second marché ».

— Université Paris-III. — Le mardi 30 juin, à 16 heures, salle des commissions (centre Pantéon), 12, place du Panthéon, Paris cedex 05. M. René Grenier : « Le second marché ».

— Université Paris-III. — Le mardi 30 juin, à 16 heures, salle des commissions (centre Pantéon), 12, place du Panthéon, Paris cedex 05. M. René Grenier : « Le second marché ».

— Université Paris-III. — Le mardi 30 juin, à 16 heures, salle des commissions (centre Pantéon), 12, place du Panthéon, Paris cedex 05. M. René Grenier : « Le second marché ».

— Université Paris-III. — Le mardi 30 juin, à 16 heures, salle des commissions (centre Pantéon), 12, place du Panthéon, Paris cedex 05. M. René Grenier : « Le second marché ».

— Université Paris-III. — Le mardi 30 juin, à 16 heures, salle des commissions (centre Pantéon), 12, place du Panthéon, Paris cedex 05. M. René Grenier : « Le second marché ».

— Université Paris-III. — Le mardi 30 juin, à 16 heures, salle des commissions (centre Pantéon), 12, place du Panthéon, Paris cedex 05. M. René Grenier : « Le second marché ».

— Université Paris-III. — Le mardi 30 juin, à 16 heures, salle des commissions (centre Pantéon), 12, place du Panthéon, Paris cedex 05. M. René Grenier : « Le second marché ».

— Université Paris-III. — Le mardi 30 juin, à 16 heures, salle des commissions (centre Pantéon), 12, place du Panthéon, Paris cedex 05. M. René Grenier : « Le second marché ».

— Université Paris-III. — Le mardi 30 juin, à 16 heures, salle des commissions (centre Pantéon), 12, place du Panthéon, Paris cedex 05. M. René Grenier : « Le second marché ».

— Université Paris-III. — Le mardi 30 juin, à 16 heures, salle des commissions (centre Pantéon), 12, place du Panthéon, Paris cedex 05. M. René Grenier : « Le second marché ».

— Université Paris-III. — Le mardi 30 juin, à 16 heures, salle des commissions (centre Pantéon), 12, place du Panthéon, Paris cedex 05. M. René Grenier : « Le second marché ».

— Université Paris-III. — Le mardi 30 juin, à 16 heures, salle des commissions (centre Pantéon), 12, place du Panthéon, Paris cedex 05. M. René Grenier : « Le second marché ».

— Université Paris-III. — Le mardi 30 juin, à 16 heures, salle des commissions (centre Pantéon), 12, place du Panthéon, Paris cedex 05. M. René Grenier : « Le second marché ».

— Université Paris-III. — Le mardi 30 juin, à 16 heures, salle des commissions (centre Pantéon), 12, place du Panthéon, Paris cedex 05. M. René Grenier : « Le second marché ».

— Université Paris-III. — Le mardi 30 juin, à 16 heures, salle des commissions (centre Pantéon), 12, place du Panthéon, Paris cedex 05. M. René Grenier : « Le second marché ».

— Université Paris-III. — Le mardi 30 juin, à 16 heures, salle des commissions (centre Pantéon), 12, place du Panthéon, Paris cedex 05. M. René Grenier : « Le second marché ».

— Université Paris-III. — Le mardi 30 juin, à 16 heures, salle des commissions (centre Pantéon), 12, place du Panthéon, Paris cedex 05. M. René Grenier : « Le second marché ».

— Université Paris-III. — Le mardi 30 juin, à 16 heures, salle des commissions (centre Pantéon), 12, place du Panthéon, Paris cedex 05. M. René Grenier : « Le second marché ».

— Université Paris-III. — Le mardi 30 juin, à 16 heures, salle des commissions (centre Pantéon), 12, place du Panthéon, Paris cedex 05. M. René Grenier : « Le second marché ».

— Université Paris-III. — Le mardi 30 juin, à 16 heures, salle des commissions (centre Pantéon), 12, place du Panthéon, Paris cedex 05. M. René Grenier : « Le second marché ».

— Université Paris-III. — Le mardi 30 juin, à 16 heures, salle des commissions (centre Pantéon), 12, place du Panthéon, Paris cedex 05. M. René Grenier : « Le second marché ».

Sciences

La fuite de sodium a repris

Superphénix sous haute surveillance

La fuite de sodium du surgénérateur Superphénix, construit sur le Rhône à Creys-Malville (Isère), à quelques dizaines de kilomètres en amont de Lyon, se manifeste à nouveau depuis le 25 juin. Le premier ministre, M. Jacques Chirac, a demandé à être informé en permanence de la situation, affirmant qu'« aucun risque ne sera pris ».

Le sodium s'écoule dans l'espace protégé par la double enveloppe du réacteur des éléments combustibles (barillet), au rythme de 800 litres par jour. Selon M. Pierre Schmitt, nouveau directeur de la centrale de Creys-Malville, il s'agit de « la même fuite », décelée il y a environ trois mois, « dont on ne connaît pas l'origine ». Parfois, elle se colmate spontanément, comme ce fut récemment le cas lors de la baisse volontaire de température imposée au réacteur. Parfois, elle reprend, comme aujourd'hui, en raison sans doute de la remontée volontaire du niveau de sodium dans le barillet mais aussi de l'opération de purification chimique du sodium contenu dans le système. Pour M. Schmitt, il est possible que la réintroduction de sodium plus pur dans le barillet ait dissout les dépôts de calcium (1) qui auraient colmaté la fuite.

Superphénix est à l'arrêt depuis le 26 mai dernier, comme cela avait été initialement prévu. Reste qu'il a été décidé, voilà plusieurs semaines, de prolonger cette période d'arrêt d'un mois et demi (jusqu'à la fin d'août), de manière à mettre à profit ce supplément de temps pour mener à bien toute une série d'opérations. Tout d'abord, vider le barillet des assemblages, inertes ou non, qui s'y trouvent. Ensuite, réaménager le cœur du réacteur. Enfin, vider le barillet du sodium qu'il contient de manière à pouvoir entreprendre les travaux nécessaires à la localisation.

La fuite de sodium de surgénérateur Superphénix, construit sur le Rhône à Creys-Malville (Isère), à quelques dizaines de kilomètres en amont de Lyon, se manifeste à nouveau depuis le 25 juin. Le premier ministre, M. Jacques Chirac, a demandé à être informé en permanence de la situation, affirmant qu'« aucun risque ne sera pris ».

Plus de 400 millions de francs

En attendant, les responsables de la centrale procèdent — comme l'autorisation leur en a été donnée par les services du ministre de l'Industrie — à l'extraction et au réaménagement des assemblages contenus dans le barillet-vidé, cinq tonnes de sodium ont déjà été récupérées. Sur les 43 assemblages qui étaient contenus dans le barillet, 27 légèrement irradiés, vont être sortis et 16 autres, « fissiles » et « fertiles », vont être introduits dans le cœur. En revanche, 26 nouveaux assemblages absorbants, dont quatre destinés à un système d'arrêt complémentaire du réacteur, vont être introduits dans le cœur ainsi que quatre autres nécessaires pour effectuer des mesures.

Cette opération devrait prendre environ un mois. Ce n'est qu'après que pourra commencer l'inspection générale du barillet. En fait, le vrai problème est de savoir si les autorités du sûreté acceptent ou non que Superphénix fonctionne avec un bris de cœur. C'est ce qu'il faut attendre de la centrale travaillant actuellement à l'élaboration d'un dossier démontrant que Superphénix peut tourner dans ces conditions (2). Réponse sur ce point le 1^{er} octobre après réunion des experts compétents. Dans l'affirmative, les

travaux de réfection du barillet pourront alors commencer. Il s'agit de réparer sans doute sur deux ou trois ans et coûteront quelque 400 à 500 millions de francs (3).

Quoi qu'il en soit, « aucune espèce de risque » ne sera pris « dans une affaire de cette nature », a déclaré, dimanche 28 juin, le premier ministre, M. Jacques Chirac, Grand Jury-RTE du Monde. « Je ne suis pas naturellement un technicien, ni un expert », a-t-il ajouté, en appuyant sur le fait que « la technologie nucléaire est parfaitement maîtrisée en France. Elle est la meilleure du monde (...). Je pense que les conditions de sécurité qui sont imposées par la loi française et qui sont, je crois, parmi les plus sévères du monde, doivent être suffisantes. Il n'en reste pas moins, et il est évident, qu'il y a un incident et qu'on ne peut pas le traiter à la légère. J'ai donc demandé qu'une enquête immédiate soit faite par les personnes les plus compétentes des domaines (...) et à être tenu (...) informé en permanence de l'évolution de la situation ».

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) A l'origine, on avait émis l'hypothèse que la fuite s'était spontanément tarie du fait de la baisse de température du sodium. Celle-ci aurait alors entraîné une rétraction du métal de l'enveloppe du barillet, interrompant par voie de conséquence la fuite. Aujourd'hui, on pense plutôt que le calcium contenu dans le sodium du barillet se serait déposé sur les bords de la fissure, le colmatant progressivement.

(2) Le temps normal de séjour de la charge de combustible nucléaire dans le cœur du réacteur réaménagé est de 405 jours dont il faut retrancher les 90 jours de fonctionnement pendant lesquels Superphénix a tourné.

(3) Cette évaluation est déduite du coût d'un barillet neuf, estimé à 90 millions de francs (prix 1977).

MÉDECINE

Le recensement des séropositifs à Marseille

Les deux copies du professeur San Marco

Après les Alpes-Maritimes, les Bouches-du-Rhône : la polémique concernant les moyens de lutter contre le SIDA bat son plein. A l'origine, un projet d'étude épidémiologique pour le moins ambigu. Et, aujourd'hui, une querelle politique des plus classiques et des plus marseillaises.

La polémique concernant la mise en place d'un registre des personnes séropositives pour le virus du SIDA se déplace de Nice à Marseille. Le 12 juin dernier, le conseil général des Alpes-Maritimes avait annoncé son intention de mettre en place un registre des sujets séropositifs, « seul moyen d'appréhender la diffusion du virus dans la population générale ».

On apprendait dans le même temps qu'à l'origine de cette affaire il y avait un projet d'étude épidémiologique sur le SIDA, mis au point par le laboratoire de santé publique de Marseille, dirigé par le professeur Jean-Louis San Marco.

Le 19 juin, le conseil général des Bouches-du-Rhône à majorité socialiste indiquait qu'il n'avait pas donné suite à la demande de subvention formulée par le professeur San

Marco. A l'appui de cette décision, le fait que le conseil scientifique de l'observatoire régional de la santé avait, le 4 juin, estimé que la décision concernant ce registre était suspendue.

Surprise du professeur San Marco, qui regrettait la décision du conseil général de son département et qui, à mots couverts, estimait qu'il s'agissait en réalité d'un règlement de comptes politique. N'était-il pas le frère de M. Philippe San Marco, rival, au sein de la Fédération du parti socialiste, de M. Michel Pezet ? En réalité, les choses sont plus compliquées, puisque le projet du laboratoire de santé publique a fait l'objet de deux mortuaires successifs.

La première, celle sur laquelle se sont prononcés conseil régional et conseil général, émane du Groupe d'épidémiologie, d'information et de prévention du SIDA (GIPSI), auquel appartiennent quelques-uns des médecins les plus en vue de Marseille, et est intitulée « Registre des séropositifs HIV ». Sans ambiguïté, elle se propose « d'établir un recensement de tous les sujets du département présentant une séroposité au virus HIV ».

Dès lors, on comprend le refus du conseil général des Bouches-du-Rhône, et l'enthousiasme de la commission des affaires sociales du conseil régional, présidée par un membre du Front national. En revanche, on comprend moins l'intérêt suscité par le projet du professeur San Marco dans les milieux scientifiques, défavorables en principe à ce type de recensement, s'il n'avait existé une seconde version, plus « édulcorée » de ce projet.

Le professeur San Marco réplique : « La première mortuaire de notre projet date d'octobre 1986. Nous nous sommes rendus compte qu'elle comportait des mots pour le moins malheureux et, en conséquence, nous avons décidé de la remplacer par une version plus éthérée et plus scientifique ».

« recensement », ne correspond pas à une action positive, se faire contre la volonté des recensés. Cela dit, je conçois aujourd'hui que certaines personnes, malveillantes ou non, aient pu faire une lecture lapérisse de ce document. Croyez bien que je le regrette ». Conséquence : le professeur San Marco et son équipe ont repris leur projet en le formulant différemment. Une version beaucoup moins ambitieuse, mais plus éthérée, a été envoyée à la Commission de l'information et des libertés. Il s'en tient aujourd'hui à un projet d'étude épidémiologique couplée à un système original de codage informatique.

Il n'en reste pas moins que, en ayant confondu virus et préépipidémie, le professeur San Marco s'est mis dans une position embarrassante : peut-il aujourd'hui légitimement accepter les subventions qui lui ont été attribuées en vue de la mise en place d'un recensement systématique des séropositifs ?

Cette affaire aura eu au moins le mérite d'attirer l'attention sur la difficulté de mener à bien des études épidémiologiques sur le SIDA qui apparaissent plus que jamais indispensables, mais qui ne doivent en aucun cas servir de prétexte à

Le Monde CADRES

LES EDITIONS DALLOZ

recherchent un
**jeune
rédacteur juridique**

Vous participerez à la rédaction et à la publication du **RECUEIL DALLOZ**. Vous assurerez non seulement la préparation technique mais aussi le travail de recherche et de documentation. Ce travail nécessite de la rigueur, de la méthode, des qualités d'application et le souci du détail.

Vous avez un DEA de droit privé ou public et une première expérience d'au moins 3 ans, acquise dans une profession juridique. La connaissance de l'édition sera un atout supplémentaire.

Vous souhaitez faire partie d'une équipe hautement spécialisée, qui vous formera à sa technique.

Nous vous prions d'adresser votre candidature (CV + photo récente) à notre conseiller **Roland CHARRIER** qui étudiera votre dossier en toute confidentialité, sous référence M/171.

Onicor 34, Bd. Haussmann 75009 Paris

Cadre financier ESC + DECS

Une importante société industrielle (C.A. supérieur à 1 milliard, 10 filiales en France), rattachée à un groupe international premier mondial dans son domaine, offre un poste évolutif à un jeune cadre financier.

Sa première mission sera de collaborer à la mise en place d'un nouveau système comptable (pour la société et ses filiales) intégrant la comptabilité française et anglo-saxonne.

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'une grande école de gestion, possédant le DECS complet, débutant ou ayant une première expérience professionnelle (dans un cabinet d'expertise ou d'audit). Il sera familiarisé avec l'informatique et il aura de bonnes capacités de dialogue et du sens pédagogique.

Ce poste, actuellement rendu libre par la promotion du titulaire actuel, lui ouvrira rapidement des possibilités d'évolution, soit dans la direction financière, soit au contrôle de gestion, soit comme responsable financier et administratif d'une filiale.

Connaissance de l'anglais nécessaire.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. ZK 507 AM.

Discrétion absolue. Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Le Groupe de la

Lyonnaise des eaux

- Vanuatu - Ex-Nouvelles Hébrides -

Adjoint au directeur général dominante commerciale

Pour une filiale du groupe Lyonnaise des Eaux au Vanuatu, assurant une double activité de :

- travaux (second œuvre de bâtiment - électricité industrielle - climatisation),
- commercialisation de biens d'équipements destinés au grand public et aux entreprises.

Nous recherchons, un Responsable polyvalent de bon niveau.

Rattaché au Directeur Général, il animera l'équipe commerciale (achats-ventes) et participera à la gestion et au développement de la société. Ce poste conviendrait à un candidat de formation ESC ou équivalent ayant environ 2/3 ans d'expérience professionnelle à dominante commerciale et disposant de bonnes connaissances de comptabilité et de gestion, et d'une ouverture sur la technique.

Des qualités de contact, de dynamisme, de goût du challenge caractériseront ce responsable.

Anglais indispensable.

Poste à Port-Vila au Vanuatu.

Ecrire sous réf. OD 511 AM.

Discrétion absolue.

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE LEVALLOIS (92300)

**RESPONSABLE DES SERVICES
COMPTABLES ET ADMINISTRATIFS**

Susceptible d'évoluer vers responsabilité d'un vrai
**DIRECTEUR ADMINISTRATIF
ET FINANCIER**

(avec contrôle de gestion)

Prise en charge et responsabilité complète, comptabilité générale, budget, analytique, situations mensuelles, déclarations fiscales et sociales.

Mise en place et suivi procédures comptables et financières au sein d'un service de la société, dont direction des ventes.

- Ce poste de responsabilité sera confié à un candidat de 35 ans environ possédant une formation DECS, ou équivalent, au niveau expert-comptable, bénéficiant d'une solide expérience dans la fonction d'au moins 5 années.
- Maîtrise de l'outil informatique indispensable.
- Capacité d'encadrement d'une équipe de huit personnes et responsabilité du personnel.
- Disponible rapidement.
- Conditions offertes, perspectives d'évolution, de nature à intéresser candidat de valeur.

Adresser lettre de candidature, curriculum-vitae complet, photo et rémunération actuelle et souhaitée à :

BORKANI - réf. 107
94, rue Edouard-Vaillant
92300 LEVALLOIS-PERRET

AFRIQUE NOIRE - CIMENTIERIE

Ingénieur chef de service entretien

Un des leaders mondiaux de l'industrie cimentière recherche le Chef de service entretien d'une grande usine d'Afrique Noire (capacité de broyage : 1 million de tonnes par an).

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé IDN, AM... ayant au minimum 5 ans d'expérience dans l'entretien (mécanique et électricité) d'installations cimentières ou dans une industrie lourde similaire. Une expérience outre-mer, même courte, est vivement souhaitée. Outre ses compétences techniques, il aura de solides qualités d'animateur et de gestionnaire.

Lieu de travail : grande ville agréable, langue française utilisée. Rémunération motivante + avantages outre-mer.

Possibilités d'évolution ultérieure de carrière dans le groupe, en France ou à l'étranger.

Ecrire sous réf. NC 510 AM.

Discrétion absolue. Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

De jeunes commerciaux de talent HEC, ESSEC, ESCP, ESC

Une grande société chimique, C.A. 20 milliards, présente dans 98 pays, rattachée à un des tous premiers groupes industriels français, recherche l'élite des commerciaux.

Ils seront diplômés des plus grandes écoles de commerce, ils parleront au moins l'anglais couramment, ils seront motivés par la vente et capables, bien que jeunes, d'être d'emblée opérationnels sur le terrain et de progresser rapidement.

Les premiers postes seront à pourvoir à Paris et en province.

Ecrire sous réf. MB 509 AM.

Discrétion absolue. Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

ORGANISMES DE CONSTRUCTIONS SOCIALES DU LOIRET

ASSISTANT DE DIRECTION JURISTE

sera chargé :

- de la gestion du parc immobilier local,
- des dossiers contentieux des locataires et occupants à la propriété.

Expérience appréciée : HLM, notariat, droit immobilier, dynamisme et sens des responsabilités indispensables.

Rémunération : 130 à 160 Kf/an.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo récente et prétentions à l'HABITAT RURAL DU LOIRET, 16, rue de la Bourde-Blanche, 45000 ORLÈANS.

Jeune ingénieur

ENSICA, ESME, ENSI, INSA, AM...

Au sein d'une équipe de haut niveau de qualification, il sera chargé d'assister un responsable de programmes : études de conception, suivi du développement, de la fabrication et des essais de systèmes de missiles, en relation avec les industriels coopérateurs et les centres d'essais. Ce poste se situe dans un domaine de technique de pointe et permettra à un jeune ingénieur de travailler dans une équipe dynamique, d'être en contact avec de nombreux industriels et de bénéficier de formations complémentaires.

Il implique une formation technique aéronautique et/ou électronique et de bonnes capacités relationnelles.

Pratique de l'anglais appréciée.

Poste Paris - Déplacements occasionnels à l'étranger.

Ecrire sous réf. LA 508 CM.

Discrétion absolue. Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Notre contrôleur de gestion "un esprit rigoureux" un goût de l'innovation

PME en forte et constante croissance souhaitant intégrer à son équipe de direction jeune, dynamique et performante, un contrôleur de gestion de valeur, lui offre d'intéressantes perspectives d'évolution dans le domaine financier.

Ces fonctions concernent une personnalité motivée de fort potentiel disposant d'une formation supérieure ECP - Mines - HEC... et d'une première expérience de 3 à 5 ans réussie au sein d'une entreprise ou d'un cabinet connu pour la performance de ses outils de gestion.

Poste à Paris

Ordre de grandeur de rémunération : 300.000 F

Ecrire sous réf. 611 AM

Discrétion absolue Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Importante Société
secteur automobile
appartenant à un
Groupe de 1 milliard
de francs de C.A.
recherche

RESPONSABLE technico-commercial

pour : « promouvoir et suivre ses lignes de produits auprès des constructeurs » et assurer l'interface avec les usines européennes » développer son chiffre d'affaires à court et long terme.

Votre profil : « bilingue allemand » 2 à 5 ans d'expérience professionnelle « bon niveau technique (mécanique et métallurgie) » esprit d'initiative et sens commercial.

Des notions d'anglais et/ou espagnol seraient appréciées.

Poste stable et très autonome au sein d'une équipe jeune et conviviale.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la référence 702/LM, à notre Conseil

**ROHDE &
PARTNER**

5, rue Lincoln - 75008 PARIS

Organisme de crédit-bail et de location propriétaire
d'un des plus importants parcs informatiques français
(travail installé : 14 milliards de F)
offre le poste de

CONSEILLER TECH. ET FINANCIER

expérimenté dans la vente et la location
d'équipements informatiques neufs
ou de seconde main

Rattaché à la direction, ce cadre de haut niveau aura la mission de faciliter l'évolution du parc de nos clients en association avec les fournisseurs et les courtiers.

Le candidat recherché devra faire la preuve d'une réelle expérience dans ce domaine.

Négociateur, il a le goût des contacts, le sens de l'efficacité et de l'innovation.

Une rémunération motivante doit intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser votre lettre de candidature
+ CV + photo + prétentions.

Sous numéro 8.710 - le Monde Publicité
5, rue de Montessuy - 75007 PARIS.

P.M.I. INDUSTRIELLE Maine-et-Loire

Filiale d'un Groupe réalisant 500 MF de CA
recherche son

DIRECTEUR GÉNÉRAL

pour diriger en collaboration avec le PDG de la maison mère, mais avec large autonomie, une unité de production (technico-commercial, B.E., méthodes, production) MANUTENTION AUTOMATIQUE de charges individuelles (120 personnes).

Agé de 35 ans au moins - Ingénieur diplômé type A & M - expérience de POSTES OPERATIONNELS en production, connaissances en automatisme, sens naturel de l'autorité.

Evolution ultérieure possible au sein du GROUPE. Rémunération motivante fonction de l'expérience et du potentiel du candidat.

Ecrire avec CV, photo et rémunération actuelle CEREX - 25, rue Royale, 75008 PARIS.

Emplois et Entreprises

Le Monde
CADRES

SUD-EST

DIRECTEUR DE FABRICATION

280 KP +

LA bonne direction pour un ingénieur

Après des Etudes Supérieures en CHIMIE, si possible en GENE CHIMIQUE, vous avez passé entre 3 et 5 ans en Fabrication. Cette expérience, peut-être la première, vous a convaincu que vous êtes bien fait pour l'industrie, que vous voulez des responsabilités de plus en plus élevées, pour prendre à terme, la Direction d'une Unité.

Notre Marché : LA SANTE HUMAINE, la taille de notre Groupe (12 000 personnes), nos moyens et notre expansion basée sur le dynamisme et la responsabilisation de chacun, sont propices à ce type d'évolution.

Nous vous offrons aujourd'hui cette opportunité en prenant en main la Fabrication d'un de nos sites spécialisés en synthèse.

Celui-ci avec 200 personnes, est l'un de nos Etablissements de Recherche et de Production. Reportant au Directeur vous y animeriez une équipe de 70 personnes en 2 ateliers.

Notre Conseil Didier LESUEUR se tient à votre disposition pour en discuter avec vous. Merci de lui adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous réf. O/FAB/UM.

Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS. / Algorythme - Route des Lucioles - 06500 SOPHIA ANTIPOLIS.

Jeune ESC entrepreneur

Région de Metz - La SOLOTRA fait partie d'un groupe puissant et a développé des activités fortement synergiques dans les prestations de service pour l'industrie (transport, affrètement, manutention...). L'extension de ses activités, en particulier en RFA, l'amène à rechercher un attaché de direction générale, qui sera chargé du développement commercial et du suivi des affaires. Il mettra à profit une période de formation initiale pour réviser les procédures administratives et de gestion de l'entreprise. Ce poste s'adresse à un diplômé ESC, pouvant se faire valoir d'une première expérience professionnelle supérieure à 2 ans et recherchant des possibilités opérationnelles et un challenge. Les connaissances avec la R.F.A. demandent de posséder une bonne maîtrise de la langue allemande. Le poste peut être évolutif. Ecrire à G. LEHR en précisant les prétentions et la référence A/6473M. (PA Minid 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. 88.22.81.54
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

LA VENTE : UN TEMPS FORT POUR NOS FUTURS MANAGERS

JEUNES HEC - ESSEC - ESCP

En nous rejoignant, vous intégrez un univers de technologies de pointe associées aux stratégies marketing les plus performantes.

Nos équipes, hommes et femmes de talent, motivés, se battent pour conforter au quotidien notre position de leaders sur de nombreux marchés (CA 21 Milliards de F), notre implantation internationale (plus de 20 pays, 60 % du CA à l'export) et la qualité de nos marques : THOMSON, BRANDT, THERMOR, VEDETTE, SAUTER.

Sensibilisés à nos produits, vous vous investissez sur le terrain. Après avoir démontré vos compétences et votre esprit combatif, selon vos goûts et vos aptitudes, vous saisissez des opportunités de carrière en France, à l'étranger, en

GESTION, MARKETING, EXPORT, VENTE...

Nous voulons rencontrer les meilleurs et les associer à notre progression, sur un marché en pleine mutation technologique.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature à Michèle SABATIER THOMSON GRAND PUBLIC 74, rue du Surlin - 75020 PARIS.

THOMSON GRAND PUBLIC

Directeur de région Paris

250 000 F/chr

HEC, ESSEC, SUP DE CO

Nous sommes une filiale d'un grand groupe de services spécialisés dans l'exploitation de restaurants collectifs. Nos marchés : les entreprises, l'enseignement, les collectivités publiques.

Rattaché au président, vous aurez à gérer un centre de profits démultiplié sur plusieurs sites et à développer les activités de l'entreprise sur Paris et la région parisienne.

Animateur d'une structure très autonome, vous devrez être capable de la qualité des produits et des services rigoureux sur la gestion, respectueux des engagements contractuels mais également enthousiaste pour développer les implantations.

30 ans et plus, de formation supérieure, nous recherchons sur vos origines professionnelles et vos motivations, l'implication et le potentiel pour évoluer au sein de nos structures.

Merci d'adresser CV + photo sous réf. BM/687/SO, à Bernard Joselin, NORAY CONSULTANTS, 41 bd du Montparnasse, 75006 Paris. Tél. : 42.22.02.90 - Membre de la CSNCR.

cegos

CONSEILLER NOS CLIENTS SUR LEURS ACTIONS DE FORMATION

DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, 5 ANS D'EXPERIENCE, (H/F).

Le CEGOS, groupe indépendant de Conseils de notoriété internationale, leader européen de la FORMATION, vous propose de rejoindre sa Direction du Développement de la Formation.

Votre FONCTION : être le porte-parole de la CEGOS, contribuer à fidéliser ses Clients et à développer ses activités de Formation, effectuer des suivis de la Qualité. Vous aurez des contacts internes pour bien connaître l'ensemble de nos stages, vous visiterez les entreprises pour faire le point de leurs besoins de Formation, vous répondrez à nos Clients au téléphone. Ce poste vous apportera autonomie et pleine responsabilité, il vous procurera de très nombreuses occasions de comprendre la vie et l'évolution des entreprises.

Votre PROFIL : une culture générale étendue pour comprendre nos domaines d'action, donc une formation de type universitaire complète, grande école scientifique ou de gestion - une capacité d'écoute authentique pour localiser les vraies demandes de vos interlocuteurs et la capacité d'aller vers eux, donc la pratique d'un métier de dialogue - la maturité et le réalisme nécessaires pour faire évoluer les situations, donc une familiarité de plusieurs années avec la vie en entreprise.

Si ces fonctions vous attirent et si vous possédez les atouts qu'elles supposent, nous souhaitons établir tout de suite la communication avec vous et traiter votre dossier de candidature rapidement. Pour ce faire, nous vous proposons de nous rencontrer

le VENDREDI 3 JUILLET à 14 h.30

à l'Hôtel HILTON International (Salon Eiffel), 18, avenue de Suffren - 75015 PARIS

Nous vous exposerons de vive voix les aspects passionnants de notre métier, nous répondrons à vos questions et nous organiserons la suite de nos contacts.

En cas d'impossibilité, veuillez adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. sous référence 711/M à Philippe DEJULIE, DIRH CEGOS, Tour Chénouet, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE.

KLOCKNER INA

Installations Industrielles
Groupe Européen
Exportateur d'ensembles industriels recherche

Ingénieur Textile expérimenté (réf. 230)

Ingénieur confirmé, 5 ans d'expérience professionnelle dans l'industrie textile.

Le candidat prendra en charge la direction de projets, à savoir :

- élaboration d'appels d'offres.
- négociation avec les fournisseurs.
- suivi des sous-traitants.
- coordination de l'ensemble.

Bonne connaissance de l'anglais. Allemand souhaité.

Libre pour déplacements de courte et moyenne durée.

Jeune Ingénieur Achats et Coordination (réf. 650)

Ingénieur ou technicien supérieur, 3 à 5 ans d'expérience en installations industrielles, côté ingénierie ou assemblage.

Le candidat parlant anglais et/ou allemand sera chargé du lancement des appels d'offres sur le marché français et international, de l'évolution des offres, de l'établissement des offres techniques, du suivi des commandes avec déplacements en France et à l'étranger.

Merci d'envoyer C.V., photo récente et prétentions à :

KLOCKNER INA
31, rue Marbaud
75008 PARIS

Est-ce que j'ai une tête à faire toute ma vie le même métier ?

Le monde des affaires et l'univers commercial vous attirent. Mobile, aux plans géographique et fonctionnel, vous recherchez responsabilités et autonomie.

JEUNES DIPLOMES,

BAC + 4, BAC + 5, Gestion au Commerce

Après une solide formation à nos produits et méthodes, au siège et sur le terrain, nous vous proposerons un poste opérationnel d'exploitation en agence. Responsable d'un important secteur d'activité, vous saurez promouvoir nos produits auprès des prescripteurs immobiliers (agences, notaires...) et de particuliers en proposant des solutions adaptées à leurs besoins.

Votre potentiel et votre dynamisme vous permettront de réussir et d'évoluer rapidement vers la Direction d'une Agence.

Merci d'adresser votre candidature en précisant la réf. 7212 à :

LA HENIN
A chacun son parcours :
Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

LA HENIN GROUPE SUEZ

Importante société industrielle et commerciale, filiale d'un grand Groupe français employant 16.000 personnes

recherche pour Paris (75) et pour la région de Lille des

Responsables du personnel

HF

Chacun de ces postes est rattaché à une Direction de Département. En plus du rôle d'assistance auprès de ce Directeur, les attributions consistent en :

- la coordination administrative du Personnel des unités de production et de la Direction du Département ; la liaison avec les services centraux de gestion de personnel du Groupe.

Certains de ces postes comportent également la responsabilité des services généraux.

Les candidats auront une formation minimale Bac + 3 et justifieront impérativement d'une première expérience de la fonction dans une grande entreprise. Ils s'intégreront dans une société qui développe une gestion de personnel dynamique.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo, prétentions) sous référence 13297 M à Média System, 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris qui transmettra.

Des i
jeunes, per
2 à 3

INGENIEUR

DEC

Assistent

Le Monde
CADRES

Pour un des groupes industriels français
des plus performants

Des ingénieurs

jeunes, percutants, opérationnels
2 à 3 ans d'expérience

Avec un chiffre d'affaires supérieur à 30 milliards, de très bons résultats, une implantation mondiale, une stratégie de développement claire et une politique sociale avancée, nous offrons à d'excellents ingénieurs la possibilité de s'exprimer et de se réaliser.

Nous vous demandons en échange :

- une formation de généraliste : ECP, AM, ENSI...
- une première expérience industrielle,
- et surtout du caractère, du dynamisme, des qualités d'organisateur, vous permettant d'encadrer des équipes d'environ 100 personnes, d'exploiter efficacement nos installations, de les faire progresser.

Les premiers postes seront à pourvoir dans les Vosges et la région Rhône-Alpes.
Ecrire sous réf. BJ 427 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71 rue d'Auteuil 75016 Paris

etap



BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE

renforce son équipe ORGANISATION et recherche

JEUNE INGENIEUR EN ORGANISATION

Débutant ou première expérience

- Diplôme Grandes Ecoles d'Ingénieur ou de Commerce.
- Apté à la communication, persévérant et goût du travail en équipe.

Vous participerez, sous la conduite d'un ingénieur en organisation senior, à l'analyse des fonctions et des circuits d'information existants pour concevoir et mettre en place de nouveaux systèmes organisationnels.

Des connaissances informatiques et/ou des nouveaux produits de trésorerie seraient appréciées.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 27237 à B.U.E. - Service du Recrutement 75107 Paris Cedex 02.

DECATHLON®

formation, animation, recrutement

Sont les 3 pierres angulaires de ce profil « Ressources Humaines ».

Déjà 36 magasins en 1987. Combien en 1988 ?

Chaque Direction Régionale DECATHLON est un centre de décision sous la responsabilité du Directeur Régional et de son adjoint. véritable catalyseur des ressources humaines que nous recherchons aujourd'hui pour les régions SUD-OUEST et PARISIENNE.

Il est jeune et sportif pratiquant (évidemment !), il a une forte motivation pour la communication, le management et l'entraînement des hommes. Il est bilingue (anglais, c'est un plus) ou alors il n'en a pas... En tous cas, il a le SAVOIR FAIRE et une expérience antérieure réussie dans ce domaine passionnant...

Ceux de nos lecteurs qui ont besoin de beaucoup plus d'explications ne nous intéressent pas. L'intuition, ça existe !

Notre Conseil étudiera confidentiellement toute candidature « branchée » et manuscrite avec photo agrafée s/réf. DUK à faire parvenir à :



5/33 Résidence Citeaux - 59800 LILLE SAINT MAUR.

TRES IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE

DE FRANCHE-COMTE

recherche

Assistant de Direction Générale

pour traiter en particulier des dossiers commerciaux et juridiques dans le cadre d'opérations de transfert de technologies ou d'extension de son réseau commercial.

Le candidat âgé de 35 ans environ sera diplômé d'une grande école de commerce ou de gestion.

Il maîtrisera parfaitement l'anglais.

Il possèdera une expérience identique acquise dans une société internationale.

Lieu de résidence : BESANCON.

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo + prétentions s/réf. 81662 à CONTESSÉ PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

CONTESSÉ

Juriste

Droit des sociétés - opérations financières.



35 Mds de Francs de CA, plus de 200 sociétés dont 75 consolidées, 43 000 personnes dont 4 000 cadres, une politique humaine et sociale dynamique qui s'inscrit dans notre projet d'entreprise.

Notre Directeur Juridique recherche un spécialiste de haut niveau ayant environ 10 ans d'expérience dans le domaine du droit des sociétés au sens large acquis en entreprise, dans la banque ou en cabinet.

A la tête du service « Sociétés », il aura à mener à bien, sous l'angle juridique toutes les opérations relevant du droit

des sociétés (constitutions, fusions, apports, émissions de valeurs mobilières...).

Notre développement tant au plan national qu'international implique la faculté d'assurer ou de suivre des opérations à l'échelle européenne. La pratique de l'anglais sera un atout.



LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Merci d'adresser votre candidature sous réf. R 55 M, en précisant votre rémunération actuelle, à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

ANIMER ET DEVELOPPER UN RESEAU DE DIFFUSION A BAYARD PRESSE

BAYARD PRESSE, Groupe de communication multimédia employant 2000 personnes et réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 1 milliard de francs, recherche le responsable d'un réseau de diffusion pour des publications destinées au public catholique (10 titres et 750 000 acheteurs réguliers).

Il devra imaginer, tester puis mettre en place sur le terrain de nouveaux moyens de promotion et de diffusion de ces revues.

Diplômé de l'enseignement supérieur commercial, le candidat, âgé d'environ 28 ans aura une première expérience dans la vente ou la distribution.

D'un tempérament créatif et dynamique, il se sentira à l'aise avec le public concerné.

La structure et la croissance du groupe permettant d'envisager une évolution intéressante des responsabilités. Le poste est basé à Paris, mais nécessite des déplacements très fréquents en province.

Merci d'adresser votre lettre de candidature ainsi qu'un C.V., sous référence MLA/450, à BAYARD PRESSE, Direction des Affaires Sociales, 3, rue Bayard, 75393 Paris Cedex 08.

Jeune diplômé : une opportunité

pour conjuguer réflexion et action...

Jeune diplômé (Sup. de Co, Sciences Po...), voici l'occasion de valoriser vos qualités personnelles dans un seul et même poste : rigueur d'une méthodologie pointue, créativité, sens relationnel, esprit pratique. Très responsabilisé, vous pourrez vous impliquer dans une petite structure, où l'on travaille beaucoup... mais avec passion. Pour commencer, devenez notre



Chargé d'études de marché

Nous sommes une Société d'Etudes de Marché spécialiste des secteurs automobiles, véhicules industriels et transports.

Notre image ? La qualité et le sérieux du « sur-mesure », la rapidité d'intervention.

Notre Direction souhaite aujourd'hui investir sur un potentiel, pour préparer l'avenir. Pourquoi pas vous ? Vos missions, bien sûr basées sur la conception, la réalisation d'études de marché, débordent largement sur un rôle plus opérationnel : organiser des tests de produits, gérer sous les imprévus... une véritable gestion de chantier.

Notre activité, très internationale, nécessite une bonne maîtrise de l'anglais.

Si ce poste, basé à Versailles, vous intéresse, écrivez à notre Conseil, Michèle DUCHER, sous la référence V/ETU/LM. Elle vous parlera de votre avenir parmi nous.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Audit et organisation informatique

Au sein de nos services holding, vous aurez en charge :

- la responsabilité de l'audit : encadrement d'une équipe d'auditeurs financiers et opérationnels.
- les problèmes d'organisation informatique : définition d'un schéma directeur, audit informatique.

Votre profil : Ecole de Commerce + DECS et une expérience de 3 à 5 ans de l'audit en entreprise ou en cabinet incluant nécessairement une pratique de l'organisation informatique. Anglais indispensable.

Ce poste, basé en Auvergne, est particulièrement évolutif dans un groupe multinational composé de plus de quarante sociétés.

Les candidatures (CV, photo, prétentions) sont à adresser, sous référence 384/M, à Groupe Limagrain - Département du Personnel - B.P. 1 - 63720 ENNEZAT.



Groupe Limagrain

LE CIC-PARIS VOUS OUVRE LA VOIE DES AFFAIRES INTERNATIONALES.

Pour accompagner son développement, notre Direction des Affaires Internationales recherche

Responsable de l'équipe
négociation et montage
des financements à l'export

Exploitant clientèle
exportatrice
Amérique-latine - Afrique

Votre profil : « diplômé HEC, ESSEC, ESCP, IEP... » à 30-35 ans, vous justifiez d'une expérience de 5 ans minimum dans les techniques du financement du commerce extérieur et crédits financiers d'accompagnement.

« Bilingue anglais, bonne maîtrise de la négociation commerciale, déplacements à l'étranger à prévoir, » votre expérience à intervenir dans le domaine des techniques de financements sera un atout supplémentaire.

Votre mission : « direction et animation de votre équipe, contact commercial permanent avec notre réseau et les plus grands groupes industriels financiers exportateurs auxquels vous fournirez conseils et assistance technique.

Votre profil : « diplômé HEC, ESSEC, ESCP, IEP... » à 30-35 ans, vous justifiez d'une expérience de 5 ans minimum, à la fois du secteur international et de l'exploitation bancaire.

« excellente pratique de l'espagnol, et de l'anglais ; » sens commercial, goût des contacts humains ; » possibilité de voyager fréquemment à l'étranger.

Votre mission : « vous serez chargé de développer les affaires et d'analyser les risques sur les pays de la zone qui vous sera confiée ; »

« vous serez en relation avec nos correspondants (banques et bureaux de représentation), avec notre clientèle organismes et sociétés de la zone considérée.

Pour ces deux postes, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, à Loïc ALLAIN - CIC-PARIS - Département des Ressources Humaines et de l'Adaptation aux nouveaux métiers - 66, rue de la Victoire - 75009 PARIS.



Directeur de centre de profit

Industrie alimentaire - Notre entreprise fabrique et commercialise des produits de transformation destinés à l'industrie alimentaire. Sur certains créneaux, nous occupons la place de leader. Le poste de directeur de l'un de nos centres de profit est à pourvoir. Il s'agit d'une véritable fonction de généraliste : négociations avec les clients (industriels, boulangers-pâtisseries, laboratoires des hôpitaux), adaptation de la gamme de produits aux évolutions des besoins du marché, gestion générale de l'entité (27 millions de francs de CA). Ce poste s'adresse à un homme de 35 ans environ, ayant l'expérience de la vente de produits de transformation à des industriels et capable de s'impliquer dans le développement de nouveaux produits, ou à un spécialiste recherche et développement du secteur alimentaire ayant les motivations et les qualités nécessaires à une activité commerciale. Le poste est basé dans une grande ville universitaire du Sud-Ouest de la France. De réelles perspectives d'évolution existent au sein de notre groupe.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous référence 736.87 M à notre conseil, 61 boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

CB Chantal Baudron s.a.

MEMBRE DE SYNTHEC

CONSTRUCTEUR AUTOMOBILES INGENIEUR D'ETUDES QUALITE FIABILITE

Cet important constructeur automobile européen développe au sein de sa direction de la recherche une activité d'études théoriques et appliquées dans le domaine de la qualité et de la fiabilité.

Au sein d'une équipe de haut niveau et en liaison étroite avec les études, les méthodes, la production et le SAV, l'ingénieur recherché aura pour mission de développer un certain nombre d'outils (programmes d'analyse, méthodologie, moyens informatiques, etc.) destinés à maîtriser davantage la qualité des produits fabriqués et ceci dès le stade de leur conception.

Ce poste, basé en proche banlieue ouest de Paris, conviendrait bien à un jeune ingénieur diplômé d'une grande école (X, Mines, Centrale ; U.T.C.), éventuellement un universitaire titulaire d'un doctorat. Il aura acquis une première expérience d'au moins trois ans dans le domaine de la mécanique, pas nécessairement dans une fonction qualité.

Son aptitude au dialogue et ses qualités d'animateur pourront lui permettre d'évoluer rapidement vers des responsabilités plus larges.

Merci d'adresser votre candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M32/813 G à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, av. des Champs Elysées - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE

BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

egor

FUNCTION PERSONNEL : AU CŒUR DE NOTRE ACTION COMMERCIALE

SOPRODEM, filiale de **THOMSON GRAND PUBLIC** a pour vocation la gestion du personnel "Vendeurs-Démonstrateurs" qui commercialise en Grandes Surfaces et Grands Magasins les différentes marques du Groupe (Electro-ménager, TV, vidéo, Hi-Fi...). Afin de renforcer notre capacité à gérer ces effectifs très décentralisés, nous recherchons un(e) :

JEUNE CADRE GESTION PERSONNEL

Une formation supérieure et une première expérience acquise dans une entreprise commerciale, ou mieux encore dans la grande distribution, lui seront indispensables pour participer :

- à l'optimisation de la gestion administrative du Personnel (contrats de travail, plans de formation),
- à la liaison entre l'encadrement national et régional de notre force de vente et les responsables de magasins clients.

Cette mission, dans le droit fil de notre action commerciale, requiert de sérieuses qualités relationnelles, d'organisation, ainsi qu'une disponibilité certaine pour de fréquents déplacements toutes régions.

Merci d'adresser votre candidature détaillée à Serge BONNAFE - Chef du Personnel - SOPRODEM 17, quai Paul Doumer - 93402 COURBEVOIE.

THOMSON
GRAND PUBLIC

Communication au-delà des mots... l'action

C'est par l'imagination, la rigueur, la ténacité et un sens profond de la qualité totale que nous sommes devenus leader sur notre marché. C'est par notre ambition, notre écoute prospective et active que nous développons de nouveaux secteurs dans notre métier de communication. Notre refus des a-priori et notre niveau d'exigences fait le reste. Cela dit... nous travaillons beaucoup et avec passion. Si vous vous retrouvez dans ces concepts derrière lesquels se cache une réalité économique prestigieuse de tout premier plan, rencontrons-nous. Venez avec votre diplôme (HEC, ESSEC, ESCP minimum) et 1 à 2 ans d'expérience probante à nous raconter. Nous vous dirons tout et vous verrez que c'est encore mieux.

OC conseil
Ressources humaines

Pour un premier contact, écrivez sous réf. M1100P à Olivier CHAUMETTE - OC CONSEIL 15, rue du Louvre, 75001 PARIS à qui nous avons confié cette recherche.

Notre stratégie : la formation. Faites la vivre !

Avec nos 3200 Ingénieurs et Techniciens, nous sommes les premiers dans le domaine de la prévention, de la sécurité et des économies d'énergie, tant en France qu'à l'étranger. Notre clientèle, très importante, se situe dans de multiples secteurs.

Nous créons le poste d'INGENIEUR FORMATION INTERNE ET EXTERNE qui sera le moteur de notre évolution propre mais concevra également pour nos clients des programmes adaptés.

Vous avez, bien entendu, un diplôme d'études supérieures scientifiques, vous avez passé quelques années dans l'enseignement, puis êtes entré dans l'industrie pour constituer une équipe de spécialistes en formation. La base de travail est à Lille et votre champ d'action couvre les départements limitrophes.

Merci aux personnes intéressées de bien vouloir adresser leur dossier (CV, lettre manuscrite, rémunération actuelle) sous réf. A/631 M à notre Conseil qui vous garantira toute discrétion.

CD Cécile Dargeou
24 rue du Pont
92200 - NEUILLY S. Seine



SOREFI Picardie

Développement et marketing bancaire

Il y a deux ans tout juste, était créée la SOREFI de Picardie. J'y suis entré comme Directeur du Développement. J'ai constitué une équipe jeune, compétente et de très bon niveau qui a pris ses responsabilités dans les Etudes, la Communication, les Produits et Marchés.

Les projets se multiplient, enthousiasmants et dévoreurs de temps, et j'ai besoin aujourd'hui de partager une partie de mes missions avec un Adjoint. C'est à dire, dans mon esprit, de lui confier entièrement certains dossiers dont il supervisera l'aboutissement avec les spécialistes concernés de la SOREFI et des caisses d'épargne de la région. Bien sûr, je reste disponible.

Pour faire une bonne équipe, retrouvons-nous au plan des études : ESC, Sc. Po. Sc. Eco... au plan de l'expérience obligatoire d'au moins 5 ans dans un établissement financier. Comme moi vous aurez appris les produits et les techniques bancaires dans le service marketing et vous aurez vérifié sur le terrain le bien-fondé de vos idées.

A terme d'ailleurs c'est peut-être une Direction opérationnelle qui vous tentera.

Pour l'heure, j'ai vraiment un besoin urgent de votre compétence et notre équipe vous attend avec sympathie. Merci d'adresser très vite votre dossier à notre Conseil, Jacques LANDREAU qui répondra à vos questions et nous mettra en relation. Réf. SO 603 M.



11 rue des Pyramides, 75001 Paris

MEMBRE DE SYNTHEC

BANQUE DU BATIMENT
ET DES TRAVAUX PUBLICS

recherche UN CHARGE D'ETUDES pour les activités bancaires.

Une banque de 400 personnes, avec 1 million d'actionnaires, spécialisée dans la gestion des produits financiers (4 SICAV, 40 FCP...) et dans les services bancaires aux PME du bâtiment et des travaux publics. Son dynamisme et sa maîtrise des nouveaux outils financiers lui permettent de réaliser des performances remarquables : + 30 milliards de francs de capitaux gérés, + multiplication du bénéfice hors plus values 250 % en 1 an.

30 ans environ, diplômé d'une grande école scientifique ou commerciale, vous justifiez d'une expérience réussie de 5 ans minimum.

URGENT Votre double culture informatique et bancaire

vous permet d'envisager une réelle évolution de carrière dans ce secteur. Directement rattaché au Responsable des Etudes et Développement Informatiques et interlocuteur de la Direction des activités bancaires (crédits et services), vous interveniez dans la recherche des besoins organisationnels et informatiques à moyen terme.

HOMME D'ANALYSE ET D'ORGANISATION, vous saurez tenir compte de l'évolution des services et produits bancaires (portefeuille, chèques, virements, changes, crédits...) ainsi que des nouvelles technologies de traitement de l'information (S.I.T., VIDEOTEX...) pour imaginer et proposer les solutions adaptées.

Bénéficiez du savoir-faire reconnu de la BTP.

Adressez votre candidature détaillée à Réf. 403 B
Léon LAGOUGE - 147, rue de Courcelles
75017 PARIS. Minitel 36-14 tapes STERIA puis effec.

steria
sélection

Cherchons chasseur sachant chasser...

Nous sommes un jeune groupe informatique, filiale de deux banques. Pour assurer le développement de notre cabinet de recrutement, nous recherchons un jeune :

DIRECTEUR ASSOCIÉ

Vous avez 5 ans d'expérience du recrutement acquise en cabinet, de préférence dans le domaine informatique, de bonnes qualités de communication et un tempérament commercial pour développer votre centre de profit.

Si vous souhaitez rejoindre notre équipe de jeunes consultants, faites-nous part de vos motivations en nous adressant votre candidature sous la réf. KB/108 à :

MADISEARCH - 68, rue Anatole France - 92300 LEVALLOIS-PERRET.



MADISEARCH
GROUPE MADITECH

CHAMBRE DE COMMERCE DE MELUN

rech. pr ses classes prépar. scient. méth. sup. méth. spé.

PROFESSEURS MATHÉMATIQUES

pour disciplines diverses : MATHS, PHYSIQUE, ELECTRICITE, MECAN.

Exp. des classes préparatoires souhaitée.

Srv. CV + photo à ESGETEL 1, rue du Port-de-Vaivre 77210 AVON.

SOCIÉTÉ DE COMMERCE INTERNATIONAL

maîtrise préalable, Neutralité/Scie recherche

COLLABORATEUR TECHNIQUE COMMERCIAL

Diplômé école commerciale, RUT ou BTS, débutant ou cours expérience, anglais nécessaire.

Adressez CV détaillé, photo et réf. 27137 Conso, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris cadex 01 qui trans.

ORGANISME PROFESSIONNEL recherche pour PARIS

COLLABORATEUR H.F.

pour études, analyses, conseils en DROIT SOCIAL

Formation souhaitée : 1ère ou 2ème de droit soc. ou droit.

Adh. CV détaillé, photo et réf. 27271 à Conso Publi- cité

20, av. de l'Opéra, 75040 Paris cadex 01 qui trans.

Société de services recherche

INGENIEURS MECANICIENS

EXPERIMENTES pour calcul de chaudières et/ou points roulants, connaissant codes ASME et éléments finis. Urgent - SYSEM

9 et 11, rue Bercet-Melun, 92150 Suresne.

Compléter votre jeune expérience ou mettre votre savoir-faire au service d'une équipe, c'est participer à notre projet de développement des entreprises.

cabinet conseil

qualité - développement des ressources humaines - stratégie

nous recherchons un consultant PME-PMI

compétent vous réaliserez des audits puis conduirez des phases d'accompagnement.

impliqué vous animerez des groupes de cadres et dirigeants (groupe projet - groupe progrès...).

modéré vous pourrez avoir un projet personnel complémentaire dans les nouvelles technologies.

De formation ingénieur, ou d'expérience équivalente, ce poste vous est offert à Rouen.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à André Hébert

au Discret assure.

cog hébert conseil

Poissonnière Commercial Building 11, rue du Faubourg Poissonnière 75009 PARIS.

CONSULTANT RECRUTEMENT

PARIS

Fondée il y a 18 ans, la Société FRANCE-CADRES a pour vocation de rechercher des cadres confirmés et dirigeants. Très attachée à la qualité de ses prestations et à la compétence de ses consultants, elle jouit d'une bonne image de marque auprès d'une clientèle fidèle. Son CA progresse régulièrement chaque année.

Son mode d'intervention implique une analyse approfondie de tous les problèmes que pose un recrutement pour l'entreprise et une information précise des candidats.

Travaillant avec une grande autonomie, le Consultant exploite les contacts provoqués par le Service Commercial et gère sa propre clientèle. Il doit être un professionnel de la fonction personnel ou avoir travaillé comme Consultant Senior en formation supérieure. Minimum 32 ans. Débutant s'abstenir. Evolution possible.

Adressez dossier à l'attention particulière de M. P. L. QUINOU en précisant la référence 27279 M à FRANCE CADRES

22, rue Saint Augustin 75002 PARIS.

Le Monde
CADRES

La Direction Juridique et Fiscale d'une importante société internationale de prestations de services recherche pour compléter son équipe :

UN JURISTE H/F

en vue de

Principalement :

- négocier et réaliser les opérations relevant du droit des sociétés,

Plus généralement :

- agir en qualité de conseil en droit des sociétés et sur toutes questions du droit de l'entreprise,
- participer à l'étude et la mise en forme de tous contrats (transports, commerciaux, etc...),
- Etudier et régler en relation avec les avocats certains litiges.

Ce poste conviendrait à un candidat ayant deux ou trois ans d'expérience en droit des sociétés et maîtrisant bien la langue anglaise.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Reha Conseils, 4 bis rue Gustave Geffroy, 75013 Paris.

**Du dialogue à l'action :
pour des relations sociales en mouvement**



BSN Groupe, 35 Md de francs de CA, plus de 100 sociétés, 43000 personnes dont 4000 cadres, une politique humaine et sociale dynamique qui s'inscrit dans notre projet d'entreprise.

Conforté par une expérience en usine dans vos compétences et votre goût pour les relations sociales, vous êtes un homme de dialogue, novateur et efficace. Aux côtés de la Direction des Relations Humaines, vous prenez en charge la gestion du personnel et son administration, l'animation des instances représentatives, les relations avec les représentants des salariés, l'information et le développement social.

Quelle que soit la société du groupe que vous intégrez, vous jouez un rôle moteur dans son évolution. Vous exercez vos talents pour développer le dialogue social ainsi que l'expression et la valorisation des hommes et des femmes de l'entreprise.

Un projet ambitieux qui doit motiver un jeune manager décidé à faire bouger les relations sociales.

Poste en Province.



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. CH 4, en précisant votre rémunération actuelle, à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

CAP GEMINI SOGETI
premier groupe européen de services informatiques

**Vous êtes des experts du secteur tertiaire
nous sommes des experts de l'informatique.
Rencontrons-nous**

Nous vous formerons et bâtirons ensemble

VOUS : Diplômés d'une grande école, vous avez débuté votre carrière dans le secteur tertiaire, il y a 2 ou 3 ans. Personnés par les secteurs de pointe, la haute technologie, vous avez approché l'informatique... et ça vous intéresse.

NOUS : SSCI, n° 1 en province, 58 implantations, nos prestations couvrent l'ensemble du domaine INFORMATIQUE : industrie, télécommunication et GESTION : applications bancaires, financières, assurances, distribution, audiovisuel et services.

ENSEMBLE : Mettons en synergie vos connaissances et notre savoir-faire. Nous vous donnerons une solide formation qui vous permettra de gérer, d'encadrer, de concevoir des projets à la pointe de la technologie informatique et d'appréhender au mieux les besoins de nos clients.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la région de votre choix, à Françoise DOUTRIAUX, CAP SOGETI SYSTEMES, 44/50 rue Lenzhe, 75015 Paris.

CAP SOGETI SYSTEMES



Leader européen dans les activités de service de protection de l'environnement
1,5 milliard de CA
60 ans d'expérience
10.000 professionnels spécialisés
20 Centres de Gestion autonomes

CONSEILLER de DIRECTION

De formation supérieure à fort potentiel et désirant évoluer :

Membre de l'équipe de direction, vous aurez pour mission :

- l'audit de gestion des différentes filiales que vous visiteriez,
- la supervision de l'ensemble du marketing,
- la communication interne et externe.

Directement attaché au PDG vous lui apporterez vos observations, analyses approfondies et propositions. Le poste basé à PARIS nécessite de fréquents déplacements.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite + CV en indiquant votre salaire actuel s/m. 1501 M à notre Conseil.



Cabinet GENTILHOMME

CONSEIL EN RECRUTEMENT
8 rue Camille Lenoir BP 1035 - 51052 REIMS Cedex
2 rue du Helder 75005 PARIS
Qui vous garantit toute discrétion.

**COMMENCEZ
VOTRE PARCOURS D'ENTREPRENEUR
EN ÉQUIPE**

Vous êtes PORTEUR d'un PROJET
Diplômé d'une École d'ingénieurs, de Commerce ou d'un niveau équivalent à BAC+4
Vous souhaitez devenir COOPÉRIER
Vous possédez un niveau équivalent à BAC+2 ou une expérience professionnelle confirmée

Vous avez moins de 35 ans

**CAMPUS
COOPERATIVES**
vous propose

- un contrat de 2 ans de SALARIÉ CO-CRÉATEUR
- une formation professionnelle
- un appui-conseil « pro »
- un système de partage
- un lancement d'entreprise libérée

DANS LES NOUVELLES TECHNIQUES DE COMMUNICATION TOULOUSE
DANS LES TECHNIQUES D'AUTOMATISATION DE PRODUCTION SAINT-ÉTIENNE

* Recrutement national / Date limite de dépôt des candidatures 15-07-87

CONTACTEZ UN DES RELAIS CAMPUS/COOPÉRATIVES

SUD-OUEST / TOULOUSE Dominique 81.70.56.56	NATIONAL Jacques 46.27.89.58	RHÔNE-ALPES / SAINT-ÉTIENNE Françoise 78.53.08.06
--	------------------------------------	---

37, rue Jean-Léclaire
75017 PARIS

UN MASTÈRE EN UN AN

Notre objectif : former les futurs cadres et dirigeants des plus grandes entreprises aux techniques de management des technologies de l'information. Sanctionnée par un diplôme de haut niveau (Master spécialisé, habilité par la Conférence des Grandes Écoles), cette formation intéresse des

DIPLOMES GRANDES ÉCOLES : X, CENTRALE, SUPELEC, MINES, HEC, ESSEC, OU UNIVERSITAIRES DE MÊME NIVEAU.

Dans un environnement géographique exceptionnel (Sophia Antipolis, la première technopole de France à 15 km de Nice), un contexte intellectuel particulièrement stimulant, les « portes » de l'informatique les préparent aux fonctions de Chef de Projet en conception, mise en place et gestion des systèmes d'information ou plus haut niveau. Les candidats sélectionnés - les plus brillants évidemment - bénéficieront d'une Bourse d'Études de 60 000 F, et d'une allocation mensuelle de 5 000 F (allouée par BUL, BANK VERCO, SOPRA, SIDA-METRA...).

Mais c'est avant tout le départ d'une grande carrière que nous leur proposons. Veuillez demander un dossier de candidature et d'information au CERAM, Département Informatique, BP 20, Sophia Antipolis, 06561 VALBOISNE CEDX. Téléphone : 93 95 45 73.



SOPHIA ANTIPOLIS

**Grande Série et Flexibilité des usines...
Irréaliste ? Et les « Flux Tendus », le « Juste-à-Temps » ?..**

En trois ans, notre équipe « Flux Tendus » au niveau du Groupe (+ de 10 Milliards de F, 26 000 p) en affinant ces concepts, en les adaptant à notre contexte européen (25 sites) et en convaincant nos Directeurs de Branches et nos Patrons de Production, (entre autres), nous a permis d'obtenir des résultats déterminants quant au service à notre clientèle et d'abaisser nos stocks de façon significative. Autant vous dire que ces méthodes sont maintenant largement diffusées !.

Aussi attendons-nous de notre nouvel

Ingénieur en chef

appelé à remplacer celui qui a lancé ces nouveaux concepts (et pour qui le Groupe entretient une « acclération certaine de carrière »), une grande continuité... dans le changement !. Assisté de trois cadres, il fixera les objectifs annuels de l'équipe et l'affectera sur des missions orientées vers l'analyse de Process, la réduction de temps de changement de série, la mise en place de nouvelles organisations (cf méthode KANBAN), et l'amélioration des flux d'approvisionnement.

CONSEILLER EXTERNE ou INTERNE en ORGANISATION de la PRODUCTION, votre formation d'INGÉNIEUR et vos qualités personnelles : rigueur, imagination, entêtement, vous permettront d'entrer en contact avec nous. Alors, à bientôt... René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence VICSS/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

GEO prima Femme Actuelle Télé Loisirs

**Directeur
des services généraux**

Prisma Presse, filiale française d'un groupe de communication de renom international est devenue en quelques années, l'un des leaders de la presse magazine en France grâce à ses titres et ses méthodes de gestion.

Elle édite aujourd'hui 5 publications et a réalisé en 1986 un chiffre d'affaires HT supérieur à 1 milliard de francs.

Notre directeur administratif recherche :

PRISMA PRESSE

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence DSG à PRISMA PRESSE
Direction du Personnel
6, rue Daru - 75008 PARIS

Rattaché au Directeur Administratif, vous êtes responsable :

- de l'organisation fonctionnelle des services généraux (environ 20 personnes dont 4 cadres - 2 sites - 8000 m² de bureaux - budget de fonctionnement : 30 millions de francs),
- des aspects logistique, technique et économique de la fonction (accueil, liaisons, achats, entretien, agencements, sécurité),
- des prévisions budgétaires et de leur harmonisation avec les projets de développement de l'entreprise.

Vous avez 35 ans environ, une formation supérieure (Bac + 4), de préférence économique, et une expérience significative des services généraux, acquise à un niveau élevé de compétences et de responsabilités.

Dans un environnement dynamique, motivant, mais exigeant, vous devez faire preuve de qualités de rigueur et d'organisation. Diplomatie, sens de la communication, capacités d'animation sont également nécessaires pour réussir dans ce poste.

Le Monde CADRES



SOREFI Provence-Alpes-Côte d'Azur RÉSEAU DES CAISSES D'ÉPARGNE

Dans le cadre de la mutation des Caisses d'Épargne et de Prévoyance, notre établissement financier régional est amené à renforcer ses structures en intégrant un :

Adjoint responsable informatique et bureautique

De formation supérieure (ESC ou Ingénieur + IAE), votre expérience en organisation et méthodes, alliée à une bonne connaissance des matériels et de l'informatique distribuée vous permettra d'analyser et d'étudier la faisabilité de l'ensemble des projets informatiques et bureautiques que nous souhaitons développer.

Agé d'une trentaine d'années, vous possédez d'excellentes capacités relationnelles.

Poste basé à MARSEILLE.

Merci de nous adresser votre dossier sous réf. 1703 au Cabinet Jean-Claude MAURICE - 12, rue de Ponthieu 75008 PARIS ou transmettez-le à CV PLUS en composant le 36-15 code CV PLUS sur votre minitel.



Jean-Claude Maurice S.A.
12, rue de Ponthieu - 75008 PARIS.
PARIS - LYON - BARCELONE



SOREFI Provence-Alpes-Côte d'Azur RÉSEAU DES CAISSES D'ÉPARGNE

Établissement Financier Régional recherche pour accompagner la mutation des Caisses d'Épargne et de Prévoyance et leur adaptation spécifique aux marchés.

2 Collaborateurs Responsables de projets

pour la mise en place et le lancement de nouveaux produits.

Les marchés prioritaires sont les Particuliers, les Collectivités locales et le Logement.

Après concertation auprès des Caisses et analyse des besoins, en collaboration avec les départements financier et technique, ils auront à gérer les produits, de leur conception à leur lancement.

Vous êtes un homme de dialogue avec une expérience significative du marketing bancaire, diplômé de l'Enseignement Supérieur, âgé de 30 à 35 ans.

Poste basé à MARSEILLE.

Merci de nous adresser votre dossier sous réf. 1882 ou transmettez-le à CV PLUS en composant le 36-15 code CV PLUS sur votre minitel.



Jean-Claude Maurice S.A.
12, rue de Ponthieu - 75008 PARIS.
PARIS - LYON - BARCELONE

Importante Entreprise bancaire sud recherche

2 INGÉNIEURS INFORMATIQUES

— Ingénieur système

- Développement d'applications et d'exploitation
- Choix d'outils, problèmes d'interfaces et micro-informatique centralisée

— Ingénieur réseaux

- Connectique, Télécommunications, émulateurs, micros

Pour ces deux postes nous recherchons des informaticiens de formation

Ecole ingénieur ou DEA informatique débutants ou 2 à 3 ans d'expérience

Nature du travail : Conception et exploitation d'applications de gestion sur réseaux DSA BULL, d'envoies nationaux, Edimart, Arnet, Auto commutateur type PABX.

2 PROGRAMMEURS QUALIFIÉS

Titulaire BTS ou DUT informatique

- 1^{er} poste :
 - Exploitation et prise en charge des chaînes de gestion
 - Rédaction et transmission des documents techniques et d'exploitation
 - Liaison avec les utilisateurs

- 2^e poste :
 - Gestion : conception et exploitation d'applications de gestion
 - Scientifique : aide aux utilisateurs
 - Réseaux : DSA BULL...

Adresser C.V. détaillé sous n° 8717M
LE MONDE PUBLICITÉ - 8, rue de Montreuil - Paris 7^e.

Chargé(e) de recrutement

Contrat temporaire un an

Nous sommes un établissement financier de forte notoriété. Notre développement nous amène aujourd'hui à accroître très sensiblement nos effectifs : nous recrutons beaucoup de jeunes diplômés qui, après un premier poste commercial évolueront rapidement dans l'entreprise.

C'est donc une mission très opérationnelle et complète au sein d'une petite équipe, que nous vous confierons pour une période d'un an renouvelable : sélection, relations avec les responsables de l'entreprise, contacts avec les écoles...

Titulaire d'un DESS de psychologie ou équivalent, vous avez une première expérience du recrutement et vous acceptez des déplacements fréquents en province.

Ecrivez vite (lettre, CV et photo) sous référence 2481 M à

SOURCES

108, rue Saint-Hippolyte - 75001 Paris
qui transmettra en toute confidentialité



Nous sommes aussi le leader mondial de la CAISSE AUTOMATIQUE.

Nos clients sont les BANQUES ET LES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS.

Nous recherchons pour faire face à notre croissance

INGÉNIEURS^{HF} COMMERCIAUX

25 ans environ, première expérience de vente souhaitée.

La connaissance du milieu bancaire est un atout.

Dynamique, autonome, organisé, vous serez basé à Paris dans une équipe jeune et motivée.

Rémunération stimulante.

Postes évolutifs.

Merci d'adresser votre candidature (CV manuscrit, photo, prétentions) à ROULOMAT Inter Innovation 26, rue des Grands Champs 75020 PARIS.

Nous sommes un GROUPE FINANCIER leader sur le marché français du CREDIT-BAI et de la LOCATION FINANCIÈRE (1300 personnes, 14 milliards d'EN COURS) et développons notre implantation au plan international.

Partenaire financier d'entreprises à vocation industrielle et commerciale, notre progression continue implique le renforcement de notre ÉQUIPE DE DIRECTION et nous recherchons notre

Futur directeur commercial

VOTRE MISSION : assurer le développement stratégique de notre Groupe dont la vocation est de FINANCER LES ÉQUIPEMENTS DES ENTREPRISES, définir la politique commerciale dans le cadre du PLAN GÉNÉRAL DE DÉVELOPPEMENT DU GROUPE, concevoir et mettre en œuvre les moyens de commercialisation.

Pour réussir, vous êtes doté d'une solide formation de base (GRANDE ÉCOLE), de plusieurs années d'expérience à des postes de DECIDEUR en direction générale et/ou commerciale, de préférence dans les prestations de services, les activités de location ou de leasing. Vous avez fait la preuve de vos bonnes capacités conceptuelles ; vous avez le goût de la communication et de l'animation. La maîtrise de langues étrangères, notamment de l'anglais, est un plus.

NOUS VOUS APPORTONS : • une possibilité de DÉVELOPPEMENT au sein d'un groupe où la valeur de l'homme est un atout essentiel ;

• des conditions de travail dans un environnement de qualité tournée vers l'avenir ;

• une rémunération particulièrement stimulante.

Candidats de grande valeur, pour ce poste de haut niveau, merci d'adresser vos CV, photo et rémunération à

MERCURI URVAL - 14 bis, rue Daria, 75008 PARIS sous réf. 46.914 LM portée sur la lettre et sur l'enveloppe.

Mercuri Urval

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE LEADER EUROPÉEN DANS SA SPÉCIALITÉ

(ICA 550 MF - export 75 %)
recherche un

futur patron d'usine

Dans cette unité de 150 personnes située à 2 heures de Paris, sous la responsabilité directe du Directeur actuel, il prendra notamment en charge :

- l'optimisation de la gestion de production,
- l'étude et le lancement des investissements,
- la fabrication des produits en développement.

Le candidat est un ingénieur IAM, ECP, Mines, INPG... ayant quelques années d'expérience en production, une autorité naturelle, une aptitude à la créativité, le goût du travail au sein d'une équipe très jeune et très motivée.

Les perspectives d'évolution sont motivantes pour un candidat de valeur.

Merci de nous adresser CV avec photo et prétentions sous réf. 27128 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

La Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Ile de France recherche pour son Service PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

INGÉNIEURS CONSEILS

SOUJETS À L'AGREMENT MINISTÉRIEL.

Titulaires d'un diplôme reconnu par l'Etat. Nationalité française, permis de conduire V.L.

Plus de 5 ans d'expérience professionnelle.

Spécialités recherchées :

- informatique industrielle
- automatismes
- électrotechnique industrielle
- chimie industrielle
- ingénierie et conception d'usines.

Adresser CV détaillé avec copie des diplômes et des justificatifs professionnels à

Mr Le Chef du Personnel - CRAMIF 17/19, rue de Flandre 75954 Paris Cedex 19

Renseignements : 42.02.84.00 Poste 574

Paris - Ile-de-France

Organisme d'études du BTP, recherche pour son Centre de l'Ile-de-France (50 personnes, 25 MF), un

Directeur Ingénieur Grande École

Garant des performances techniques de la société, vous serez responsable du développement commercial, de la croissance du centre et de l'ensemble du management devant la Direction Générale.

Une formation d'ingénieur (Centrale, Poitiers, Mines, X...) complétée par une solide expérience du secteur immobilier (ou une formation et une expérience d'architecte) sont nécessaires pour réussir dans ce poste.

Si vous avez 35-45 ans, si vous aimez être confronté aux problèmes techniques, si vous avez le sens de l'animation des hommes et des talents de gestionnaire, ce poste vous intéressera. Mais vos qualités de développeur feront la différence.

Adresser-nous lettre de candidature manuscrite, votre CV, votre photo et vos prétentions sous référence 8188 LM, à : CONEXHOM, 212, avenue Paul Doumer, 92508 RUEIL MALMAISON.

Conexhom
Conseil en Recrutement

SOCIÉTÉ DE SERVICE EN PLEINE EXPANSION
recherche

CONSULTANT DE HAUT NIVEAU 350.000 F +

pour

MISSIONS À L'ÉTRANGER

- Concevoir, organiser des structures sur place.
- Transférer un savoir-faire.
- Favoriser la distribution de produits.

Vous êtes mobile et disponible, issu d'une grande école (X, HEC ou équivalent). Vous avez cinq ans d'expérience de l'entreprise en unité opérationnelle. Vous parlez anglais, éventuellement une autre langue.

Merci d'adresser votre dossier de candidature lettre manuscrite et C.V. à :
notre Conseil Madeleine GHERTMAN
49, rue Jeanne-d'Arc - 94160 SAINT-MANDÉ

Société de crédit-bail et de location, leader dans son domaine et orientée vers une clientèle publique et parapublique

RECHERCHE

UN JURISTE DE HAUT NIVEAU

Il sera chargé de la conception juridique des nouveaux produits financiers et de l'évolution de nos contrats et marchés pour répondre aux souhaits de notre clientèle et à la diversification de nos activités dans un environnement en constante mutation (technologies avancées).

De formation supérieure en droit, vous êtes spécialiste en droit des contrats et des marchés publics et avez des connaissances en fiscalité.

Vous êtes un bon négociateur et avez une ouverture d'esprit commerciale ainsi que le goût des contacts.

Une expérience de 5 à 10 ans est exigée.

Merci d'adresser votre lettre de candidature + CV + photo + prétentions à la société AUXIP 12, rue Chauchat, 75008 Paris (M^o Loze).

JEUNES OFFICIERS

GROUPE INTERNATIONAL DE CONSEIL (350 consultants dans le monde entier) spécialisé dans la gestion des RESSOURCES HUMAINES vous propose une nouvelle carrière. Devenez

CONSULTANTS

VOUS AVEZ 30 - 35 ans.
NOUS VOUS APPORTONS une FORMATION complète à ce métier, une RÉMUNÉRATION stimulante.

Pour en savoir plus, rencontrons-nous en adressant vos CV, photo et rémunération actuelle à MERCURI URVAL 14, bis rue Daria, 75008 PARIS s/réf. PC/MU portée sur la lettre et sur l'enveloppe.

Le Monde
CADRES

DIRECTEUR DU PERSONNEL HF
PARIS

Plus de 550 personnes, CA 500 millions, nous sommes la filiale très autonome d'un groupe U.S. Nous fabriquons et commercialisons des produits d'entretien pour la grande distribution. Nous entamons une diversification significative dans la par-pharmacie. Rattaché directement au P.D.G. et membre du Comité de Direction, notre Directeur du Personnel définira la politique humaine et sociale de la société par référence aux objectifs et impératifs économiques, sociaux, industriels et commerciaux que nous nous sommes fixés. De formation supérieure, âgé de 35 ans environ, vous avez assuré la fonction personnel, l'encadrement (environ 20 personnes) et pratiqué la gestion informatique, de préférence en entreprises liées à la grande distribution. Homme de communication et de contacts, vous avez prouvé vos capacités d'adaptation, savez proposer et réaliser. Nous vous voulons moteur de notre politique sociale et disponible pour des déplacements hebdomadaires dans l'unité de production. Votre pratique de l'anglais nous intéresse. Merci de faire parvenir votre candidature, sous réf. 601.PA.155 M, à notre Conseil Michel BARBEY qui vous documentera sur la Société et le poste avant de vous rencontrer.

centor 13 bis, rue Henri Matisse
75008 PARIS



Première société française de mise en œuvre d'isolation. Filiale du groupe SAINT-OBBAIN opère une migration de matériel informatique. Pour réussir ce projet, elle recherche un :

Responsable informatique

Vous appliquerez le schéma Directeur et suivrez, assisté d'une équipe de trois personnes, l'ensemble de l'opération d'implantation de matériel et de logiciels dans tous les établissements de la société.

- Vous êtes :**
- soit diplômé d'études supérieures (Ecoles d'ingénieurs ou Ecole Supérieure de commerce) et bénéficiez d'une expérience professionnelle de 5 ans, pas nécessairement dans le domaine informatique,
 - soit informaticien de bon niveau, connaissant le matériel UNIVIS (à 30).

Le poste basé à RUEIL MALMAISON pourra impliquer des déplacements en province, de courte durée.

Nous vous remercions d'adresser un curriculum vitae, une lettre manuscrite et une photographie avec vos prétentions, sous réf. 300, à : Direction des Affaires Sociales 250, route de l'Empereur 92508 RUEIL-MALMAISON

IMPRIMERIE DES VOSGES, spécialisée dans l'impression d'étiquettes alimentaires, recherche son

DIRECTEUR GENERAL

Nous réalisons actuellement un C.A. de 40 MF avec les leaders de l'alimentaire. Afin de rendre notre entreprise performante et de développer notre activité, nous avons mis au point un vaste projet d'investissements accompagnés d'une reorganisation de la production.

Dans ce contexte de réformes techniques et logistiques, nous avons besoin d'un Manager qui, non seulement participe à l'élaboration de la politique et des actions à entreprendre, mais également applique les décisions prises.

Responsable de confiance, exécutant et participant de haut niveau, homme pratique, animateur et dynamiseur, bon négociateur, vous avez une formation d'ingénieur et une expérience de direction d'unité de production (la connaissance de l'imprimerie n'est pas indispensable).

Ecrivez-nous en adressant lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence DGIMP à : EXPANCENTRE - Madame DELORD B.P. 1521 - 45005 ORLÉANS Cedex 01.

Expérience

CONSULTANT

PARIS

Aider les entreprises à réfléchir à leurs structures et à leur évolution dans le domaine des ressources humaines, mais aussi écouter, informer et conseiller les candidats pour leur permettre de mieux gérer leur carrière. C'est ainsi que les Consultants de G.R.H. Conseils conçoivent leurs interventions dans la recherche de cadres et équipes dirigeantes (par annonce ou approche directe) qu'ils entreprennent pour le compte d'entreprises évoluant dans des secteurs d'activité très diversifiés. Notre développement constant depuis dix ans rend nécessaire l'intégration d'un nouveau Consultant pour lui confier des missions complètes de recherche, d'évaluation et de sélection des cadres, et participer aux actions commerciales et de conseils du Cabinet. Ce poste pourrait convenir à un candidat de formation supérieure - Ecole d'ingénieurs, E.S.C. ou Sciences Humaines - et possédant quelques années d'expérience professionnelle acquises en entreprise ou en cabinet.

Ecrire sous référence 935/M à Monsieur J. BLIN, qui étudiera confidentiellement toutes les candidatures.

GRH Conseils

3 avenue de Ségur 75007 PARIS.

Importante Banque de Dépôts
Réseau Paris - Province

recherche pour sa

Direction des Immeubles à Paris

UN INGÉNIEUR

chargé de la sécurité et des études techniques liées au patrimoine de la banque

La préférence sera donnée à un candidat ingénieur Travaux Publics, ayant une expérience de 2 à 3 ans minimum dans les travaux publics : aménagement et réalisation de bâtiments dits "Tertiaires".

Ce poste exige le goût des contacts et de la persuasion, un bon esprit critique ainsi qu'une grande faculté d'analyse.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2607 à :

PLAIN CHAMPS
37, rue Froidevaux, 75014 PARIS - qui transmettra.



Nous sommes un groupe de sociétés bien implanté aux Antilles et en Guyane, qui réalise un CA de 150 millions de francs et emploie 200 personnes. Nous recherchons un

Directeur de librairie
POINTE A PITRE

VOUS :

- êtes un véritable professionnel de la littérature générale et/ou des livres scolaires,
- avez déjà encadré une équipe de vendeurs,
- souhaitez prendre la responsabilité d'une importante librairie.

ALORS NOUS VOUS PROPOSONS :

- de gérer votre propre budget et vos stocks,
- d'animer votre magasin : supervision d'une équipe de 15 vendeurs, organisation de rencontres avec des auteurs,
- d'intégrer un groupe qui privilégie la communication et permet une évolution à ses cadres.

Adresses CV, photo et rémunération actuelle à : MERCURI URVAL - 14 bis, rue Darné, 75008 PARIS sous réf. 43.887 L.M.

Mercuri Urval

P.D.G. d'un groupe de Jeunes Sociétés très dynamiques (Communications, Marketing, Services et Industrie) recherche :

ASSISTANT(E)
de direction de haut niveau.

LA FONCTION :

prise en charge des dossiers de création, d'organisation, de suivi des différentes filiales. Il s'agit d'un POSTE TRES OPERATIONNEL nécessitant : dynamisme, rigueur, organisation, efficacité. Une bonne maîtrise du droit des Sociétés, de la comptabilité et de la langue anglaise sont indispensables.

Expérience professionnelle minimum 5 années. Niveau de formation BAC + 4.

Ecrire avec C.V. + photo + prétentions à : Daniel JULIEN 6-8, rue Armin GILLOT 75015 PARIS.



Téléperformance
LE MARKETING TELEPHONIQUE PERFORMANT

Un consultant chez nous est riche de 4 métiers : pourquoi ?

Parcequ'il diagnostique les besoins, recommande les actions et conçoit ses projets : c'est un conseil.

Parcequ'il vend les prestations de notre cabinet, établit et noue des relations de confiance avec des responsables d'entreprises : c'est un négociateur.

Parcequ'il coordonne et gère les projets impliquant d'autres intervenants : c'est un coordinateur.

Parcequ'il intervient lui-même dans des séminaires de formation : c'est un animateur.

4 métiers qui font votre talent et l'homme que l'on recherche.

Nous sommes conseil en développement commercial, en management et en communication, rattachés à l'un des premiers groupes de communication français et connaissons une forte expansion dont vous serez amené à profiter. Dès à présent une rémunération attractive vous attend.

Nous intervenons dans des secteurs d'activité diversifiés mais toujours auprès des leaders. Notre équipe est jeune, "la trentaine", comme vous.

Vous exercez déjà cette profession dans un cabinet ou avez en entreprise une responsabilité opérationnelle fortement impliquée dans la formation.

Nous envisageons également d'établir des relations de partenariat avec des "indépendants".

Merci de communiquer votre dossier en indiquant la réf. 046/M sur l'enveloppe à notre agence CURRICULUM, 6, passage Lathuille 75018 PARIS.

Diagnostic stratégique et financier

Redressement d'entreprises en difficulté

Nous recherchons

1 CHARGÉ DE MISSION JUNIOR

1 CHARGÉ DE MISSION SENIOR

- Si l'assistance de Comités d'entreprise dans des conditions parfois difficiles ne vous rebute pas.

- Si vous pensez que le redressement d'une entreprise passe aussi par la valorisation de ses ressources humaines.

- Si le conseil auprès de structures du secteur associatif et de l'économie sociale vous attire.

- Si vous êtes désireux de mettre à leur disposition votre réflexion et votre imagination.

- Si vous souhaitez vous associer à la croissance d'un cabinet en plein développement, de dimension nationale.

- Si votre expérience et votre formation (HEC, ESSEC, Sup. de Co, etc.) vous ont préparé(s) à travailler avec nous.

Transmettez votre CV et vos prétentions sous n° 8.707 M

Le Monde Publicité - 5, r. de Montessuy - 75007 Paris.

SOCIÉTÉ D'ASSURANCES-VIE

NOISY-LE-GRAND-MONT-D'EST

Dans le cadre de la décentralisation des services de gestion dans les bureaux régionaux nous recherchons :

JEUNES

CHARGÉS D'ETUDES

MISSION :

- Participer à la mise en place d'une fonction audit de gestion.
- Mettre en application et assurer le suivi des procédures réglementaires.
- Conseiller et former les gestionnaires.
- Maîtriser les communications siège/bureaux régionaux.
- Proposer et mettre en place les organisations appropriées.

Les candidats retenus seront titulaires d'un DUT spécialisé dans les techniques d'organisation ou d'un diplôme équivalent. La préférence sera donnée à ceux qui ont une certaine connaissance de l'Assurance-Vie.

Les postes sont à pourvoir à Marne-la-Vallée et des déplacements fréquents en province sont à prévoir.

Dynamisme et bonne présentation exigés.

Adresser lettre manuscrite accompagnée d'un curriculum vitae mentionnant les prétentions et d'une photo d'identité, sous n° 11 à :

R.B. CARRIÈRES

20, rue Focurey, 75017 Paris, qui transmettra.

Denise LOSSEL

36 ans, Sciences Po Paris, Maîtrise de Lettres, rejoint Equipes et Carrières, Cabinet ayant pour vocation, au sein d'Equipes et Entreprises, la recherche de Cadres par voie d'annonces.



EQUIPES ET CARRIÈRES

4, rue de la Bienfaisance 75008 PARIS - Tél. (1) 42.94.19 +

BANLIEUE, SUD PARIS

INGÉNIEURS

Débutants ou 1 an supér.

- TECHNICIEN

- Mécanisme

Etude et analyse d'essais.

Programme informatique.

Env. CV à TIER SERVICE

84, rue Saint-Lezard, 93.

SCOLE D'INGÉNIEURS ROUEN

recherche pour son cycle

postérieurs

ENSEIGNANTS

VACATAIRES H/F

Mathématiques - physique

Adressez C.V. à :

ESGELC - BP 1012

76171 ROUEN Cedex.

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT

INFORMATIQUES

recherche

MIAGE + DEA

INGÉNIEURS

GRANDES ÉCOLES

Débutants 1^{er} supérieurs

post

Développement et Support

d'Application de Gestion

IBM - MVS - CICS

Développement de Gestion

de Production

IBM VM/CMS L4 G

Ecrire : S.D.I.

Your Giffard 1

78-50, avenue Gallieni

93174 BAGNOLET CEDEX.

LE CENTRE NATIONAL UNIVERSITAIRE SUD DE CALCUL

recrute

UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN

MAÎTRISE INFORMATIQUE MIAGE

OU THESE DE 3^e CYCLE

FONCTIONS :

- Administrateur système sur Bull DPS 8/850 et assistance aux utilisateurs

- Travaux d'analyse et de programmation de gestion (gestion budgétaire, gestion du personnel)

- Connaissances demandées :

- Système GCOS sur DPS - Langage COBOL

RÉMUNÉRATION :

- 135 KF brut par an (débutants) à 180 KF brut par an

- Lieu de travail Paris 15^e

Envoyer un C.V. au : C.N.U.S.C.

850, rue de Saint-Priest - BP 7228, 34083 Montpellier Cedex

A Monsieur le DIRECTEUR du CNUSC

recherche

2 Consultants-Formateurs

Supplémentaires de haut niveau, pour action

INTRA dans grandes entreprises :

Communications, relations humaines, gestion de personnel, cercles de qualité.

Etudes Supérieures en Sciences Humaines.

2 ans minimum d'expérience de la formation permanente.

Prise de fonctions en septembre.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf.

37251 à Contesow Publicité - 20, avenue de

l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui tr.

CONTESOW

UNIVERS DE
LA GESTION

BANQUE HERVET

Notre Département des Opérations de Marché
recherche

DEUX GÉRANTS DE PORTEFEUILLES

Pour faire face au développement très rapide de nos activités, nous renforçons nos structures de gestion et recrutons:

UN GÉRANT SENIOR

5 à 10 ans de métier

Il participe à l'élaboration de la politique d'investissement, assure la gestion de plusieurs OPCVM et de comptes importants de personnes morales et de personnes privées, entretient des relations techniques avec les partenaires français et étrangers du Groupe, représente la Banque aux Conseils de diverses Sica.

UN GÉRANT JUNIOR

2 à 5 ans de métier

Il est responsable de plusieurs comptes de personnes morales et privées, et de la gestion de divers OPCVM. Ce gérant aura notamment pour mission de se spécialiser sur les options négociables sur actions et sur indices.

L'important développement de ce secteur permet d'envisager à terme des possibilités d'évolution intéressantes.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 221 à BANQUE HERVET - Département du Personnel et des Relations Sociales - 127, avenue Charles-de-Gaulle - 92201 NEUILLY-SUR-SEINE.

BANQUE
HERVET

INFORMATIQUE DE GESTION

MEMBRE DE SYNTHEC-Informatique

Rhône-Alpes
chef de mission
audit interne

HEC, ESSEC, ESCP + 3 ans d'expérience

Des chiffres qui parlent. Première société de services en informatique cotée en Bourse, CCMC vient de vivre 13 années de résultats bénéficiaires et s'illustre toujours sur un marché en expansion où elle a atteint près d'un milliard de CA en 1986. En collaboration avec 5.000 experts-comptables, CCMC est au service de 250.000 entreprises françaises auxquelles elle propose la qualité éprouvée des traitements classiques sur grands ordinateurs et une gamme de micro et de logiciels.

L'imagination au service de la gestion. Très autonome dans la conduite de chaque mission, vous définirez vous-même vos objectifs et l'organisation de votre plan de travail, puis vous présenterez votre rapport et vos recommandations aux dirigeants concernés. C'est pourquoi, CCMC doit pouvoir compter sur votre créativité autant que sur votre rigueur pour traiter de façon approfondie et avec un esprit novateur les missions qui vous seront confiées et porteront sur des problèmes de gestion prioritaires, par exemple, inventaire des coûts ou harmonisation des procédures d'une filiale. Une grande disponibilité psychologique et effective (déplacements en France et parfois à l'étranger), une expérience de 3 ans minimum dans une entreprise ou un Cabinet d'Audit anglo-saxon sont indispensables pour ce poste basé à VIENNE.

CCMC, pratiquant une politique avancée de gestion des ressources humaines, aura vous présenter à terme de nouvelles opportunités.

ORION vous remercie de lui adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo, et prétentions) sous référence 706558 M.

35, rue du Rocher 75006 Paris

ORION
l'homme et l'entrepriseLe Monde
CADRES

L'Assemblée nationale

recrute par concours

3 ADMINISTRATEURS ADJOINTS

Fonctionnaires de l'Etat
(Femmes et hommes)

La nature des tâches qui sont confiées aux Administrateurs adjoints et leur rémunération intéressent tout particulièrement les personnes attirées par les carrières de catégorie A de la Fonction publique.

Ouvert sans conditions de diplôme, ce concours s'adresse à des candidats dotés d'une excellente culture générale et de bonnes connaissances juridiques et économiques.

Ce concours est ouvert aux candidats de nationalité française, âgés de 20 à 40 ans (sous réserve d'éventuels reculs des limites d'âge).

CLOTURE DES INSCRIPTIONS
9 OCTOBRE 1987Pour tout renseignement, s'adresser au service du Personnel
233, bd Saint-Germain - 75007 PARIS.
Tél. : 42-97-87-08/07.

Stephan France SARL

Filiale française d'un constructeur allemand de machines destinées à la transformation de produits alimentaires, s'agrandit et recherche :

UN TECHNOLOGUE

MISSION : conseil, démonstration et vente de machines dans l'artisanat et l'industrie de la pâtisserie, confiserie, chocolaterie.

PROFIL : grande polyvalence et initiatives personnelles, connaissances supérieures en techniques alimentaires en général, une formation approfondie en cuisine ou en confiserie-pâtisserie est souhaitable, une expérience dans la vente serait un avantage, connaissances en allemand nécessaires.

NOUS OFFRONS : une formation complémentaire, un salaire attractif et une voiture de fonction.

Envoyer C.V. avec photo à
STEPHAN FRANCE - B.P. 130
77315 Marne-la-Vallée - Cedex 2.

Filiale d'une importante Mutuelle d'Assurances spécialisée dans la vente de produits financiers recherche pour PARIS, un

Responsable
de la Communication

qui participera à la définition de l'IMAGE de l'entreprise qu'il sera chargé de garantir et de promouvoir :

- relations avec l'environnement professionnel,
- relations avec la presse,
- relations publiques,
- publicité institutionnelle,
- analyse et conception de documents d'information.

Ce poste peut convenir à un diplômé de l'enseignement supérieur ayant une expérience probante de la communication.

Adresser CV, photos et prétentions
sous réf. 3411 à Lévi Tournay/Asscom
31, Bd. Bonne-Nouvelle
75083 PARIS CEDEX 02, qui transmet.

Société Nationale Immobilière

recherche

2 TITULAIRES, MAÎTRISE SCIENCES-ECO

Débutants pour postes Cadres
PARIS et grande ville du Midi.Envoyer CV, lettre manuscrite + photo
à SNI 34, rue de Presles, 75015 Paris.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE SICOMI

recherche d'urgence

CADRE JURIDIQUE

30-35 ans environ, formation droit privé niveau maîtrise minimum, pour suivi et mise en place des opérations de CSI dans le cadre de montages complexes. Expérience SICOMI VIVEMENT souhaitée. Votre fiabilité doit vous permettre d'être le conseiller juridique de nos maisons mères pour les différents montages à réaliser. Le poste est à pourvoir à BORDEAUX. La rémunération sera fonction de votre niveau et de votre expérience.
DISCRETION ABSOLUE ASSURÉEEnvoyer lettre manuscrite, CV et photo sous n° 8701
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, Paris 7^e.La Mairie d'Amiens
(SOMME), 2 500 agents

recherche

UN ASSISTANT (E).

Pour la communication interne avec le chargé de mission et sous sa responsabilité, il aura à développer la communication d'entreprise au sein de la Mairie par la conception et la production de supports et de produits de communication (écrite et audiovisuelle).

LE PROFIL : journaliste, homme de communication, expérience et formation dans ce domaine exigées. Rémunération suivant niveau de formation comprise dans une fourchette de 89 000 F à 110 000 F (brut annuel). Recrutement prévu pour septembre 1987.

Envoyer candidature et CV
à M. LE MAIRE BP 2720,
80.027 Amiens cedex.Pour tous renseignements complémentaires :
Tél. au : 22-97-40-40 poste 46-19 service GAP.

COGEDIM

proposant un poste de

RESPONSABLE DE PROGRAMMES

TOULOUSE

Le candidat (e) recherché (e) environ 30 ans :
Sciences Po., Droit, HEC, ESSEC, Sup. de Co.

Expérience 2 à 3 ans dans la promotion immobilière.

Adresser lettre de candidature + CV + photo
à COGEDIM Languedoc-Aquitaine
1, place Océane - 31072 Toulouse cedex.ASSOCIATION COPRODUCTRICE
D'UNE ÉMISSION DE TÉLÉVISION RELIGIEUSE

recherche

RÉDACTEUR EN CHEF

Expérience télévision ou presse,
aptitude à l'animation et à la direction,
minimum 40 ans - lieu de travail Paris.Envoyer CV + lettre manuscrite et prétentions
sous n° 870581 - Le Monde Publicité
5, rue de Montessuy, Paris 7^e.Importante Société
Promotion Immobilière

recherche

COLLABORATEUR TRÈS EXPÉRIMENTÉ
DANS LE MONTAGE DES OPÉRATIONS

Fréquents déplacements en province.

Faire parvenir candidature avec CV et prétentions
auprès de MICHEL LAURENT SA,
41, avenue Montaigne, 75008 Paris.Adjoint
de Direction d'Agence

TOKYO

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE COMMERCE INTERNATIONAL

recherche pour sa FILIALE de TOKYO,
un Adjoint de Direction d'Agence,
pour le développement et la création
d'entreprises commerciales.Sup. de Co ou équivalent, bilingue Anglais.
Japonais, et expérience Japon appréciées.
Possibilité d'évolution de carrière si motivé.

Adresser votre candidature à :

CENAF Recrutement Consultants
Cabinet de Direction depuis 1959
FRANCE - EUROPE - AFRIQUE - AMÉRIQUE NORD et SUD - ASIE

7, rue Chabanais - 75002 PARIS.

Importante société de
promotion immobilière de Montpellier

recherche pour secteur Languedoc-Roussillon

DIRECTEUR DE PROGRAMMES

Fonctions :

- ÉTUDE ET DÉVELOPPEMENT DE NOTRE ACTIVITÉ SUR CE SECTEUR
- RECHERCHE DE TERRAINS
- MONTAGE DE NOUVELLES OPÉRATIONS EN RELATION AVEC LES ARCHITECTES ET LES ADMINISTRATIONS CONCERNÉES

Dans sa mission, le directeur des programmes sera assisté d'équipes de collaborateurs, sur le plan technique, commercial et de la gestion, et qu'il sera chargé d'animer.

Profil :

- Formation supérieure - 30 ans minimum
- Expérience souhaitée dans le secteur de la promotion immobilière.

Adr. lettre manuscrite + C.V. + photo et réf. à URBAT
47, quai du Vardouan - 34000 Montpellier.Ville banlieue EST
de PARIS

RECRUTE UN (E)

Sous-bibliothécaire

Titulaire du C.A.F.E.S., option
jeunesse.Poste à pourvoir immédiatement.
Adresser CV, photo et prét. à :Le Monde Publicité
5, rue de Montessuy, Paris 7^e.BIENVEILLER
"GRANDE DISTRIBUTION"
ET COMMERCE DE DÉTAIL

cherche

JOURNALISTE-
SECRÉTAIRE
DE RÉDACTION

1 à 2 ans d'expérience

POUR SECONDER LA SEC.
DE LA RÉDACTION :
REWRITING, VERIF., ET
PRÉPARATION DES TEXTES
TITRES, CHAPÉAUX, RELEC-
TURE (EXCELLENTE ORTHO-
GRAPHE INDISPENSABLE)
LIAISON AVEC LES CORRESP.
RÉGIONAUX.FORMATION ÉCOLE JOUR-
NALISME APPRÉCIÉE.Il sera répondu, d'ail. jllies,
aux seules candidatures avec
lettre manuscrite, CV, photo, et
photo adhésive à l'env. Le Monde
14, rue Chapelle - B.P. 82,
92303 Levallois Cedex.

SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

recherche

1 COORDONNATEUR

pour action en faveur
des jeunes en difficulté
(Mission Locale en cours)
- connaissance du milieu éco.
- capacité à animer une équipe
et à construire des
projets inter-partenaires.Adresser candidatures et
C.V. détaillé à :Monsieur le Président du SAIL,
2, avenue des IV Pavés du Roy
Montigny-le Bretonneux
78184 St Quentin-Yvelines Cedex.ASSOC. DE DÉV. ÉCONOMIQUE
(Bourgogne du Sud)

ANIMATEUR (TRICE)

Mission : animation interne
(coordination de différents inter-
venants), promotion externe à
dominante éco. (stratégie de com-
munication, relations publiques).
Profil : connaissance de la réalité
industrielle, spécialisée en commu-
nication et relations humaines.
Dipl. : Sup. sup. de commerce
ou équivalent (Bac + 2 ou + 3).
Salaire : 180 à 190 000 F au-
delà quelconques.
Exp. prof. : 3 années exigées.Merd d'adr. un C.V. avec photo
sous n° 8.700
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy - Paris 7^e.ENTREPRISE DE PRESSE
CENTRE DE PARIS

recrute

JOURNALISTE

Spécialiste des questions
économiques, industrielles
et plus particulièrement
énergétiques.Adresser candidatures
sous n° 8.706 M
Le Monde Publicité
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.Société japonaise
IMPORT-EXPORTà Paris
recherche pour son
DÉPARTEMENT « TEXTILES »
un

ASSISTANT

Moins de 30 ans,
bilingue japonais et français,
le domaine du textile,
anglais courant.

Adresser CV, photo et prét. à :

SUMITOMO FRANCE
18, r. de Saint, 75008 Paris.

ANIMATEUR

Statut : CADRE M.J.C.
bonnes connaissances pour Asnières
jeunes, spectacles, expériences
similaires + D.E.A. exigée, sal.
4.000 F, env.C.V. URJACADIF, 168 bis,
rue Cardinet - 75017 PARIS.

RE DÉPARTEMENT DU HAUT-RHIN

recrute

DEUX RÉDACTEURS

Par concours externe

Candidatures à adresser
avant le 30 août à
l'HOTEL DU DÉPARTEMENT
B.P. 351 - 68000 COLMAR
Téléphone : 88-23-98-58.MUTUELLE de fonctionnaires
contre payeur de sécurité
sociale recherche

DIRECTEUR

Il est cadre ou technicien supé-
rieur de la sécurité sociale ou
de la mutualité.Il possède une solide expé-
rience (5 ans) de la législation
et des pratiques éco. soc. la
pratique de la gestion adminis-
trative et comptable, connais-
sance de la norme informatique
apte au C.D.T., études et
diplômes universitaires. Age
minimum 38 ans. Candidature
manuscrite et C.V. au D.L.
n° 53718, BP 10X, 38040
Grenoble.P.M.E. ÉLECTRONIQUE
MICRO-INFORMATIQUE

recherche

INGÉNIEURS
EXPÉRIMENTÉSPour études hard et soft
micro mater.Envoyer C.V. à VECYSYS
14, av. de la Gare, 91570 Mors.Bureau d'études recherche
pour son siège parisien uneASSISTANTE
D'INGÉNIEURSayant de bonnes connaissances,
et la prat. de la microinformatique
(travail, Lotus 123 Base 10)
disponible rapidement.Adresser lettre manuscrite +
CV, photos et réf. 3428
à Lévi Tournay/Asscom,
31, Bd Bonne-Nouvelle,
75002 Paris (qui trans.).Société recherche
pour son siège parisien unINGÉNIEUR
ÉLECTRICIENMin. 2 années d'expérience
professionnelle.Bonnes connaissances
en distribution BT - HT
et autoréglage programmables.
Mobilité pr déplacements
à l'étranger. Disp. rapidement.Adresser lettre manuscrite + CV
photo et réf. 3427
à Lévi Tournay/Asscom,
31, Bd Bonne-Nouvelle,
75002 Paris (qui trans.).

UNIVERS DE LA GESTION

GRANDES ECOLES DE GESTION ET D'INGENIEURS

Les métiers de la finance dans un groupe financier de 1^{er} plan

SOVAC Important GROUPE FINANCIER, spécialisé dans le financement des particuliers et des entreprises, nous occupons l'un des tout premiers rangs dans notre activité en France. La souplesse de nos structures, nos modes de fonctionnement par petites entités, favorisent la communication, l'expression de chacun et le passage rapide entre les diverses fonctions au sein du Groupe. Ce contexte permet des développements de carrière très personnalisés. Dans le cadre de notre politique de formation de futurs cadres dirigeants, nous recherchons des jeunes diplômés à forte personnalité, débutants ou ayant une expérience d'une à deux années. Nous vous proposons une formation opérationnelle d'environ 1 an. Dans le réseau commercial, dans les directions fonctionnelles ou à la direction informatique, nous vous confierons des missions vous permettant d'appréhender notre environnement, nos techniques et stratégies de développement. Forts de cette première expérience, vous pourrez alors accéder à des postes de responsabilité à l'état major du siège, à la direction informatique ou dans notre réseau. Merci d'adresser votre candidature sous référence 7063 M à notre conseil SENANQUE - 62 avenue de Wagram - 75017 Paris.

Sénanque



LE 1^{er} GROUPE FRANÇAIS D'ASSURANCES MUTUELLES

recherche des

JEUNES ANIMATEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

1.300 agents généraux (installés en profession libérale) diffusent nos produits Incendie - Accidents - Risques Divers auprès d'une clientèle extrêmement diversifiée (du particulier à l'entreprise). Pour faire face à notre développement, nous souhaitons recruter de jeunes diplômés qui, après une formation complète à nos produits, à nos méthodes et à notre organisation, se verront confier des postes d'inspecteurs du cadre IATG : représentant notre siège social, ils auront pour mission principale d'assurer l'animation commerciale d'une vingtaine d'agents généraux et devront à ce titre les informer sur les nouveaux produits et les motiver à les vendre, les former et/ou les perfectionner dans les techniques de vente, les conseiller et les assister dans le domaine de la publicité, des opérations promotionnelles, des relations publiques, leur apporter un soutien, voire intervenir directement, dans le cas de négociations de gros contrats, développer leur professionnalisme en matière de gestion commerciale, de stratégie de développement... Nous souhaitons rencontrer de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur commercial (BSC ou équivalent) ou de l'institut des Assurances ayant démontré, au travers de stages ou d'une première expérience professionnelle : leur motivation pour l'action commerciale au sein d'une équipe (stratégie, gestion, négociation) ; leur capacité à convaincre, à établir des relations efficaces avec des interlocuteurs variés, leur potentiel d'animation et d'encadrement ; leur mobilité géographique nationale indispensable. La période de formation est assurée par l'essentiel au MANS. La rémunération sera rapidement évolutive pour des candidats de valeur. Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. LM/DC 4 à D. CUNNET - GROUPE DES MUTUELLES DU MANS - 19/21, rue Charley 72030 LE MANS CEDEX.

Particulièrement présente sur le marché financier, la BANQUE FEDERATIVE DU CREDIT MUTUEL STRASBOURG

GESTIONNAIRE OBLIGATAIRE

Nous souhaitons renforcer notre équipe de gestion des SICAV et des FCP (plus de 10 milliards de F), par un spécialiste confirmé. Excellentes perspectives de carrière. Faire offre sous réf. 487 à la DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES - Service Recrutement - B.P. 412 - 67002 STRASBOURG CEDEX.

Présente et connue sur les marchés boursiers et financiers

LA BANQUE FEDERATIVE DU CREDIT MUTUEL

s'est adaptée aux besoins de sa clientèle et aux évolutions de l'économie et possède aujourd'hui un

DEPARTEMENT DES MARCHES

- doté d'une structure performante et adaptée, - animé par des professionnels compétents et motivés, - guidé par une logistique puissante et fiable. Nous souhaitons renforcer nos équipes de gestion et vous proposons de devenir

GESTIONNAIRE DE PORTEFEUILLE

En relation avec une clientèle privée ou institutionnelle, vous serez à l'écoute des marchés, analyserez les secteurs économiques, gèrerez des portefeuilles importants et diversifiés.

3 POSTES SONT A POURVOIR : 1. L'un, s'adresse à un jeune professionnel pouvant justifier d'une expérience de 2 à 4 ans dans la gestion des valeurs mobilières. 2. L'autre, conviendrait à un jeune banquier, de formation BP ou BAC + 2, motivé par le secteur boursier et possédant une première expérience dans le conseil financier. 3. Le dernier enfin, pourrait permettre à un jeune universitaire (Ecole supérieure de commerce, maîtrise Sc. Eco. ou maths ou équivalent), attiré par les marchés financiers, de se former et d'évoluer dans un secteur en plein essor.

Ces trois fonctions nécessitent une volonté personnelle de s'impliquer dans un domaine qui demande autant de sens de l'analyse développée, une capacité de décision, des qualités d'ordre et de rigueur, qu'une propension à s'intégrer dans un environnement jeune et dynamique et de réelles aptitudes à la communication. Nous sommes à même de vous proposer un contexte qui vous permette d'envisager de larges perspectives de carrière. Les postes sont basés à STRASBOURG, ville universitaire. Merci de témoigner votre intérêt en nous adressant votre dossier complet (lettre manuscrite + CV + photo + prétentions) au CREDIT MUTUEL - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES - B.P. 412 - 67002 STRASBOURG CEDEX, en précisant la réf. 1/87.

Guillot

Filiale d'un important groupe métallurgique et leader national (avec plus de 50 % du marché) dans la fabrication de chaudières gaz en acier, recherche un

JEUNE SUP DE CO, MSG ou équivalent

désireux de valoriser une première expérience acquise en milieu industriel de préférence. Nous lui proposons un poste autonome et complet. Rattaché au directeur d'usine (environ 100 personnes, 90 millions de francs de CA), il assure la responsabilité complète des achats de matières premières et des approvisionnements, le courbe des frais généraux et des prix de revient matières. De plus, il supervise la gestion des stocks et des magasins. Responsable de l'animation d'une petite équipe, il mène à bien des tâches dont l'aspect gestion est complété par le contact avec le terrain. Le poste est basé à 30 km de Mâcon. Envoyer C.V., photo et prétentions à Direction du Personnel, 87 X - 85002 LA ROCHE SUR YON Cedex.

Ingénieur technico-commercial

Stephan Electro-mécanique - Participer à la création du bureau français - Ce groupe allemand effectif: 700 personnes/ conception, fabrication et commercialisation des éléments d'entraînement et de contrôle de vitesse pour tous les types d'industrie. Il souhaite s'introduire sur le marché français qui est, d'après les études marketing réalisées, un marché porteur. Pour réussir son implantation, il recrute un ingénieur technico-commercial dont la mission essentielle sera de prospecter et de négocier avec les constructeurs de machines (automatique, textile, alimentaire...) et les utilisateurs finaux. Le groupe apportera, en un premier temps, l'assistance et le savoir-faire industriel. Ce poste conviendrait à un électromécanicien, âgé d'au moins 30 ans, possédant une première expérience commerciale. La pratique de la langue anglaise est impérative, des connaissances en allemand sont un atout. Le lieu de résidence importe peu à la seule condition que ce soit vers Paris, Lille ou à proximité de l'autoroute du nord. La rémunération annuelle sera composée d'un fixe et d'un intéressement au chiffre d'affaires. Une voiture de fonction est fournie. Ecrire à Ph. LESAGE en précisant la référence A/D2870M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Adjoint au directeur de succursale

Banque - 250.000 F

Marseille - Une banque à taille humaine, spécialisée dans le crédit immobilier - crédits promoteurs, crédits acquéreurs - recherche un adjoint pour sa succursale de Marseille. Placé sous l'autorité du directeur de la succursale, il aura pour mission prioritaire l'animation de l'équipe commerciale en place dans le domaine du crédit acquéreur et le développement d'une clientèle de promoteurs sur la région. Ce poste très commercial, ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 30 ans minimum, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur, ayant acquis une première expérience dans le domaine du crédit promoteur. La pratique de l'animation d'équipes constituerait un plus. La rémunération de l'ordre de 250.000 francs pourra éventuellement être supérieure en fonction du calibre du candidat retenu. Ecrire à Hugues CELERIER en précisant la référence A/R9291M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Cadre administratif et d'exploitation

Banque

Paris - Une banque à taille humaine, spécialisée sur un marché porteur et proposant une gamme de produits financiers, recherche un responsable administratif de haut niveau pour l'une de ses agences parisiennes. Adjoint au directeur d'agence, il aura en charge le bon fonctionnement de l'ensemble des services administratifs (guichet - engagement - caisse - compensation) et encadrera 8 personnes. Il sera également un "relais" auprès de la clientèle, en particulier pour la vente des services informatiques. Ce poste s'adresse à un cadre bancaire de formation supérieure (ITB indispensable) ayant une expérience solide de 10 ans environ. Il doit maîtriser parfaitement les procédures bancaires et savoir utiliser l'outil informatique. La rémunération, de l'ordre de 200.000 francs, sera fonction de l'expérience. Une évolution de carrière sera proposée à moyen terme. Ecrire à Christine BERNET en précisant la référence S8187M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsables clientèle

Banque

Paris - Nice - Limoges - Nantes - Strasbourg - Orléans - Poitiers Une banque à taille humaine, spécialisée sur un marché porteur et proposant une gamme complète de produits financiers, recherche dans le cadre de son expansion régionale sept responsables de clientèle. Rattachés au directeur d'agence, ils auront à développer une clientèle variée de groupements d'entreprises, coopératives, associations et mutuelles en établissant avec eux une relation de partenariat. Ils seront également chargés de l'analyse financière et du montage de leurs dossiers. Ces postes s'adressent à des diplômés d'études supérieures (BSC ou équivalent, ITB ou CESSB) ayant une expérience de l'action commerciale et des études de crédit de 3 à 5 ans. La rémunération, essentiellement fonction de l'expérience des candidats, sera de l'ordre de 200.000 francs. Une évolution de carrière sera proposée en fonction des résultats obtenus. Ecrire à Christine BERNET en précisant la référence S8186M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

SERVICE ET DEVELOPPEMENT INFORMATIQUES

INGENIEURS GDES ECOLES

ENST, ESE, ENSIAG, INSA, ENSI, DIA, IMAG

Pour assurer des développements : LOGICIELS DE BASE, LOGICIELS SYSTEMES, LOGICIELS D'APPLICATION, TEMPS REEL, TELECOM, RESEAU, CA, CFAO, IA, GESTION.

CV + prétentions à : BOI - Tour Gallieni 1 78-80, avenue Gallieni 93174 BAGNOLET CEDEX.

E.C.E. RECHERCHE PROFESSEURS ACTION COMMERCIALE COMMERCE INTERNATIONAL INFORMATIQUE SPECIALISTE B.T.S. ADRESSE CV A.E.C.E. 12, PLACE J.-AMVOT, 77000 MELUN.

Université Paris 12 93 RUE DE VILLETANEUSE 93, pour 1987-88 plusieurs

ENSEIGNANTS VACAT. 3 à 6 heures par semaine. Dpt INFORMAT. 48-25-85-01 - INFORMAT. (analyse, info, arch., matériel), MATH (analyse, probabilités), Dpt GESTION 48-25-85-02 - INFORMAT. de GESTION (anal., progiciels, langages). Cette annonce concerne exclusivement des fonctionnaires et des professionnels en activité.

CADRE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

Environ 90 ans. Bas + 4. Avec expérience professionnelle, et possible dans secteur analogue ou de l'économie sociale. Connaissances gest., compt., informatique, indispensables. Bonne des relations humaines et goût des responsabilités. Envoyer C.V., photo et prêt. à MOCCEN - 15, rue du Louvre 75001 PARIS.

SOFRES

Recherche PERSONNES ayant parfaite connaissance langue ROUMAINE pour interviews touristes. T4, en jour 1 partir de 14 h 147-36-95-54.

RECHERCHONS PROFESSEUR Carrière ou agréé en français, anglais. Téléphones : 43-39-48-00.

VILLE DE VALENCE (Drôme) classée 90 à 150 000 IN RECRUTE

un cadre supérieur secrétaire gél adjoint ou directeur de services administratifs pour assurer la responsabilité de services importants financiers, comptables, sports, culturels, chargé d'assurer et réguler les activités de services en contact direct avec le public. Ce poste convient à un cadre ayant :

- des compétences certaines en finances locales et gestion
- une expérience d'au moins 5 ans à un emploi de direct. ou d'encadrement supérieur en collectivités territoriales.

Adresser candidatures, manuscrites, avec C.V. détaillé + photo s/r 8.884 le Monde Publique 5, r. de Montcaumon, 75007 PARIS, pour le 5 juillet 1987, délai de rigueur.

UNIVERS DE
LA GESTION

**BANQUE REGIONALE
EN EXPANSION** recherche

**CREATION DE 2 POSTES
MARSEILLE ET MONTPELLIER**

ADJOINTS AUX CHEFS D'AGENCE

Essentiellement chargés d'une clientèle PME/PMI (gestion et suivi de comptes), dans une équipe de 4 personnes, vous possédez, outre une bonne formation bancaire, une expérience confirmée de la clientèle entreprise. réf. 52/4

**MARSEILLE ET
REGION MEDITERRANEE**

INSPECTEURS

Diplômés de l'Enseignement Supérieur Bancaire ou Comptables de haut niveau, vous avez quelques années d'expérience de la fonction ou vous êtes rompus à la gestion bancaire sous tous ses aspects. Vous contrôlerez les agences et pratiquerez l'audit interne de nos services et serez chargés de vérifier l'application de la politique générale du Groupe. réf. 52/8

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à AXIAL, 27 rue Taibout, 75009 Paris, qui transmettra.

Analyste Financier

La croissance importante des activités du CENTRE TECHNIQUE EUROPE DE DIGITAL A VALBONNE SOPHIA-ANTIPOLIS, et plus particulièrement de la Division Termiaux nous amène à renforcer les structures du Département Financier et à créer le poste d'analyste financier. Au sein de l'équipe vous serez responsable de :

- évaluation des programmes d'approvisionnement Européen,
- analyse du positionnement interne et externe de l'activité de distribution des matériels informatiques (termiaux) en Europe,
- élaboration et mise en place d'un système de mesure de performance des opérations,
- évaluation des investissements en relation avec la stratégie U.S. et Européenne,
- suivi de la gestion des inventaires.

De formation supérieure (ESCAE, MBA ou équivalent) vous avez acquis une expérience de 3 à 5 ans dans un environnement international et parlez parfaitement l'anglais.

Merci de faire parvenir votre candidature sous réf. AF/LL à DIGITAL EQUIPMENT, Centre Technique Europe - Division du Personnel - B.P. 29 - Sophia-Antipolis 06561 VALBONNE CEDEX FRANCE.

Digital : un choix de société

Un D.A.F. pour l'Amérique Latine !

Nous sommes l'un des tous premiers groupes du BTP français, présent en France et dans plusieurs pays du monde. Là où nous vous attendons, nous sommes engagés sur des chantiers représentant plusieurs centaines de millions de dollars de travaux.

Après une expérience réussie de direction administrative et financière, l'opportunité que nous vous proposons est de nature à vous passionner. Vous serez le bras droit de notre directeur d'agence, vous superviserez l'ensemble des problèmes administratifs, financiers et comptables : préparation des budgets, consolidation de comptes, gestion de la trésorerie, relations avec les banques, négociations avec les administrations locales, reporting au siège parisien etc... Célibataire ou en famille vous bénéficierez de conditions d'expatriation tout à fait favorables.

Diplômé d'une grande école de commerce ou équivalent, vous avez entre 30 et 40 ans. Autonome, débrouillard et organisé, vous êtes aussi à l'aise dans les contacts au plus haut niveau que sur les chantiers sur lesquels vous aurez à faire de courts séjours. Vous vous sentez capable très rapidement de travailler en espagnol et vous maîtrisez l'anglais. Avant de boucler vos bagages, une dernière formalité : votre dossier complet aux consultants de Sirca, 64 rue La Boétie - 75008 Paris, sous référence 711610 M.

Sirca
Paris-Lyon-Madrid

Membre de Syntec

Transactions Interbancaires

Opérateurs : prenez une longueur d'avance

Très jeune société en France, notre vocation est d'offrir des prestations totalement novatrices et performantes, dans le domaine des transactions interbancaires. Notre savoir-faire en la matière nous assure de larges perspectives d'évolution. Dans ce cadre, nous recherchons plusieurs opérateurs pour participer très activement à notre développement.

Votre rôle : faciliter l'achat et la vente de titres pour le compte de vos clients. Au cours de fréquentes conversations téléphoniques avec ces derniers, vous vous assurerez de leurs différents besoins et les assisterez dans l'atteinte de leurs objectifs. Vous serez développer ainsi d'excellentes relations.

Environ la trentaine, une première expérience dans le domaine des marchés financiers, la pratique de l'anglais : un préalable pour nous rejoindre. Nous prendrons également en compte vos qualités relationnelles et votre dynamisme. Nous ne vous demandons pas de connaissances informatiques et mathématiques spécifiques, mais il est important que vous vous sentiez à l'aise dans un environnement informatisé et «chiffre».

Enfin, n'oublions pas vos capacités d'organisation, votre maturité et votre volonté de progresser dans un domaine en constante évolution qui vous permettront très rapidement d'assurer un rôle d'encadrement ou même de participation à la direction de l'exploitation.

Merci d'adresser CV, lettre de candidatures et rémunération actuelle sous réf. M.66006 GK à l'attention de Georges KRASNOVSKY qui vous assure d'une totale confidentialité.

TEG
113 rue de l'Université
75007 PARIS.

labinal précision mécanique

Nous sommes un important groupe français spécialisé dans la fabrication d'équipements pour l'aéronautique, l'automobile, l'armement et l'électronique.

DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE

**CHEF DE SERVICE
AUDIT COMPTABLE**

De formation Grande Ecole de Commerce ou Universitaire, vous possédez un très bon niveau de formation comptable (DECS minimum). Familier des comptabilités anglo-saxonnes, vous avez, de plus, de bonnes connaissances en fiscalité.

Pour des déplacements fréquents dans nos filiales françaises et étrangères, vous êtes disponible et vous maîtrisez la langue anglaise. Une expérience de quelques années en révision comptable dans un cabinet d'expertise serait un atout supplémentaire vous permettant de réussir dans ce poste et d'évoluer, à terme, au sein du Groupe.

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, ce poste est basé à SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES (78).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) à :
CH. LEFRANÇOIS - PRECISION MECANIQUE LABINAL -
B.P. 218 - 78651 ST-QUENTIN-EN-YVELINES CEDEX.

**DONNEZ A VOTRE FONCTION
L'ENVERGURE DE VOTRE POTENTIEL**

Spécialisée dans la vente de produits de luxe, filiale française d'un groupe américain (CA 2,4 Mds de F), nous recherchons notre

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

En relation directe avec notre Président Directeur Général, vous mettez en place une nouvelle structure administrative et financière et vous vous assurez rapidement d'une équipe performante. Autonome dans cette mission couvrant l'ensemble des aspects comptables, financiers, administratifs et informatiques de notre filiale (CA 75 M. de F), vous alliez sens des responsabilités, du conseil à une ouverture d'esprit certaine afin de répondre aux besoins des différents services. Homme de réflexion et d'analyse, outre le reporting, vous proposez toutes stratégies visant à l'optimisation de nos résultats.

25/30 ans minimum, de formation supérieure (HEC, Sup de Co + DECS ou équivalent) avec une expérience indispensable dans des fonctions administratives et financières acquise au sein de la filiale d'un groupe international ou d'un cabinet conseil, vous maîtrisez la comptabilité anglo-saxonne et maîtrisez l'anglais. Aujourd'hui, vous souhaitez valoriser cette expérience et exprimer à plein vos compétences : l'envergure de notre groupe, des responsabilités importantes, un salaire très attractif répondent à vos ambitions.

Adresses lettre manuscrite, CV, photo, prétentions, à Média-System (réf. 13285), 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra. (Discrétion assurée).

**Jeune Sup de Co
vivez la gestion sur le terrain**

Diplômé d'une école supérieure de commerce en poche, vous souhaitez mettre à profit votre formation dans une entreprise qui va de l'avant, qui bouge. Devenez le véritable bras droit du responsable de l'une de nos agences. Vous assurerez à moyen terme l'ensemble des tâches administratives : comptabilité clients-tourneurs, problèmes juridiques ou fiscaux, gestion du personnel. Vous aimez l'initiative : la variété et la multitude des responsabilités ne vous font pas peur. Vous intégrerez dans un premier temps notre

filiale Sud-Ouest et vous évoluerez ensuite au sein de notre groupe (19 000 personnes - 150 implantations en France et à l'étranger). Merci de nous adresser votre dossier de candidature sous réf. LM 35 à Service Recrutement Formation 39 rue du Collège 75008 Paris.

COLAS

Solide société industrielle cotée en Bourse
(1500 personnes - CA : 800 MF - excellents résultats)

recherche

Chef des Services Comptables

pour animer une équipe de 20 personnes dans un contexte fortement informatisé. Agé de plus de 30 ans, de formation Expert Comptable ou au minimum DECS, il dispose d'une expérience acquise comme Chef des Services Comptables ou Chef de Mission d'Audit. Doté d'une grande rigueur, il a déjà fait la preuve de son aptitude à la direction d'une équipe. réf. 3424

Contrôleur de Gestion attaché au Président

pour assurer la responsabilité du Contrôle de Gestion de la Société et de missions d'Audit opérationnel sur les secteurs commercial, industriel et financier. Agé d'environ 35 ans, de formation supérieure dotée d'une expérience acquise comme Chef des Services Comptables ou Chef de Mission d'Audit. Doté d'une grande rigueur, il a déjà fait la preuve de son aptitude à la direction d'une équipe. réf. 3425

Pour ces deux postes à pourvoir en Région Parisienne, la rémunération reste tout à fait ouverte.

Envoyer lettre manuscrite, CV et salaire actuel en précisant vos dates de vacances et la réf. du poste choisi à L&M-Tourmay/Assom 31, Bd Bonne Nouvelle 75008 Paris Cedex, qui transmettra.

ASSURANCES

Une direction générale pour un grand professionnel

Nous sommes un Groupe de tout premier plan et recherchons, pour nos activités dans le secteur du Courtage d'assurances, un professionnel confirmé de haut niveau.

Outre votre parfaite connaissance dans le domaine de l'Assurance, vous avez exercé des responsabilités vous permettant d'assurer un fort développement de nos produits, dans le cadre d'une stratégie commerciale que vous aurez élaborée.

Il s'agit d'une opportunité de premier ordre pour un professionnel reconnu.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 7261 à Organisation et PubliCité 2, rue Marengo - 75001 Paris, qui transmettra. Vous pouvez préciser les Sociétés avec lesquelles vous ne souhaitez pas être mis en rapport.

Le Directeur Administratif
d'un groupe immobilier de premier plan à PARIS, recherche un jeune

juriste
Maîtrise de Droit

ayant notamment une bonne compétence (2 à 3 ans) en droit des sociétés acquise, de préférence, dans une PME.

Il lui sera confié dans un premier temps la préparation et la tenue d'un certain nombre de dossiers : assemblées générales, conseils d'administration, constitutions de sociétés.

Il interviendra également dans la préparation et la rédaction de conventions de toute nature.

Il lui sera demandé ultérieurement d'intervenir dans les domaines du droit social.

Veuillez écrire en précisant expérience et prétentions sous réf. 1195

INTERCARRIERES
5, rue du Balcon - 75008 Paris

Banque spécialisée dans le crédit immobilier

recherche pour son département crédits aux professionnels

UN ANALYSTE DE CRÉDITS

Diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 4 ou IES) et disposant impérativement d'une première expérience en matière de crédits aux professionnels.

Adresser lettre de candidature, CV + photo + prétentions sous réf. 87084 LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montebello, Paris 7.

JEU
D.ABANQUE
(Siège)JURISTE
EN DR

INTER

C

selon

BU

En

En

En

En

En

En

En

En

En

En

En

En

En

En

En

En

En

En

En

En

UNIVERS DE LA GESTION

JEUNE D.A.F.

A 30 ans, l'ensemble de la fonction...

...dans une filiale qui peut dès à présent vous le permettre (40 pers.)
...dans un Groupe international leader mondial en électronique.
...dans une Culture d'Entreprise où la valeur de chacun dépend avant tout de son autonomie et de ses capacités à prendre ses responsabilités.

Bras droit de notre Directeur, vous interviendrez du Contrôle de Gestion au Bilan en passant par l'Administration des Ventes et serez ainsi le garant de notre efficacité.

De formation supérieure, vous avez déjà une expérience du Contrôle de Gestion en Entreprise internationale, et maîtrisez parfaitement la Comptabilité. Votre qualité essentielle est le sens de la communication, et vous possédez parfaitement la langue anglaise.

Notre Conseil Didier LESUEUR attend votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous référence O/JAF/LM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

BANQUE PRIVEE (Siège Paris)

filiale de deux importants groupes européens à vocation internationale recherche un

JURISTE CONFIRME

EN DROIT BANCAIRE INTERNATIONAL

Classe VII selon expérience

Son domaine : tout ce qui concerne l'aspect juridique de l'activité internationale de la banque, crédits comme opérations financières (de marchés, notamment).

Son rôle : plus ou moins impliqué selon la nature et la complexité des cas : - véritable consultant pour les opérations nouvelles ou les dossiers complexes (ex. hypothèques maritimes, assurance au plan international), - contrôleur préalable des documents contractuels liés aux crédits internationaux ou aux opérations de marchés, - formateur des exploitants et des back-offices pour améliorer la prise en charge par ces derniers du traitement des opérations plus standardisées.

Son profil : - excellente formation juridique théorique et bilingue anglais, - expérience acquise dans une banque (avec habitude de travailler avec des cabinets extérieurs) ou un cabinet juridique, - une certaine connaissance des systèmes de Droit anglo-saxon.

Nous offrons l'intérêt d'une création de poste (décidée pour rassembler sur un Responsable des attributions dispersées), l'opportunité pour un juriste, rigoureux mais créatif, de contribuer à des opérations nouvelles ou de haute technicité - caractéristiques de notre banque - une rémunération motivante et, si souhaitée, une évolution à terme vers d'autres fonctions.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions réf. 27133 à CONTEXTE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01.

Nous nous engageons à traiter les candidatures avec une entière discrétion.

BUDGET ET STRATEGIE

Diplômé(e) de l'Enseignement Supérieur, vous maîtrisez parfaitement l'anglais et pouvez faire valoir une expérience de 3 ou 4 ans acquise au sein d'un cabinet d'audit ou dans le service contrôle de gestion d'une grande entreprise.

Nous vous proposons de participer à l'élaboration, et au suivi des budgets de la banque, et de conseiller les unités opérationnelles dans leurs choix stratégiques.

Cette première affectation vous ouvrira de nombreuses opportunités en France et dans le réseau international.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, manuscrite + CV + photo) sous la réf. SMJ 13 à

Banque Indosuez Service recrutement, carrières 9 rue Louis Murat 75371 Paris Cedex 08



BANQUE INDOSUEZ

Tout un monde d'opportunités

Entrez chez Paribas.

Nous recherchons, pour notre réseau de succursales en France, des gestionnaires de patrimoine confirmés.

Vous possédez une formation supérieure, une expérience similaire d'environ 5 ans et une excellente culture économique. Après une période de formation complémentaire, nous vous confierons des responsabilités de gestionnaire de patrimoine dans une grande ville de France.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature avec lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 7262 à Organisation et Publicité - 2, rue Marengo - 75001 Paris, qui transmettra.

BANQUE PARIBAS

Banque privée quartier Opéra

cherche à pourvoir les postes suivants :

- Responsable du fichier central : gradé homme ou femme, 22/30 ans, ayant une expérience minimum de deux ans dans un service fichier clients, susceptible d'assumer rapidement la responsabilité de cette cellule.
- Rédacteur ou secrétaire des engagements gradé homme ou femme, 22/30 ans, ayant une expérience bancaire minimum de cinq ans dont un an dans le service engagement d'une agence de grande banque.

Merci d'adresser un curriculum vitae avec photo, mentionnant prétentions, n° de téléphone et disponibilité à l'OSP, 04, rue La Boétie, 75008 Paris sous la référence Y qui transmettra.

Rech. CONSEIL EN GESTION d'entreprises avec exp. + form. comptable. Adm. C.V. + prétentions à BOUTIQUE DE GESTION 55, bd Voltaire, 75011 Paris.

CABINET FRANÇAIS D'AUDIT INTERNATIONAL

recrute pour ses équipes de révision et d'organisation IEP, ENA, Grandes écoles commerciales, INSEEC

Env. candidatures à J.-P. SEGUET CABINET CONSTANTIN 66, rue de Caumartin 75008 Paris.

PMI Machine-outils forte technologie CENTRE FRANCE recherche ingénieur

CADRE COMPTABLE

(BTS min) performant en comptabilité analytique, désireux d'acquiescer très rapidement à la responsabilité totale de la comptabilité de l'entreprise. Expérience à 10 ans exigée.

Ecrire à SELF 31, rue Saint-Paul 87000 LIMOGES.

CABINET D'EXPERTISE

COMPTABLE

recherche

RÉVISEUR CONFIRMÉ

3/4 ans d'expérience minimum avec responsabilité de dossiers

Envoyer candidatures à M^{me} HUI BON HOA Cabinet Constant 66, rue Caumartin 75008 Paris

Une importante entreprise internationale de services (CA 1,2 Milliard de F) recherche, pour sa direction financière, un jeune

Auditeur

Paris-Nord (RER)

FF 200-220.000

Rattaché au Directeur financier, il aura pour tâche de réaliser des audits de révision d'établissements et filiales du Groupe, et d'assister la direction financière pour différents travaux (budgets, comptabilité,...).

Ce poste s'adresse à un candidat titulaire du DECS ou équivalent, doté d'une première expérience en cabinet, et ayant une bonne pratique de l'anglais. Il sera appelé à se déplacer pendant le tiers de son temps.

Contactez Jérôme Lancreux au (1) 40.70.00.36 ou envoyez un CV + rém. actuelle + n° de tél à Michael Page Finance, 19 avenue George V, 75008 Paris, sous réf 924 JLM.



Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement financier Paris.Londres.Bruxelles.New-York.Sydney



TRANE

Nous sommes la filiale d'une Société Américaine spécialisée dans la fabrication et la vente de matériel de conditionnement d'air et de réfrigération.

Nous employons 1150 salariés en France et avons réalisé en 1986 un chiffre d'affaires de 750 MF dont 75% à l'export.

Suite à la promotion du titulaire du poste, nous recherchons un

TRESORIER HF

Rattaché à notre Direction Financière, vous serez plus particulièrement chargé d'assurer :

- la gestion de la trésorerie FF et Devises et des positions de change tant au jour le jour qu'à court terme
- la négociation des conditions bancaires
- la gestion, en liaison avec la maison mère, de la structure de financement de l'entité européenne
- la coordination et la supervision de la gestion de trésorerie des succursales et filiales.

Diplômé d'une Ecole de Commerce ou de Gestion, une première expérience d'au moins 3 ans dans la gestion de trésorerie en milieu international (entreprise ou banque) est indispensable.

La maîtrise de l'anglais ainsi que la connaissance de la micro-informatique (Lotus 1.2.3) sont impératives.

Si vous êtes intéressé, veuillez envoyer vos C.V., photo et prétentions sous réf. 3240 à Christian Herson, Société TRANE, 1 rue du Port, 98190 GOLBEY.

Directeur Financier dans la banque

«LA BANQUE POPULAIRE DE SAONE ET LOIRE ET DE L'AIN - 20 agences, 300 collaborateurs, 1,4 Md de F de Dépôts, 1,3 Md de F de Crédits possède une forte implantation auprès des entreprises, des artisans, des commerçants et des particuliers dans une région en plein essor.

«En tant que Directeur Financier, membre de l'Etat major de la banque, vous serez chargé de la définition et de la mise en œuvre de l'ensemble de la politique financière.

«Votre grande ouverture aux nouveaux instruments financiers, vos bonnes notions d'informatique vous permettront de vous sentir parfaitement à l'aise dans les domaines comptable, contrôle de gestion et gestion financière.

«Vous possédez une formation supérieure, Maîtrise de Gestion Sciences-Eco ou Sciences-Po. Votre forte ambition et votre bonne expérience du milieu bancaire (5-7 ans), seront vos meilleurs atouts pour évoluer à ce poste.

«Merci d'adresser votre dossier complet, à Dominique DUSSART, Banque Populaire de Saône et Loire et de l'Ain, 106 rue du km 400, 71009 Mâcon Cedex.



BANQUE POPULAIRE

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

Responsable Administratif HF

Département assistance construction

Un groupe immobilier en forte progression recherche, pour l'un de ses départements faisant réaliser des constructions et des acquisitions de biens immobiliers sur toute la France pour des particuliers, un responsable administratif.

Rattaché directement à la Direction Générale, vous serez responsable de l'ensemble des services administratifs : gestion administrative et financière, de la trésorerie, coordination informatique et procédures, contrôle de gestion... Vous coordonnerez le travail de trois assistantes et travaillerez en étroite collaboration avec trois responsables de programme.

De formation supérieure Droit, Gestion, vous avez 5 ans d'expérience d'animation d'un service administratif. Vous connaissez la bureautique et les aspects juridiques de l'immobilier.

Merci d'adresser rapidement lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle, sous référence 27 7321 M, à notre Conseil.



EQUIPES ET CARRIERES

4, rue de la Bienfaisance 75008 PARIS

UNIVERS DE
LA GESTION

labinal précision mécanique

Nous sommes un important groupe français spécialisé dans la fabrication d'équipements pour l'automobile, l'aéronautique, l'industrie et l'électronique.

DIVISION RALENTISSEURS TELMA
RESPONSABLE COMPTABILITE ANALYTIQUE
CONTROLE BUDGETAIRE

Agé d'environ 30 ans, vous avez une formation comptable (DECS ou niveau équivalent). Une expérience comptable d'environ 5 ans en milieu industriel dont 2 ans en comptabilité analytique et calcul des prix de revient vous permettent, intégré à la Direction des Comptabilités, de prendre en charge :

- la comptabilité analytique,
- le contrôle budgétaire (élaboration, actualisation et contrôle des budgets).

Parallèlement à ces responsabilités vous apporterez votre concours à la comptabilité générale en participant aux arrêtés des comptes périodiques.

Homme de rigueur, de méthode, vous avez le sens du dialogue pour assurer les liaisons avec les Directions Opérationnelles.

Ce poste est basé à CERGY PONTAISE (95).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) à G. JEFFRANCOIS, PRECISION MECANIQUE LABINAL - B.P. 218 - 78051 ST-QUENTIN-WALLES CEDEX.

Back-office Titres, deux jeunes cadres.

Filiale d'un important organisme financier, nous sommes des spécialistes de la gestion administrative des titres. Un secteur particulièrement porteur, comme vous le savez. Le développement de nos activités nous conduit à intégrer deux nouveaux collaborateurs, ayant en commun une bonne connaissance technique des titres et le sens de l'organisation.

L'un, affecté à la cellule organisation/méthodes, se penchera prioritairement sur les procédures du secteur opérations sur titres (25 personnes). Le second prendra la fonction d'adjoint du secteur bourse (30 personnes).

Vous êtes un familier de ces questions, que vous abordez en opérationnel ou bien à titre d'organisateur. Actuellement classe IV ou V, vous souhaitez poursuivre votre progression dans une structure professionnelle et évolutive. Ecrivez à notre conseil SIRCA sous référence 713 513 M-64, rue La Boétie-75008 Paris, qui traitera confidentiellement votre candidature. Merci de préciser votre rémunération actuelle.

Sirca
Paris-Lyon-Madrid

Membre de Syntec

Rejoignez
le N° 1 du loisir

PIERRE & VACANCES

Leader de l'immobilier de loisir (un milliard 200 de C.A.) recherche un

DIRECTEUR DE PROGRAMMES

Il sera responsable d'un ensemble d'opérations représentant un C.A. annuel de 200 millions de F.

Diplômé d'études supérieures (H.E.C. - E.S.S.E.C. - Sciences-Po, ...), il a au minimum 5 ans d'expérience de direction d'importantes programmes immobiliers. Il a de préférence acquis cette expérience chez un promoteur de notoriété nationale.

Notre groupe, en pleine expansion dans son activité de base et dans divers secteurs de diversification, permet de prendre des responsabilités importantes et globales dans un domaine passionnant «l'immobilier de loisir».

Merci d'adresser CV, photo récente et rémunération actuelle, sous référence 704180/M (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac 75007 Paris.
PARIS-LYON-NEW-YORK-MILAN

DMC

Nous recherchons pour une importante société Africaine de production textile dont nous assurons la gestion :

DIRECTEUR FINANCIER ET ADMINISTRATIF

Rattaché à la Direction Générale, vous êtes responsable des activités financières et comptables de l'entreprise (comptabilité générale et analytique, contrôle de gestion, budgets, relations avec les banques...).

Vous aurez également la responsabilité de l'administration et du juridique.

Vous aurez à votre disposition un IBM 36 ainsi qu'un P.C.

Le poste est situé dans un pays francophone de l'Afrique Centrale.

Vous êtes de formation DECS avec une expérience minimum de 5 ans dans un poste similaire. La connaissance de l'Afrique serait un atout supplémentaire.

Nous vous offrons des conditions de rémunération intéressantes ainsi que les avantages liés à l'expatriation.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. sous référence 136/M à M.J. WEBER DMC - Gestion des Cadres - 88, rue de Rivoli 75004 PARIS.

Un des premiers groupes industriels français recherche pour sa branche électricité (2500 p.- 1 Milliard de CA)

CADRE
COMPTABLE

confirmé

De formation DECS ou équivalent il devra avoir acquis une expérience professionnelle d'environ 10 ans en entreprise dans les domaines de la comptabilité générale et analytique.

Il devra également posséder une bonne maîtrise de l'anglais ainsi que des outils d'informatique de gestion.

Il assurera dans un premier temps la fonction d'adjoint au chef comptable d'une des sociétés de la branche.

Sa réussite dans le poste conditionnera l'évolution de sa carrière au sein du groupe.

Les candidats intéressés adresseront leur CV en précisant sur l'enveloppe le N° 9812/M à PARFRANCE ANNONCES 4 rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

PME, filiale de la 1^{re} Société mondiale d'études de marché au service de l'industrie pharmaceutique

CONTROLEUR DE GESTION

Responsable administratif et financier

Nous vous demandons :

- Une formation supérieure financière (plus juridique si possible).
- 2 à 3 ans d'expérience en comptabilité française et anglo-saxonne.
- La pratique courante de la micro-informatique.
- Un anglais «fluant».
- Un sens aigu de la communication.

Vous aurez la responsabilité devant la D.G.

de la GESTION FINANCIERE

- (Organisation, supervision et contrôle des comptabilités générale et analytique en relation étroite avec la Direction financière Europe) ;
- de la GESTION des RESSOURCES HUMAINES dans sa totalité,
- de l'organisation de l'administration interne de l'entreprise.

Merci d'adresser, sous pli confidentiel, votre C.V. plus prétentions à Monsieur J.-R. Angeloglou, 90, rue de la Victoire - 75008 PARIS.

DIGITAL, a progressé en France de 45 % l'an en moyenne sur les dix dernières années pour atteindre 3,8 milliards de francs de CA. Nous recherchons des :

Contrôleurs internes

Vous analyserez, participerez à la mise en place et contrôlerez les procédures permettant une information financière et opérationnelle adéquate dans notre filiale.

Senior : Vous êtes issu(e) d'une école de commerce ou d'une université. 3 à 5 ans d'expérience en contrôle/audit interne ou externe dans un environnement international, la pratique courante de l'anglais vous sont nécessaires pour vous sentir à l'aise dans ce poste.

Junior : Vous êtes diplômé(e) d'une école de commerce, vous parlez couramment l'anglais et vous souhaitez trouver votre premier emploi en milieu international.

A terme, vous serez offertes des possibilités d'évolution vers des fonctions plus opérationnelles. Les postes sont basés à Evry.

Merci d'envoyer votre dossier à Anne CHEVALLIER sous référence MON 407 à DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - 2, rue Gaston Crémieux - 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société

digital

300 personnes, 150 MF CA dont 30 % à l'export, nous sommes spécialistes dans la fabrication de composants industriels plastiques et caoutchouc. Pour conduire notre développement avec succès, nous avons la volonté de nous doter d'outils de contrôle et de prévision performants.

Responsable
comptable et financier

Sous l'autorité du Directeur Gestion-Exploitation, il prend en charge d'une part tous les aspects de la comptabilité générale en garantissant la fiabilité des résultats, la fiscalité et la gestion financière. Il assure d'autre part le développement et la mise en place d'un système de comptabilité analytique cohérent avec le futur GPMO et de comptabilité budgétaire. Il conduit et anime une équipe de 5 personnes, dont 1 Chef de groupe comptabilité.

Ce poste requiert un cadre expérimenté, possédant une formation ESC, Maître de Gestion + DECS et une expérience de 8 à 10 ans acquise en milieu industriel dans un poste similaire. La maîtrise de la gestion et de bonnes connaissances en informatique sont indispensables. Homme d'écoute, d'initiative et de communication, il saura analyser les besoins de l'entreprise et proposer des solutions adaptées à ses différents interlocuteurs.

Le poste est basé à Lyon, la rémunération ne sera pas inférieure à 250 000 F.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo et rémunération), à notre Conseil Joëlle Kruat-Duy, sous réf. 899.

HAY RHÔNE-ALPES

Le Rhône, 5 place de la Gare de la Part-Dieu 69428 Lyon Cedex 03.

le maître d'œuvre de notre
système d'information

HEC, ESSEC, ESC - 2 ans d'expérience

Vous serez le porte-parole des différents services de notre société auprès de la SSII qui réalise nos projets informatiques. Doté d'un gros système sophistiqué qui traite toutes les informations de notre unité de production (450 personnes) fabriquant en grande série des biens d'équipement pour la climatisation, de nos Directions Commerciales (5 agences régionales) et Financières, nous souhaitons confier la gestion de ce service basé en proche banlieue Ouest à un candidat de formation supérieure commerciale, ayant acquis une première expérience de pilotage de projets informatiques et désireux d'élargir son expérience à un niveau de responsabilité globale avant d'élaborer vers une fonction financière. Dans l'immédiat, nous attachons la plus grande importance aux qualités de rigueur, de synthèse et de communication, indispensables pour harmoniser, exploiter et développer l'existant et, dans un second temps, préparer le futur. Premier constructeur européen dans son domaine, notre société (600 personnes, 300 millions de CA dont 35 % à l'export) assure ouvrir des perspectives d'avenir à un candidat de valeur.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 706533.

35, rue du Rocher 75008 Paris

ORION
l'homme et l'entreprise

ADJOINT
DIRECTEUR D'EXPLOITATION

Classe VIII ou hors classe

BANQUE - PARIS

Le Directeur de l'Exploitation d'une banque nationale à taille humaine recherche son Adjoint (classe VIII ou hors classe). Il se verra confier le développement de la clientèle, entre-prises du réseau (Paris - Province). A ce titre, il sera plus particulièrement chargé de :

- l'animation du réseau des exploitants de clientèle commerciale, et du suivi de leur action
- l'organisation de la prospection de la clientèle PME, et de son entretien
- la gestion des équipes d'exploitation.

Alliant au dynamisme un très grand sens relationnel, il élaborera des objectifs, et mettra en œuvre les moyens nécessaires à leur réalisation.

Ce poste constitue une évolution intéressante pour un cadre de haut niveau, justifiant d'une formation supérieure et d'une expérience de l'exploitation bancaire, au niveau d'une direction d'agence ou de succursale.

Merci d'adresser rapidement votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle) à BCCOM Développement - Immeuble Montclair - 3, rue du Javelot 75013 PARIS, qui transmettra.

UNIVERS DE LA GESTION

Une société de prestations de services pour le montage, la conception et la réalisation d'équipements et d'opérations immobilières (150 p.), liée à un groupe financier de premier plan, cherche pour sa direction financière centrale à Paris V^e

un jeune responsable financier

Venez mettre en œuvre la politique financière définie par la direction générale, élaborer les plans de financement, gérer la trésorerie et négocier avec les banques, établir les tableaux de bord de la société et le reporting à la holding. Vous pouvez aussi être associé à d'autres actions liées à l'organisation financière et comptable de la société.

Jeune diplômé d'études supérieures, vous avez 4 à 5 ans d'expérience financière et comptable, si possible dans une affaire immobilière, et souhaitez vous investir pleinement dans une entreprise en mutation.

Notre consultant, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 5024 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON GRENOBLE NANTES
MEMBRE DE SYNTec

SOCIÉTÉ SECTEUR
BANQUE/BOURSE

recherche

ASSISTANT (E)

pour sa Direction de l'Administration Générale

Sa mission :

- Analyses statistiques.
- Participation aux études prospectives, gestion du personnel et études financières.
- Gestion administrative des locaux.
- Gestion et suivi de la documentation générale.

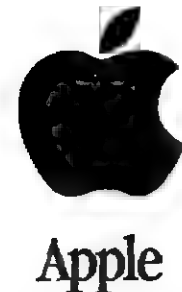
Son profil :

- Jeune diplômé (e) de l'enseignement supérieur ayant des aptitudes à l'utilisation de l'informatique.

Adresser dossier complet à :
SICOVAM Service du Personnel
52, Avenue des Champs-Élysées
75364 PARIS CEDEX 08

Biau Publicité

Analyste financier



Intégré au département "Business Planning", il assurera le support de la gestion financière des filiales européennes : suivre et consolider les résultats opérationnels; élaborer et suivre le budget et les prévisions; développer des outils de gestion et garantir la fiabilité des informations transmises à notre siège américain. Ce poste convient à un diplômé (HEC, ESSEC, INSEAD) possédant une solide maîtrise (4 ans minimum) du contrôle financier acquis dans un contexte international et si possible chez un constructeur informatique. Une rémunération motivante et une progression rapide attendent un candidat performant. Merci d'adresser votre candidature sous réf. A/11087 à notre Conseil CRITERE - 12, rue Pergolée 75116 PARIS.



DIRECTEUR COMPTABLE FINANCIER ET ADMINISTRATIF

Le poste requiert une formation supérieure et des connaissances financières et comptables approfondies. Le candidat devra être capable de superviser l'activité comptable et financière de la société, de gérer les relations avec les administrations fiscales et sociales, et de participer à la gestion administrative de la société. Une expérience de 10 à 15 ans est requise. Le poste est basé à Paris. Merci d'adresser votre candidature sous réf. 5024 LM.

ADAL PARIS

Banque de taille moyenne spécialisée dans les crédits commerciaux à long et moyen terme.

recherche pour PARIS,

COLLABORATEUR

De formation bancaire ou école commerciale, expérience 2 ans minimum dans un poste similaire. Le candidat sera chargé du suivi des prescripteurs et de l'analyse des dossiers. Ce poste nécessite des qualités commerciales et d'adaptabilité.

Veuillez adresser C.V., photo et prétentions s/réf. 10103 à PIERRE LICHOU S.A.
10, rue de Louvois 75002 PARIS qui transmettra.

BASF France - C.A. 4,7 Milliards de F - filiale du groupe chimique allemand présent dans le monde entier, recherche un

JEUNE CADRE FINANCIER

Au sein du Département Comptable et Financier, il participera à la refonte de la comptabilité analytique dont il prendra rapidement la responsabilité. Il sera chargé en outre de l'élaboration des rapports comptables et financiers destinés à la maison mère. La réussite à ce poste lui ouvrira des perspectives d'évolution importantes au sein du groupe BASF.

Ce poste sera confié à un diplômé d'études supérieures - Grande Ecole ou Université - titulaire du DECS, ayant quelques années d'expérience et familiarisé avec l'outil informatique.

Des connaissances en allemand sont nécessaires.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence CF 687 à :

A. POIJANT
BASF France
140, rue Jules Guesde
92300 LEVALLOIS PERRET

BASF

BANQUE LOUIS DREYFUS

APPLIÉE AU GROUPE LOUIS DREYFUS ET À LA BANQUE BRUXELLES LAMBERT

GESTIONNAIRE de PATRIMOINE expérimenté

Vous devrez entretenir et développer une clientèle de particuliers de bon niveau (gestion sous mandat) en bénéficiant de l'assistance des services spécialisés du Siège.

Notre clientèle, comme la tradition de qualité de notre Banque, implique que vous possédiez une expérience réelle et réussie de votre fonction. Nous apprécierons, mais ce n'est pas indispensable, que vous connaissiez la place de NICE et/ou la région Côte d'Azur.

Pendant environ un an, vous exercerez en parallèle avec le titulaire actuel du poste qui est en cours de départ, les fonctions de gestionnaire de patrimoine.

Si vous réussissez et le souhaitez, vous aurez aussi à terme des possibilités d'évolution au Siège ou dans notre réseau.

Merci de nous adresser une lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et prétentions à la Direction du Personnel de la BANQUE LOUIS DREYFUS 6, rue Rabelais - 75008 PARIS.



SR Marseille CONTROLEUR DE GESTION

Vous avez une formation supérieure (HEC ou équivalent) et une première expérience du contrôle de gestion ou de l'audit.

Vous souhaitez donner un nouvel élan à votre carrière. C'est l'opportunité que vous offre notre société (CA 700 MF) un des leaders de la restauration collective en France, filiale en constant développement d'un groupe international dans le secteur des services.

Rattaché au Vice-Président, vous êtes chargé de l'analyse des résultats, de la gestion des comptes clients, de l'amélioration du système d'information ainsi que de différentes missions telles qu'assister la direction générale dans le recrutement et l'intégration de nouvelles filiales.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. et photo s/réf. 41787 à M.T. DUBOIS

INNOVATION CONSULTANTS
34, cours Gouffé - 13286 MARSEILLE Cedex 06

DECS + 3 ANS D'EXP. Responsable comptabilité

Société de Services, nous connaissons un fort taux de développement grâce à une structure souple et à l'appui d'actionnaires puissants.

A 27-30 ans environ, titulaire du DECS comptable, vous avez déjà une expérience de quelques années, de préférence dans une société de service.

Aujourd'hui, vous recherchez, dans une entreprise à taille humaine, des responsabilités croissantes, une grande autonomie d'action.

Rattaché au Directeur Général, vous dirigerez une équipe de 2 personnes et vous prendrez en charge l'administration du personnel, ainsi que tous les aspects de la comptabilité, du passage des écritures jusqu'à l'élaboration du bilan et du compte de résultat. A ce stade, nous attendons de vous une analyse critique et rigoureuse de la situation, des conclusions et des propositions constructives.

Une bonne connaissance de l'outil informatique (de préférence en DBASE III) vous sera précieuse, car déjà très informatisés, nous vous associerons de près à notre objectif 86 : la mise en place d'une comptabilité analytique.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V., photo et prêt, s/réf. 4672, à MEDIA PA 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.



DMC recherche pour une importante société Africaine de production textile dont elle assure la gestion :

CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché à la Direction Générale, le candidat aura pour principales responsabilités :

- l'élaboration et le suivi des budgets (analyses...),
- l'établissement des reportings et consolidation,
- la réalisation d'un important projet de contrôle et de comptabilité analytique.

De formation supérieure ESSEC, Sup. de Co., il devra avoir une expérience similaire d'au moins 5 ans si possible dans un environnement industriel avec une bonne pratique des techniques informatiques et principalement la maîtrise de la micro-informatique.

Nous offrons bon salaire et nombreux avantages liés à l'expatriation.

Merci d'adresser C.V. sous référence 128/M à M.J. WEBER - DMC - Gestion des Cadres - 88, rue de Rivoli 75004 PARIS.

Groupe International de spécialistes du marketing, de merchandising, d'informations, d'hommes de terrain de Vente et Formation recherche

CONSULTANT MARKETING BANCAIRE/ASSURANCE

Nos concepts sont actuellement uniques et sans concurrence dans le marché.

- Vous avez 30 ans au moins, une formation supérieure (HEC, Sciences Po, Sup. de Co ou équivalent). Vous parlez parfaitement l'anglais ou l'allemand. Votre rémunération actuelle est d'au moins 360 000 F/an.
- Vous avez une (ou plusieurs) expérience(s) de produits et/ou de Services grand public sur les plans marketing et communication. Vous avez également la pratique des contacts au plus haut niveau avec des Directions commerciales, techniques, et Organisation de banques et d'assurances.
- Le poste est à pourvoir à Paris.

Adresser votre CV avec photo et lettre manuscrite à

BMC
Bank Marketing Consultants
2, rue René-Geslin, 75016 PARIS

BRIVE : "le riant portail du midi" pour un jeune contrôleur de gestion 200 000 F

Vous avez une formation supérieure, ESCAE et le DECS.

Vous communiquez sans aucun problème en anglais.

Vous possédez une expérience de 3 à 5 ans dans le monde industriel, avec si possible une première approche des relations bancaires et des techniques de gestion anglo-saxonnes.

Vous serez responsable de la mise en place progressive des techniques de gestion moderne, en assurant la fonction classique de "contrôleur" : comptabilité, trésorerie, informatique de gestion, budgets, plans...

Le contexte particulier de l'entreprise implique de fortes capacités relationnelles pour réussir les transformations souhaitées.

Nous sommes une PMI performante (située à Brive : "le riant portail du midi") qui conçoit, fabrique et vend des produits industriels (mécanique de précision) de haute qualité. Nous venons de rejoindre un important groupe international et nous avons l'ambition de nous développer.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, merci d'envoyer votre dossier sous réf. 5059 M à Roland Cardoux, Sérifo, 47 bis, avenue Bosquet, 75007 PARIS.



Le Monde ECONOMIE

LA SÉCURITÉ SOCIALE EN QUESTION

La crise des comptes

Avec les réunions départementales commencent la phase la plus active et la plus large — quelque 8 000 participants — des états généraux de la Sécurité sociale lancés par le gouvernement. Figure au centre des débats le régime général, financé à plus de 90 % par des cotisations assises sur les salaires.

Ses difficultés sont en grande partie « structurelles », comme le soulignent les documents préparés par les « sages » qui pilotent la consultation. Elles résultent à la fois des réformes apportées au système au cours des quinze ou vingt dernières années et d'évolutions plus générales, économiques plutôt que démographiques.

Toutefois le régime général n'est pas seul en cause. D'abord, bien qu'il couvre 80 % de la population, il ne verse que 70 % des prestations des « régimes de base » — une proportion variable selon les risques, qui tombe à 40 % pour les retraites — et une grosse moitié de tout ce qui concourt à la protection sociale. Ensuite, les difficultés qu'il affronte touchent aussi d'autres régimes, mais elles y sont souvent masquées par l'apport important du budget de l'Etat.

Enfin, le système compliqué de transferts, qui le finance, répercute les difficultés et les crises des uns et des autres. Il n'est pas sûr que cette interdépendance apparaisse clairement dans les débats et que le gouvernement soit poussé à entreprendre la clarification nécessaire.

Les difficultés financières actuelles font aussi éclater au grand jour l'ambiguïté des relations entre le régime général et l'Etat, qui a joué jusqu'à présent le rôle déterminant. Quelle part de son pouvoir est-il prêt à abandonner ? Quelles responsabilités les partenaires sociaux gestionnaires sont-ils capables d'assumer ?

DES dépenses qui continuent à croître plus vite que la richesse nationale, alors que se ralentit la progression des recettes, provenant à plus de 90 % de cotisations sur les salaires. Telle est en quelques mots l'origine des difficultés du régime général, le plus important des régimes de sécurité sociale. Cette crise a provoqué de multiples plans de redressement : elle motive aujourd'hui le recours au grand branle-bas des états généraux de la Sécurité sociale, et notamment aux consultations départementales.

Faute de jouer sur les mécanismes fondamentaux de la croissance des dépenses et du ralentissement des recettes, les plans n'ont pu que provisoirement empêcher la détérioration des comptes. Ainsi, après un déficit de 10,8 milliards de francs en 1978, est-on revenu à l'équilibre en 1979. L'excédent de 10,6 milliards de francs enregistré en

leurs cotisants — mais non celui de leurs retraités ; mais leurs déséquilibres sont masqués, car ces régimes sont financés en majeure partie, depuis longtemps, par des subventions d'équilibre de l'Etat et par des transferts, notamment du régime général.

L'institution de la compensation généralisée en 1974, d'abord financée par l'Etat (jusqu'en 1978), est venue charger la barque du régime général, comme, à une moindre échelle, la toute récente intégration financière du régime des cultes. Reste que les difficultés du régime général ont des causes durables, voire « structurelles », du côté des dépenses comme du côté des recettes.

Des retraites plus élevées et plus nombreuses

Côté dépenses, c'est l'assurance-vieillesse qui a progressé le plus vite. En volume, les presta-

Dépenses en croissance, recettes qui ralentissent, un déficit de 21 milliards de francs en 1986.

taient 27,4 % d'hommes « actifs » et 18,4 % de femmes. Mais beaucoup de personnes déjà inactives (retraités d'un autre régime, notamment des régimes « spéciaux », femmes au foyer ou chômeurs) ont été amenées à demander la liquidation de leur pension. Moins importante, la démographie contribue cependant à accroître aussi les dépenses par l'allongement de la durée de vie. Depuis 1970, la durée moyenne de vie a augmenté de 2,9 ans pour les hommes, de 3,7 ans pour les

cale est passée de 39,4 % à 50,8 % en 1980.

Les dépenses d'assurance-maladie consacrées à l'hospitalisation ont été multipliées par 3,2 en francs constants de 1970 à 1984, celles de médecine ambulatoire par 2 seulement. Si les mesures prises depuis 1983 ont stabilisé, voire un peu réduit la dépense de soins hospitaliers (ramenée à 47,7 % du total en 1986), cette stabilisation se fait à un niveau élevé.

Le nombre de médecins libéraux a considérablement augmenté à la fin des années 70, malgré une sélection progressivement renforcée à l'entrée des études médicales. Le nombre de diplômés décroît est passé de 3 500 en 1970 à 2 935 en 1980, et n'est redescendu qu'à 2 500 en 1984. Ainsi le nombre de médecins libéraux est-il passé de 56 000 en 1976 à 95 200 au début de 1987. Cette croissance de l'« offre » facilitant l'accès au médecin a

rapproché du nombre des sorties.

Une véritable explosion technique est intervenue parallèlement. Elle a accru le coût des soins à l'hôpital, mais aussi en ville. Or ce développement n'a pas toujours été maîtrisé. Les nouvelles techniques n'éliminent pas toujours les anciennes ; certains examens systématiques sont pratiqués sans nécessité, comme les électrocardiogrammes ou les analyses préopératoires (*Le Monde* du 13 mai). Pour l'assurance-maladie, cela se traduit par une augmentation régulière du nombre et de la valeur des actes techniques.

Cette croissance de l'offre coïncide avec une évolution démographique valorisant la santé, à une aspiration des Français à être de mieux en mieux soignés. Cette aspiration va sans doute constituer un défi majeur pour les prochaines années : selon les projections de l'INSEE, les dépenses de santé, au sens large, représenteront 20 % de la consommation des ménages en 2000, soit le poste le plus important. Quelle part sera médicalisée, et quelle part pourra être prise en charge par l'assurance-maladie ?

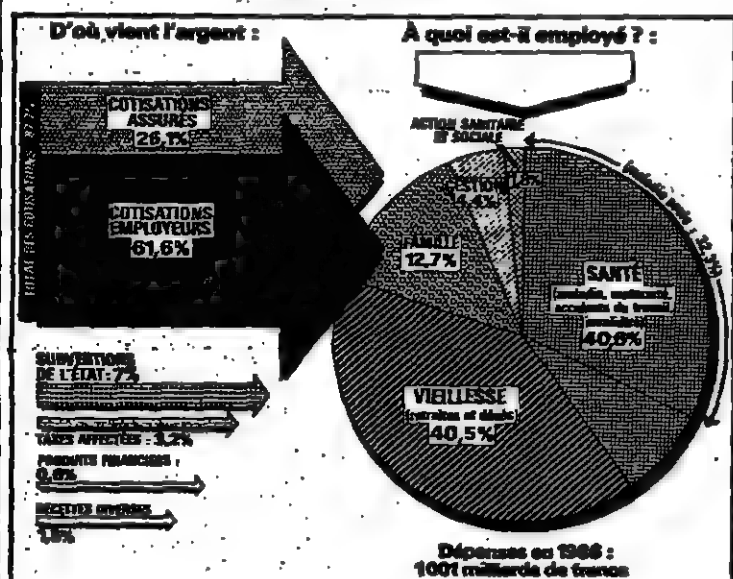
Un chômage pesant

Le vieillissement de la population constitue un second défi. Il a déjà contribué à augmenter les dépenses-maladie, par le développement des maladies chroniques ou dégénératives — souvent prises en charge en totalité, par exemple dans le cas des cancers, de l'hypertension, de l'artériosclérose ou de certaines affections rhumatismales. Mais son poids risque de s'accroître encore : le nombre de personnes âgées de plus de soixante ans devrait passer de dix millions à douze millions aux alentours de l'an 2000, et dépasser les treize millions vers 2010. Or les dépenses de santé des plus de soixante ans sont en moyenne quatre fois plus élevées que celles des moins de soixante ans.

Côté recettes, c'est le chômage qui a joué le rôle majeur. D'abord, il restreint le nombre de cotisants, alors qu'augmente le nombre des assurés. Comme l'écrivait en 1984 le démographe Jean-Claude Chesnais, « l'augmentation de la population active ne fait que refléter l'aggravation du chômage » (2).

GUY HERZLICH
(Lire la suite page 34.)

Régimes de base...



Pour l'ensemble de la sécurité sociale (régimes de base, à gauche), et encore plus pour le « régime général » des salariés du privé (à droite), de loin le plus important, les cotisations, assises sur les revenus professionnels (au premier chef les salaires) occupent une place largement prédominante.

Cette situation est exceptionnelle en Europe. Seul aux Pays-Bas, la part de l'impôt est nettement plus importante (alors de 26,3 % en Allemagne fédérale à 78 % au Danemark, en passant par 30,6 % en Italie et 42,6 % en

Grande-Bretagne, comme le soulignent les « sages » dans un des documents destinés aux réunions des états généraux.

La part importante provenant des cotisations des employeurs dans le régime général nourrit la revendication patronale sur l'exécution des charges sociales. En fait, si l'on compare, comme le font les « sages », le coût total de la main-d'œuvre dans les pays du Marché commun, on constate que la France se situe dans la moyenne, au-dessous de la RFA et des Pays-Bas, au même

niveau que le Danemark et la Belgique, au-dessous de l'Italie, de la Grande-Bretagne et de l'Irlande. Mais la structure du coût salarial en France, accentuée par le jeu du « plafond » pour les cotisations maladie et vieillesse, pénalise les entreprises de main-d'œuvre à bas salaires.

Dans les dépenses de l'ensemble des régimes, les retraites occupent une part nettement plus importante, et la famille une part nettement plus faible que dans le régime général : cela résulte de l'évolution socioéconomique.

contribué à l'augmentation des dépenses. Elle risque de jouer encore longtemps : ce n'est qu'après 1995 que les entrées dans la profession devraient se ralentir et, descendant de 3 300 à 2 900 par an, se

compensée jusqu'en 1980 par l'arrivée à l'âge de la retraite de « classes croisées » nées pendant la guerre de 1914-1918. Ce n'est plus le cas.

Ainsi le régime général est-il amené à payer plus longtemps des pensions plus importantes à un plus grand nombre de personnes. Cette croissance ne va se ralentir que très progressivement, l'augmentation annuelle des dépenses revenant toutefois, selon les prévisions, à 2 % en volume à la fin du siècle. L'effet de la retraite à soixante ans doit s'atténuer, mais l'allongement des carrières, après avoir joué pour les hommes, va jouer pour les femmes. Enfin, vers 2005-2010, arrivent à l'âge de la retraite les générations du « baby-boom » (plus de 850 000 personnes) nées après 1945.

L'aspiration à la santé

La croissance des dépenses d'assurance-maladie tient, elle, à d'autres facteurs qui se sont accrus depuis les années 60.

Il s'agit d'abord du développement de l'hôpital, dont on a voulu faire le pivot du système de soins, qui a attiré son apogée au cours des années 70, avec un accroissement du nombre des lits et une « humanisation » nécessaire, mais coûteuse. La part de l'hospitalisation dans la consommation médi-

La mise en œuvre des régimes de retraite. Les retraités, ayant cotisé plus longtemps, avec de meilleurs salaires, bénéficient de pensions plus élevées. Au départ, le régime général n'avait pas pris en compte le passé, comme l'ont fait les régimes complémentaires. Ce phénomène a été amplifié par la loi Boulin de 1972, qui fait calculer le montant de la pension sur les dix « meilleures » années. S'y est ajoutée jusqu'à 1984 une revalorisation des retraites supérieure à la progression moyenne des prix et même des salaires (les années 1979 et 1980 exceptées).

La mise en œuvre des régimes de retraite. Les retraités, ayant cotisé plus longtemps, avec de meilleurs salaires, bénéficient de pensions plus élevées. Au départ, le régime général n'avait pas pris en compte le passé, comme l'ont fait les régimes complémentaires. Ce phénomène a été amplifié par la loi Boulin de 1972, qui fait calculer le montant de la pension sur les dix « meilleures » années. S'y est ajoutée jusqu'à 1984 une revalorisation des retraites supérieure à la progression moyenne des prix et même des salaires (les années 1979 et 1980 exceptées).

L'allongement de l'âge de cessation d'activité, notamment au cours des années 70, qui a fortement augmenté le nombre de retraités. Selon le CERC (Centre d'étude des revenus et des coûts), la proportion d'hommes de soixante à soixante-quatre ans encore actifs a pratiquement diminué de moitié entre 1971 et 1983, revenant de 65,2 % à 33,6 % ; celle des femmes actives du même âge, d'un bon tiers (de 32,7 % à 20,6 %) (1). Encore en 1983, la moitié de ces « actifs » n'étaient pas des salariés.

L'introduction de la retraite à taux plein à soixante ans n'a fait que sanctionner une évolution déjà sanctionnée : en 1986, aux mêmes âges, selon l'enquête « emploi » de l'INSEE, on comp-

D.E.S.S. « BANQUES ET FINANCES »

Gestion bancaire et prospective des institutions financières

(Université René-Descartes - Paris-V)
Professeur responsable : Eugène Schaeffer

La préparation de ce diplôme d'études supérieures spécialisées est assurée par un corps professoral composé de praticiens de haut niveau et de professeurs d'université. Son obtention permet l'inscription en thèse. L'enseignement, de trois cents heures environ, de novembre à juin, est dispensé en fin de journée, 12, rue de l'Ecole-de-Médecine, Paris-VI.

Cette formation est destinée aux :

1. — Etudiants titulaires d'une maîtrise voulant faire carrière dans la banque, ou préparer un concours d'entrée à la Banque de France, au C.F.F., etc. ;
2. — Cadres bancaires désirant améliorer leur formation générale par un diplôme universitaire de 3^e cycle ;
3. — Cadres confirmés souhaitant accéder au titre de « Docteur en banques et finances ».

Reçoit et dépose des dossiers d'inscription 1987/1988 : du 1^{er} au 24 juillet 1987 (le dossier ferme le 24/7/1987).

FACULTÉ DE DROIT - Secrétariat du 3^e cycle
10, avenue Pierre-Larousse, 92241 MALAKOFF Cedex
(Aucun renseignement ne sera donné par téléphone.)

A chacun son régime

*Cheminots, mineurs, marins...
chaque catégorie professionnelle
dispose de sa propre caisse.*

B IEN souvent, les Français identifient la Sécurité sociale à l'assurance-maladie du régime général — celui des salariés du secteur privé. Pourquoi pas, après tout : pour les Américains n'est-elle pas le régime public obligatoire de retraite des salariés, créé par le Social Security Act de 1935 ?

En bonne logique, cependant, la notion de Sécurité sociale correspond à un système global de protection, offrant à tous, salariés ou non salariés, actifs et inactifs (étudiants, retraités, chômeurs ou « femmes au foyer »), garantie de revenus et soins médicaux. Dans les faits, en France, elle ne représente pas l'ensemble de la « protection sociale ».

Le régime couvre seulement trois risques : maladie (et accidents du travail, ainsi qu'invalidité), vieillesse, famille (au sens large, puisque l'on y inclut le versement de l'allocation aux adultes

handicapés). Mais non le chômage — dont le poids ne cesse d'augmenter — confié aux ASSEDIC. Il ne comprend pas l'aide sociale (non obligatoire) apportée aux « nécessiteux » par l'État ou les collectivités locales, ou la « prévoyance » assurée par les mutuelles ou les régimes d'entreprise. Ni même, bien que cela puisse se discuter, les retraites complémentaires, non généralisées à toutes les catégories socio-professionnelles. Du moins la Sécurité sociale couvre-t-elle tout le monde ou presque.

Elle déborde donc largement le seul « régime général », celui dont on parle le plus souvent, mais qui n'a de général que le nom. A la Libération, les créateurs de la Sécurité sociale auraient voulu, comme le racontait le plus marquant d'entre eux, M. Pierre Laroque, dans *le Monde* daté 29 et 30 septembre 1985, mettre en place un régime unique englobant

l'ensemble des salariés d'abord, les autres travailleurs ensuite. Chacun n'aurait eu affaire, pour tous les risques, qu'à une seule caisse : celle de son lieu de résidence.

Mais les résistances corporatives et politiques en décidèrent autrement. A la demande du patronat et du MRP, on maintint l'autonomie des allocations familiales. Les salariés bénéficiaires d'un « statut », notamment les cheminots, les mineurs et les marins, alors nombreux et fortement organisés, obtinrent par un véritable chantage sur la CGT de conserver leurs régimes d'assurances sociales, qui donnaient de

général, couvrant l'ensemble des salariés du secteur privé, actifs et retraités (26,3 millions de cotisants, 44,7 millions d'assurés), un régime spécial des salariés de la Comédie-Française et ses 200 retraités.

L'importance de chacun de ces régimes a changé avec l'évolution économique et sociale. Le régime général a grossi avec l'extension du salariat : en 1954, les 11,3 millions de salariés non agricoles ne formaient encore que moins de 60 % de la population active ; en 1982, au nombre de 17,5 millions, ils en représentaient presque 82 %. Parallèlement, exploitants, aides familiaux et salariés de

quatre régimes séparés pour la retraite (2).

Prestations et cotisations se sont rapprochées cependant avec le temps, mais inégalement : presque totalement pour les allocations familiales, à un moindre degré pour l'assurance-maladie, encore faiblement pour la retraite, malgré l'intention d'harmonisation affichée lors de la loi de 1974 sur la compensation entre les régimes.

● **Famille** : la branche la plus unifiée. Au total c'est la branche famille qui est la plus unifiée autour de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) du régime général ; les prestations

vailleurs indépendants (commerçants, artisans et professions libérales) et dix « régimes spéciaux » (3). Toutefois, la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) a récupéré les fonctionnaires : elle touche leurs cotisations, mais les prestations sont souvent versées par les grandes mutuelles de la fonction publique (comme la MGEN, Mutuelle générale de l'éducation nationale, ou la Mutuelle générale des PTT).

Une grande diversité

Pour la maladie, les prestations sont les mêmes dans presque tous les régimes ; toutefois, les mineurs et leur famille, les cheminots et les agents de la RATP jouissent d'une quasi-gratuité des soins auprès des médecins de l'entreprise ; à l'inverse, les travailleurs indépendants non agricoles sont un peu moins bien remboursés que les salariés pour les soins médicaux de ville et les prescriptions (50 % au lieu de 75 % ou 70 %) et ne bénéficient pas d'indemnités journalières en cas de maladie.

Mais une grande diversité subsiste dans les cotisations, généralement inférieures à celles du régime général, tant pour les employeurs que pour les salariés sans que cette différence corresponde à de moindres remboursements.

● **Retraites** : l'éclatement. Pour les retraites, en revanche, l'harmonisation n'a fait que peu de progrès, hormis l'alignement des artisans et commerçants sur le régime des salariés en 1973. Qu'il s'agisse des taux de cotisation, de l'âge d'ouverture des droits à la retraite à taux plein (variant de 65 à 50 ans, voire 40 à l'Opéra de Paris), de la durée d'affiliation exigée, du mode de calcul de la pension et de son montant par rapport aux revenus antérieurs, les régimes de retraite — 115 régimes « spéciaux », certains mineurs, s'ajoutent au régime général et aux cinq régimes de non-salariés — demeurent morcelés et disparates.

C'est là aussi que la place du régime général est la plus limitée : il couvre 80 % des salariés, il ne verse que 42 % des retraites, contre 27 % aux régimes de non-salariés et 22 % aux « régimes spéciaux ».

G. H.

Etages mobiles

E N principe, la protection sociale comprend trois « étages » : la protection sociale obligatoire assurée par les « régimes de base » de sécurité sociale ; les régimes complémentaires de retraite, résultant de conventions ou d'accords collectifs, et enfin une couverture facultative, individuelle ou collective, obtenue par adhésion à une mutuelle ou par contrat avec une compagnie d'assurance ou une caisse de prévoyance.

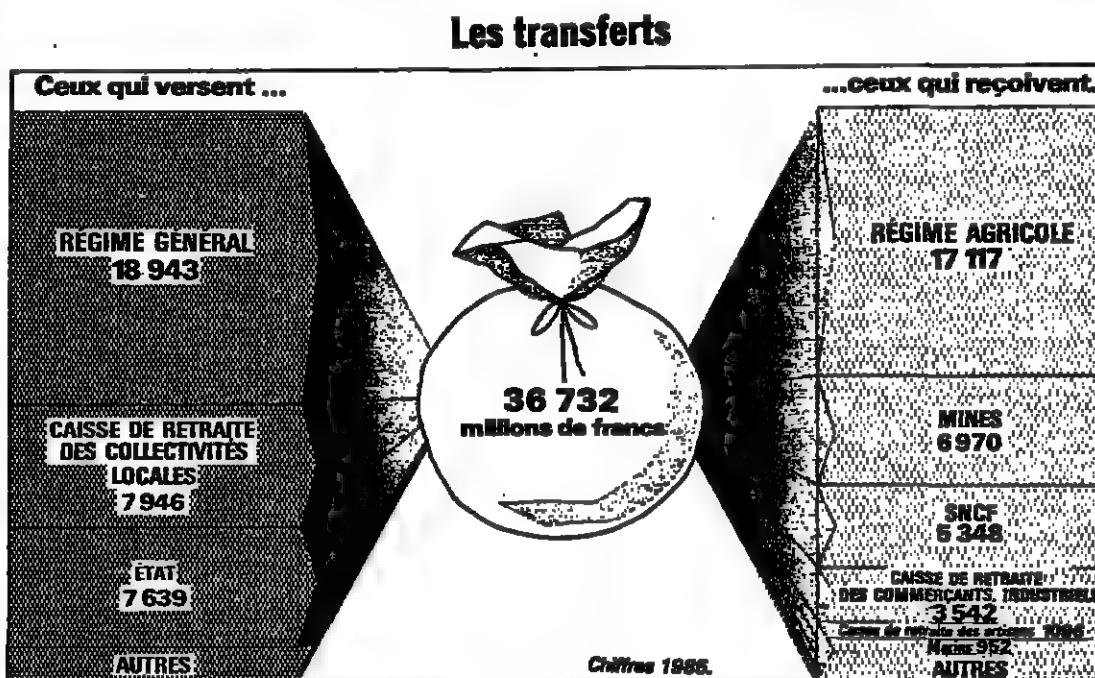
Dans les faits, ces distinctions sont moins évidentes. Les cotisations perçues, comme les prestations versées par les régimes de retraite complémentaires, ne sont pas moins obligatoires que celles des régimes « de base », pour les individus comme pour les entreprises. Les modes de gestion ne sont pas toujours différents. Certes des retraites qui complètent le régime général des salariés sont gérées par des caisses autonomes, paritaires, réunies pour la très grande majorité, dans l'Association des régimes de retraites complémentaires (ARRCO) et l'Association générale des institutions de retraite des cadres (AGIRC).

Les partenaires sociaux n'attendent même pas l'appro-

bation des autorités de tutelle, théoriquement nécessaire, pour appliquer les relevements de cotisation ou les revalorisations de pension qu'ils ont décidées. Mais, chez les non-salariés, ce sont les mêmes organismes qui versent retraites « de base » et retraites complémentaires.

En définitive, c'est plus le mode de calcul qui distingue les deux catégories de retraites, comme l'existence éventuelle d'un taux de cotisation variable à partir d'un plancher obligatoire.

La distinction n'est pas moins délicate pour le « troisième étage ». Les cotisations et les garanties résultant d'un accord d'entreprise ou de branche ne sont pas moins obligatoires pour l'employeur que pour le salarié. Même l'adhésion individuelle à une mutuelle, sans être obligatoire — on peut quitter celle-ci, choisir d'adhérer à une autre, — peut présenter un caractère quasi automatique, par exemple pour les grandes mutuelles de la fonction publique (éducation nationale, PTT, impôts, etc.). D'autant que celles-ci ont souvent délégué des caisses d'assurance-maladie pour verser les prestations. — G. H.



La catégorie « autres » représente : 1) Ceux qui versent : Caisse de retraite des professions libérales, 842 millions de francs ; EDF-GDF, 797 ; Caisse maladie des travailleurs indépendants, 283 ; Banque de France, 220 ; Clercs de notaire, 88 ; RATP, 21. 2) Ceux qui reçoivent : Caisse retraite des cultes, 872 millions de francs ; Caisse retraite tramways (CAMRT), 644 ; Accidents travail salariés agricoles, 314 ; Caisse retraite SEITA, 74 ; Saint-Pierre-et-Miquelon, 3.

Ce graphique, établi selon les données des rapporteurs de la commission Bouillon, représente les soldes déduits de la compensation en 1985. Plus de la moitié des sommes transférées (51,6 %) est apportée par le régime général. Mais cela ne représente que 3 % de ses dépenses, et 4 % pour FEDE-GDF, contre 34,2 % pour les collectivités locales, 37,2 % pour la caisse des professions libérales, 23,1 % pour celle de la Banque de France.

Côté bénéficiaires, le plus important est évidemment le régime des agriculteurs (46,6 %). Mais les transferts ne représentent encore que 28,6 % de ses recettes, contre 42,3 % pour les mineurs, 13 % environ pour la SNCF ou les marins, 29 % pour le régime des commerçants et 12 % pour celui des artisans.

Les gros bénéficiaires des transferts reçoivent aussi généralement une aide importante de l'État, qui

s'élève à 21,3 % des recettes pour les agriculteurs, 53 % pour les marins, 41,2 % pour la SNCF, 34,4 % pour les mineurs.

Les mécanismes de compensation sont très complexes, différents pour la maladie (où il existe à la fois une compensation généralisée et des opérations bilatérales) et pour la vieillesse, où l'on compare d'abord entre salariés ou non-salariés, avant de répartir les soldes déduits. Il existe enfin depuis 1986 une nouvelle « surcompensation » entre les régimes spéciaux avec ses règles propres.

Cette complexité s'ajoute au poids des sommes en cause pour nourrir les réclamations des payeurs. De plus, les règles utilisées ne permettent pas de vérifier que l'effort contributif des « bénéficiaires » soit égal à celui des cotisants des autres régimes.

meilleures retraites que la « Sécurité sociale » nouvelle, et assureraient la gratuité des soins. Artisans, commerçants, agriculteurs et professions libérales refusèrent de se fonder dans la masse des salariés : progressivement ils ont créé leurs propres régimes, de 1950 à 1971, d'abord pour la retraite puis pour la maladie.

l'agriculture sont revenus de plus de 5 millions, soit près de 27 % de la population active, à 1,75 million, soit moins de 7 %, faisant fondre le régime agricole.

Encore cette double structure mouvante est-elle simplifiée.

On peut, en effet, dépendre d'un seul organisme pour tous les risques : c'est le cas des agriculteurs ou des mineurs, qui ont une caisse unique, ou encore des cheminots, qui reçoivent toutes les prestations de leur employeur, la SNCF. On peut aussi dépendre d'un régime pour les allocations familiales, d'un autre pour le remboursement des dépenses de santé, et d'un troisième pour la retraite : les artisans, les commerçants et les professions libérales, par exemple, sont rattachés au régime général pour la famille, mais possèdent un régime commun d'assurance-maladie (1) et

sont les mêmes pour tous (elles sont toutefois versées par la Mutualité sociale agricole pour les exploitants et salariés agricoles, par l'employeur pour les fonctionnaires, ouvriers de l'État et du SEITA, les cheminots et les salariés de la Banque de France), les cotisations aussi, sauf chez les agriculteurs, où subsiste un système assis sur le revenu cadastral.

● **Maladie** : un rapprochement partiel. Pour l'assurance-maladie, l'harmonisation a été la plus avancée, outre les salariés et exploitants agricoles, les 1,8 million de tra-

(1) La Caisse nationale d'assurance-maladie des non-salariés non agricoles (CANAM) fait les mêmes cotisations mais normalement partie du régime général.

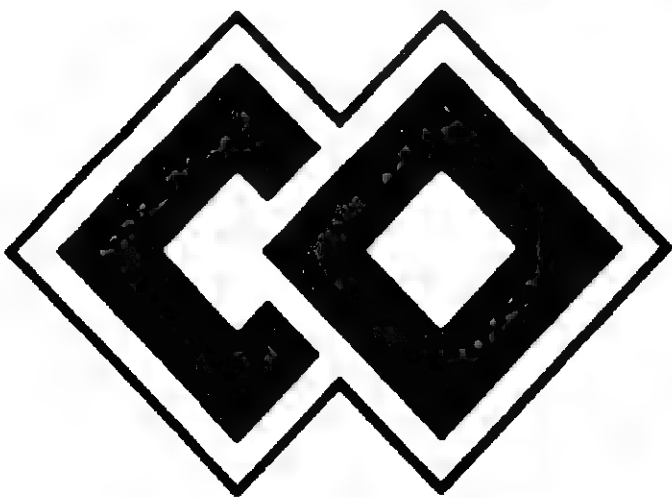
(2) L'ORGANIC (Organisation autonome nationale de l'industrie et du commerce) pour les commerçants et industriels, la CANCAVA (Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance-vieillesse artisanale), la Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales (CNAVPL) avec des sections spécialisées par profession, les avocats ayant cependant leur régime propre, la Caisse nationale des bureaux français.

(3) Militaires, marins, mineurs, SNCF, RATP, clercs de notaire, Banque de France, Compagnie des eaux, Chambre de commerce de Paris, cultes.

**UN AUTODIDACTE
PEUT-IL ENCORE
REUSSIR AUJOURD'HUI ?**

SCIENCE • VIE • ÉCONOMIE

JUILLET-AOÛT



**LA PASSION
DE LA QUALITÉ**

La crise des comptes

(Suite de la page 33.)

Entre 1973 et 1986, le nombre des demandeurs d'emploi a augmenté de plus de deux millions, celui des « actifs occupés », malgré l'arrivée des femmes sur le marché du travail, seulement d'environ 250 000... Et le salariat, après avoir connu une croissance ininterrompue, tend à plafonner.

Or cent mille chômeurs coûtent, estime-t-on, quatre milliards de francs au régime général, indépendamment du coût de l'indemnisation. Au total, écrit encore M. Chesnais, « tout se passe comme si du seul fait du chômage le taux des prélèvements obligatoires était majoré d'un cinquième par rapport à une situation de plein emploi ».

Le chômage exerce aussi une influence indirecte sur l'évolution de la population active. Le retard à l'entrée dans la vie active constaté au cours des années 70 et 80 tient sans doute à une prolongation spontanée de la scolarité, comme l'abaissement de l'âge de

cessation d'activité à une aspiration au repos. Mais l'un et l'autre sont aussi intimement liés à la crise économique : celle-ci rend plus difficile l'accès à l'emploi, pousse les jeunes à allonger leur formation (scolaire ou non) pour accroître leurs chances, et a entraîné la création de multiples systèmes de préretraite.

Cette crise de l'emploi n'est pas près de se résorber — même avec une croissance économique un peu plus forte, même avec l'apport des « petits bouts ». Selon le commissariat au Plan, pour « ramener à l'horizon 2000 le nombre des chômeurs à son niveau de 1973, les créations nettes d'emplois devraient atteindre environ 230 000 par an en moyenne », alors que, de 1959 à 1974, elles se sont élevées à 160 000 par an en moyenne (3).

GUY HERZLICH.

(3) *Faire gagner la France*. Hachette, collection « Pluriel », 1986.

Des écoles ont décidé de mieux vous informer sur les filières et débouchés suivants :

POUR EN SAVOIR PLUS

et recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment et adresser ce bon à Orientations Service, 57, avenue Montaigne - 75008 PARIS (réponse par courrier uniquement).

M. - Mme - Mlle

Adresse

Code postal

Niveau d'études actuel

Ville

Age

☐ Classes Préparatoires

☐ Grandes Ecoles, Commerce, Gestion

☐ Ecoles à Vocation Internationale

☐ Ventes, Commerce, Gestion, Distribution

☐ Grandes Ecoles Scientifiques

☐ Grandes Ecoles d'Ingénierie

☐ 2^e Cycle de Gestion

☐ Actuel

☐ Administration Militaire - Commerce

☐ Aéronautique et Spatial

☐ Architecture

☐ Assurance

☐ Bâtiment, Travaux Publics

☐ Cinéma

☐ Communication dans l'Entreprise

☐ Communication, Publicité

☐ Communication Audiovisuelle

☐ Comptabilité

☐ Concours Administration

☐ Cours par Correspondance

☐ Danse

☐ Ecole Normale

☐ Expertise Comptable

☐ Formations Artistiques Appliquées

☐ Formation Continue

☐ Gestion Financière

☐ Hôtellerie-Restauration

☐ Immobilier

☐ Informatique

☐ Ingénieur-Chimiste

☐ Journalisme

☐ Logistique Production

☐ Marché de l'Art

☐ Parc-Médical

☐ Prothésiste Dentaire

☐ Recherche Scientifique

☐ Réseaux et Réseautique

☐ Secrétariat, Bureautique

☐ Sciences Sociales et Politiques

☐ Spécialisation Tertiaire, MICE

☐ Tourisme

☐ Transport

EN QUESTION

Les limites de l'autonomie

L'Etat joue souvent un rôle plus important que les partenaires sociaux

Qui doit diriger le régime général de sécurité sociale : l'Etat ou les partenaires sociaux ? La question est posée aujourd'hui aux « Etats généraux ». Dans les faits, la situation n'est pas claire, comme la proposition de loi de M. d'Ornano, président (UDF) de la commission des finances de l'Assemblée nationale, soumettant le « budget social de la nation » au contrôle parlementaire, l'a montré récemment.

Pourtant, en théorie, la réponse est précise : la loi (donc le Parlement) définit les principes fondamentaux ; le gouvernement (le pouvoir réglementaire) décide du taux des prestations et des cotisations ; les partenaires sociaux gèrent l'institution. En fait, les conflits de pouvoir et les discussions sur le partage des responsabilités entre l'Etat et les partenaires sociaux n'ont pas cessé depuis quarante ans.

A l'origine, l'ordonnance de 1945 avait fixé le principe d'une gestion par les infirmes eux-mêmes, c'est-à-dire les assurés. Elle suivait une tradition mutualiste... et une recommandation de l'Organisation internationale du travail (OIT), contre le principe biveridien de la gestion par l'Etat.

La loi du 30 octobre 1946 décida donc que les administrateurs seraient élus, les trois quarts représentant les salariés, les autres le patronat. C'était une rupture avec le passé : les premiers systèmes de prévoyance et les premières institutions de secours ayant été créés par le grand patronat, les caisses

d'assurance sociale avaient été dirigées par des cadres ou des chefs d'entreprise (1).

En fait la situation s'est dégradée dès 1948 : la concurrence et la surenchère des organisations syndicales, notamment à la suite des scissions de la

CGT, la « politisation » de la gestion, notamment en matière de personnel, entraînent des conflits avec l'Etat (en particulier sur les salaires) et amènent le gouvernement à effectuer un contrôle des dépenses de gestion et à rendre obligatoire l'approbation des budgets des organismes. Cette intervention souvent tatillonne sera source de nouvelles tensions.

Décidée à la suite des difficultés financières du régime général (d'ailleurs, la réforme de 1967 devait en principe intro-

duire plus de clarté. Outre la séparation entre les branches maladie et vieillesse, elle instaurait le paritarisme entre employeurs et salariés dans les conseils d'administration et confiait à la nouvelle Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM), en cas de déséquilibre financier, la tâche de recommander des augmentations des cotisations ou d'ordonner des réductions des prestations.

Ni la nouvelle organisation ni le paritarisme n'ont donné les fruits escomptés. Le principe de la tutelle a priori n'a pas été abrogé. Les délibérations des conseils d'administration pouvaient toujours être annulées, ou suspendues lorsqu'elles étaient « de nature à compromettre l'équilibre financier ».

Malgré les pratiques budgétaires plus réalistes des directeurs et agents comptables des caisses — mieux préparés et plus autonomes depuis la création d'un établissement de formation spécifique des cadres, le Centre national d'études supérieures de Sécurité sociale (CNESSE) —, malgré les échanges préalables avec les directions régionales des affaires sanitaires et sociales (DRASS) chargées de la « tutelle », les interventions de l'administration n'ont pas cessé. Le ministère des affaires sociales continue de fixer pour chaque branche les budgets nationaux de gestion administrative et d'action sanitaire et sociale.

Sur le plan local, l'autonomie est encore plus restreinte. La branche vieillesse a été pratiquement centralisée. Dans la branche maladie, l'autonomie des responsables locaux s'est plutôt exercée en court-circuitant l'une par l'autre « deux tutelles qui ne communiquent pas entre elles », celle de l'administration et celle de la Caisse nationale. Quant aux administrateurs, leur liberté d'action est limitée, outre une surveillance parfois lointaine de la gestion, à l'utilisation des fonds sociaux. Un rôle restreint, sauf dans la branche famille où les crédits sont plus importants et les activités plus diverses et liées davantage au tissu social local (« Le Monde de l'économie » du 4 octobre 1983).

Paritarisme mal vécu

Cet échec a plusieurs raisons. D'abord l'imbrication entre la gestion de la Sécurité sociale et les politiques sociales, sanitaires ou familiales, voire économiques ou budgétaires — prioritaires pour les gouvernements par rapport à l'autonomie théorique des caisses. De 1967 à 1987 les pratiques n'ont guère changé.

Ainsi M. Pierre Bérégovoy en 1983 a enlevé aux caisses d'assurance-maladie la possibilité de financer l'équipement des hôpitaux, pour bloquer le développement de ceux-ci. M. Philippe Séguin en 1987 a fait modifier le règlement intérieur de ces caisses pour les obliger à assurer des remboursements complémentaires sur leurs fonds d'action sanitaire et sociale aux malades à revenus modestes qui n'étaient plus remboursés à 100 % ou ne l'étaient plus que pour une partie des soins (en particulier pour les médicaments à « vignette bleue »).

Importé des régimes complémentaires et de l'assurance-chômage, le paritarisme n'a pas retrouvé ses avantages au sein du régime général. Imposé par la loi au lieu d'être né de conventions collectives, il a été mal vécu, sauf dans les conseils des caisses d'allocations familiales (CAF), pratiquement paritaires dès 1946 : la présence des travailleurs indépendants et des associations familiales, l'existence d'intérêts communs et un certain esprit « familialiste » général dans les CAF y ont réduit les antagonismes.

Au lieu que les décisions résultent de négociations où chaque organisation peut tenter d'exercer une influence, le pouvoir a été exercé par des coalitions stables, où Force ouvrière, alliée à la CGC et à la CFTC, a joué avec le CNPF un rôle dominant, la CGT et la CFDT étant exclues. Les postes dans les conseils sont restés l'enjeu de

luttres d'influence entre des syndicats divisés face à un « collège patronal monolithique » (2).

Le patronat a sans doute pris une meilleure mesure des problèmes du régime général. Mais il ne s'est pas autant investi que dans les régimes complémentaires : en témoigne la différence qui subsiste dans le paiement des cotisations (plus lourdes, il est vrai, dans le régime général). Contrairement aux espoirs mis en lui, il n'a pas rendu la gestion plus efficace. Par exemple, sa présence n'a pas fait accélérer la modernisation de l'informatique dans les années 70. Or le retard apporté à celle-ci, dû aux diversités d'approche et à la multiplicité des centres de décision, est sans doute, en bonne partie, responsable des « sureffectifs » actuels dans la branche maladie.

Alliances maintenues

La suppression des élections n'avait pu qu'accentuer la distance entre la masse des bénéficiaires et les responsables syndicaux (3). Censés les représenter, leur rétablissement en 1983, destiné à restaurer la démocratie dans les organismes et la légitimité des administrateurs, a changé peu de chose dans les rapports entre l'Etat et les caisses, comme entre les partenaires sociaux eux-mêmes. Les élections, en renforçant le poids de FO, de la CGC et de la CFTC (qui ont obtenu respectivement 25,1 %, 15,9 % et 12,3 % des voix), ont maintenu les alliances et les pouvoirs ; le

CNPF, dont la représentation a été réduite, y est seulement devenu un partenaire « dormant ».

Surtout, les partenaires sociaux, pris dans les mêmes difficultés et les mêmes contradictions qu'auparavant, n'ont pas regagné d'influence et n'ont pas apporté de dynamisme nouveau dans la gestion des institutions. Si les caisses nationales parviennent à exercer une certaine influence sur les décisions gouvernementales, l'initiative reste à l'Etat, comme le notent les documents préparatoires aux « Etats généraux » : « Dans les faits l'Etat assure la responsabilité principale de l'équilibre financier ». On l'a bien vu pour le « plan Séguin » sur l'assurance-maladie. Et dans la préparation ou l'application des décisions, l'administration technique des organismes joue un rôle souvent plus important que les administrateurs élus.

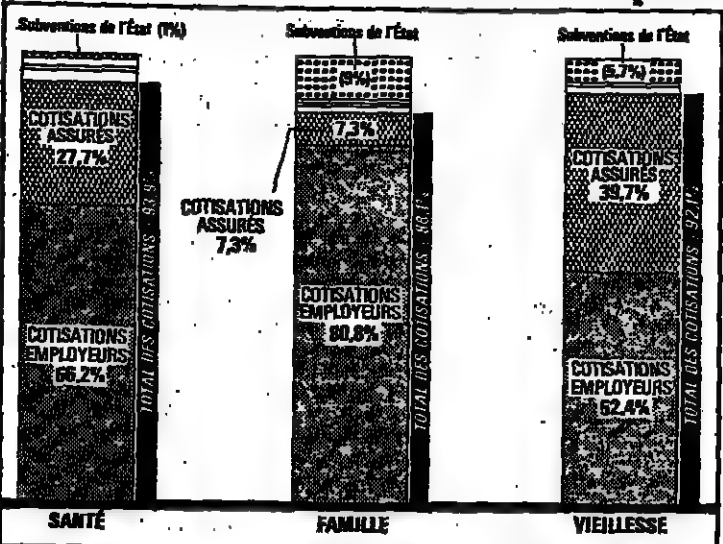
G. H.

(1) Jean-Pierre Dumont, *La Sécurité sociale toujours en chantier*, Editions ouvrières, 1981. Henry Galant, *Histoire politique de la Sécurité sociale en France* (1945-1952). Armand Colin 1955 ; Jean-Jacques Dupeyron, *Droit de la Sécurité sociale*, Dalloz, 1986.

(2) Maurice Darin (FO) actuellement président de la CNAM. *Droit social*, numéro spécial, 1968.

(3) Antoinette Carrio-Lorcy, *Dynamique interne de la Sécurité sociale*, Economica, 1982.

Le financement des trois risques



Le reste des financements (impôts et taxes, transferts produits financiers, etc.) représente respectivement 5,1 % (santé), 2,9 % (famille) et 2,2 % (vieillesse) du total.

La part de l'Etat est particulièrement faible dans le financement de l'assurance-maladie. En revanche, dans la branche famille, il rembourse notamment l'allocation versée aux adultes handicapés (12,8 milliards de francs en 1986), et dans la branche vieillesse, les allocations du Fonds national de solidarité aux retraités ayant des pensions trop faibles (9 milliards de francs) ; s'y ajoute en 1987 le produit de la contribution de 0,4 % sur les revenus imposables, soit 4,7 milliards de francs environ. Mais la France est un des très rares pays où les prestations familiales sont financées par des cotisations.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EURAFRANCE

Société anonyme au capital de 488.539.000 francs divisé en 2.442.695 actions de 200 francs de nominal

Afin de disposer des moyens lui permettant d'accompagner la croissance des sociétés dans lesquelles elle détient des participations et de réaliser des investissements nouveaux,

Eurafrance, société de portefeuille, procède à une

Augmentation de capital

par émission, en numéraire, de 610.673 actions nouvelles de 200 francs de nominal.

Prix d'émission : 1.900 francs par action nouvelle.

Jouissance des actions nouvelles : 1^{er} avril 1987.

Droit préférentiel de souscription :

- à titre irréductible : UNE action nouvelle pour QUATRE actions anciennes.
- à titre réductible : souscription admise.

Période de souscription :

du 24 juin au 23 juillet 1987 inclus.

Une note d'information (visa COB n° 87-208 en date du 9 juin 1987) est à la disposition du public au siège social de la Société, 12 avenue Percier, 75008 Paris, et auprès de MM. LAZARD FRÈRES & Co et des autres Etablissements chargés de recevoir les souscriptions.

BALO du 15 juin 1987.

GESTION : LE MINITEL FAIT SES PREUVES DANS L'ENTREPRISE.

SCIENCE • VIE • JUILLET-AOÛT
ECONOMIE



LA VOCATION DU SERVICE

IFAM

INSTITUT FRANCO-AMERICAIN DE MANAGEMENT

HARTFORD UNIVERSITY • NORTHEASTERN UNIVERSITY
PACE UNIVERSITY

une grande école internationale

- Créé et développé en association avec des universités américaines réputées Hartford U., (Conn.), Northeastern U., Boston (Mass.), Pace U. (N.Y.).
- 3 ans de formation supérieure à la gestion (2 ans à Paris, 1 an aux Etats-Unis).
- 2 diplômes : diplôme IFAM, Bachelor of Science in Business Administration.
- 4^e année : obtention du diplôme MBA, Master in Business Administration.

admission : Baccalauréat exigé + épreuves orales admission parallèle en 2^e année (DEUG, DUT...)

Renseignements : IFAM, 19, rue Cépé, 75015 Paris. Tél. (1) 47 34 38 23

Ettablissement International d'Enseignement Supérieur Privé

Nom : _____ Prénom : _____

Bac : _____ 1^{re} langue : _____

Adresse : _____ Ville : _____

La chronique de Paul Fabra

Un Japonais met dans le mille

OUBLIANT pour une fois de se faire couleur de muraille, comme le font en général les commentateurs dans les conférences internationales, le vice-ministre des finances japonais, Toyoo Gyohten, a, par une proposition hardie, fait un coup de maître à l'occasion de la récente réunion de Hambourg, qui rassemblait gouverneurs d'instituts d'émission et banquiers privés.

La question qui se pose est de savoir s'il a mis dans le mille par hasard ou si la redoutable adhésion de ses propos à l'état d'esprit du temps est le fruit d'une habileté particulière. Une autre interprétation serait que le Japon, plus atteint que quiconque par les conséquences de la maladie du dollar, aurait à son tour pris le parti de ne chercher le salut que dans le surenchère.

Qu'a proposé à la fois de si extraordinaire et si conforme aux préjugés ambiants dans les milieux de la finance internationale le vice-ministre ? Que, pour se prémunir contre les fluctuations intempestives des cours des monnaies, les grands pays industriels, qui cherchent par ailleurs à « coordonner » leurs politiques macro-économiques (voir le dernier sommet de Venise) — tâche qu'ils sont évidemment invités à poursuivre, — se pourvoient en outre d'un supermécanisme d'intervention sur les marchés des changes.

Et Toyoo Gyohten, de mettre les points sur les « i », en révélant sans ambages la nature des opérations qu'il entend mettre en œuvre sur une échelle encore jamais vue. Il s'agirait, selon lui, de créer l'équivalent pour les devises des « stocks-tamppons » (buffer-stocks) ou fonds de stabilisation qui fonctionnent sur certains marchés de matières premières (voir le Monde du 23 juin). La dimension du « réservoir » destiné à absorber les devises indésirées sur le marché devrait être à la mesure des mouvements à contrac-

ter. Ses gestionnaires devraient disposer d'une masse de manœuvre considérable d'un montant équivalent à au moins 100 milliards de dollars.

A en croire les quelques précisions et explications que l'auteur de cette proposition a données par la suite, ce serait plutôt 250 à 300 milliards qu'il estimerait nécessaires pour assurer le succès de sa mise en vigueur. Si l'on comprend bien, c'est, présentement, surtout de yen et de marks dont aurait besoin le fonds préconisé puisque, dans la pratique, stabiliser les changes cela signifie stopper la tendance persistante à la baisse du dollar sur les marchés de Francfort et de Tokyo.

Comment mobiliser de telles réserves ? « Cela ne devrait rien coûter aux États concernés », Décidément Toyoo Gyohten est dans la note. Il suggère l'émission d'emprunts garantis par les trésors publics. Si l'objectif est d'impressionner les marchés, rien ne manque pour les jeter dans une confusion encore plus grande, à la limite de l'irréparable.

DANS une chronique intitulée « Les interventions les plus scandaleuses » (le Monde du 2 juin) et d'autres articles récents, j'avais comparé l'action des banques centrales intervenant sur le marché pour enrayer la chute du dollar aux interventions des organismes stockeurs de la politique agricole commune. Je pensais, sans doute naïvement, par cette analogie en faire ressortir toute la malignité. Pour maintenir les prix artificiellement élevés pour les céréales, les produits laitiers et quelques autres denrées, la Communauté européenne fait procéder à des achats systématiques chaque fois que les prix du marché menacent de tom-

ber au-dessous des prix plus « politiques » qu'économiques fixés par le conseil des ministres des Douze. D'où la formation d'énormes surplus agricoles.

Les prix élevés encouragent la production. Les stocks accumulés en conséquence sont ensuite bradés, à coups de subventions de plus en plus coûteuses, sur le marché international. Ces ventes forcées, à leur tour, ne manquent pas de peser sur les prix qui y sont pratiqués. Ces typiques de cercle vicieux puisque de la sorte l'écart entre les prix de soutien communautaires et le niveau des cours mondiaux a tendance à se creuser à cause de l'influence déprimante exercée par les premiers sur les seconds.

Ces grands désordres paraissent toutefois peu de choses si on les compare aux effets de l'opération de même nature qui consiste, pour une banque centrale, à racheter sur le marché les dollars qui n'y trouvent pas preneurs au cours jugé par elle à un moment donné comme le plus bas acceptable.

Par cette pratique, un institut d'émission rend sa propre mission de gardien du crédit et de la monnaie. Les dollars qu'il achète ainsi sont mis en réserve et sont immédiatement placés en bons du Trésor américain. Tout se passe comme si les interventions sur le marché des changes revenaient, comme l'a ouvertivement reconnu l'excellent Toyoo Gyohten, à stocker des reconnaissances de dettes libellées en dollars à une valeur manifestement surévaluée. On ne peut imaginer de plus sûr moyen pour stimuler l'émission de nouveaux titres de la dette (leur dépréciation sur le marché découragerait au contraire les nouveaux souscripteurs).

Quand on s'avise de l'ampleur phénoménale des interventions qui ont eu lieu sur les grands marchés des changes de novembre 1986 à mai 1987 — leur montant s'élève à quelque 60 milliards de dollars — on ne peut que comprendre l'indifférence totale des parlementaires américains face au déficit budgétaire de leur pays. Ce déficit est plus que jamais aisément financé par la Banque du Japon et la Bundesbank en tout premier lieu. Pourquoi songeraient-ils à diminuer les dépenses ou à augmenter les impôts ?

La plus effarante dans la proposition du vice-ministre nippon est peut-être qu'il trouve dans la référence au rôle des stocks de « régulateurs » un motif pour la justifier. On objectera que le mécanisme qu'il recommande est différent, puisqu'il semble que, dans son esprit, les ressources nécessaires pour racheter les dollars seraient empruntées, au lieu d'être créées ex nihilo, comme c'est le cas lorsqu'une banque centrale intervient (la Banque du Japon qui acquiert des dollars émet de nouveaux yens). N'y a-t-il pas là l'annonce d'un mécanisme éminemment sain d'épongeage des liquidités excédentaires ?

La réalité est tout autre. Ce qui est proposé ressemble à la manœuvre dangereuse à laquelle se livrerait le conducteur d'une automobile à embrayage automatique appuyant avec le pied gauche sur le frein et avec le pied droit sur l'accélérateur. En stockant les actifs financiers dans le « réservoir » à devises (1) on soutiendrait artificiellement leurs cours, d'où l'accélération de leur création. Simultanément, les emprunts du fonds de stabilisation placés sur le cours des titres, et donc pousseraient à la hausse

des taux d'intérêt. Qu'on ne s'y trompe pas : l'absurdité foncière du mécanisme proposé n'est pas une garantie absolue contre sa mise à l'essai. D'autres aussi peu recommandables ont été adoptés dès qu'on y a vu un moyen de plus pour gagner du temps.

POUR l'instant, qu'il suffise de se demander pourquoi un représentant officiel de haut rang, qui ne peut en ignorer complètement la nature, a été amené à formuler cette proposition à l'occasion d'une réunion consacrée, au moins en principe, à la recherche désintéressée de solutions (ce qui, a priori, devrait assurer un minimum de rigueur scientifique) ? La raison, encore plus désespérante que ne le serait l'incompétence, est que très probablement les autorités monétaires japonaises se trouvent placées aujourd'hui, du fait de la dégringolade du dollar, dans une position impossible à tenir.

La masse des interventions accusées la Banque du Japon a été pratiquement contrainte de recourir à si énorme (sans doute plus de 40 milliards en six mois) que toute gestion rationnelle est hors de question. D'où l'idée — on ne sait jamais ! — de tenter de la faire partager par d'autres, y compris les États-Unis. Pour terminer, relevons une des conséquences de ces interventions à laquelle le secrétaire américain au Trésor, James Baker, n'a apparemment pas pensé : pour acheter des bons du Trésor des États-Unis, la Banque du Japon a été en échange des yens. Une bonne partie de ces yens sont restés entre des mains américaines. Or, ils ne peuvent être dépensés qu'au Japon. C'est pourquoi le déficit commercial américain (et l'excédent japonais) persiste malgré la dévaluation du dollar.

(1) Une devise est une créance libellée en monnaie étrangère.

Les ordinateurs déstabilisent-ils Wall Street ?

par MARC BERTONECHE (*)

L'INDICE Dow Jones (Dow Jones Industrial Average) a gagné près de 1000 points depuis mai 1985. Cette hausse historique a été accompagnée d'une volatilité semblable à celle de 1986 et 1987 ont connu des records de hausse ou de baisse enregistrés sur une seule séance. Parmi les diverses raisons proposées pour expliquer ces mouvements brutaux et sans précédent, du moins en ce qui concerne la rapidité du phénomène, figure ce qu'on appelle l'index-program trading, cette force nouvelle qui « électrise le marché ».

Le program trading, dont la traduction française, au moins provisoire, pourrait être « opérations d'arbitrage programmées sur ordinateurs », est une application apparemment simple de la théorie de l'arbitrage selon laquelle des opérateurs achètent et vendent des marchandises identiques sur différents marchés de manière à tirer avantage de disparités de prix, se garantissant ainsi un profit sans risque. Les marchandises sont ici des actions et des futures (contrats à terme d'instruments financiers).

La stratégie consiste à repérer des écarts entre la valeur d'un indice boursier et le marché à terme des instruments financiers (Financial futures) et celle des titres qui composent l'indice. Si, par exemple, le contrat à terme sur indice boursier est surévalué par rapport aux titres qui composent l'indice, l'arbitrage consiste à acheter les titres ou des options sur les titres et à vendre simultanément à terme un certain nombre de contrats sur l'indice.

Quelle que soit l'évolution du marché, le profit est assuré. Si la valeur des différentes actions baisse, la perte est plus que compensée par le gain réalisé sur le marché à terme des instruments financiers, car le prix du contrat sur indice boursier vendu à terme baisse davantage, étant donné qu'à l'échéance l'écart entre la valeur de l'indice et le prix du contrat sur indice aura bien évidemment disparu. A l'inverse, si la valeur des différentes actions achetées augmente, le profit réalisé sera supérieur à la perte enregistrée sur le marché à terme des instruments financiers, car le prix du contrat sur indice boursier vendu à terme aura augmenté d'un montant moindre.

Un jeu sans risque

Les titres choisis le sont non pas en fonction d'analyses financières, de perspectives sectorielles ou de tendances économiques fondamentales, mais uniquement parce qu'ils sont inclus dans la définition de l'indice. Les frais de transaction réduisent considérablement l'intérêt d'une telle stratégie, ce qui explique que ce sont les professionnels, et en particulier les grosses charges d'agents de change et sociétés de courtage (brokerage firms) telles que Salomon Brothers, Kidder Peabody, Goldman Sachs, Shearson Lehman Brothers, etc., qui réalisent ces opérations pour leur propre compte.

Avec la situation des taux d'intérêt, les investisseurs institu-

tionnels et les trésoriers d'entreprises sont de plus en plus incités à entrer dans le jeu. C'est un jeu sans risque, affirmait récemment l'un des responsables de Wells Fargo Investment Advisors, dont les opérations de program trading approchent les 3 milliards de dollars. Il faudrait un effondrement du système financier pour qu'un risque important soit ressenti.

Il y a quelques années de telles opérations n'étaient guère imaginables. Il n'existait pas de contrats à terme ni d'options sur indices boursiers. De plus les opérateurs ne disposaient pas de technologies suffisamment perfectionnées pour repérer instantanément les écarts entre les différents marchés et pour mettre en œuvre immédiatement des stratégies susceptibles d'en tirer parti.

Aujourd'hui, les contrats à terme (futures) et les options sur indices boursiers se sont multipliés : Standard and Poor 100 (S&P100), Standard and Poor 500 (S&P500), the Nyse Composite Index, the Value Line Index, the Major Market Index (MMI), etc. Des logiciels très sophistiqués ont été développés qui permettent à l'ordinateur (d'où le nom de program trading) d'exécuter instantanément les stratégies d'arbitrage.

Peut-on évaluer les montants impliqués dans de telles opérations ? Cela est assez difficile car ceux qui savent n'en parlent pas et ceux qui en parlent n'en savent rien. Et il est vrai que ces opérations de program trading sont encore entourées du plus grand mystère. On ne révèle pas les règles d'un jeu qui vous permet de gagner de l'argent, se plait-on à dire à Wall Street. On s'accorde cependant à reconnaître qu'aujourd'hui ces opérations d'arbitrage représentent entre 15 % et 20 % du volume des transactions du New York Stock Exchange (1).

L'heure des sorcières

Leur volume n'est pas réparti de manière uniforme dans le temps. C'est en particulier aux dates d'échéance des contrats à terme, des options sur indices boursiers et des options sur actions les trois quarts vendus de mars, juin, septembre et décembre (dates connues aux États-Unis sous le nom de triple witching hour) que les volumes atteignent des niveaux considérables et provoquent des mouvements brutaux des cours.

(*) Professeur à l'université de Bordeaux et à la Harvard Business School.

Le développement du program trading est en train d'ouvrir aux États-Unis un large débat dans la communauté financière. Certaines voix se sont élevées pour souligner le risque de perte de crédibilité du marché auprès du public. Face à ces brusques mouvements des cours, le petit investisseur ne risque-t-il pas de se laisser et d'abandonner un marché qu'il ne comprend plus ? La conséquence immédiate serait une concentration de pouvoir trop forte au niveau des gros investisseurs institutionnels.

D'autres critiques mettent l'accent sur l'intérêt décroissant des analyses financières réalisées par les spécialistes des différentes sociétés cotées. La règle du jeu n'est plus de sélectionner des valeurs en fonction de leurs résultats, de leurs potentiels et de leurs stratégies mais de retenir les valeurs entrant dans la composition des indices boursiers pour lesquels existe un marché de contrats à terme ou d'options.

La grande question en définitive est de savoir si ces pratiques de program trading accroissent ou non la volatilité des cours sur le marché boursier. Certains le pensent et souhaitent la mise en œuvre par les autorités de contrôle, en particulier la SEC (Securities and Exchange Commission) et la CFTC (Commodity Futures Trading Commission) de réglementations permettant de limiter les effets

de ces opérations. Ces autorités n'ont jusqu'à présent émis aucun avis, même si elles se disent très préoccupées par l'impact de ces pratiques et ont entrepris d'en étudier sérieusement les conséquences.

Cependant, nombreux sont ceux qui contestent cette idée d'une volatilité accrue des cours. Le professeur William Sharpe de l'université Stanford, l'un des pionniers de la théorie moderne des placements boursiers, affirme que le program trading ne fait que rendre le marché plus efficace. Dans une étude récente menée par le professeur Hans Stoll, de l'université Vanderbilt, ce dernier conclut que l'impact sur le cours des actions n'est pas dramatique et qu'il n'est guère plus important que l'effet que pourrait avoir la négociation d'un paquet important de titres, négociation qui peut intervenir à tout moment.

En fait, il semble bien que ce ne soit pas la volatilité des cours qui ait augmenté (elle aurait même d'après plusieurs études, diminué depuis quelques années), mais la fréquence et la rapidité des mouvements tant à la hausse qu'à la baisse. Ceux-ci se font en quelques heures, alors qu'ils exigeaient auparavant plusieurs semaines.

(1) Ces transactions représentent environ 10 milliards de dollars par jour.



L'OBSESSION DE LA PERFORMANCE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS
OFFRE VALABLE JUSQU'AU 10 JUILLET 1987 (inclus)

Midland Bank S.A.

OFFRE DE RACHETER SES OBLIGATIONS

15,90% JANVIER 1983 DE 5 000 F NOMINAL
(EMPRUNT ÉMIS PAR LA SOCIÉTÉ SOUS LE LIBELLÉ BCT MIDLAND BANK)

ET

14,40% OCTOBRE 1983 DE 5 000 F NOMINAL
AUX PRIX RESPECTIFS DE 5 900 FRANCS ET 5 800 FRANCS
PLUS LA FRACTION COURUE DES COUPONS NETS.

L'offre de la MIDLAND BANK SA a été publiée le 26 juin à la cote officielle de la Compagnie des Agents de Change (avis n° 871136). Elle fait l'objet d'une note d'information visée par la Commission des Opérations de Bourse (visa n° 87-263 en date du 25 juin) que chacun pourra obtenir sans frais (MIDLAND BANK SA - 6, rue Piccini, 75110 Paris - Tél. 45 02 80 80).

Fran
sur l'épineux

Le monde est un vaste pays...
Il y a des pays où l'on ne peut pas aller...
Il y a des pays où l'on ne peut pas rester...
Il y a des pays où l'on ne peut pas mourir...
Il y a des pays où l'on ne peut pas vivre...
Il y a des pays où l'on ne peut pas être...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas être...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas mourir...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas vivre...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas être...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas ne pas être...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas ne pas mourir...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas ne pas vivre...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas ne pas être...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas ne pas ne pas être...

Le monde est un vaste pays...
Il y a des pays où l'on ne peut pas aller...
Il y a des pays où l'on ne peut pas rester...
Il y a des pays où l'on ne peut pas mourir...
Il y a des pays où l'on ne peut pas vivre...
Il y a des pays où l'on ne peut pas être...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas être...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas mourir...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas vivre...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas être...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas ne pas être...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas ne pas mourir...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas ne pas vivre...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas ne pas être...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas ne pas ne pas être...

Le monde est un vaste pays...
Il y a des pays où l'on ne peut pas aller...
Il y a des pays où l'on ne peut pas rester...
Il y a des pays où l'on ne peut pas mourir...
Il y a des pays où l'on ne peut pas vivre...
Il y a des pays où l'on ne peut pas être...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas être...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas mourir...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas vivre...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas être...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas ne pas être...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas ne pas mourir...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas ne pas vivre...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas ne pas être...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas ne pas ne pas être...

Le monde est un vaste pays...
Il y a des pays où l'on ne peut pas aller...
Il y a des pays où l'on ne peut pas rester...
Il y a des pays où l'on ne peut pas mourir...
Il y a des pays où l'on ne peut pas vivre...
Il y a des pays où l'on ne peut pas être...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas être...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas mourir...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas vivre...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas être...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas ne pas être...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas ne pas mourir...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas ne pas vivre...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas ne pas être...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas ne pas ne pas être...

Le monde est un vaste pays...
Il y a des pays où l'on ne peut pas aller...
Il y a des pays où l'on ne peut pas rester...
Il y a des pays où l'on ne peut pas mourir...
Il y a des pays où l'on ne peut pas vivre...
Il y a des pays où l'on ne peut pas être...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas être...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas mourir...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas vivre...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas être...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas ne pas être...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas ne pas mourir...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas ne pas vivre...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas ne pas être...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas ne pas ne pas être...

Le monde est un vaste pays...
Il y a des pays où l'on ne peut pas aller...
Il y a des pays où l'on ne peut pas rester...
Il y a des pays où l'on ne peut pas mourir...
Il y a des pays où l'on ne peut pas vivre...
Il y a des pays où l'on ne peut pas être...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas être...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas mourir...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas vivre...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas être...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas ne pas être...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas ne pas mourir...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas ne pas vivre...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas ne pas être...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas ne pas ne pas être...

Le monde est un vaste pays...
Il y a des pays où l'on ne peut pas aller...
Il y a des pays où l'on ne peut pas rester...
Il y a des pays où l'on ne peut pas mourir...
Il y a des pays où l'on ne peut pas vivre...
Il y a des pays où l'on ne peut pas être...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas être...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas mourir...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas vivre...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas être...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas ne pas être...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas ne pas mourir...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas ne pas vivre...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas ne pas être...
Il y a des pays où l'on ne peut pas ne pas ne pas ne pas être...

La réunion du conseil européen

Français et Allemands se sont rapprochés sur l'épineuse question du financement de la Communauté

Le Conseil européen qui se tient le lundi 29 et le mardi 30 juin, à Bruxelles, débattre du nouveau système de financement de la Communauté qui est proposé par la Commission. Mais il s'efforcera aussi de débattre le dossier agricole sur lequel les Douze sont en désaccord. Au cours de la réunion préparatoire qu'ont tenue les ministres des affaires étrangères durant le week-end, M. Hans-Dietrich Genscher a suggéré, à propos du financement futur de la CEE, une procédure qui permettrait d'aller de l'avant. Elle conviendrait aux Français. Mais

Français et Allemands demeurent en désaccord sur l'affaire agricole.

M. François Mitterrand devait aborder largement le dossier agricole qui empêche les relations communautaires. Favourable à une réforme de la politique agricole commune, le chef de l'Etat devait préciser qu'il n'est pas hostile aux aides directes dans la mesure où elles ne se substituent pas aux mécanismes des garanties de marché. Il devait suggérer aussi que les chefs d'Etat et

de gouvernement s'accordent sur un démantèlement des montants compensatoires monétaires sur une période de deux ou trois ans. Quant au financement du budget communautaire, M. Mitterrand, qui souhaite l'instauration d'une taxe sur les matières grasses, demandera à ceux des pays qui s'y opposent, de suggérer une solution de remplacement. Enfin, il devait proposer que la négociation sur les prix agricoles soit reprise par les ministres de l'Agriculture dont c'est la tâche.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Grâce à la RFA on est sorti, samedi et dimanche, de cette impression de débat bloqué qui prévalait auparavant. Le développement de la construction européenne exige des moyens accrus. La Commission de Bruxelles a proposé d'augmenter de manière sensible les ressources mises à la disposition de la CEE et d'aménager, en fonction des besoins de la Communauté élargie, la manière dont cet argent est fourni par les Etats membres ainsi que celle de la sorte le doublement des sommes affectées au Fonds structurel, c'est-à-dire à l'équipement des pays les moins avancés de la Communauté.

Les Français, soucieux d'assurer de manière continue le fonctionnement de la CEE et par conséquent son financement, ont considéré d'entrée de jeu que le bilan Delors (ainsi nommé-on les propositions de la Commission) constituait une bonne base de travail même s'ils n'en approuvaient pas la totalité. Ils ajoutaient que c'était là un projet ambitieux et que s'il se révélait difficile de « boucler » son examen avant le fin de l'année, il faudrait prendre à temps des mesures préventives pour éviter d'arrêter dans des conditions satisfaisantes - c'est-à-dire avec suffisamment d'argent pour faire face aux dépenses - le budget de la CEE pour 1988.

Les Britanniques n'éprouvent pas de sympathie pour le plan Delors. Fidèles à leur thèse traditionnelle, ils considèrent que le moyen le plus sûr de résoudre le problème financier de la CEE c'est de couper avec

résolution dans les dépenses agricoles. Les Allemands tenaient jusqu'à un discours qui, pour être différent, n'en était pas plus constructif. « Nous n'envisageons pas d'accroître sensiblement les moyens de la CEE tant que nos partenaires n'auront pas pris en considération les problèmes spécifiques de notre agriculture », expliquait-on à Bonn. Les Allemands, on le sait, réduisent la course à la compétitivité et la baisse des prix qu'elle implique et que depuis trois ans la Communauté impose à ses agriculteurs. En pratique, leur attitude subordonnait l'ouverture d'un débat fructueux sur le financement de la CEE à une conclusion conforme à leur vœu de la négociation, en somme, sur les prix agricoles, les montants compensatoires monétaires (MCM) et la taxe à appliquer aux huiles végétales.

Samedi, M. Genscher a renversé l'ordre des facteurs en se déclarant disposé à débattre sans préalable du plan Delors et en proposant un scénario pour la mise en œuvre de nouvelles règles financières dans la Communauté. Celles-ci, a-t-il indiqué, devraient être approuvées avant la fin du premier semestre

1988, c'est-à-dire avant la fin de la présidence allemande pour entrer en vigueur au 1^{er} janvier 1989. D'ici à la fin de l'année en cours, les Douze adopteraient des dispositions ad hoc afin de rendre possible dans des conditions budgétaires régulières, le financement de la CEE en 1988.

Trois points de discussion

Ce scénario est tout à fait conforme aux idées françaises avec un « plus » de taille : l'engagement de la RFA de faire aboutir les discussions sur le plan Delors avant la fin de la présidence allemande. L'ouverture ainsi faite, si elle donne une chance à un débat enrichissant des chefs d'Etat et de gouvernement, n'apaise pas pour autant tous les conflits :

1) La procédure proposée par M. Genscher, sans donner une garantie de résultat, accroît les chances d'aboutir en fin de parcours à une solution proche de ce que propose la Commission, en d'autres termes à une augmentation significative des ressources de la CEE.

2) « Limitons les exportations industrielles », demandent les agriculteurs japonais. Pour M. Yamauchi, directeur général de Zenchu, l'influence Union centrale des coopératives agricoles, la solution au conflit commercial entre le Japon et le reste du monde doit venir des responsables de ces frictions, à savoir les grandes industries exportatrices. Zenchu demande au gouvernement d'imposer des restrictions à l'exportation des produits de ces industries, responsables de l'énorme surplus commercial japonais de 100 milliards de dollars. Au contraire « nous, agriculteurs, avons contribué de façon substantielle à la réduction de l'excédent », a indiqué M. Yamauchi, puisque en 1986, les échanges agricoles du Japon ont été en déficit de 17,2 milliards de dollars. Il a ajouté qu'une libération totale des importations de riz réclamées par les Etats-Unis et les industriels nippons ruinerait l'agriculture du pays et ne réduirait le surplus commercial japonais que de 2,3 milliards de dollars.

3) RECTIFICATIF. — L'ancien directeur du cabinet de M. Michel Giraud, président de la région Ile-de-France, qui vient d'être nommé conseiller référendaire à la Cour des comptes, n'est pas M^{me} Michèle Bayrie mais Dayrès (le Monde daté 28-29 juin).

2) Le rapprochement franco-allemand sur le financement futur de la Communauté ne résout pas le différend agricole. En contrepartie de l'effort qu'il consent, M. Genscher invite les Français à faire preuve de souplesse. M. Jean-Bernard Raimond a rappelé que la France souhaitait une politique agricole plus axée sur le marché, sur la compétitivité et comportant donc des prix plus bas. On n'oublie pas à Paris qu'au sein du conseil agricole, tant sur les niveaux de prix que sur l'élimination des MCM (montants compensatoires monétaires), les Allemands se trouvent isolés. On continue à croire que ce serait une erreur de ne pas instaurer, par peur des Américains, une taxe sur les huiles végétales. M. Raimond a insisté pour que le conseil européen donne les directives nécessaires pour que les ministres de l'Agriculture concluent au plus vite leurs travaux. L'identité de vues sur la manière de traiter le dossier financier ne pourra avoir un effet positif sur les résultats au conseil européen que si la France et l'Allemagne trouvent un compromis sur l'agriculture.

3) Les pays membres de la « périphérie », et singulièrement l'Espagne, n'ont pas l'intention de se laisser manipuler par les Etats membres les plus riches. Pour eux, le problème crucial est celui de la cohésion, c'est-à-dire de l'effort de solidarité que la Communauté est disposée à consentir en leur faveur pour les aider à s'intégrer. La France et la RFA reconnaissent que le problème existe. C'est un progrès. Mais elles refusent le doublement de Fonds structurel préconisé à cet effet par la Commission. S'ils s'estiment négligés, les Espagnols, les Portugais et les Grecs pourraient tenter de sérieusement troubler le jeu.

PHILIPPE LEMAITRE.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Coopération entre KWU et Bechtel dans les services nucléaires

La constructeur ouest-allemand de centrales nucléaires KWU (Kraftwerk Union AG) a signé, avec la société d'ingénierie américaine Bechtel Corp., un accord de coopération dans le domaine des services pour centrales nucléaires aux Etats-Unis. Cet accord, selon KWU (filiale de Siemens), pourrait conduire à la constitution d'une filiale commune dans une étape ultérieure.

KWU, déjà présent aux Etats-Unis par le biais de participations dans les sociétés Utility Power Corp. et Advanced Nuclear Fuel Corp., élargit ainsi de manière significative ses activités de services nucléaires transatlantiques.

La Lyonnaise des eaux dans l'électricité de Macao

La Sino-French Energy Development Co. (SFED) vient d'acquiescer 38% du capital de la compagnie d'électricité de Macao. La SFED est une filiale commune de la Lyonnaise des eaux et de New World, important groupe d'affaires de Hongkong. Ils en détiennent conjointement 85%. Sont également associés, au sein de la SFED, Suez Asia Development Capital Co., filiale d'Indosuez (5%), et M. Stanley Ho (10%), un homme d'affaires milliardaire de Macao dont la majorité des revenus proviennent des casinos. Le groupe de la Lyonnaise des eaux est déjà présent avec New World sur le territoire portugais dans le secteur de la distribution d'eau. L'expansion attendue de Macao (400 000 habitants actuellement) implique le renforcement de ses services publics et nécessite d'importants investissements.

Accord franco-allemand dans la planche à voile

La société française Tige SR Industries, premier fabricant mondial de planches à voile, et la société allemande Suibord, septième marque mondiale, ont signé un accord pour regrouper leurs productions à Bédune, dans l'usine de Tige SR Industries. Les deux sociétés conservent leurs propres gammes de produits.

Cet accord, qui prend effet le 1^{er} septembre, permettra à la marque française de sortir des usines d'eau l'expansion attendue de Macao (400 000 habitants actuellement) implique le renforcement de ses services publics et nécessite d'importants investissements.

Le numéro un des laiteries clé en main passe sous contrôle britannique

La firme danoise Pasiac-DTD (1900 salariés), qui était devenue le numéro un mondial pour les ventes de laiteries clé en main, a été cédée à son principal concurrent, le groupe britannique APV-Baker (14 000 salariés et 750 millions de livres de chiffre d'affaires) par la DDS, la compagnie suédoise danoise qui la contrôlait à 100%.

La DDS (septième société danoise en 1986 par l'importance des bénéfices) a été payée en actions (évaluées à un total de 2,25 millions de livres) de la société Baker, dont elle détient désormais 4% du capital. Créée en 1988, Pasiac, en dépit de sucées appréciables sur les marchés étrangers, demeure sérieusement déficitaire. Elle était menacée d'un procès par l'acheteur mécontent d'une usine de fromage en construction au Wisconsin pour les chaînes Burger, et elle a préféré s'en débarrasser. — (Corresp.)

LOGEMENT

Au tribunal de Paris

On ne réquisitionne pas soi-même (suite)

Le juge des référés du tribunal de grande instance de Paris a ordonné, jeudi 25 juin, l'expulsion des deux familles d'immigrés qui, inscrites de ne pouvoir obtenir un logement, occupaient depuis le 11 avril 1986 deux appartements vides d'un immeuble appartenant à l'Office public d'habitation de la Ville de Paris (le Monde du 25 juin). Insrites à l'Office d'HLM comme prioritaires privilégiés, les deux familles — l'une tunisienne, l'autre sénégalaise — avaient dû quitter les logements insalubres dont elles avaient toujours payé le loyer.

Avec l'aide du Groupe de soutien des personnes mal logées, dirigé par M. Yves Lecchia, elles s'étaient installées dans un immeuble faisant l'objet d'un plan de réhabilitation, le réquisitionnant afin d'y attendre leur rélogement. Chacune des familles avait adressé à l'OPHLM des loyers mensuels de 600 F, qui

furent encaissés les 11 mai et 12 juin par l'organisme.

Cependant l'office avait saisi le juge des référés au tribunal de Paris et, dans son ordonnance, M. Pierre Gillet se borne à constater que les familles sont « occupantes sans droit ni titre ». Aussi le magistrat ordonne-t-il leur expulsion « ainsi que celle de tout occupant introduit par eux dans les lieux et la séquestration de leur mobilier dans la quinzaine de la signification de la présente ordonnance, avec l'aide et l'assistance du commissaire de police et de la gendarmerie ». Au-delà de cette quinzaine, les familles seront tenues à une astreinte de 50 F par jour de retard, mais elles sont d'ores et déjà condamnées au paiement d'une somme de 1 000 F à titre d'« indemnités d'occupation ».

M. P.

**45000 FRANCS
TOUT COMPRIS! (I.H.T.)**

VOTRE GESTION COMPLETE D'ENTREPRISE

2 postes de Travail compatibles IBM AT (UN 286, 10 Mgh + 1 terminal) - Made in USA

- + Imprimante 200 cps
- + Logiciel de comptabilité
- + Logiciel de facturation, stocks, etc.
- + Logiciel de paie

Multi-sociétés - Multi-postes.

MICRODISCOUNT

Evolution dans le micro

N'hésitez pas, appelez-nous au N° 42 40 99 66

10, rue Châteauneuf - 75010 PARIS - M° Châteauneuf-London
Ouvert du lundi au vendredi de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

Le Monde DIRIGEANTS

- Une nouvelle rubrique hebdomadaire d'offres d'emplois dans le Monde daté jeudi est réservée aux postes de haut niveau, offrant une rémunération minimum de 400 000 F.
- Les professionnels du recrutement annonçant dans cette rubrique se sont engagés à préserver la confidentialité des candidatures.

Quatrième cimentier français, nous sommes la filiale du 1^{er} cimentier mondial : le groupe HOLDERBANK. Notre métier consiste à aider nos clients, les constructeurs, à mettre en œuvre des bétons de qualité à un coût compétitif en leur offrant la gamme la plus complète possible de matériaux de gros œuvre et de services associés. Notre dynamisme est fondé sur une trilogie :

LA PASSION DE LA QUALITE

Par la qualité de notre potentiel humain et industriel et grâce à nos laboratoires de recherche français et suisses, nous développons des procédés de fabrication toujours plus fiables et des produits de qualité en adaptation constante aux besoins de notre clientèle.

LA VOCATION DU SERVICE

A la « poudre grise », matière de base de notre profession, nous ajoutons la « matière grise », symbole de notre exigence. A notre profession avant tout industrielle, nous donnons une dimension de service en offrant à nos clients toute l'assistance, le conseil technique et la logistique appropriés. Plus que des produits, nous vendons à nos clients de la compétitivité.

Les forages pétroliers en Mer du Nord, les Centrales Nucléaires de Gravelines, Chooz et Fessenheim, l'aérogare de Roissy 2, le pas de tir de la fusée Ariane, les ouvrages du TGV Atlantique, et demain le tunnel sous la Manche, sont autant de défis technologiques auxquels les CEMENTS D'ORIGNY apportent leur compétence.

L'OBSSESSION DE LA PERFORMANCE

Notre exigence industrielle c'est aussi : une productivité supérieure à la profession, un résultat net de 87 MF pour un chiffre d'affaires 1986 de 904 MF et le professionnalisme du n° 1 mondial qui font des CEMENTS D'ORIGNY un acteur privilégié dans la construction de l'avenir.



CEMENTS D'ORIGNY

CEMENTS D'ORIGNY : L'EXIGENCE INDUSTRIELLE

Energie

Après l'accord de l'OPEP à Vienne

L'Irak fait cavalier seul parmi les producteurs

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole a trouvé, le samedi 27 juin, à Vienne, un accord sur la limitation de la production à 16,6 millions de barils par jour pour le second semestre (le Monde daté 28-29 juin). Elle espère ainsi maintenir les prix autour de 18 dollars le baril. L'Irak a une nouvelle fois refusé de participer à la discipline collective à cause de son conflit avec l'Iran.

VIENNE
de notre envoyée spéciale

« Quand les bonnes choses arrivent, il ne faut pas se demander pourquoi mais en profiter en espérant que cela dure ! ». Cette boutade du ministre algérien du pétrole résumé, le samedi 27 juin, l'écoeurement ravi des pays exportateurs de pétrole à l'issue de la conférence la plus réussie et la plus courte que l'OPEP ait connue depuis quatre ans. « Nous sommes tous très heu-

reux », concluait M. Hisham Nasser, le ministre saoudien du pétrole.

Que pouvaient-ils souhaiter de mieux ? L'accord-éclair, définitivement scellé samedi soir en moins de quatre jours de négociations, a toutes les apparences d'un heureux compromis ouvrant la voie à de nouvelles hausses des prix du brut. D'ici à la fin de l'année, les pays exportateurs de pétrole peuvent en effet espérer augmenter à la fois leur production et leur prix. Leur production, puisque le plafond finalement retenu pour tout le second semestre est légèrement supérieur (de 5 %) à celui appliqué depuis le début de l'année. Et leur prix, car il paraît suffisamment limité pour, au moins au cours des trois derniers mois de l'année, pousser le marché à la hausse.

« Cela va raffermir les prix », assurait, confiant, le ministre indonésien du pétrole, suivi, une fois n'est pas coutume, par tous ses collègues et la plupart des analystes présents. « Au quatrième trimestre, les prix dépasseront vingt dollars », affirmait même le ministre iranien.

Si les cours du brut dépassent largement à la fin de l'année les prix officiels adoptés en décembre 1986, la tentation sera très forte pour les treize pays de l'OPEP d'augmenter leurs prix de 18 à 20 dollars, voire au-delà.

A condition que le consensus — et la discipline — tiennent. Jusqu'à là ? Ce qui n'est pas évident. Dans leur désir de conclure au plus vite et d'éviter toute confrontation, les ministres réunis à Vienne ont laissé de côté en effet beaucoup de problèmes brûlants au premier rang desquels l'Irak.

Le principal bénéficiaire

Comme lors de la précédente réunion en décembre 1986, Bagdad a de nouveau refusé de participer à la discipline collective. Il demeure libre de produire bien au-delà du quota théorique qui lui a été attribué (1,6 million de barils par jour) et prévoit même, grâce à un nouvel oléoduc, d'accroître son rythme d'extraction de 25 % d'ici à quelques semaines pour le porter à 2,5 millions de barils par jour. Mieux : les douze autres pays de l'OPEP ont accepté de lui faire la place en adoptant un plafond global largement inférieur à la demande prévue pour la fin de l'année.

Paradoxalement, l'Irak apparaît donc comme le principal bénéficiaire de cette conférence : il pourra devenir dès l'automne le deuxième exportateur mondial — derrière l'Arabie saoudite, mais désormais largement devant son ennemi iranien — tout en bénéficiant des efforts consentis par les autres pays pour soutenir les prix.

Une situation insoutenable, à terme, pour des raisons économiques et surtout politiques. Economiques : les douze autres pays de l'OPEP ont réussi à faire place à l'Irak au cours du deuxième semestre 1987, car la demande le permettait. Qu'en sera-t-il au début de l'année prochaine, lorsqu'il leur faudra de nouveau, pour des raisons saisonnières, se servir la censure ? « Si on examine la demande de pétrole pour l'an prochain, on s'aperçoit que l'OPEP

devra geler son plafond de production au niveau actuel, car l'Irak absorbera tout l'excédent », explique M. Ali Laoussine, président de la société d'analyses Nalco. « Si l'Irak dépasse son niveau de production actuel en décembre, nous ne pourrions plus le tolérer », assure en privé un ministre de l'OPEP.

Un état de fait insupportable aussi pour des raisons politiques : l'Irak n'a pas accepté le fait accompli irakien que contraint et forcé. Bloqué sur le plan militaire, de plus en plus isolé diplomatiquement, Téhéran a perdu, depuis un an, son rôle prépondérant au sein de l'OPEP au profit de l'Arabie saoudite. Compte tenu des capacités d'exportation limitées de ses territoires pétroliers, il ne peut pour l'heure accroître ses revenus que par une hausse des prix. Pour ce faire, il doit donc forcément s'entendre avec Ryad, principal producteur de l'OPEP et allié officiel de l'Irak.

Ayant reconquis depuis un an toute son autorité dans l'Organisation, l'Arabie saoudite est apparue, au cours de la réunion de Vienne, comme un élément modérateur et le principal artisan du consensus. C'est le ministre saoudien qui, au cours d'une réunion de cinq heures avec son homologue iranien, a scellé l'accord en consentant finalement à limiter sa production jusqu'à la fin de l'année à un niveau moins élevé que prévu pour défendre les prix, menacés par la surproduction irakienne. Cela fait, il était difficile à l'Irak de s'opposer à une solution qui, certes, servait son ennemi, mais satisfaisait aussi son principal objectif : la défense et l'augmentation, à terme, des prix du brut.

Cet équilibre politique au sommet entre les deux principaux protagonistes de l'OPEP est fragile. L'Irak n'a pas dit son dernier mot. L'installation d'un nouvel oléoduc lui donnant des capacités d'exportation supplémentaires (voir encadré) renforcera sa position, tant sur le plan militaire qu'à l'intérieur de l'OPEP. De plus, Téhéran compte bénéficier du soutien croissant de la majorité des pays membres de l'Organisation pour amener Bagdad à la raison.

Certains pays envisagent en effet de mettre en place en décembre des quotas de production non plus nationaux mais régionaux, ce qui obligerait les pays du Golfe à sacrifier de nouvelles leur propre production pour faire encore plus de place à l'Irak.

Dans ces conditions, le rôle de médiateur tenu de facto par l'Arabie saoudite depuis un an, et particulièrement évident la semaine dernière, risque de devenir de plus en plus difficile. Or, lui aussi, par les dépassements de Bagdad, le royaume saoudien dispose en fait de moyens de pression limités sur son allié. Il a d'ores et déjà commencé à réduire son « effort de guerre » consenti depuis le début du conflit Iran-Irak sous forme de pétrole — de

150 000 barils par jour à moins de 50 000 barils par jour actuellement — et prévoit d'arrêter totalement cette aide en nature pendant l'été.

Si l'Irak refuse de limiter de lui-même sa production d'ici à l'automne, l'équilibre des forces qui sous-tend depuis un an l'unité de l'OPEP et lui a permis de reprendre l'unité du marché et de stabiliser les prix risque donc d'être rompu. D'autant que la tension du marché aide, l'exemple de l'Irak risque de faire des émules, menant ainsi fin à la discipline de l'Organisation. « Tout repose sur une bombe qui s'appelle l'Irak », assure M. Ali Laoussine.

VÉRONIQUE MAURUS.

L'Iran se prépare à une fermeture du détroit d'Ormuz

L'Iran est en train de préparer un plan d'urgence lui permettant, en cas de fermeture du détroit d'Ormuz, de continuer à exporter toute sa production pétrolière. C'est ce que laisse penser deux informations parues simultanément en marge de la conférence de l'OPEP. Téhéran, affirme la revue *Pétrostratégies* en citant des sources industrielles dans son édition du 29 juin, a entrepris dans le plus grand secret de construire un oléoduc stratégique reliant ses champs pétroliers de Gachsaran au golfe d'Orman à l'extérieur du golfe Persique.

Ce projet, engagé il y a plusieurs mois, mobilise cinq mille personnes et de nombreux sous-traitants étrangers, sollicités au coup par coup pour des tronçons de canalisations. Il permettra à Téhéran, probablement dès le début de l'an prochain, d'exporter un million de barils par jour de pétrole (soit la moitié de ses ventes actuelles) en toute sécurité, même en cas d'arrêt de la navigation dans le Golfe.

Par ailleurs, selon le *Wall Street Journal* (du 29 juin), Téhé-

ran se dit prêt à transformer, en cas de fermeture du détroit d'Ormuz, un gazoduc débranché sur la mer Noire. Cette ligne, nommée Igat-1, construite en 1970 pour acheminer le gaz iranien vers le sud de l'Union soviétique, pourrait, après transformation, acheminer un million de barils par jour de brut exploité ailleurs en dehors du Golfe. Téhéran semble ainsi d'obtenir, le cas échéant, l'approbation de Moscou, ajoute le quotidien financier américain.

L'addition de ces capacités de secours (2 millions de barils par jour au total) correspond au niveau actuel des exportations iraniennes, ce qui laisse supposer que l'Iran se prépare ainsi à une déflagration militaire dans le Golfe. Téhéran a menacé à maintes reprises de fermer le détroit mais il en était jusqu'ici empêché par le souci d'assurer l'écoulement de ses propres exportations pétrolières, qui assurent l'essentiel de ses revenus.

V. M.

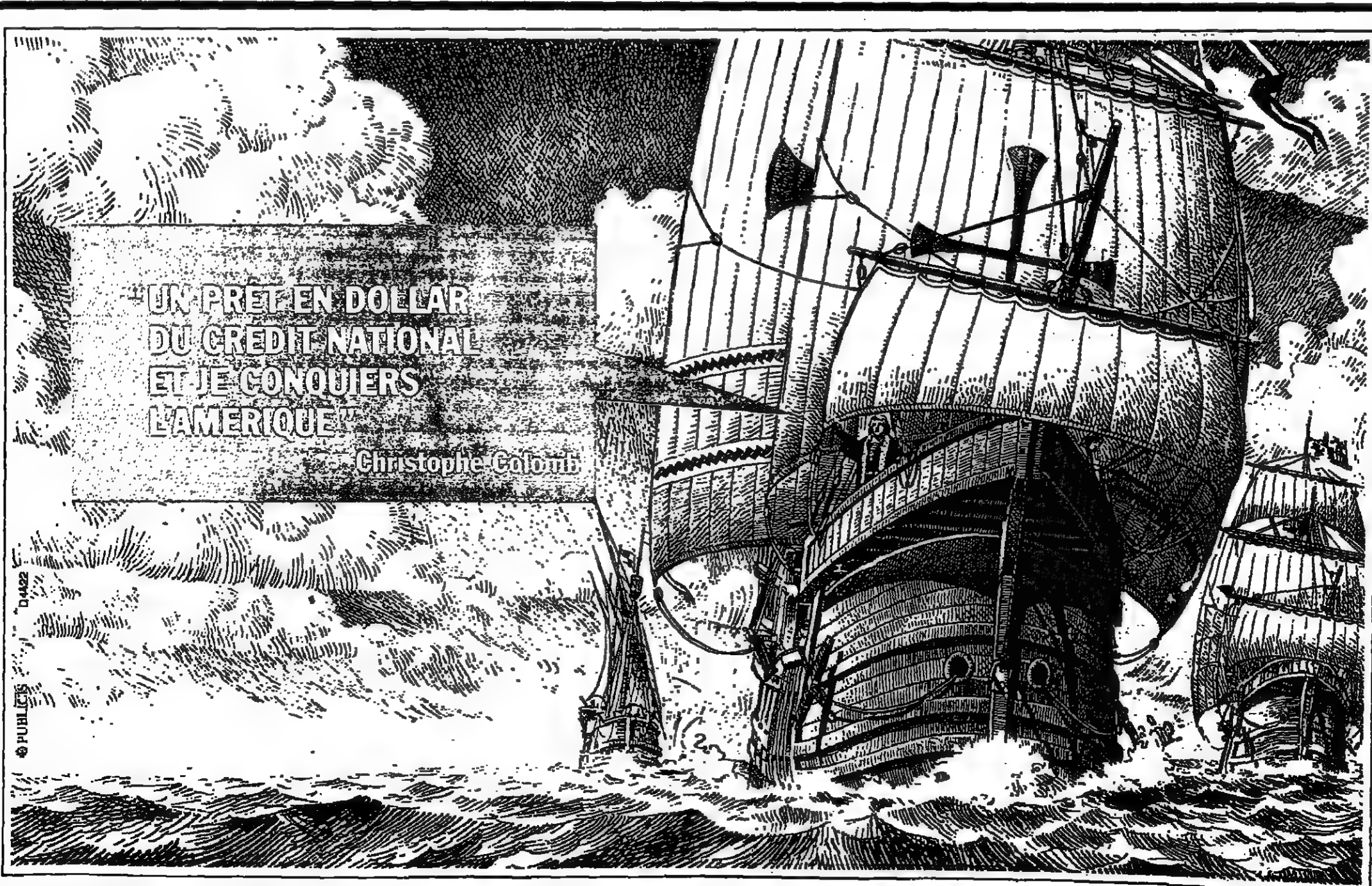
Les termes de l'accord

Les treize pays de l'OPEP, réunis en conférence ordinaire à Vienne du 25 au 28 juin, ont décidé de plafonner leur production au cours du second semestre à 16,6 millions de barils par jour, soit 5 % de plus qu'au cours des six premiers mois de l'année (15,8 millions de barils par jour), mais 10 % de moins qu'initialement prévu pour le dernier trimestre (18,3 millions de barils par jour). Compte tenu des dépassements prévus de l'Irak — qui n'a pas approuvé l'accord — et des autres pays, la production réelle de l'Organisation à la fin de l'année devrait atteindre environ 18 millions de barils par jour, soit un niveau un peu inférieur à la demande prévue.

Compte tenu des incertitudes planant sur l'évolution du mar-

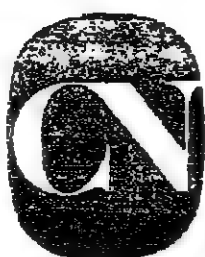
ché, les treize pays ont, en outre, décidé que « en cas de changement significatif des prix du marché » d'ici à la prochaine conférence ordinaire prévue le 9 décembre, ils se réuniraient en conférence extraordinaire pour éventuellement revoir le niveau de leur production. Un comité de cinq pays (Nigéria, Venezuela, Algérie, Indonésie, Arabie Saoudite) a été chargé de surveiller l'évolution des prix.

Enfin, l'OPEP a chargé le Nigéria, l'Indonésie et le Venezuela de rendre visite aux pays qui ne respectent pas la discipline — l'Irak et les Émirats Arabes Unis au moins — afin de les convaincre « de se conformer aux termes de l'accord » de limitation de production.



Développement des investissements à l'étranger, investissements matériels ou immatériels, besoins en fonds de roulement ou acquisitions d'entreprises. Le Crédit National finance tous les besoins des entreprises. Son expérience et sa puissance financière lui permettent d'apporter à chacune une solution personnalisée et performante.

45, rue Saint-Dominique, 75700 PARIS - Tél. (1) 45 50 90 00. Lyon - Lille - Marseille - Nantes - Nancy - Bordeaux - Strasbourg - Rouen - Dijon - Toulouse - Orléans - Besançon - Poitiers - Quimper - Grenoble - Reims - Amiens - Ile-de-France.



Crédit National

LES MOYENS DE LA RÉUSSITE

Olivetti présente les micro-ordinateurs qui respectent votre liberté de décision.

Le micro-ordinateur a révolutionné l'entreprise, apportant une rapidité et une efficacité inimaginables auparavant. Cette révolution, comme toute révolution technologique, était pilotée par les constructeurs.

Le monde a changé. Les entreprises ont adopté et exploité cette nouvelle technologie et elles ont fait les investissements nécessaires.

Aujourd'hui, la micro-informatique fait partie de l'environnement familier de l'entreprise qui sait maintenant définir par elle-même ses besoins. Olivetti estime qu'il faut l'écouter.

L'évolution des systèmes.

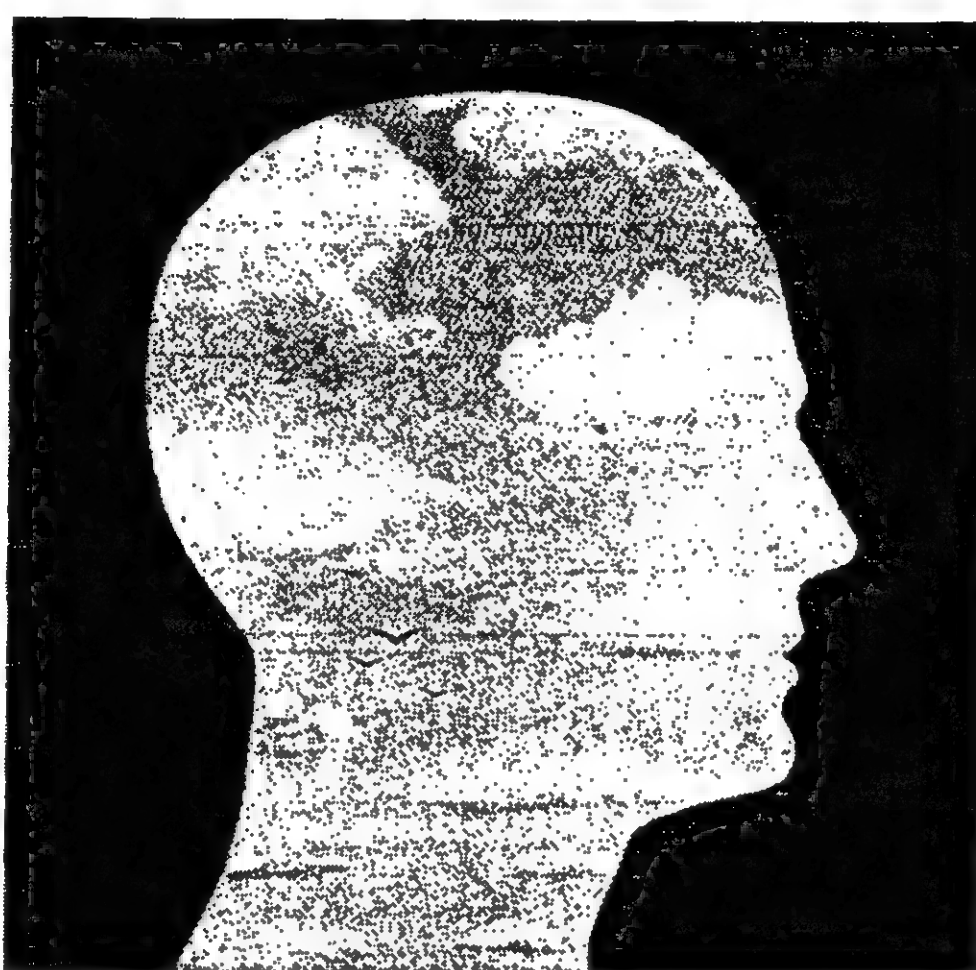
La notion du micro-ordinateur a fortement évolué au cours de ces dernières années : de machine indépendante, l'ordinateur personnel est devenu partie intégrante d'un système. Cette évolution a déterminé l'approche d'Olivetti : nos micro-ordinateurs sont conçus pour être les "briques" d'un système informatique complet.

L'approche systèmes exige aussi une technologie de plus en plus puissante et sophistiquée. Là, le consommateur a, d'une certaine façon, repris l'initiative de l'évolution technologique et le constructeur doit apporter de nouvelles réponses.

La stratégie d'Olivetti est claire : l'utilisateur d'aujourd'hui est devenu "maître" dans ses choix technologiques et financiers. Bien entendu, il veut des produits qui lui offriront les avantages de la technologie la plus récente.

Cependant, il est aussi en droit d'exiger des produits qui lui laissent la liberté entière d'intégrer et de structurer son système informatique comme il l'entend. Il a besoin d'un niveau élevé d'interconnexion, et de postes de travail offrant le meilleur rapport prix/performance. Enfin, il veut être libre de choisir lui-même le standard du marché.

Avec sa nouvelle gamme de produits, Olivetti répond à toutes ces exigences.



marché. (Ils offrent, par exemple, la liberté de choisir entre des disquettes 5 1/4 ou 3 1/2.) Et Olivetti garantira toujours une compatibilité absolue avec les standards du marché quelle que soit leur évolution.

Par conséquent, les nouveaux modèles complètent la gamme actuelle des micro-ordinateurs Olivetti (incluant le M15 portable, récemment présenté), et offrent au consommateur un vaste choix dans la planification de ses systèmes.

Une compatibilité totale avec la base installée, une grande puissance de calcul, des configurations intégrées et ergonomiques, ainsi qu'une approche modulaire permettront à l'utilisateur de développer son système informatique en accord parfait avec ses besoins.

Une solution complète.

De la même manière qu'il respecte l'investissement existant de l'utilisateur, Olivetti-Logabax a le souci de le protéger et de lui offrir un support complet dans le futur.

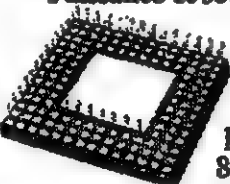
Le caractère complet de la nouvelle gamme de micro-ordinateurs rejoint l'aspect complet de l'offre Olivetti, qui couvre tous les produits liés aux micro-ordinateurs, des logiciels aux imprimantes.

De plus, le réseau hautement qualifié des concessionnaires et distributeurs Olivetti-Logabax et le réseau direct sont à la disposition des clients pour les aider à définir leurs besoins et leur assurer un support et un service après-vente sans faille.

Les nouveaux micro-ordinateurs Olivetti ont donc été conçus pour donner à l'utilisateur une liberté de choix optimale. Ils le laissent libre de se développer et d'évoluer au lieu de lui lier les mains.

C'est dans ce sens que nous appelons la nouvelle gamme de micro-ordinateurs Olivetti la voie de la liberté.

Puissance et souplesse.



Au sommet de la nouvelle gamme Olivetti se situent trois modèles utilisant le puissant micro-processeur 80386.

Ce seront les micro-ordinateurs les plus rapides et les plus puissants du marché, parfaitement adaptés à la tendance qui consiste à intégrer les micro-ordinateurs dans des réseaux locaux en liaison avec des mini-ordinateurs.

• Cette nouvelle ligne comprend les modèles M380/T et M380 ainsi que le micro compact M380/C.

La ligne M380 sera complétée par une gamme de nouveaux micro-ordinateurs disponibles dans de nombreuses configurations :

• Le M280 : micro-ordinateur puissant et extrêmement rapide, basé sur le micro-pro-

cesseur 80286, avec possibilité d'intégration en environnement multi-tâches.

• Le S281 : station de travail spécialement conçue pour travailler en environnement réseau local, également basée sur le micro-processeur 80286.

• Le M240 : station de travail performante, correspondant à l'évolution naturelle du M24, l'un des micro-ordinateurs les plus largement diffusés dans le monde.

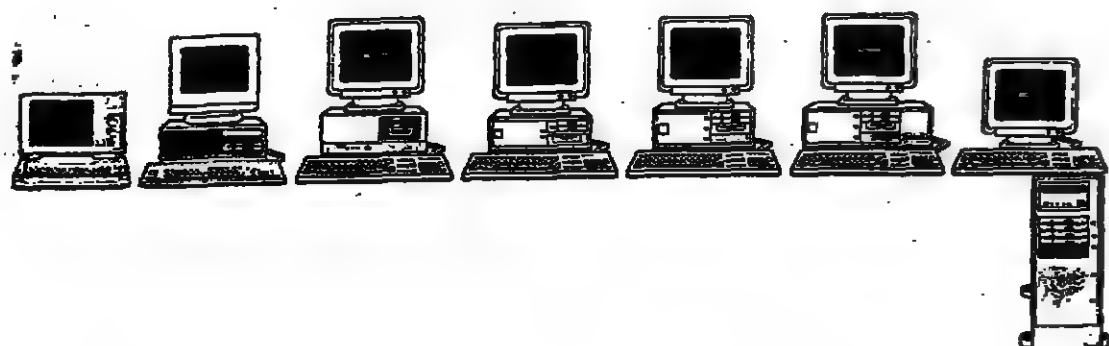
Une garantie de compatibilité.

Les nouveaux modèles ont été conçus comme une évolution de la gamme existante



des micro-ordinateurs Olivetti. Ils sont totalement compatibles avec les standards du

olivetti-logabax



NOUVEAUX MICRO-ORDINATEURS OLIVETTI
LA VOIE DE LA LIBERTÉ

EUSSITE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

JAPACIC

Société d'investissement
à capital variable

L'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires s'est tenue le 24 juin 1987 sous la présidence de M. Jacques Deszars de Montgailhard.

Au 31 mars 1987, date de clôture de l'exercice 1986/1987, l'actif net de la SICAV, qui s'élevait à 529 millions de francs, était représenté par 3 144 034 actions, contre 452 millions de francs et 3 166 684 actions en circulation à la fin de l'exercice précédent. Dans le même temps, la valeur liquidative de l'action JAPACIC est passée de 142,68 francs à 168,28 francs, soit une progression de 18 % hors coupon et de 20,7 %, en tenant compte du dividende net de 4 francs par action mis en paiement au mois de juillet 1986.

L'assemblée générale a décidé la distribution d'un dividende net de 4,28 francs par action, majoré de 0,48 franc représentant l'impôt déjà versé au Trésor, soit un revenu global de 4,76 francs. Le conseil d'administration, qui s'est tenu à l'issue de cette assemblée, a fixé au mercredi 15 juillet 1987 la date de mise en paiement du dividende qui pourra, en outre, être réinvesti en actions JAPACIC en franchise de droit d'entrée, jusqu'au jeudi 15 octobre 1987 inclus.

Au 19 juin 1987, la structure de l'actif net, qui atteignait 562 millions de francs, se présentait comme suit :

Obligations françaises 26,05 %
Obligations japonaises 1,16 %
Actions françaises 17,44 %
Actions japonaises 39,10 %
Semi-liquidités et disponibilités 16,25 % et la valeur liquidative de l'action s'établissait à 180,68 francs.

COMPAGNIE OPTORG

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 24 juin 1987, a approuvé l'annulation des comptes de l'exercice 1986 qui se soldent par un bénéfice net de 13 327 660 F.

Elle a décidé la distribution d'un dividende global de 10,30 F par action, représenté par un dividende net distribué de 7 F auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 3,30 F.

Ce dividende sera mis en paiement le 15 juillet 1987.

CEA-INDUSTRIE

L'assemblée générale ordinaire de CEA-Industrie, réunie le 25 juin 1987, a approuvé les comptes de l'exercice 1987.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'est élevé à 31 milliards de francs, en augmentation de 9,2 % sur celui de l'exercice précédent.

Le résultat net consolidé de l'exercice est un bénéfice de 1 392 MF (951 MF en 1985) et s'entend après un solide positif de produits et charges exceptionnels de 284 MF (solde négatif de 1 153 MF en 1985) et une charge d'impôt de 313 MF (1 178 MF en 1985) dont 246 MF d'impôt différé (1 077 MF en 1985).

Le résultat d'exploitation de l'exercice s'élève à 2 791 MF (3 917 MF en 1985). La baisse de ce résultat d'une année sur l'autre s'explique principalement par l'évolution du secteur du cycle du combustible et en particulier par les effets combinés de la baisse du dollar, de la baisse de la contribution d'EURODIF, ainsi que du poids des charges prélabiles à l'exploitation des futures usines de La Hague. Les autres secteurs, qui sont tous bénéficiaires, ont amélioré leur résultat d'exploitation en 1986.

Le résultat social de l'exercice est un bénéfice de 260 MF (246 MF en 1985). L'assemblée des actionnaires a approuvé la distribution d'un dividende global de 78,4 MF (46 MF en 1985) soit 2,80 F par action (1,66 F en 1985) assorti d'un avoir fiscal de 1,40 F (0,83 F en 1985).

Il est rappelé que la société a émis, en décembre 1985, 454 545 titres participatifs de 1 100 F. Ces titres bénéficient d'une rémunération comportant une partie fixe (50 % du TMD) et une partie variable (25 % du TMD) indexée sur la capacité d'autofinancement d'exploitation consolidée du groupe CEA-Industrie (CAEC).

La CAEC de l'exercice 1986 s'élève à 6 153,4 MF. Les CAEC des exercices 1984 et 1985, recalculés pour tenir compte des modifications de périmètre intervenues en cours d'exercice (principalement intégration globale de Mokta et de ses filiales, ainsi que cession des actifs Wharton), s'élevaient respectivement à 3 782,8 MF et 7 320,4 MF.

Dans ces conditions, le coefficient de participation est égal à :

$$CP(1987) = \frac{1.573 \times 7.320,4 + 6.153,4}{3.782,8 + 7.320,4} = 1,909$$

et la partie variable de la rémunération est égale à :

$$0,25 \times TMD \times 1,909 = 0,477 TMD$$

et la rémunération globale servie le 1^{er} janvier 1988 sera égale à 0,977 TMD au lieu de 0,893 TMD pour l'exercice précédent.

ENELFI-BRETAGNE

L'assemblée générale d'ENELFI-BRETAGNE, réunie le 23 juin 1987 sous la présidence de M. Michel Mauchant, a approuvé les comptes de l'exercice 1986, qui se soldent par un bénéfice net de 25,87 millions de francs contre 17,37 millions de francs en 1985, dont 10,72 millions de francs de résultat net d'activité courante hors toutes plus-values de cessions contre 9,89 millions de francs.

Le bénéfice net consolidé, part du groupe, s'est élevé à 64,10 millions de francs, compte tenu notamment des plus-values dégagées de la cession partielle de la participation d'ENELFI dans la Seio-Valcoeur et de la cession de la participation de la Compagnie franco-marocaine dans Le Socours SA.

Après avoir évoqué la progression de la situation nette et de la distribution au cours des dernières années, le président a précisé que, malgré un contexte boursier moins favorable, la valeur estimative de l'action ENELFI reste aujourd'hui ce qu'elle était à fin mars sur la base de l'évaluation indiquée dans le rapport de gestion du conseil, soit environ 430 F par action pour une valeur de la société de 400 millions de francs. Comme les autres précédents, les participations marocaines ont été retenues pour leur valeur comptable historique, de l'ordre de 20 millions de francs en consolidé au 31 décembre 1986, qui ne tiennent pas compte des plus-values potentielles liées à leur rentabilité et à leur intérêt économique. Il a

également informé l'assemblée du fait que, DMC ayant souhaité acquérir le contrôle de la Seio-Valcoeur, la participation conservée par ENELFI dans cette société lui a été cédée début juin, en même temps que celles de plusieurs autres actionnaires, à des conditions permettant de dégager une nouvelle plus-value intéressante.

L'assemblée a fixé le dividende à 12 F net par action (18 F, avant fiscal compris) contre 11 F net (16,50 F, avant fiscal compris), soit une distribution de 10,43 millions de francs. Ce dividende sera mis en paiement le 10 juillet 1987.

L'assemblée a nommé administrateur, M. François Denicot. Elle a renouvelé les mandats d'administrateur de MM. André Azoulay, Hervé Couffin, Michel Mauchant, de la Compagnie industrielle et financière des ateliers et chantiers de la Loire représentée par M. Jacques Pillet-Will et de la Compagnie marocaine représentée par M. Paul Vitalis.

Le conseil réuni à l'issue de l'assemblée générale a réélu M. Michel Mauchant, président-directeur général et M. Maurice Doumenc, vice-président. Le président a confirmé le renforcement de l'équipe de direction, dans une perspective de développement, par l'arrivée et la nomination de M. Yves Amiot comme directeur général adjoint, M^{me} Agnès Morel demeurant comme secrétaire générale chargée de la direction administrative et financière.

GRUPE SAINT-LOUIS

Un accord est intervenu entre Lesieur SA et Henkel KGaA, Düsseldorf, pour la cession de la totalité de la branche produits d'entretien de Lesieur à un prix de 2 milliards 50 millions de francs.

Le transfert de propriété sera réalisé dès l'aboutissement des démarches administratives et des consultations sociales habituelles de part et d'autre.

Le Monde sur minitel

VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.

36.15 TAPEZ LEMONDE

IMETAL

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Les actionnaires d'IMETAL, réunis le 24 juin sous la présidence de M. Bernard de Villencour, ont approuvé les comptes de l'exercice 1986 qui se soldent par un bénéfice de F. 42 176 698, et fixé à F. 2,50 le dividende net par action (F. 3,75 avec l'impôt fiscal). Après paiement de ce dividende, qui interviendra à partir du 9 juillet 1987, le report à nouveau s'élève à 165 millions de francs. L'assemblée a nommé administrateurs MM. André Chadeau et Yvan Corbiol, en remplacement de M. C. Lajoinie et de la Compagnie Financière de Suez, et renouvelé le mandat des autres administrateurs. L'assemblée a également nommé administrateur M. Bernard de Villencour, qui s'est tenu le 24 juin pour se prononcer sur le projet de loi relatif à la réforme de la loi de 1966. Après avoir rappelé que la société avait procédé à des dépréciations et des provisions importantes pour risques au titre des activités minérales et métallurgiques, le président a souligné que ces activités ne représentent plus aujourd'hui qu'un pourcentage limité de l'ensemble patrimonial d'IMETAL et que leur poids relatif sera appelé à se réduire au fur et à mesure du développement d'activités nouvelles. Si les différentes mesures adoptées ont pu contribuer sur les résultats consolidés de l'exercice 1986, le président considère que l'investissement financier opéré et les actions entreprises auront débouché sur des perspectives plus favorables pour IMETAL, qui dispose, au-delà du secteur des minéraux, d'un ensemble d'activités de qualité dans la diversité lui assure une grande flexibilité dans la recherche d'opportunités nouvelles de développement.

COGEDIM

COMPAGNIE GÉNÉRALE DE DÉVELOPPEMENT IMMOBILIER

Société Anonyme au Capital de 90.000.000 F.
Siège Social : 12, rue Roqueline - 75008 PARIS
R.C.S. PARIS B 632 016 010 (S) B 1601 SIRET N° 632 016 010 00019

L'Assemblée Générale des Actionnaires de COGEDIM s'est tenue le 17 juin 1987, sous la présidence de M. Michel MAURER.

Le rapport du Conseil a évoqué la renouveau du marché immobilier qui s'est déployé en 1986 après l'annonce des mesures gouvernementales destinées à relancer la construction, et après la baisse du coût du crédit au-dessous du taux symbolique de 10 %.

Cependant, sur l'ensemble de l'hexagone, les mises en chantier n'ont pas encore progressé et sont restées sous le barre des 500.000 logements.

A PARIS, le marché a été « déformé » par la pénurie d'offre qui a conduit à des hausses de 50 % dans certains bons quartiers, et malgré cela à des taux d'écoulement sans précédent.

Dans ce contexte, l'exercice 1986 a été très satisfaisant. Le bénéfice net consolidé 1986 s'élève à 62,8 MF avant impôt, et 35,9 MF après impôt.

L'Assemblée a décidé la distribution d'un dividende de 15 F. par action, avoir fiscal compris.

En outre, au 1^{er} semestre 1987, de nombreuses « ventes en bloc » sont en cours de négociation auprès des investisseurs, et les ventes « au détail » aux particuliers dépassent le milliard de francs. L'exercice 1987 devrait se traduire par des résultats supérieurs en valeur, et surtout, en profit.

Renouvelant sa confiance dans les performances de la Société, l'Assemblée a autorisé une augmentation de capital qui procurera à la Société 54 MF de fonds propres complémentaires.

AGF GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

Siège social : 87, rue de Richelieu - 75002 Paris

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES ORDINAIRES DES SOCIÉTÉS AGF VIE, AGF IART ET DE LA SOCIÉTÉ CENTRALE DES AGF

Le collège exerçant les pouvoirs de l'assemblée générale ordinaire s'est réuni le vendredi 25 juin 1987, sous la présidence de M. Raymond Janot, conseiller d'Etat, président du collège, pour examiner et approuver les comptes de l'exercice 1986.

AGF VIE

Le chiffre d'affaires mondial enregistré en 1986, pour la 3^e année consécutive, a progressé rapidement avec + 28,6 % contre 24,7 % en 1985, et atteint 10 926 millions de francs.

Cette année la progression de la branche vie individuelle est particulièrement vive grâce notamment aux souscriptions à cotisation unique : les bons de capitalisation, les contrats multivie et « La retraite AGF ».

Les provisions mathématiques atteignent en France 37 323 millions de francs ; leur progression de 26,3 % représente un accroissement de 7 743 millions de francs.

Les participations servies aux assurés en France passent de 2 426 millions de francs en 1985 à 2 578 millions de francs.

La baisse des coûts d'acquisition et de gestion est de nouveau très sensible. Compte tenu d'importantes plus-values réalisées sur des cessions de valeurs mobilières, les résultats de l'exercice 1986 se soldent par un bénéfice de 890,9 millions de francs (contre 780,4 millions en 1985).

Ce résultat permet de distribuer à la Société centrale des AGF, qui détient la totalité des actions de la société AGF Vie, un dividende de 218,552 millions de francs, soit, compte tenu de l'impôt déjà versé au Trésor (109,276 millions de francs), un revenu global de 327,828 millions de francs (contre 275,238 millions en 1985).

AGF IART

Le chiffre d'affaires mondial enregistre une progression de 9 % légèrement supérieure à celle de l'an dernier et atteint 10 341 millions de francs. Cette croissance modérée recouvre en fait une augmentation de 6,7 % pour la branche automobile, dont les tarifs n'ont pas été augmentés pour la deuxième année consécutive et une augmentation moyenne de 10 % pour les autres activités, équivalente à celle de l'exercice précédent.

Malgré l'amélioration sensible des résultats Incendie et Automobile par rapport à l'an dernier, la société enregistre une diminution de son bénéfice d'exploitation : 155,9 millions de francs (contre 196,3 millions en 1985) en raison des résultats défavorables enregistrés dans certaines catégories, et notamment : construction, assurances collectives, maladie, acceptations en réassurances.

Après prise en compte des plus-values de cessions d'actifs, en forte hausse, le bénéfice net s'élève à 570,1 millions contre 487,1 millions en 1985.

Ce bénéfice permet de distribuer un dividende de 122,4 millions de francs qui, augmenté de l'impôt déjà payé au Trésor (61,2 millions), forme un revenu global de 183,6 millions de francs.

RÉSULTATS CUMULÉS DU GROUPE

Au total, le chiffre d'affaires mondial cumulé Vie + Iart des AGF durant l'exercice social 1986 s'élève à 21 167 millions de francs, enregistrant une progression de 18 % sur 1985.

Le bénéfice d'exploitation ressort à 414 millions de francs en hausse très sensible par rapport au résultat de 1985 (247 millions) et très proche du niveau obtenu en 1984.

Le bénéfice net, compte tenu des plus-values réalisées sur cession d'actifs s'établit à 1 461 millions, en progression de 15,3 %.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Au cours de la même séance, l'assemblée générale a pris connaissance des résultats consolidés du groupe. Le chiffre d'affaires, compte tenu de l'intégration globale pour la première fois de Brest Seguros et l'entrée dans le périmètre des sociétés acquises durant l'exercice (Omnia en Espagne, Cosmos en Grèce) s'est établi à 25 365 millions de francs en progression de 19 %. A structure comparable, la progression aurait été de 16 %. Le compte de résultat fait ressortir un solide posi-

tif (part du Groupe) de 1 601 millions de francs en progression de 16,6 % sur 1985, les variations du périmètre, intégration par mise en équivalence de cinq filiales immobilières, ayant un effet négatif sur le résultat consolidé. Le bénéfice net par action se monte à 72,8 F, contre 62,4 F un an auparavant.

DIVIDENDE DE LA SOCIÉTÉ CENTRALE DES AGF

Au cours de la présente année, la société centrale devra répartir, conformément à son objet social, les dividendes qu'elle recevra, au titre de l'exercice 1986, de ses deux filiales, soit 235,4 millions de francs.

Après la division du titre par dix intervenue en novembre dernier, le capital social de 407 millions de francs est désormais représenté par 22 millions d'actions, conformément aux résolutions adoptées lors de l'assemblée générale extraordinaire du 27 juin 1986.

Chaque des 22 millions d'actions de 18,50 F de valeur nominale composant le capital social au 31 décembre 1986 recevra donc :

Exercice	Dividende net	Avoir fiscal	Revenu global	Nombre d'actions rémunérées	Valeur nominale
1984	21,90 F	10,95 F	32,85 F	2 200 000	185
1985	61,40 F	30,70 F	92,10 F	2 200 000	185
1986	90,00 F	45,00 F	135,00 F	2 200 000	185

Chaque action AGF avait reçu en cours des trois derniers exercices :

ALLOCATION DU PRÉSIDENT

Aux AGF, en 1986, la croissance s'accroît, la rentabilité se confirme, la structure d'activités se renouvelle.

La croissance s'accroît

Le chiffre d'affaires consolidé des AGF a franchi la barre des 25 milliards, sur un rythme de développement de 19 % en 1986, après 16 % en 1985 et 10 % en 1984. Il s'agit là d'une croissance essentiellement interne, puisque, à structure constante, la croissance a été de 16 %. La différence résulte des investissements réalisés dans des compagnies d'assurances, notamment en Espagne, en Grèce, en RFA, en Irlande et au Portugal, en attendant l'acquisition d'une compagnie britannique début 1987.

Cette croissance accélérée est tirée par l'activité des deux sociétés AGF Vie et AGF IART qui représentent 21 millions, soit une expansion de 18 %, sensiblement plus vive que celle de la concurrence.

Le rythme de progression de nos activités françaises s'est maintenu au premier trimestre 1987 à un taux de 17 %.

La rentabilité se confirme

Le bénéfice consolidé s'élève à 1,6 milliard contre 1,4 l'an dernier. Le bénéfice net total des deux compagnies AGF Vie et AGF IART en 1986 est de 1,5 milliard de francs, soit une hausse de 15 % par rapport au résultat de 1985, lui-même en augmentation de 43 %. Le taux de rentabilité par rapport au chiffre d'affaires ressort à 6,9 % en 1986 après 7 % en 1985.

Certes, depuis plusieurs années, la majeure partie du résultat des compagnies d'assurances est obtenue par la réalisation de plus-values boursières. Toutefois, aux AGF, le bénéfice d'exploitation (414 millions) retrouve en 1986 un niveau correspondant à 2 % du chiffre d'affaires. Ainsi, malgré les résultats négatifs enregistrés en réassurance, les aléas conjoncturels qui avaient marqué l'année 1985 sont effacés.

Au global, le groupe AGF a, depuis 5 ans, et d'un mouvement continu, doublé son chiffre d'affaires et multiplié par 10 son bénéfice.

Cette progression s'est traduite sur le marché financier par une très forte hausse, jusqu'en 1987, de l'action AGF, qui - longtemps ignorée, il est vrai, par les opérateurs en raison de notre statut d'entreprise nationalisée - a vu sa valeur moyenne passer de 453 F (1) à 923 F entre décembre 1985 et décembre 1986.

(1) Compte-tenu de la division du titre par dix en 1986.

MICHEL ALBERT.

Social

Un bilan de l'application des lois Auroux

La négociation a progressé dans les entreprises

Année charnière sur le plan politique, avec un basculement électoral en mars, 1986 fut aussi une année de controverses. M. Michel Delebarre, ministre du travail de M. Laurent Fabius, à travers son projet de loi sur l'aménagement du temps de travail, puis M. Philippe Séguin, dans ses premières déclarations, animèrent le débat sur le niveau le plus adéquat de la négociation sociale, le premier privilégiant les branches, le second encourageant, sans la rendre exclusive, la négociation d'entreprise.

De tels débats ne sont pas dénués d'effets sur le terrain. C'est dans les entreprises que la négociation sociale a pu le mieux se manifester, ainsi qu'il ressort du bilan que le ministre des affaires sociales et de l'emploi vient d'adresser aux partenaires sociaux dans la perspective de la réunion de la commission nationale de la négociation collective (CNNC) du 29 juin.

En 1985, le nombre d'accords passés dans les branches avait été plus important en raison, principalement, de l'obligation de négocier sur la formation professionnelle. En 1986, les salaires ont fait l'objet de 75 % des négociations qui ont été engagées dans le cadre de l'obligation de négocier imposée par les lois Auroux. La « flexibilité » étant au goût du jour, les avenants relatifs au contrat et aux conditions de travail ont connu une augmentation « sensible ». En revanche, un autre thème à la mode, l'aménagement du temps de travail, n'a occupé, comme la durée du travail, qu'une « part réduite » (5 %) des accords de branche, dans l'attente de l'adoption de la nouvelle législation de M. Séguin. Part faible aussi pour les accords sur le droit syndical et les institutions représentatives qui n'ont constitué que 3,4 % des textes.

Le paysage change dans les entreprises. La quasi-totalité d'entre elles ont négocié sur les salaires. Mais la moitié ont mis le temps de travail à l'ordre du jour de leurs discussions

sociales, en se préoccupant de moins en moins d'en réduire la durée et de plus en plus d'en aménager l'organisation. Autre tendance intéressante — et qui confirme le pronostic de M. Guillemin, vice-président du CNPF, — « beaucoup d'entreprises » ont, dès le second semestre 1986, anticipé le nouveau projet de loi de M. Séguin en concluant des accords sur la modulation des horaires et sur les équipes de suppléance, après s'être intéressées en début d'année — dans deux accords sur trois — aux « ponts » et aux congés payés. Ce sont la CGT — malgré son opposition au niveau national — et la CFDT qui ont signé le plus grand nombre d'accords sur la modulation des horaires avec une durée moyenne de référence comprise généralement entre 38 h 30 et 39 heures.

Selon les résultats provisoires au 31 mars 1987, 6 768 accords d'entreprise ont été conclus en 1986. Si l'on met à part les 1 878 accords sur l'expression des salaires, élaborés en application de la nouvelle loi du 3 janvier 1986, le volume d'accords apparaît identique à celui de 1985 (4 890 contre 4 889). Mais les effectifs concernés sont passés en un an de 1 864 000 à 2 006 000 (+ 7,6 %), avec une hausse dans les petites et les grandes entreprises et une progression dans celles de 50 à 499 salariés.

L'individualisation des salaires

Des tendances significatives apparaissent dans le contenu des accords d'entreprise. « Les augmentations de salaires négociées, note le rapport, sont de plus en plus sensibles aux évolutions économiques, tant générales que propres à l'entreprise. » La dégradation des pouvoirs publics et du CNPF a des résultats. Les primes conditionnelles liées à des objectifs collectifs de l'entreprise « progressent aussi que les primes conditionnelles et à caractère individuel. Cette évolution s'effectue au détriment des primes traditionnelles (trizième mois, vacances, conditions de travail) qui diminuent.

L'individualisation des salaires gagne du terrain. En 1986, plus de tiers des accords salariaux d'entreprise ont prévu des dispositions en ce sens. Autre caractéristique : 52,6 % des accords (contre 64,4 % en 1985) ont prévu uniquement des augmentations salariales uniformes de 6,7 % (24,5 %) uniquement des augmentations individuelles.

Le rapport publie également les résultats d'une étude, portant sur quarante-huit entreprises, sur les informations que les employeurs sont légalement tenus de fournir aux syndicats dans le cadre de l'obligation de négocier. Si dans plus de 90 % des cas, « l'employeur a communiqué les informations prévues par la loi », celles-ci sont d'une nature « tout à fait limitée », par exemple pour ce qui a trait à la moyenne des salaires par catégories. De réelles disparités d'informations apparaissent dans les entreprises pratiquant partiellement ou totalement l'individualisation des rémunérations. Lorsque l'individualisation ne joue pas sous forme de primes, la transparence n'est pas vraiment au rendez-vous. Globalement, les délégués syndicaux jouent avoir connaissance des informations nécessaires mais, à l'exception des banques, « ils semblent majoritairement démunis de la formation adéquate ».

Quant aux employeurs, ils se plaignent de la charge de travail supplémentaire que cela représente mais « s'appuient pourtant faiblement sur les unions patronales... ». Si, conformément aux vœux du législateur, la moitié des accords sur l'expression des salaires ont été signés dans des entreprises de moins de cent cinquante salariés, en faisant souvent référence à la qualité... les négociations sur les nouvelles technologies n'ont enregistré qu'un regain très limité. Quant aux accords d'entreprise sur la formation professionnelle, ils devraient connaître un développement qui semble s'être déjà amorcé.

MICHEL NOBLECOURT.

La « cuvée » 1986 en chiffres

Dans les branches professionnelles les négociations ont donné lieu à la signature de trente-deux textes de base et de six cent quatre-vingt-cinq avenants. La baisse est de 15 % par rapport à 1985, mais « le nombre de salariés concernés par la signature d'un accord professionnel » est passé de 63 % des salariés bénéficiant d'une convention collective de branche à 74 %.

Dans les branches, les syndicats ont été globalement « moins souvent signataires des textes conventionnels qu'en 1985 » : la CGT a signé 30 % des accords (- 7 %), la CFDT 50 % (- 2 %), la FO 37 % (idem), la CGC 54 % (- 4 %), la CFTC 57 % (- 1 %) et les autonomes 9 % (- 1 %).

164 textes nationaux (contre 173 en 1985) ont été signés dans les branches professionnelles « au moins un représentant » salarié en 1986. Mais, du fait du ralentissement de l'inflation, le nombre moyen de représentants dans l'année a sensiblement baissé. Les hausses de salaires programmées ont été globalement « en deçà » des recommandations patronales, seulement 20 % des conventions se situant au-dessus de la norme. La médiane des hausses s'est élevée à 2,8 % (contre 3,1 % en 1985), avec une fourchette de 2 % à 3,5 %.

Sur les 117 branches soumises à un suivi d'obligation quinquennale de négocier sur les classifications, seuls 40 % ont conclu au moins un accord

depuis 1983 (28 branches en 1986). L'obligation annuelle de négocier dans les entreprises a été bien respectée, selon une étude portant sur 9 286 entreprises concernant 4 022 000 salariés, 72,2 % des entreprises assujetties (contre 71,5 % en 1985), couvrant 87,1 % des effectifs concernés (contre 87,5 %), ont joué le jeu de la loi. Dans 88 % des entreprises (contre 86 % en 1985), un ou plusieurs accords dans 88 % des cas sur les salaires — ont été conclus.

15,8 % des salariés, pour l'ensemble des secteurs d'activité, ont été concernés en 1986 par au moins un accord d'entreprise contre... 6 % en 1983. Ces textes ont souvent porté sur plusieurs thèmes. Mais, parmi les thèmes, les accords dominent sur les salaires (2 788, + 2,4 %) et sont en nette hausse sur l'aménagement du temps de travail (1 887, + 18,8 %).

A l'exception de la CGT, qui a moins signé qu'en 1985 dans les entreprises (49 % des textes, soit 3 % de moins), les autres syndicats ont signé dans les mêmes proportions : 48 % pour la CFDT, 41 % pour la FO, 39 % pour la CGC, 18 % pour la CFTC et 11 % pour les autres organisations.

Les accords salariaux d'entreprises montrent que le taux d'augmentation générale a été de 2 % à 3 % pour 42 % des accords, et entre 3 % et 4 % pour 30 % d'autres.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le Conseil d'Administration s'est réuni le 23 juin sous la présidence de M. Philippe Claupe, afin de couvrir la réalisation de l'augmentation de capital dont la souscription était ouverte depuis le 18 mai. Cette émission, qui concernait 1 000 000 d'actions nouvelles de 200 F nominales, offertes à 75 F l'une, a été intégralement couverte et a été clôturée le 22 juin.

Le capital nominal de la société se trouve ainsi porté à 570 688 000 F, divisé en 2 853 44 actions, et les capitaux propres corrélatifs, sur base de données du bilan à 31 décembre 1986, sont eux-mêmes portés à 1 567 millions de francs.

Compte tenu de la géographie des souscriptions, le capital de la société se

trouve maintenant réparti à hauteur de 38,4 % par la société Arjo, contrôlée par M. Jean-Luc Lagardère, et de 10,8 % par le groupe Floirat.

Au cours de cette même séance, sur proposition de son président, le conseil a appelé M. Pierre Leroy, trente-huit ans, administrateur, aux fonctions de directeur général de la société.

Il est rappelé qu'à l'occasion de l'assemblée générale ordinaire annuelle qui se tiendra le 29 juin prochain sera proposée la mise en paiement, à compter du 9 juillet, au profit des actionnaires — et ce pour la première fois depuis la création de la société — d'un dividende dont le montant sera de 4 F par titre, assorti d'un avoir fiscal de 2 F, portant le revenu global à 6 F.

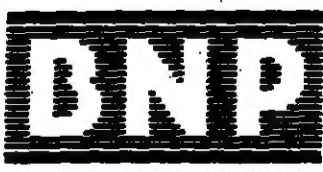
Rémunération des 11 millions de certificats d'investissement émis en mai 1986

La BNmettra en paiement, à compter du 1^{er} juillet prochain, un dividende net de 11 francs par certificat d'investissement.

Ce dividende sera assorti d'un avoir fiscal de 5,50 mcs portant le dividende global à 16,50 francs par certificat d'investissement.

Il est appelé que le Conseil d'Administration du 23 av 1987 a décidé une augmentation du capital par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions de certificats d'investissement dans la proportion d'un titre pour dix. La date de cette opération sera fixée à la connaissance du public ultérieurement.

CERTIFICATS D'INVESTISSEMENT



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ALSTHOM

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DU 25 JUIN 1987

L'assemblée générale ordinaire s'est tenue le 25 juin 1987, sous la présidence de M. Jean-Pierre Desgeorges, président-directeur général.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1986 qui se soldent par un bénéfice net de 275,5 millions de francs, contre 273 millions de francs en 1985.

Le résultat consolidé du groupe s'élève à 431,1 millions de francs, contre 426,9 millions pour un chiffre d'affaires consolidé, en légère progression, de 23,7 milliards de francs.

Il a été décidé de distribuer un dividende de 16,50 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 8,25 F, soit un total de 24,75 F. Ce dividende sera payé en échange du coupon n° 45 à partir du 30 juin.

Comme les années précédentes, il sera proposé à chaque actionnaire une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions Alsthom, créées jouissance au 1^{er} janvier 1987. Conformément à la loi, le prix d'émission est fixé à 374,10 F, le délai d'option se terminant le 30 juillet.

L'assemblée a également ratifié, sous la condition suspensive de la constitution de la société du champ d'application de la loi de la démocratisation, la nomination au poste d'administrateur de MM. Pierre Bilger, Paul Combeau, Philippe Dargemont, Jean-Loup Delcroix, Jean-Pierre Desgeorges, Paul Legendre, Claude Marcellin, Marcel-Henry Marty, Jacques Pilet-Will, Claude Renard, Pierre Suard et Gilles Vaugrand.

L'assemblée générale extraordinaire, qui s'est tenue préalablement, a :
— approuvé des modifications aux statuts de la société relatives à la sortie du champ d'application de la loi de démocratisation, approuvé l'expiration de l'ensemble des mandats du Conseil d'administration actuellement en exercice, et fixé la prise d'effet de ces mesures dès réception par le président de la société de l'avis donné par la Compagnie générale d'électricité du transfert de la majorité de ses actions au secteur privé ;
— approuvé le traité de fusion de la société MTE et de la société Alsthom en date du 4 mai 1987 ;
— autorisé le conseil à émettre, en une ou plusieurs fois, sur le marché français ou international, un ou plusieurs emprunts pour un montant nominal maximal de 2 milliards de francs ou équivalent, sous la forme soit d'obligations avec bons de souscription d'actions, soit d'obligations convertibles en actions.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 25 JUIN 1987

Allocution du président

Mesdames, Messieurs,

Le maintien, en 1986, des résultats consolidés au niveau atteint l'année précédente, malgré les conditions nouvelles de nos marchés, représente le fruit d'efforts permanents, qui transforment profondément les structures de votre société et concrétisent la politique qui y est conduite.

L'affaiblissement durable, en France comme à l'étranger, de la demande en gros matériels d'équipement énergétique et de transports maritimes et ferroviaires, et l'achèvement de la concurrence qui en résulte ralentissent le renouvellement du carnet de commandes. La rentabilité de ces activités ne peut être préservée qu'en menant dans toutes les unités de nombreuses et importantes actions d'amélioration de productivité. Leur caractère est d'autant plus difficile et pourtant impératif qu'elles s'appliquent à des productions réduites et doivent nécessairement couvrir les coûts sociaux élevés entraînés par l'ajustement des capacités industrielles.

En dépit des effets bénéfiques de telles actions, il reste indispensable de compenser l'érosion du chiffre d'affaires de ces activités traditionnelles. C'est à cette fin que sont poursuivies sans discontinuer nos opérations de diversification, et soient toutes les opportunités de réaliser dans des secteurs de base des opérations de concentration.

En matière de diversification, je vous ai fait part, lors d'une précédente assemblée, des orientations que votre société s'était fixées et notamment de la création d'une Division « Robotique et Matériaux ».

Les développements sont encourageants. Aux établissements et filiales spécialisés dans ces domaines s'en sont ajoutés d'autres depuis le début de l'exercice.
Pour les matériaux, deux nouvelles filiales viennent d'être créées en association avec des sociétés américaines : « Alsthom-Ferro Composites », pour produire et vendre, principalement en Europe, des matériaux composites préimprégnés, et « Alsthom Internamagetics SA », pour la mise en œuvre de matériaux et d'aimants supraconducteurs.

Concernant le domaine de l'automatisation des moyens industriels, après le rachat fin 1986 de la Société « Climax Automation », votre société vient de prendre le contrôle total de la « Compagnie générale de production », dans laquelle la Compagnie générale d'électricité s'était réservée jusqu'à présent une participation majoritaire.

Mais c'est en titre des opérations de concentration qu'une nouvelle étape importante a été franchie fin 1986. L'acquisition par votre société de l'ensemble des activités ferroviaires de Jeumont-Schneider place désormais Alsthom en tête des constructeurs mondiaux dans cette spécialité.

Certes, les effets d'une opération de cette envergure, venant après d'autres réalisées avec des sociétés françaises, ne se feront sentir qu'après réalisation des rationalisations et réductions des structures faisant double emploi. Mais c'est dans la mesure où une telle concentration appaierait génératrice d'une amélioration ultérieure des résultats de ce secteur qu'elle a été décidée.

Dans ce cadre de nouvelles concentrations, il faut noter également la reprise en cours par votre société de Bergeron SA, constructeur spécialisé dans l'étude et la

réalisation de pompes, qui va venir renforcer l'activité exercée actuellement dans ce secteur par l'établissement Razeau.

N'est-il pas remarquable d'ailleurs d'observer le chemin parcouru, dans la dernière décennie, en matière de restructuration dans l'industrie des gros matériels d'équipement et de transport ? La reprise du domaine ferroviaire de Jeumont-Schneider représente l'une des dernières concentrations importantes envisageables à l'échelon national. Au risque de ne pas se maintenir au niveau de la concurrence internationale, japonaise en particulier, rien ne justifierait de s'en tenir là. C'est, à l'évidence, vers l'Europe qu'il faut résolument chercher à se renforcer.

A cet égard, les opérations réalisées en 1986 — acquisition de Sprecher Energie et Walther Kesselbau GmbH — ne sont que des premières étapes dans une stratégie continue en direction de l'Europe.

Cette priorité européenne ne nous empêche toutefois pas de rechercher toutes les occasions de nous implanter dans des pays à fort potentiel pour nos activités. C'est ainsi que nous avons eu le privilège d'être retenus par les autorités mexicaines pour la création dans ce pays d'une industrie de grandes machines destinées à la production d'électricité.

A noter enfin que la politique de croissance externe de votre société va trouver avec la privatisation du groupe CGE, qui vient d'intervenir, une plus grande liberté d'action.

En dépit du contexte économique propre à nos activités, le montant des commandes acquises depuis le début de l'exercice est d'un niveau satisfaisant, convenablement réparti entre nos divisions.
La construction navale a enregistré deux car-ferris et la division ferroviaire des affaires substantielles de métro pour Paris et Lyon. Outre un nouveau groupe de 1 300 MW pour la centrale nucléaire EDF de Golfech, nos autres divisions ont reçu des commandes importantes de groupes turbines à gaz et diesel pour l'exportation.

Deux affaires toutefois doivent plus particulièrement retenir l'attention parce qu'elles sont porteuses d'avenir : la commande d'un groupe turbine à gaz de 200 MW pour EDF, première réalisation mondiale dans cette gamme de puissance, et celle d'une chaudière à lit fluidisé circulant, de technique entièrement nouvelle, pour l'alimentation d'un groupe turboalternateur de 125 MW à la centrale Emilie Huchet des Houillères du bassin de Lorraine.

C'est, Mesdames et Messieurs, la convergence de ces efforts, déployés avec acharnement par un personnel compétent et dévoué, auquel je me dois de rendre ici un sincère hommage, qui a permis de maintenir le niveau de nos résultats en 1986 et qui devrait, sans imprévu, le permettre également pour l'exercice en cours.

J.-P. DESGEORGES,
président-directeur général.



O-Cedar devient Whitehall.

Poursuivant sa politique de diversification, la Société O-Cedar, filiale d'American Home Products Corporation, qui fabrique et commercialise les marques :

O Cedar - Jex - Destop - Wizard - Woolite - Immac étend son activité au secteur pharmaceutique avec les produits :
Halivite - Baume Kamol - Préparation H - Magnésie Abismurée -

Ce développement la conduit à changer de raison sociale : O-Cedar devient Whitehall.



500 millions de F de C.A.
550 personnes. 2 usines à St-Florent-sur-Cher.

10, impasse Guéméné 75004 Paris. Tél. 42 77 29 29.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Crédit foncier de France

OBLIGATIONS FONCIÈRES JUIN 1984
A TAUX RÉVISABLE (TRO)

Le taux d'intérêt pour la nouvelle période triennale s'ouvrant le 9 juillet 1987, vient d'être fixé à 9,23 %.

En conséquence, le coupon brut qui sera servi aux échéances des 9 juillet 1988, 1989 et 1990, s'élèvera à 461,50 F, le montant net, après retenue à la source, étant de 415,35 F par obligation.

COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI
ET DES SALINES DE L'EST

Assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 22 juin 1987

Réunie le 22 juin 1987, l'assemblée générale ordinaire a approuvé les comptes de l'exercice 1986. Le bénéfice net de l'exercice s'élève à 72 721 707 F après une plus-value à long terme de 1 058 080 F (contre 59 578 288 F en 1985 après déduction d'une moins-value à long terme de 1 749 879 F).

L'assemblée a décidé de mettre en distribution, le 6 juillet 1987, un dividende de 23 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 11,50 F, soit un revenu global de 34,50 F (contre 30 F l'an dernier).

A l'issue de cette assemblée, les actionnaires réunis en assemblée générale extraordinaire ont autorisé, pendant une durée de cinq ans, le conseil d'administration à consentir, en une ou plusieurs fois, des options de souscription d'actions au profit des membres du personnel et des dirigeants qu'il avisera.

En outre, par ailleurs, le conseil a décidé de modifier certaines articles des statuts pour les mettre en harmonie avec la législation ministérielle.

Allocation de M. Philippe Malet, président.

Messieurs, messieurs,

L'exercice 1986 a débuté par des chutes de neige dans certaines régions du pays, mais beaucoup moins fortes et plus localisées que celles de janvier 1985. Elles ont entraîné une demande de sel de désaigissement nettement inférieure à celle, très élevée, de l'année précédente. Comme, parallèlement, les ventes des autres catégories de sel ont aussi légèrement diminué par suite, notamment, d'une certaine morosité du marché du chlorure et de la soude, le chiffre d'affaires « sel » est en recul de 6 % sur celui de 1985, malgré la bonne tenue des exportations.

Les filiales françaises et étrangères ont globalement amélioré leurs résultats et il est réconfortant de constater que les efforts déployés pour restaurer économiquement et financièrement la Compagnie italienne ont été récompensés puisque cette société est bénéficiaire à fin 1986. En revanche, la Société des salins du cap Vert et la Société nouvelle des salins du Sénégal, sont l'objet d'incertitudes, la première à cause des difficultés insurmontables qu'entraîne la disparition de toute ressource maritime, ce qui l'a conduite à réduire ses effectifs de 2/3 pour se consacrer au marché intérieur, la seconde par suite de la concurrence des « paludiers » algériens.

GROUPE DELMAS-VIEUX

SOCIÉTÉ NAVALE ET COMMERCIALE DELMAS-VIEUX
(société cotée au second marché de la Bourse de Paris)

Les actionnaires de la Société navale et commerciale Delmas-Vieux, réunis le 24 juin 1987 en assemblée générale ordinaire et extraordinaire sous la présidence de M. Tristan Vieilleux, ont approuvé les comptes de l'exercice 1986, qui se soldent par un bénéfice net de 75 031 millions de francs, en progression de 7 %.

Le dividende net par action, qui sera mis en paiement le 2 juillet 1987, a été fixé à 22 F, soit un revenu global de 33 F (contre 31,50 F en 1986) compte tenu de l'avoir fiscal de 11 F.

L'assemblée a, par ailleurs, autorisé le conseil d'administration à augmenter le capital social par création d'actions nouvelles réservées aux salariés — dans la limite de 2 400 000 F représentant 20 000 actions — ainsi qu'à consentir à certains cadres de direction des options de souscription d'actions nouvelles dans la limite également de 20 000 actions.

COMPAGNIE FINANCIÈRE DELMAS-VIEUX
(société cotée au premier marché officiel de la Bourse de Paris)

L'assemblée générale des actionnaires de la Compagnie financière Delmas-Vieux (société holding du groupe Delmas-Vieux), réunie le 24 juin 1987 sous la présidence de M. Tristan Vieilleux, a approuvé les comptes de l'exercice 1986.

Le bénéfice net s'est élevé à 44 982 516 F, en augmentation de 35 % sur celui de l'exercice 1985 (33 273 541 F).

L'assemblée a décidé de distribuer un dividende net de 43 F par titre, dont un revenu global de 64,50 F (contre 61,50 F en 1986) compte tenu de l'avoir fiscal de 21,50 F. Ce dividende s'appliquera à un nombre de titres augmenté de 25 % à la suite de l'émission en septembre 1986 de 185 570 certificats d'investissement.

La mise en paiement du dividende interviendra le 2 juillet 1987.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

NOUVEAU

IMMOBILIER

Ventes + Locations
Une page d'annonces

Le Monde chaque mercredi
numéro daté jeudi



MISE EN PAIEMENT DU DIVIDENDE

Le détachement du coupon de dividende 1986 de 6,50 F (9,75 F avoir fiscal) interviendra le 30 juin 1987.

Le paiement en espèces sera lieu à compter du 4 août 1987. L'option pour le paiement en actions pourra être exercée du 30 juin au 23 juillet, le prix de souscription ayant été fixé par l'assemblée générale du 26 mai 1987 à 474 F par action.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

SOCIÉTÉ ANONYME DE GESTION
ET DE CONTRÔLE DE PARTICIPATIONS (SAPAR)
Obligations à taux variable juillet 1985.

Les intérêts courus du 16 juillet 1986 au 15 juillet 1987 sur les obligations SAPAR à taux variable juillet 1985 seront payables, à partir du 16 juillet 1987, à raison de 363,03 F par titre de 5000 F nominal, après une retenue à la source de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 4,03 F faisant ressortir un net de 298,52 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 60,48 F, auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 4,03 F faisant ressortir un net de 298,52 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Il est rappelé qu'en application de l'article 94 - 2 de la loi n° 81-1160 du 30 décembre 1981 et du décret n° 83-339 du 2 mai 1983 relatif au régime des valeurs mobilières, les titres de la Caisse nationale de l'énergie ne sont pas soumis à la cession de titres : en conséquence, le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE - Obligations 17,50 % juillet 1981

Les intérêts courus du 25 juillet 1986 au 24 juillet 1987 sur les obligations CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE 17,50 % juillet 1981 seront payables, à partir du 25 juillet 1987, à raison de 787,50 F par titre de 5000 F nominal, contre détachement du coupon n° 6 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source de 1 % calculée sur l'intérêt brut, soit 7,88 F, faisant ressortir un net de 779,62 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 131,19 F, auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 7,88 F, faisant ressortir un net de 647,56 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE - Obligations 14,70 % juin 1983

Les intérêts courus du 25 juillet 1986 au 24 juillet 1987 sur les obligations CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE 14,70 % juin 1983 seront payables, à partir du 25 juillet 1987, à raison de 661,50 F par titre de 5000 F nominal, contre détachement du coupon n° 4 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source de 1 % calculée sur l'intérêt brut, soit 6,62 F, faisant ressortir un net de 654,88 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 110,20 F, auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 6,62 F, faisant ressortir un net de 543,95 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 8 % juin 1986

Les intérêts courus du 15 juillet 1986 au 14 juillet 1987 sur les obligations ÉLECTRICITÉ DE FRANCE 8 % juin 1986 seront payables, à partir du 15 juillet 1987, à raison de 360 F par titre de 5000 F nominal, après une retenue à la source de 1 % calculée sur l'intérêt brut, soit 3,60 F, faisant ressortir un net de 356,40 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 59,97 F, auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 3,60 F, faisant ressortir un net de 296,03 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Taux variable (TMO), soit 7,7677499 % pour 1987

Les intérêts courus du 15 juillet 1986 au 14 juillet 1987 sur les obligations ÉLECTRICITÉ DE FRANCE à taux variable 1986 seront payables, à partir du 15 juillet 1987, à raison de 349,55 F par titre de 5000 F nominal, après une retenue à la source de 1 % calculée sur l'intérêt brut, soit 3,49 F, faisant ressortir un net de 346,06 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 58,23 F, auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 3,49 F, faisant ressortir un net de 290,54 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 8 % octobre 1986

Les intérêts courus du 20 octobre 1986 au 14 juillet 1987 sur les obligations ÉLECTRICITÉ DE FRANCE 8 % octobre 1986, assimilables aux obligations juin 1986 le 15 juillet 1987, seront payables, à partir du 15 juillet 1987, à raison de 181,80 F par titre de 5000 F nominal, après une retenue à la source de 1 % calculée sur l'intérêt brut, soit 1,82 F, faisant ressortir un net de 179,98 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 30,28 F, auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 1,82 F, faisant ressortir un net de 149,50 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Il est rappelé qu'en application de l'article 94-2 de la loi n° 81-1160 du 30 décembre 1981 et du décret n° 83-339 du 2 mai 1983 relatif au régime des valeurs mobilières, les titres de la Caisse nationale de l'énergie ne sont pas soumis à la cession de titres : en conséquence, le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 11,70 % octobre 1979

Les intérêts courus du 25 juillet 1986 au 24 juillet 1987 sur les obligations ÉLECTRICITÉ DE FRANCE 11,70 % octobre 1979 seront payables, à partir du 25 juillet 1987, à raison de 210,60 francs par titre de 2000 F nominal, contre détachement du coupon n° 8 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source de 1 % calculée sur l'intérêt brut, soit 2,11 F, faisant ressortir un net de 208,49 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 35,08 francs, auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 2,11 F, faisant ressortir un net de 173,38 francs. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

A compter de la même date, les 88 889 obligations comprises dans le séric de numéros 739 725 à 838 644 sortis au tirage du 22 mai 1987 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 2 000,00 francs, coupon n° 9 au 25 juillet 1988 attaché.

Ces obligations sont rattachées aux séries de numéros d'obligations sortis aux tirages antérieurs :

- Amortissement 1981 : 630 078 à 652 960.
- Amortissement 1982 : 224 434 à 253 041.
- Amortissement 1983 : 1 216 408 à 1 244 964.
- Amortissement 1984 : 309 468 à 346 386.
- Amortissement 1985 : 274 505 à 309 467 et 346 387 à 369 386.
- Amortissement 1986 : 369 387 à 453 046.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (trésoreries générales, recettes des finances, trésoreries principales et perceptions), à la Caisse nationale de l'énergie, à Paris, 18 bis, rue de Bercy, à la Caisse nationale ainsi qu'aux caisses régionales de Crédit agricole mutual, aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires désignés ci-après : Crédit lyonnais, Société générale, Banque nationale de Paris, Banque Paribas, Crédit du Nord, Crédit commercial de France, Crédit industriel et commercial et banques affiliées, Société générale algérienne de banque, Société tunisienne de crédit, Banque de l'union européenne, Banque indonésienne, Caisse centrale des banques populaires et toutes les banques populaires de France.

Marchés financiers

BILAN HEBDOMADAIRE
DE LA BANQUE DE FRANCEPrincipaux postes actifs à variations
(en millions de francs)

ACTIF	31 juil.
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	418 330
dont :	
Or	218 316
Disponibilités à vue à l'étranger	122 467
ECU	88 518
Avances au Fonds de stabilisation des changes	18 987
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	40 478
dont :	
Comptes au Trésor public	31 830
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REMANÈGE	170 058
dont :	
Effets escomptés	70 927
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECONSTITUER	76 082
5) DIVERS	12 083
Total	723 926

PASSIF

11 BILLET EN CIRCULATION	214 926
12 COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	11 548
13 COMPTES COURANTS DU TRÉSOR PUBLIC	36 480
14 COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	112 630
dont :	
Comptes courants des établissements adhérents à la constitution de réserves	84 113
15 ECU À LIVRER AU FÉDÉRAL	70 882
16 RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVOIRS	253 087
17 CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	3 206
18 DIVERS	21 091
Total	723 926

CHANGES

Dollar : 6,095 F ↑

Le dollar est resté stable le 29 juin sur les marchés des changes. Il valait 6,095 F à Paris, contre 6,090 F le 26 juin. Il progressait à Tokyo 146,58 yens (contre 145,90 yens). Le billet vert s'élevait à Francfort à 1,827 DM, contre 1,825 DM vendredi. Les cambistes s'attendaient à un mouvement notable avant jeudi, date de publication de statistiques américaines sur le chômage.

FRANCFORT	26 juin	29 juin
Dollar (en DM)	1,825	1,827
TOKYO	26 juin	29 juin
Dollar (en yen)	145,90	146,58

MARCHÉ MONÉTAIRE

(offres privées)

Paris (29 juin) : 715,16/8
New-York (26 juin) : 65/84 1/16

MATIF

COURS	Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 26 juin			
	Sept. 87	Déc. 87	Mars 88	Juin 88
Durée	182,60	182,55	182,45	182,40
Précédent	182,55	182,45	182,40	-

AUTOUR DE LA CORBEILLE

MORT-VITTON : + 25 % DE PROFITS EN PLUS POUR 1987. - Le mariage des deux grandes maisons de produits de luxe s'annonce très profitable. Les papiers du nouveau groupe ont annoncé que les résultats pour 1987 (chiffre d'affaires et bénéfice net) devraient progresser de 25 %.

SUPPRESSION DE COTATIONS À LA CRIÉE. - À compter du 1^{er} juillet prochain, les cours de vingt-deux valeurs du marché au comptant cesseront

LES INDICES HEBDOMADAIRES
DE LA BOURSE DE PARISINSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Indices globaux de base 100 : 31 décembre 1986

19 juin 29 juin

Valeurs Françaises	100,0	100,0
Valeurs Industrielles	100,0	100,0
Valeurs Financières	100,0	100,0
Valeurs Étrangères	100,0	100,0
Indice des changes	100,0	100,0
Indice des matières premières	100,0	100,0
Indice des services	100,0	100,0
Indice des transports	100,0	100,0
Indice des constructions	100,0	100,0
Indice des industries chimiques	100,0	100,0
Indice des industries métallurgiques	100,0	100,0
Indice des industries textiles	100,0	100,0
Indice des industries électriques	100,0	100,0
Indice des industries mécaniques	100,0	100,0
Indice des industries du bois	100,0	100,0
Indice des industries du papier	100,0	100,0
Indice des industries du verre	100,0	100,0
Indice des industries du caoutchouc	100,0	100,0
Indice des industries du cuir	100,0	100,0
Indice des industries du textile	100,0	100,0
Indice des industries du papier	100,0	100,0
Indice des industries du verre	100,0	100,0
Indice des industries du caoutchouc	100,0	100,0
Indice des industries du cuir	100,0	100,0
Indice des industries du textile	100,0	100,0
Indice des industries du papier	100,0	100,0
Indice des industries du verre	100,0	100,0
Indice des industries du caoutchouc	100,0	100,0
Indice des industries du cuir	100,0	100,0
Indice des industries du textile	100,0	100,0
Indice des industries du papier	100,0	100,0
Indice des industries du verre	100,0	100,0
Indice des industries du caoutchouc	100,0	100,0
Indice des industries du cuir	100,0	100,0
Indice des industries du textile	100,0	100,0
Indice des industries du papier	100,0	100,0
Indice des industries du verre	100,0	100,0
Indice des industries du caoutchouc	100,0	100,0
Indice des industries du cuir	100,0	100,0
Indice des industries du textile	100,0	100,0
Indice des industries du papier	100,0	100,0
Indice des industries du verre	100,0	100,0
Indice des industries du caoutchouc	100,0	100,0
Indice des industries du cuir	100,0	100,0
Indice des industries du textile	100,0	100,0
Indice des industries du papier	100,0	100,0
Indice des industries du verre	100,0	100,0
Indice des industries du caoutchouc	100,0	100,0
Indice des industries du cuir	100,0	100,0
Indice des industries du textile	100,0	100,0
Indice des industries du papier	100,0	100,0
Indice des industries du verre	100,0	100,0
Indice des industries du caoutchouc	100,0	100,0
Indice des industries du cuir	100,0	100,0
Indice des industries du textile	100,0	100,0
Indice des industries du papier	100,0	100,0
Indice des industries du verre	100,0	100,0
Indice des industries du caoutchouc	100,0	100,0
Indice des industries du cuir	100,0	100,0
Indice des industries du textile	100,0	100,0
Indice des industries du papier	100,0	100,0
Indice des industries du verre	100,0	100,0
Indice des industries du caoutchouc	100,0	100,0
Indice des industries du cuir	100,0	100,0
Indice des industries du textile	100,0	100,0
Indice des industries du papier	100,0	100,0
Indice des industries du verre	100,0	100,0
Indice des industries du caoutchouc	100,0	100,0
Indice des industries du cuir	100,0	100,0
Indice des industries du textile	100,0	100,0
Indice des industries du papier	100,0	100,0
Indice des industries du verre	100,0	100,0
Indice des industries du caoutchouc	100,0	100,0
Indice des industries du cuir	100,0	100,0
Indice des industries du textile	100,0	100,0
Indice des industries du papier	100,0	100,0
Indice des industries du verre	100,0	100,0
Indice des industries du caoutchouc	100,0	100,0
Indice des industries du cuir	100,0	100,0
Indice des industries du textile	100,0	100,0
Indice des industries du papier	100,0	100,0
Indice des industries du verre	100,0	100,0
Indice des industries du caoutchouc	100,0	100,0
Indice des industries du cuir	100,0	100,0
Indice des industries du textile	100,0	100,0
Indice des industries du papier	100,0	100,0
Indice des industries du verre	100,0	100,0
Indice des industries du caoutchouc	100,0	100,0
Indice des industries du cuir	100,0	100,0
Indice des industries du textile	100,0	100,0
Indice des industries du papier	100,0	100,0
Indice des industries du verre	100,0	100,0
Indice des industries du caoutchouc	100,0	100,0
Indice des industries du cuir	100,0	100,0
Indice des industries du textile	100,0	100,0</

BOURSE DE PARIS

26 JUIN Cours relevés à 17 h 31

VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS				
Compteur	Cours	Précéd.	Décl.	%	Compteur	Cours	Précéd.	Décl.	%	Compteur	Cours	Précéd.	Décl.	%	Compteur	Cours	Précéd.	Décl.	%
VALEURS	projeté			+	VALEURS	projeté			+	VALEURS	projeté			+	VALEURS	projeté			+
1906	1889	1889			1906	1889	1889			1906	1889	1889			1906	1889	1889		
4270	4210	4210			4270	4210	4210			4270	4210	4210			4270	4210	4210		
5270	5210	5210			5270	5210	5210			5270	5210	5210			5270	5210	5210		
1114	1114	1114			1114	1114	1114			1114	1114	1114			1114	1114	1114		
1387	1387	1387			1387	1387	1387			1387	1387	1387			1387	1387	1387		
2280	2280	2280			2280	2280	2280			2280	2280	2280			2280	2280	2280		
1305	1305	1305			1305	1305	1305			1305	1305	1305			1305	1305	1305		
520	520	520			520	520	520			520	520	520			520	520	520		
2460	2460	2460			2460	2460	2460			2460	2460	2460			2460	2460	2460		
448	448	448			448	448	448			448	448	448			448	448	448		
2410	2410	2410			2410	2410	2410			2410	2410	2410			2410	2410	2410		
548	548	548			548	548	548			548	548	548			548	548	548		
1150	1150	1150			1150	1150	1150			1150	1150	1150			1150	1150	1150		
1130	1130	1130			1130	1130	1130			1130	1130	1130			1130	1130	1130		
848	848	848			848	848	848			848	848	848			848	848	848		
520	520	520			520	520	520			520	520	520			520	520	520		
700	700	700			700	700	700			700	700	700			700	700	700		
1040	1040	1040			1040	1040	1040			1040	1040	1040			1040	1040	1040		
890	890	890			890	890	890			890	890	890			890	890	890		
715	715	715			715	715	715			715	715	715			715	715	715		
820	820	820			820	820	820			820	820	820			820	820	820		
1340	1340	1340			1340	1340	1340			1340	1340	1340			1340	1340	1340		
1040	1040	1040			1040	1040	1040			1040	1040	1040			1040	1040	1040		
890	890	890			890	890	890			890	890	890			890	890	890		
715	715	715			715	715	715			715	715	715			715	715	715		
820	820	820			820	820	820			820	820	820			820	820	820		
1340	1340	1340			1340	1340	1340			1340	1340	1340			1340	1340	1340		
1040	1040	1040			1040	1040	1040			1040	1040	1040			1040	1040	1040		
890	890	890			890	890	890			890	890	890			890	890	890		
715	715	715			715	715	715			715	715	715			715	715	715		
820	820	820			820	820	820			820	820	820			820	820	820		
1340	1340	1340			1340	1340	1340			1340	1340	1340			1340	1340	1340		
1040	1040	1040			1040	1040	1040			1040	1040	1040			1040	1040	1040		
890	890	890			890	890	890			890	890	890			890	890	890		
715	715	715			715	715	715			715	715	715			715	715	715		
820	820	820			820	820	820			820	820	820			820	820	820		
1340	1340	1340			1340	1340	1340			1340	1340	1340			1340	1340	1340		
1040	1040	1040			1040	1040	1040			1040	1040	1040			1040	1040	1040		
890	890	890			890	890	890			890	890	890			890	890	890		
715	715	715			715	715	715			715	715	715			715	715	715		
820	820	820			820	820	820			820	820	820			820	820	820		
1340	1340	1340			1340	1340	1340			1340	1340	1340			1340	1340	1340		
1040	1040	1040			1040	1040	1040			1040	1040	1040			1040	1040	1040		
890	890	890			890	890	890			890	890	890			890	890	890		
715	715	715			715	715	715			715	715	715			715	715	715		
820	820	820			820	820	820			820	820	820			820	820	820		
1340	1340	1340			1340	1340	1340			1340	1340	1340			1340	1340	1340		
1040	1040	1040			1040	1040	1040			1040	1040	1040			1040	1040	1040		
890	890	890			890	890	890			890	890	890			890	890	890		
715	715	715			715	715	715			715	715	715			715	715	715		
820	820	820			820	820	820			820	820	820			820	820	820		
1340	1340	1340			1340	1340	1340			1340	1340	1340			1340	1340	1340		
1040	1040	1040			1040	1040	1040			1040	1040	1040			1040	1040	1040		
890	890	890			890	890	890			890	890	890			890	890	890		
715	715	715			715	715	715			715	715	715			715	715	715		
820	820	820			820	820	820			820	820	820			820	820	820		
1340	1340	1340			1340	1340	1340			1340	1340	1340			1340	1340	1340		
1040	1040	1040			1040	1040	1040			1040	1040	1040			1040	1040	1040		
890	890	890			890	890	890			890	890	890			890	890	890		
715	715	715			715	715	715			715	715	715			715	715	715		
820	820	820			820	820	820			820	820	820			820	820	820		
1340	1340	1340			1340	1340	1340			1340	1340	1340			1340	1340	1340		
1040	1040	1040			1040	1040	1040			1040	1040	1040			1040	1040	1040		
890	890	890			890	890	890			890	890	890			890	890	890		
715	715	715			715	715	715			715	715	715			715	715	715		
820	820	820			820	820	820			820	820	820			820	820	820		
1340	1340	1340			1340	1340	1340			1340	1340	1340			1340	1340	1340		
1040	1040	1040			1040	1040	1040			1040	1040	1040			1040	1040	1040		
890	890	890			890	890	890			890	890	890			890	890	890		
715	715	715			715	715	715			715	715	715			715	715	715		
820	820	820			820	820	820			820	820	820			820	820	820		
1340	1340	1340			1340	1340	1340			1340	1340	1340			1340	1340	1340		
1040	1040	1040			1040	1040	1040			1040	1040	1040			1040	1040	1040		
890	890	890			890	890	890			890	890	890			890	890	890		
715	715	715			715	715	715			715	715	715			715	715	715		
820	820	820			820	820	820			820	820	820			820	820	820		
1340	1340	1340			1340	1340	1340			1340	1340	1340			1340	1340	1340		
1040	1040	1040			1040	1040	1040			1040	1040	1040			1040	1040	1040		
890	890	890			890	890	890			890	890	890			890	890	890		
715	715	715			715	715	715			715	715	715			715	715	715		
820	820	820			820	820	820			820	820	820			820	820	820		
1340	1340	1340			1340	1340	1340			1340	1340	1340			1340	1340	1340		
1040	1040	1040			1040	1040	1040			1040	1040	1040			1040	1040	1040		
890	890	890			890	890	890			890	890	890			890	890	890		
715	715	715			715	715	715			715	715	715			715	715	715		
820	820	820			820	820	820			820	820	820			820	820	820		
1340	1340	1340			1340	1340	1340			1340	1340	1340			1340	1340	1340		
1040	1040	1040			1040	1040	1040			1040	1040	1040			1040	1040			

Comptant (reflection)

[illegible]

Second marché (sélection)

[illegible]**SICAV** (selección)[illegible]

Hors-cote

.....	8	.....
.....	417	417
.....	185	.....
.....	180	180
.....	390	390
.....	1075	1075
.....	218	218
.....	325	.....
.....	292	.....
.....	1025	1041
.....	3400	.....
.....	378	389
.....	154 50	154 30
.....	95 70	0 10
.....	423	.....
.....	390	.....
.....	135	.....

VALEURS	Cours Préc.	Déclat 1998
---------	----------------	----------------

[illegible]

Droits et devoirs

VALEURS	Car- per	Dossier ouvert
Attributs		
Air Liquide
Casino
Criol, Poudier Pastries
Pastried Aliments
Total

MINTEL

Le gestionnaire direct
de votre portefeuille personnel
35-15 Tupper LAKEside BOULEVARD

Cote des changes

OFFICE	COURS		COURS DES BILLET	
	prima.	25/8	Achat	Vente
	6 104	6 090	5 800	5 300
	8 934	8 918		
	303 300	303 500	322 500	341 800
	16 094	16 096	15 750	16 800
	286 480	286 430	287 500	305 500
	91 720	91 600		
	91 720	91 600	97 500	94
	9 837	9 840	9 500	10 250
	4 418	4 402	4 200	5 200
	4 418	4 402	4 200	5 200
	401 300	402 500	399 500	409 500
	55 950	56 670	56	58 500
	47 480	47 430	46 350	48 700
	4 537	4 527	4 400	5 100
	4 278	4 269	3 700	4 700
	4 495	4 578	4 400	4 700
	4 495	4 578	4 400	4 700

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix	COURS 25/6
Or fin Baïle au bureau	86900	86900
Or fin au bureau	86900	86900
Pièces françaises (20 fr)	515	515
Pièces françaises (10 fr)	351	.....
Pièces suédoises (20 kr)	510	608
Pièces suédoises (10 kr)	523	608
Or Zurich	853	853
Pièces de 20	2850	3000
Pièces de 10 dollars	1440	1445
Pièces de 5 dollars	950	.....
Pièces de 50 pesetas	3265	3275
Pièces de 10 pesetas	514	515
Or Londres	438	.....
Or Zurich	440 50	.....
Or Hongkong	440 80	.....
Argent Londres	6 38	.....

100

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Italie : M. Cichetto devient numéro deux du PCI. 4 Le conflit frontalier entre le Chili et la Bolivie. 5 La visite imprévue du colonel Khedafi à Alger. 6 Le général Jaruzelski au Japon. 7 La guerre du Golfe.	8 M. Chirac au « Grand Jury RTL-Le Monde ». 9 Le rassemblement des pieds-noirs à Nice. DÉBATS 2 Droit de grève.	12 La fin du congrès du SNL. — La Corse après l'arrestation de Charles Piri. SPORTS 13 La Coupe d'Europe d'athlétisme : les internationaux de tennis de Wimbledon ; le championnat de France de cyclisme.	14 Brahms à la Grange de Mealey. — Les festivals de jazz à Paris. 15 Une exposition sur les trois frères Duchamp. — Communication : les grands de l'audiovisuel français candidats au satellite TDF 1.	37 La réunion du conseil européen. 38 L'Irak fait cavalier seul parmi les producteurs de pétrole. 41 Un bilan de l'application des lois Auroux. 42-43 Marchés financiers.	Radio-télévision 17 Météorologie 17 Mots croisés 17 Carnet 18 Loterie, Loto 18 Annonces classées 19 à 32 Spectacles 16	• S'inscrire à la faculté (UNEF) • Le Monde et les quotidiens (RPF) • Gagner des compact-disques avec la Callas (ARIA) Actualités, Sports, International, Bourse, Culture, Immobilier. 38-115 Tapez LEMONDE

A New-Delhi

Plusieurs centaines de personnes bloquées dans un immeuble en feu

New-Delhi. — Une personne s'est tuée en sautant, lundi 29 juin, d'un immeuble en feu à New-Delhi, dans lequel plusieurs centaines de personnes sont encore bloquées. Deux hélicoptères venus leur porter secours ont réussi à emmener environ six personnes, mais ont dû se retirer car leurs pales avançaient les flammes. L'immeuble, qui compte quinze étages, est situé dans le principal centre commercial de New-Delhi.

Des témoins ont pu voir environ cent cinquante hommes et femmes sur le toit et aux fenêtres, hurlant et agitant les bras dans une épaisse fumée pour appeler à l'aide. De nombreuses victimes ont été emportées sur des brancards, plusieurs inanimées. Des flammes de 20 mètres s'élevaient du huitième étage, là où le feu s'est déclaré. Des ouvriers travaillant sur des chantiers proches ont également réussi à retirer au moins trois personnes en posant une passerelle à l'aide de leurs grues, selon les témoins. — (AFP.)

BOURSE DE PARIS

Matinée du 29 juin

En hausse : + 0,45 %

La Bourse de Paris a commencé la semaine du bon pied, avec une hausse de 0,45 % à l'issue de la séance du matin. Parmi les valeurs les mieux orientées figuraient Casino prioritaire (+6,59 %), GTM (+6,4 %), Via Banque (+5,58 %), Moulins (+4,8 %) et Eurocom (+4,47 %). En repli, on notait Jean Lefebvre (-5 %), Coffineg (-4,52 %) et Darty prioritaire (-2,92 %).

Valeurs françaises	Cote	Précéd.	Décal.
Accor	480	483	-3
Agropar	515	518	-3
Alcatel	585	588	-3
Banque Cal	554	554	0
Banque Paribas	2770	2770	0
Bouygues	1021	1025	-4
B.S.M.	4705	4720	-15
Carrefour	3080	3100	-20
Cheminot S.A.	1280	1282	-2
Club Méditerranée	580	582	-2
Elf	1182	1194	-12
ELF-Accor	283	287	-4
Elf-Air	2460	2460	0
Elf-Cap	1545	1535	10
Elf-Ind	1475	1480	-5
Elf-Mat	3110	3120	-10
Elf-Mat	1310	1315	-5
Elf-Mat	2575	2570	5
Elf-Mat	980	980	0
Elf-Mat	4025	4120	-95
Elf-Mat	575	575	0
Elf-Mat	1505	1511	-6
Elf-Mat	425	427	-2
Elf-Mat	704	700	4
Elf-Mat	752	760	-8
Elf-Mat	2330	2330	0
Elf-Mat	1230	1235	-5
Elf-Mat	480	475	5
Elf-Mat	2010	2030	-20
Elf-Mat	570	565	5

LA MODE EN SOLDES!
RODIN
38, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

LA TREILLE
saldes d'été
QUALITÉS IRREPROCHABLES
PRIX EXCEPTIONNELS
62 rue St André-des-Arts 6^e
Tel: 43.29.44.10
PARKING ATTENDANT À NOS MAGASINS

A B C D E F G

Air Inter annule la moitié de ses vols

Une grève pour le troisième pilote

La compagnie Air Inter annule un vol sur deux, le mardi 29 et le mercredi 30 juin, en raison de l'ordre de grève lancé par le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) et par le Syndicat national des officiers mécaniciens de l'aviation civile (SNOMAC). Ces deux syndicats demandent que le futur Airbus A-320, qui entrera en service l'an prochain, soit piloté par

trois personnes, alors que la direction ne veut pas qu'il y ait plus de deux dans le cockpit, ce qui signifie la disparition de l'officier mécanicien. Par ailleurs, la CFDT des signaleurs du ciel a suspendu jusqu'au 5 juillet sa grève afin de ne pas gêner les départs en vacances.

La direction d'Air Inter campe sur des positions très solides. « D'abord, dit-elle, l'A 320 a été conçu pour être piloté par deux hommes et, si nous cédaions, nous serions la seule compagnie avec

l'australienne ANSETT à y mettre trois hommes. D'ailleurs, il n'y a pas physiquement la place d'un troisième homme dans le cockpit. Quant au fait que le personnel navigant français est 100 % plus cher que la moyenne européenne, on comprend que le gain — éventuel — de productivité dû au troisième homme sera largement dépassé par son surcoût salarial. »

M. Jacques Douffignies porte le coup de grâce à la revendication des navigateurs d'Air Inter. Rappelant qu'en 1992, la disparition des frontières des Douze mettra les compagnies dans une situation de vive concurrence, le ministre des transports déclare sans ambages : « Le problème n'est pas de savoir si l'on peut piloter à deux ou à trois les futurs avions, mais de savoir s'il y aura encore des avions d'Air Inter à piloter. »

ALAIN FAUJAS.

Le PS enlève deux sièges à la majorité et menace un troisième

FINISTÈRE : canton de Landerneau (1^{er} tour)
Inscr. : 16 197 ; vot. : 7 553 ; suff. expr. : 7 411.

MM. Jean-Pierre Thomlin (PS), 2 951 ; Paul Jarry (RPR), 2 070 ; Yves Loasèc (CDS), 1 654 ; Claude Briscaden (FN), 465 ; Marcel Corcuff (PCF), 271. Il y a ballottage.

[A la suite du décès de Théodore Le Borge (div. d.), à l'âge de soixante-deux ans, maire de Landerneau pendant douze ans et conseiller général depuis 1964, deux candidats se présentent : M. Claude Briscaden, capitaine des sapeurs-pompiers de Landerneau, ancien membre du RPR ayant adhéré au Front national, M. Marcel Corcuff (PCF) candidat orthodoxe, M. Paul Jarry (RPR), maire de Landerneau, M. Yves Loasèc (CDS), premier magistrat d'une petite commune, la Forest-Landerneau et M. Jean-Pierre Thomlin (PS), habitant des services locaux. Malgré la forte activité politique exercée par ces nombreuses candidatures, la participation a été très faible (44,63 %). D'un scrutin à l'autre, la majorité perd près de seize points (de 64,83 % à 50,2 %), tandis que le PS en gagne dix (de 29,7 % à 39,81 %). Au premier tour de mars 1982, en effet, les résultats avaient été les suivants : Inscr. : 16 593 ; vot. : 11 375 ; suff. expr. : 11 233. T. Le Borge : 4568 ; M.M. Thomlin : 3 337 ; Gadi (div. d.) : 2 833 ; Mervise (PCF), 495.]

CALVADOS : canton d'Orbec (2^e tour)
Inscr. : 6 058 ; vot. : 3 497 ; suff. expr. : 3 237. MM. Bernard Lambert (PS), 1 743 ; ELU ; Michel Grenier (Maj. sout. UDF), 1 494.

[M. Louis Mercaudon, ancien ministre et chef de file des socialistes dans le département, s'est présenté sans succès à cette « élection municipale sans enjeu » pour le PS dans un canton « très conservateur ». Il y voit « un dénouement de la politique gouvernementale ». Au premier tour, la majorité totalisait 77,84 % des suffrages répartis, il est vrai, entre cinq candidats. Elle n'obtient que 46,15 % au second tour, contre 53,85 % au candidat socialiste, qui n'en avait obtenu que 19,17 % au premier tour.]

Le 21 juin, en effet, les résultats avaient été les suivants : Inscr. : 6 056 ; vot. : 3 435 ; suff. expr. : 3 208. MM. Lambert, 641 ; Grenier, 606 ; Lethorey (div. d.), 571 ; Dost (div. d.), 569 ; Féron (div. d.), 437 ; Fosse (RPR), 424 ; Pasquier (PCF), 99.]

HAUTE-MARNE : canton de Beaumont (2^e tour)
Inscr. : 3 380 ; vot. : 2 513 ; suff. expr. : 2 462 ; MM. André Deguis, PS, 1 112 voix ; Pierre-Jean Thomas, app. RPR, 907 ; André Méchet, app. UDF, 443.

La mort de Frédéric Bon

Un pionnier de la science politique moderne

Avec la mort brutale de Frédéric Bon, la science politique perd l'un de ses pionniers. Depuis André Siegfried la sociologie politique française occupait une place prédominante. Frédéric Bon a su la moderniser en introduisant, dès le début des années 70, dans la vénérable Fondation nationale des sciences politiques, les fichiers électoraux sur ordinateur, l'usage des mathématiques, les techniques quantitatives et l'approfondissement des questions d'opinion. Dans ces enseignements il a largement contribué à former la nouvelle génération de chercheurs en sciences politiques et des spécialistes des instituts de sondage. Frédéric Bon a également joué un rôle décisif dans le lancement et la réussite des désormais fameuses opérations « estimations » des soirées électorales, d'abord avec Honeywell Bull puis avec la SOFRES.

En 1974, à 0,1 point près, son estimation désignait dès la clôture du scrutin, le vainqueur d'un second tour exceptionnellement serré dans notre histoire politique.

Mais l'outil scientifique de ces opérations fut complété à partir de

1980 par la création de la banque de données socio-politiques, modèle de ce que doit être la mise en archives méthodique des données électorales et des enquêtes d'opinion.

Les écrits de Frédéric Bon montrent la diversité de son talent : recherches sur l'idéologie avec *Nouveaux Intellectuels* (1966) et *Structures de l'idéologie communiste* (1968) ; sur les attitudes politiques avec *L'Ouvrier français* (1970), ouvrages de synthèse devenus des classiques tels que *Les Sondages peuvent-ils se tromper ?* (1974) ou bien *Les Elections en France* (1978).

Mais ce sont ses œuvres parodiques écrites avec son cousin, Michel Antoine Burnier, qui ont atteint le grand public : *Les Voraces*, tragédie en alexandrins, écrites pendant la campagne électorale de 1974, et surtout, *Que le meilleur perde*, best-seller publié à l'automne 1985, étonnante mise en scène du jeu politique français qui reste d'actualité.

J.-M.C.

[Né le 30 janvier 1943 en Savoie, Frédéric Bon était diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Assistant de recherches à partir de 1964 au Centre d'études de la vie politique française contemporaine (CEVOP) dépendant de la Fondation nationale des sciences politiques de Paris, il est affecté au CNRS en 1969 puis à l'Université de Grenoble en 1974. Maître de recherches depuis 1980, il dirige la troisième cycle à l'Institut d'études politiques de Grenoble.]

Le numéro du « Monde » daté 28-29 juin 1987 a été tiré à 453 157 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-1 LEMONDE

Sur le vif

Relaxe

Il m'arrive un truc dingue aujourd'hui, un coup de veine comme j'en ai rarement eu. Mon papier, je l'ai trouvé tout fait, tout prêt, dans le courrier. C'est un lecteur qui me l'envoie. J'ai qu'à le recopier. Bon, alors, voilà :

Je travaille au quartier Latin. J'avais rendez-vous à Nanterre, à deux pas de la station Nanterre-Ville. Je n'ai pas l'habitude du RER, c'était la première fois que je le prenais hors de Paris. Je me déplace généralement en voiture. A la gare du Luxembourg, pas de panneau explicatif, pas de distributeur de billets, la queue au guichet. J'avais des tickets de métro (2^e classe) dans ma poche. J'en mets un dans la machine en me disant : on verra bien au Châtelet. Au Châtelet, je ne vois rien. Je me trouve directement sur le quai, direction Saint-Germain-en-Laye, pas de panneau, pas de distributeur. Le train arrive. Pas de contrôleur, sortie libre.

Pour le retour, je suis bien décidé à payer, je suis honnête. Je me retrouve à la gare de Nanterre-Ville. Deux distributeurs de billets. J'appuie sur les boutons du premier. Un voyant s'allume : « Hora service ». J'appuie sur les boutons du second. Voyant : 7,80 francs. Deuxième voyant : l'appareil ne fait plus la monnaie. Faites l'appoint. Je suis honnête, mais pas prodigue. Je n'ai pas l'appoint. J'ai soit, j'ai remarqué un café en face de la gare. J'y vais, je bois un panaché, je reviens à la machine avec l'appoint. Je réappuie sur les boutons. Toujours 7,80 francs. Je glisse une pièce de 5 francs, elle retombe. Je recommence, elle aussi.

Il y a des barrières avec des cartes qui avaient des billets. J'hésite à y mettre un ticket de métro. Je me dis : c'est idiot. Je me baise, je passe en dessous du tourniquet et je prends le train. Pas de contrôleur. J'arrive à la gare du Luxembourg. Partitions, je saute. Ça y est, j'ai fait l'aller-retour Luxembourg-Nanterre-Ville pour le prix d'un ticket de métro de deuxième classe.

Par-dessus, la France ? Drôlement relaxe, en tout cas.

CLAUDE SARRUTE.

Après une interview diffusée par TF1

M. Laurent Fabius veut poursuivre l'auteur d'un livre sur Greenpeace

M. Laurent Fabius a chargé son avocat, M. Jean-Denis Bredin, d'engager des poursuites après avoir acquis à Paris par l'intermédiaire de TF1, dimanche 28 juin, par l'auteur de *Mission Oxygène*, livre sur l'affaire Greenpeace qui doit sortir le 2 juillet prochain. L'ancien premier ministre juge « totalement inacceptable » les déclarations de Patrick du Morne Vert, pseudonyme de l'auteur de *Mission Oxygène*, qui, à propos du sabotage commis contre le *Rainbow Warrior*, le 10 juillet 1985, par les services secrets français, déclare que « les princes, c'est-à-dire les ministres et pas le président de la République, n'avaient pu être en dehors du secret. Ils pouvaient ne pas savoir comment allait se développer l'affaire, a ajouté Patrick du Morne Vert (lequel ne vit pas masqué), mais tous savaient qu'on était engagé dans une action contre Greenpeace ».

La réaction de M. Fabius est conforme à toutes ses déclarations : publiques et privées — antérieures. L'ancien premier ministre a toujours affirmé ne pas avoir été mis au courant de l'opération montée contre le navire de l'association Greenpeace. Quant à M. Pierre Joxe, ancien ministre de l'Intérieur, apparemment également visé par les propos de Patrick du Morne Vert, il n'a pas encore décidé de son attitude. « J'attends », a-t-il déclaré au *Monde*, de pouvoir visionner toute l'interview, mais je n'ai pas l'intention de me laisser traiter de traître sans réagir. » M. Joxe, dont les services

à plusieurs reprises, avaient été accusés d'avoir facilité le travail de la police anti-terroriste venue enquêter à Paris sur l'affaire du *Rainbow Warrior* déjà poursuivie en diffamation *Le Monde*, qui l'accusait de trahison, le 25 novembre 1986, l'hebdomadaire avait été condamné à dix amendes de 10 000 F par la 1^{re} chambre correctionnelle de Paris.

G.M.

Loyers HLM : + 3,8 % pour l'année selon M. Méhaignerie

La hausse moyenne des loyers HLM sera pour l'année de 3,8 %, a indiqué, dimanche 28 juin, M. Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement et de l'habitat. « Mon objectif », a-t-il déclaré, « est de faire passer la hausse moyenne des loyers HLM de 3,3 % à 3,8 % en 1987. L'Union nationale des fédérations d'organismes HLM fait d'ailleurs remarquer que la moyenne, prise sur l'ensemble des organismes, ceux qui augmentent comme ceux qui baissent, n'est que de 3,4 % alors que l'indice du coût de la construction pour l'année devrait être de 4 %.

CRÉATEURS D'ENTREPRISES
ATTENTION : si vous n'avez pas encore créé votre entreprise, c'est maintenant ou jamais !
CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS : à partir de 4.000 F HT, sans frais compris
TOUTES DÉMARCHES COMMERCE ET DROIT
GEICA / 42-96-41-12 55 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

KNAP
SOLDE 50%
A PARTIR DE
34, Fg SAINT-HONORÉ

ENQUETE EXCLUSIVE :
QUI POSSEDE LES 200 PREMIERES ENTREPRISES ?
SCIENCE VIE
ECONOMIE
JUILLET-AOÛT